

**Thèse de doctorat en
SCIENCES ECONOMIQUES**

Préparée et soutenue publiquement par

Ibrahim TIDJANI

Le 05 Décembre 2018

**LA MOBILITE PASTORALE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :
UNE STRATEGIE D'ADAPTATION SOUTENABLE ?**

Membre du jury :

Bruno Boidin, Professeur (Université de Lille), Président du jury

Benoît Lallau, Maître de conférences HDR (Sciences Po Lille), Directeur

Géraud Magrin, Professeur (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Rapporteur

Emmanuel Mbetid-Bessane, Professeur (Université de Bangui), Rapporteur

Jérôme Ballet, Maître de conférences HDR (Université de Bordeaux), Examineur

Bernadette Tillard, Professeur (Université de Lille), Examinatrice

Bernard Bonnet, Chargé d'études (IRAM), Membre invité

**Thèse de doctorat en
SCIENCES ECONOMIQUES**

Préparée et soutenue publiquement par

Ibrahim TIDJANI

Le 05 Décembre 2018

**LA MOBILITE PASTORALE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :
UNE STRATEGIE D'ADAPTATION SOUTENABLE ?**

Membre du jury :

Bruno Boidin, Professeur (Université de Lille), Président du jury

Benoît Lallau, Maître de conférences HDR (Sciences Po Lille), Directeur

Géraud Magrin, Professeur (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Rapporteur

Emmanuel Mbetid-Bessane, Professeur (Université de Bangui), Rapporteur

Jérôme Ballet, Maître de conférences HDR (Université de Bordeaux), Examineur

Bernadette Tillard, Professeur (Université de Lille), Examinatrice

Bernard Bonnet, Chargé d'études (IRAM), Membre invité

AVANT-PROPOS

Evoquer le parcours de cette thèse n'est pas chose facile dans la mesure où cela consiste à revenir sur une page douloureuse de la récente histoire de la RCA, un pays ravagé d'abord par une crise militaro-politique depuis plus d'une décennie puis par un conflit communautaire très meurtrier en 2013. Cette thèse a été fortement marquée par ces bouleversements puisqu'elle a commencé au même moment où cette crise s'est installée. Je rappelle que j'étais déjà à Lille en France dans le cadre de mon premier séjour académique quand le régime de Bozizé en place a été renversé par une coalition de rébellion appelée Seleka. Ce séjour a été même prolongé d'environ un mois afin de faciliter mon retour à Bangui dans des conditions sécuritaires acceptables. De retour au pays, la situation sécuritaire n'a fait que se dégrader de jour en jour, et la présence des groupes armés incontrôlés et disséminés sur l'ensemble du territoire a créé un climat défavorable à la poursuite de la recherche. Il était question pour moi d'affiner la méthodologie et d'envisager la première phase de terrain indispensable pour la suite de cette thèse. Malheureusement le contexte ne le permettait pas, la crise sécuritaire s'est amplifiée au point où les affrontements entre les groupes armés rivaux notamment les Seleka (au pouvoir) et les Anti-Balaka qui se sont proclamés autodéfenses pour s'opposer à ces Seleka s'intensifiaient. Ces affrontements se sont étendus à l'ensemble du pays et ont pris même des tournures communautaires et confessionnelles. Les déplacements hors de Bangui la capitale comportaient des grands risques car la peur s'est généralisée et la confusion totale régnait au sein de toute la population. La tentative de renversement ratée du régime Seleka en place par les Anti-Balaka le 5 décembre 2013 a plongé le pays dans le chaos et un déchainement de violence et des tueries sans précédent. Des attaques et représailles de part et d'autre à caractère communautaire/confessionnelle ont en suivi. Sous la pression de la communauté internationale, le président Michel Djotodjia a démissionné mais ce départ n'a pas permis une amélioration du climat des tensions. Il en a été le cas même au début de l'intervention des Forces internationales et de l'opération Française Sangaris censé mettre fin au désastre. Pour fuir les représailles à caractère communautaire, les populations musulmanes ont été contraint de se replier soit dans les zones du nord-est, soit trouver refuge dans les pays voisins (Cameroun, Tchad). Appartenant à cette communauté et craignant pour ma sécurité, j'ai trouvé refuge au Tchad comme beaucoup de mes compatriotes après un périple très difficile. Arrivé à Ndjamena en janvier 2014 où j'ai passé 3 mois dans des conditions d'accueil très difficile, j'ai très vite introduit une demande auprès du HCR et de l'organisme en charge des questions de réfugiés au Tchad pour le statut de réfugié qui m'a finalement été accordé. Le HCR a par la suite

organisé pour transfert de Ndjamena à Goré (au sud) où se trouvait déjà un grand camp des réfugiés centrafricains fuyant les événements de 2003 en RCA. Je ne vais pas revenir ici sur les conditions de vie difficiles de 7 mois passés dans ce camp de réfugié mais il convient de préciser que j'ai toujours entretenu l'idée de poursuivre mes recherches et je n'ai ménagé aucun effort pour relancer ma thèse à partir du Tchad mais sans succès. L'année 2014 a été déclarée académiquement blanche pour moi, car sans possibilité d'avancement, je ne pouvais pas envisager un séjour à Lille. De plus le SCAC n'était pas disposé à organiser mon voyage depuis le Tchad compte tenu de mon statut de réfugié. Recommandé par mon directeur de thèse à une ONG qui a commandité une étude sur la transhumance en RCA, j'ai été contacté dans le cadre d'une consultance mais avec l'exigence de revenir à Bangui ou à Paoua dans le nord-ouest pour commencer la mission de terrain. Persuadé que c'était à l'époque la seule possibilité pour moi non seulement de revenir au pays mais surtout de reprendre les recherches en profitant de la logistique humanitaire, j'ai alors décidé avec tous les risques que cela comportait d'abandonner mon statut de réfugié et de rejoindre l'équipe de la mission transhumance à Paoua en passant par le Cameroun. J'ai dû traverser une zone contrôlée par les Anti-Balaka pour rejoindre cette localité et les conditions de ce voyage n'ont pas été faciles. L'étude a été faite, mais compte tenu de son caractère urgent qui ne me permettait pas d'effectuer un long séjour auprès des éleveurs et d'envisager un passage dans les campements (pour raisons de sécurité), elle ne me permettait à ce titre un déploiement convenable de la méthodologie de ma thèse. Dans ce cas, il me fallait chercher une autre possibilité pour pouvoir avoir un peu plus de temps et accéder aux campements pastoraux. Du fait de la crise sécuritaire et de l'état des infrastructures routières, la dispersion et replis des éleveurs dans certaines zones plutôt que d'autres ont rendu l'accès aux zones pastorales très problématiques. De plus la bourse que m'a octroyée la coopération Française en lien avec cette thèse n'assure uniquement que la prise en charge de mon séjour académique et frais universitaires en France. Par conséquent, il fallait que je trouve des financements pour des terrains trop complexes. Le projet AUF en partenariat avec les ONGs (TGH, ACF, CRF et ACTED) est venu pallier aux premiers défis qui sont d'ordre logistique. J'ai donc eu la chance de faire partie de l'équipe de ce projet en ayant pour charge le déploiement du cadre d'analyse et de la méthodologie pour les enquêtes de terrain appliquées aux campements pastoraux. Dans ce registre, les ONGs partenaires de ce projet ont facilité l'accès au terrain du point de vue logistique. Néanmoins, il faut dire aussi que les moyens logistiques combien importants des ONGs n'ont pas suffi à pallier à toute la complexité des terrains ruraux centrafricains. Ainsi, avec la volatilité de la situation sécuritaire, il est arrivé que ces ONGs se montrent moins réceptifs à l'idée de mettre à ma

disposition une moto ou un véhicule afin de rejoindre une zone donnée. C'est ainsi que entre la première phase de terrain et le second, il y a eu des problèmes de ce genre et j'ai été contraints de partir sur le terrain sans la visibilité ONG, ni leurs moyens logistiques qui assuraient pourtant un minimum de sécurité. Je ne peux pas occulter l'environnement sécuritaire de ce travail surtout sur les sites retenus qui sont totalement sous la coupe des groupes armés notamment Ex-Seleka et Anti-Balaka. Il fallait donc pour moi braver les réticences/méfiances des éleveurs au moment des enquêtes, gérer les soupçons et interprétations maladroites sur l'objectif de l'étude pour ne pas compromettre ces enquêtes. A cela s'ajoutent aussi, les perceptions erronées de la part de certains ménages enquêtés qui ont tendance à considérer les enquêtes menées comme une phase préliminaire préalable à d'éventuel appui en leur faveur.

Les difficultés qui ont marqué la rédaction de cette thèse ne se sont pas limitées au seul cadre de l'accès au terrain. Il y avait également l'environnement de la rédaction de cette thèse à Bangui. Je tiens à rappeler que je réside toujours au PK5, ce quartier de la capitale centrafricaine qui est une enclave, soumis à des bouclages permanents suite à des incidents sécuritaires. Je ne pouvais pas donc travailler dans la sérénité tant le quartier est à la fois sous le contrôle des groupes d'autodéfense qui font la loi et sous celle quotidienne d'une éventuelle attaque des Anti-Balaka ou des Forces Armées Centrafricaines (FACA). Dans ce quartier de PK5, les groupes armés dit d'autodéfense du quartier se battaient régulièrement entre eux. De fois, ils s'en prenaient à des gens qu'ils accusent d'être des « traîtres ». Donc, il y régnait une atmosphère de peur constante et d'une vie rythmée par des rumeurs d'attaques. L'accès au laboratoire d'économie rurale et de sécuritaire alimentaire (LERSA) de l'université de Bangui qui est censé m'offrir les conditions idéales d'un travail de recherche devient de plus en plus compliqué. La volatilité de la situation et l'imprévisibilité des incidents sécuritaires m'ont conduit à adopter une stratégie de prudence consistant à travailler chez moi en dépit des contraintes (délestage, problème de connexion internet) plutôt que de me rendre au LERSA pour éviter le risque d'être piégé par un incident qui éclate. Les opérations de désarmement des groupes d'autodéfense du quartier PK5 orchestrées par le gouvernement et la MINUSCA et qui n'ont pas donné des résultats escomptés ont d'avantage créé un climat de psychose au point où j'ai même perdu mes propres biens parmi lesquels mon outil de travail (ordinateur), retardant ainsi la rédaction pendant un long moment. Si cette thèse qui est loin d'être parfaite est menée à son terme, c'est au prix d'un certain sacrifice et d'un travail d'abnégation. Je voudrais ici insister sur la nécessité de ne pas ignorer que le contexte dans lequel elle s'est déroulée explique en grande partie les insuffisances constatées.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier très chaleureusement mon directeur de thèse Benoit Lallau qui, non seulement accepté d'assurer la direction de cette thèse mais qui n'a ménagé aucun effort pour qu'elle aboutisse en dépit des moments de flottement et des difficultés. Il a été d'un soutien sans faille à la fois pour la recherche de financement académique et d'accès au terrain et pour l'amélioration des conditions de travail. Les moments d'incertitudes et de doute n'auraient pas pu être surmontés sans ses conseils et sa disponibilité sans faille. Je voudrais ici lui témoigner toute ma reconnaissance et ma profonde gratitude.

Je tiens aussi à remercier Emmanuel Mbetid-Bessane, en sa qualité de directeur du Laboratoire d'Economie Rurale et de Sécurité Alimentaire de l'Université de Bangui (LERSA) qui a toujours cru en ma personne en m'appuyant tant dans la construction de ce projet, la recherche de son financement et le suivi de sa réalisation. Qu'il retrouve ici le témoignage de toute ma reconnaissance.

Je voudrais aussi adresser mes remerciements aux membres du jury notamment Bruno Boidin, Géraud Magrin, Emmanuel Mbetid-Bessane, Jérôme Ballet, Bernadette Tillard et Bernard Bonnet, pour avoir accepté en dépit de leur agenda très chargé de consacrer leur temps pour l'évaluation de cette thèse.

Cette thèse n'aurait pas dû se réaliser sans une mobilisation des ressources financières et logistiques. C'est pourquoi, je tiens à remercier très fortement la Coopération Française et plus particulièrement toute l'équipe du SCAC de Bangui pour l'intérêt porté à mon sujet en m'attribuant la bourse d'étude et également pour la disponibilité constante des personnes en charge de mon dossier durant toutes les années qui ont permis le bouclage de cette recherche.

Que l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) via le projet Construire la Paix grâce au Développement Agricole (CPDA) et les ONGs partenaires notamment Triangle Génération Humanitaire (TGH) reçoivent aussi mes remerciements. L'accès aux terrains de recherche dans le contexte Centrafricain marqué par de crises sécuritaires n'aurait pas été possible sans l'appui de ces organisations.

Mes remerciements s'adressent aussi à tous ceux ou toutes celles qui ont accepté de relire ce travail et d'en apporter leur précieuse contribution.

Je remercie également toute ma famille notamment les familles Tidjani et Adamou pour les diverses formes d'appui dont j'ai pu bénéficier durant toutes les années de mes études et particulièrement dans le cadre de cette thèse.

Que mes amis et collègues doctorants en particulier Lise Archambaud, Pierre Robert, Perrine Benoist-Laissus et Claudine Dumbi retrouvent ici l'expression de toute ma gratitude pour les conseils, les soutiens et les moments de bonheur et de stress passés ensemble.

SOMMAIRE

Introduction Générale. Le paradoxe du pastoralisme en RCA.....	15
Première Partie. Etudier la mobilité pastorale en RCA	33
Chapitre 1. La mobilité, fondement menacé des pastoralismes	35
Chapitre 2. Comment étudier la résilience des pastoraux en RCA ?	59
Deuxième Partie. Le pastoralisme Centrafricain à l'épreuve des crises	117
Chapitre 3. L'élevage bovin en RCA, une vieille histoire	119
Chapitre 4. L'élevage pastoral à l'épreuve de la crise de 2013.....	143
Troisième Partie. Quel avenir pour les campements pastoraux en RCA ?	168
Chapitre 5 Etre et rester éleveur dans la Vakaga	169
Chapitre 6. Etre et rester éleveur dans la Ouaka.....	202
Conclusion Générale. Quelles perspectives pour le pastoralisme en RCA ?.....	233
Références Bibliographiques	241
Annexes.....	255
Liste des Tableaux	272
Liste des Encadrés.....	273
Liste des Figures	273
Liste des Cartes	274
Liste des Photos.....	274
Table des matières.....	275
Abstract.....	281
Résumé	282

LISTE DES ABREVIATIONS

AB : Anti-Balaka

ACF Action contre la Faim

AGR : Activités Génératrices de Revenus

AEA : Association Eleveurs Agriculteurs

ANDE : Agence nationale de Développement de l'Élevage

ANEC : Association Nationale des Eleveurs Centrafricains

AUF : Agence Universitaire de la Francophonie

BAD: Banque Africaine de Développement

CEA : Commission Economique pour l'Africaine

CEE: Communauté Economique Européenne

CFA : Colonies Françaises d'Afrique

CICR : Comité International de la Croix Rouge

CRS: Catholic Relief Services

DRC: Danish Refugee Council

ES : Ex-Seleka

FAO : Food and Alimentation Organisation

FED : Fond Européen de Développement

FELGIP : Fédération Locale des Groupements d'Intérêts Pastoraux

FERGEC : Fédération Régionale des Groupements d'Eleveurs Centrafricains

FIDA : Fonds International de Développement de l'Élevage

FNEC : Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains

FPRC : Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique

GIP : Groupement d'Intérêt Pastoral

ICG: International Crisis Group

IMC: International Medical Corps

IPIS : International Peace Information Service

IRAM : Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de développement

MINUSCA : Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation de la Centrafrique

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PNDE : Projet National de Développement de l'Elevage

PPR : Peste des Petits Ruminants

RCA : République Centrafricaine

RCCPA : Plan national de relèvement et de Consolidation de la paix en Centrafrique

RDC : République Démocratique du Congo

SEGA : Société d'Etat de Gestion des Abattoirs

TGH : Triangle Génération Humanitaire

UPC : Union pour la Paix en Centrafrique

INTRODUCTION GENERALE

Le paradoxe du pastoralisme en RCA

La République Centrafricaine a connu en 2013 l'une des plus graves crises sécuritaires et humanitaires de son histoire provoquant ainsi la perte de milliers de vies humaines et le déplacement d'un tiers de sa population. Le conflit a pris une tournure communautaire entraînant les populations rurales (agriculteurs et éleveurs) pourtant imbriqués dans leurs activités et fortement dépendantes les uns des autres dans des violents affrontements. L'élevage pastoral pratiqué sur l'ensemble du territoire national a été l'une des activités la plus grandement touchées par les cycles de violences/représailles, et les éleveurs en ont payé un lourd fardeau (pillage de leurs biens, exactions sur leurs familles, déplacements, pertes en bétail et en vies humaines,...). Le cheptel national s'est considérablement réduit passant de 5,2 millions de têtes avant la crise à environ 4 millions en 2014 à causes du départ forcé d'une partie des éleveurs vers les pays voisins (RCCPA, 2017). Selon le plan national de relèvement et de consolidation de la paix, ces chiffres peuvent augmenter si l'on intègre aujourd'hui les années suivant 2014 avec les effets du prolongement de la crise notamment les guerres de positionnement et de contrôle des ressources que se livrent les groupes armés.

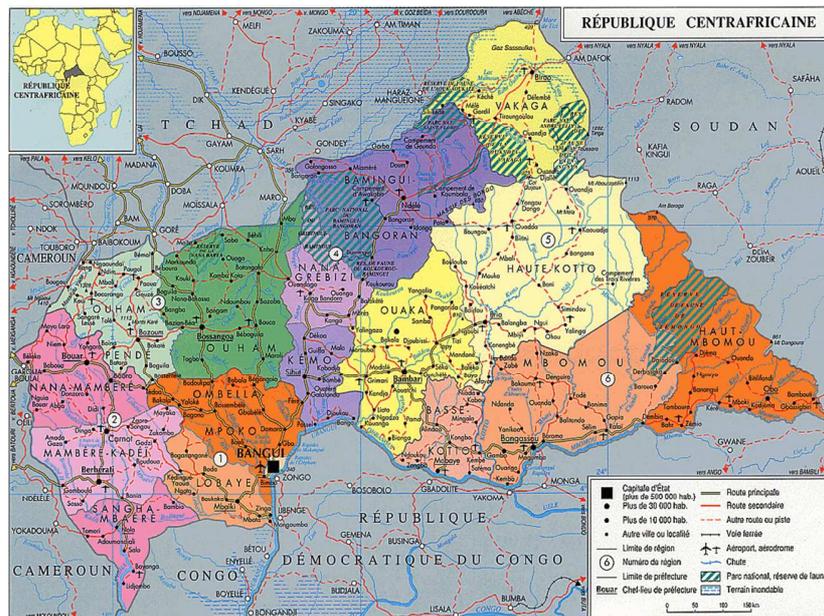
Aujourd'hui encore la situation sécuritaire de la RCA reste fragile et précaire malgré une certaine accalmie dans le sud-ouest et une partie du centre. Les foyers de tensions qui subsistent toujours dans le nord-est, sud-est et centre nord sont généralement répertoriés dans les zones connues pour leur forte présence d'éleveurs ou d'intenses activités de transhumance. Tout porte à croire que la recherche de la paix et d'un développement durable dans le pays passent aussi par cette nécessité de porter un regard sur le pastoralisme longtemps délaissé, car au-delà d'un système de production contribuant significativement à la performance économique et à la sécurité alimentaire des populations Centrafricaines, il reste de par son caractère mobile interne et transfrontalier (mouvement de bétail et des hommes) et de son importance (sociale, marchande, prédation) l'un des éléments clés à la fois pour la stabilisation actuelle du pays et pour son relèvement socioéconomique.

1. Le potentiel en termes d'élevage

Pays enclavé et situé géographiquement au centre du continent Africain, la République Centrafricaine est limité au nord par le Tchad, au sud à la fois par les deux Congo (RDC et

République du Congo), à l'est et sud-est respectivement par les deux Soudan (Soudan et Soudan du sud), et enfin, à l'ouest par le Cameroun. Avec une superficie de 623.000 km², elle a une population très faible comparativement à la superficie de son territoire. Elle est estimée à 4.250.000 habitants en 2007, avec une faible densité moyenne de 7habitants au Km² (FMI, 2009). Sur le plan administratif, elle est subdivisée en 16 préfectures réparties en sept régions depuis 1996 (FAO, 2005).

Carte1 : Carte géographique de la RCA



Source: FAO, 2017

L'économie Centrafricaine est dominée par le secteur primaire qui représentait 50,2 pour cent du produit intérieur brut (PIB) en 2009 avec comme principales activités l'agriculture vivrière et l'élevage. La RCA dispose de 16 millions d'ha de pâturage et de parcours qui sont sous-exploité (FAO, 2005). L'élevage Centrafricain qui contribue à 12,7% au PIB national et 35% à celui du secteur agricole, se caractérise par un taux d'exploitation global du bétail estimé à environ 11 pour cent et un apport substantiel au commerce extérieur avec une exportation estimée à environ 25 pour cent de la production nationale. L'élevage est un secteur socioéconomique dont le développement constitue un facteur essentiel pour l'amélioration des conditions de vie des populations tant pour son importance économique que nutritionnelle (FAO, 2018).

Traversé par trois zones climatiques, la RCA a un réseau hydrographique plus marqué au sud avec un régime tropical humide (environ 1 750 mm d'eau par an). C'est le cas de l'Oubangui avec ses affluents. Si le sud-ouest du pays est couvert par une forêt tropicale couvrant 74 000 km², soit environ 15% du territoire, le centre et le nord le sont moins (environ 1 200 mm d'eau par an, saison humide entre mai et octobre) et sont recouvertes d'une savane arborée. L'abondance des cours d'eau favorise la survie des êtres vivants, les activités agricoles ainsi que l'élevage et la pêche (Gourdin, 2013).

Cette position privilégiée à cheval entre une zone de forêt dense, humide au Sud, une zone de savane au centre et une zone de pseudo steppe au Nord lui confère une diversité d'habitats renfermant une flore et une faune riches et variées. Le pays abrite environ 3602 espèces de plantes vasculaires, 208 espèces de mammifères, 660 espèces d'oiseaux dont 400 se trouvent en forêt et environ une vingtaine de familles de reptiles. Située entre 2° 15 et 11° de latitude Nord et entre 13° et 27° de longitude Est, la RCA possède deux saisons climatiques : une saison sèche qui s'étend de novembre à avril et une saison humide caractérisée par les précipitations allant de mai à octobre (MEFCPE¹, 2005 ; Gourdin, 2013).

Balayée par trois types de climat notamment un climat guinéen-forestier ou équatorial au sud, un climat soudano-guinéen ou intertropical au centre et un climat sahélo-soudanien au nord du pays, la RCA bénéficie des conditions naturelles propices ou favorables aux activités d'élevage pastoral et pourtant, en dépit de ces énormes potentialités, l'élevage traverse des moments très difficiles et peine à se relever dans un contexte marqué par la pauvreté et les crises récurrentes.

Le secteur de l'élevage bovin en RCA a connu par le passé un développement tant du point de vue de l'extension territoriale que de l'accroissement de l'effectif du cheptel. Ce développement n'aurait pas été rendu possible sans une meilleure organisation et un soutien accru à cette activité. Les politiques d'élevage notamment en matière de santé animale et de l'organisation des éleveurs depuis l'époque coloniale ont joué un rôle important dans l'ascension de ce secteur. A titre d'illustration, la création des communes d'élevage à partir de 1962 est une expression de la volonté du gouvernement de fournir une assise foncière aux éleveurs et de maîtriser la mobilité du bétail (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2018). Une commune est dite d'élevage, si les éleveurs y représentent la majorité et qu'ils élisent au conseil municipal une majorité d'éleveurs. Les communes d'élevage ont été créées dans le

¹ Ministère des Eaux, Forêts, Chasse Pêche et de l'Environnement

but de sédentariser les pasteurs mbororo et de leur donner une assise territoriale et foncière. Depuis lors, sept communes d'élevage ont été créées (Ankogui-Mpoko et al, 2004). Les mbororo de Centrafrique présentent la particularité d'être insérés dans un encadrement politique assez complexe et pesant du fait d'un système de prélèvement et des taxes à divers échelons. En plus des Communes d'Elevage, les éleveurs centrafricains sont constitués en une Association Nationale qui s'appuie sur un réseau de représentants, qui sont des sortes de « super ardo » (Boutrais, 1988). Créée en 1972 et initialement dénommée ANEC (Association nationale des éleveurs Centrafricains), cette structure socioprofessionnelle qui vise à améliorer les conditions de vie des éleveurs, est devenue par la suite la FNEC (Fédération Nationale des éleveurs Centrafricains) et reconnue par une ordonnance² comme une organisation d'utilité publique œuvrant pour l'amélioration des conditions de vie des éleveurs Centrafricains à travers les activités de formation, des organisations des éleveurs en groupement et la fourniture des médicaments et intrants vétérinaires. La FNEC est organisée au niveau des régions sur la base des Fédération Régionale des Eleveurs Centrafricains (FERGEC) (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2018).

Le renforcement des actions de la FNEC a été appuyé par la constitution des GIP et FELGIP qui sont des structures de base qui consacrent la représentation des éleveurs en groupement dans ces organisations de base. La création de la FNEC avait pour but de coordonner toutes les actions de développement de l'élevage sur le plan national car elle devient l'organisation faitière représentative de tous les éleveurs. Des activités entreprises au sein de l'unique association d'éleveurs dans le pays visent à appuyer les éleveurs en les organisant dans des groupements (GIP), une tâche confiée à la direction de l'animation mutualise qui appuie les éleveurs par la fourniture des produits vétérinaires et des actions de sensibilisations sur les problématiques qui touche le monde pastoral.

La FNEC, à travers ses structures décentralisées, est un élément essentiel d'encadrement et de développement des activités pastorales en RCA. Les dernières crises qui ont frappé le pays l'ont entièrement déstructurée. Ses démembrements régionaux et organes de bases existent encore, mais leurs activités sont limitées par l'influence des groupes armés. Ses infrastructures ont été pillées ou détruites et tout le personnel dispersé dans le pays; certains se sont même réfugiés à l'étranger. Profitant de la crise, beaucoup d'éleveurs se sont soustraits de leurs obligations vis-à-vis de la FNEC pour satisfaire aux exigences des groupes armés (racket). Ce faisant, la FNEC a perdu beaucoup de

² Ordonnance N°086/045 du 04 Aout 1986

ses capacités économiques et de son assise territoriale d'antan, lesquelles lui permettaient d'être représentée du niveau local jusqu'à l'international.

Au niveau de l'Etat, afin de soutenir les projets de développement de l'élevage, améliorer l'état sanitaire du cheptel et la qualité des ressources en pâturage, l'état a mis en place l'ANDE (Agence Nationale de Développement de l'Elevage) en 1989. L'Agence Nationale de Développement e l'Élevage (ANDE) a vu le jour pour assurer le service technique et le suivi des éleveurs à travers des appuis en soins vétérinaire, à la production et à la vaccination. Des agents/techniciens sont déployés à travers le pays pour assurer ce service mais cette institution connaît depuis un certain temps et surtout avec la crise sécuritaire de 2013 des sérieuses difficultés pour accompagner efficacement les éleveurs dans leurs activités. L'ANDE a été créée en 1989 sur les bases du Projet National de Développement de l'Elevage (PNDE), plus zootechnique avec trois niveaux d'interventions (la vache, le pâturage et l'éleveur) auxquels s'associent des objectifs plus concrets notamment l'amélioration de la santé animale, de la gestion et de la qualité des pâturages à travers les conseils et les formations des éleveurs (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2018).

En dépit des efforts de la Direction Générale de l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE) pour les maintenir opérationnels dans tous les chefs-lieux de sous-préfectures du pays, les services vétérinaires, en dehors des villes de l'ouest, sont quasi-inexistants. Ils manquent presque de tout pour accomplir les tâches qui sont les leurs. Leur autorité a également été affaiblie. De ce fait, ils sont parfois obligés de s'appuyer sur les groupes armés pour mener leurs activités. Par exemple, ils ont recours à l'influence des groupes armés pour imposer les inspections sanitaires de viande. Les parcs et couloirs de vaccination ne sont plus opérationnels. Leur opérationnalisation dépendra aussi de la réhabilitation des services vétérinaires et de la FNEC (Ankogui-Mpoko & Vircoulon, 2018).

Les premiers conflits en Centrafrique sont le fait de la chute des rentes notamment les crises des filières agricoles (coton, café) ainsi qu'une baisse de l'aide internationale (Française) et une politique de redistribution de ressources fondée sur un clivage ethno régional sur fonds d'instrumentalisation de la population par les politiques (Chauvin et al, 2015). Les moments très difficiles que traversent aujourd'hui la République Centrafricaine sont structurels et s'inscrivent dans une histoire longue de ce pays faite de pauvreté, de prédation, d'ingérences et de violences (Lallau, 2015). Ces facteurs contribuent d'avantage à expliquer pourquoi malgré le potentiel dont dispose le pastoralisme pour son développement, il s'enfonce dans la crise et peine à se relever.

2. Des potentialités bridées par la pauvreté

La République centrafricaine est classée parmi les pays les plus pauvres de la planète en dépit de ses fortes potentialités agricoles largement sous-exploitées (FAO, 2018). Avec un indice de développement humain de 0,350 et un indice de pauvreté de 0,424, elle est placée au 187^{ème} rang sur 188, juste avant le Niger qui occupe la dernière place. La grande majorité de la population Centrafricaine reste rurale car 70% de la population active à recours aux cultures vivrières pour assurer sa subsistance. La crise de 2013 avec ses lots de pillage et de destruction de biens a entraîné une baisse de la production agricole de l'ordre de 58% en 2014 (PNUD, 2015).

Avec une population très jeune et souvent inemployée, le chômage devient galopant faute d'assez d'opportunités pour les demandeurs de travail. La faiblesse du tissu industriel ne contribue pas à améliorer ce phénomène faisant de la fonction publique la principale destination des personnes à la recherche de travail. Cependant, la situation économique catastrophique du pays, ne favorise pas des recrutements dans la fonction publique dans la mesure où l'état est incapable d'assurer avec ses propres recettes le paiement des agents en poste. Le chômage endémique chez les jeunes de 24 à 35 ans a contribué à la détérioration du climat sociopolitique car les jeunes désœuvrés et bénéficiant de peu d'opportunités d'emploi constituent des proies faciles pour les groupes armés (PNUD, 2015).

La pauvreté est endémique, car la majorité de la population Centrafricaine n'a pas accès aux services sociaux de base (eau potable, santé, éducation, ...). Les personnes les plus vulnérables notamment les enfants et les femmes sont les plus touchés par les différentes crises, en l'occurrence celle de 2013. Le niveau de pauvreté globale est très élevé en RCA. Environ 73% des ménages ruraux sont touchés contre 68% des ménages urbains (Aho et al, 2006). Le taux de pauvreté qui était de 62% avant la crise de 2013, serait aujourd'hui de 70% en raison de l'impact de la crise politico-sécuritaire venue fragiliser d'avantage les conditions sociales et le développement humain (CEA, 2016)

Sur le plan de santé, les infrastructures sanitaires sont quasi insuffisantes dans certaines zones et quasi inexistantes dans d'autres. La situation était déjà préoccupante avant la crise avec des infrastructures sanitaires délabrées et un manque criant de personnel soignant dans les grands hôpitaux et les centres de santé communautaire. Depuis la crise, environ 28% des structures de santé ont été partiellement ou entièrement détruites ou ne fonctionnant pas du fait de l'insécurité ou de manque de médicament et de matériel. 75% des services de santé étaient assurés par les acteurs humanitaires et il manquerait actuellement environ 2000 employés qualifiés pour assurer la prise en

charge des malades, ce qui entrave gravement l'accès aux médicaments et aux vaccins (RCCPA, 2017). La crise a provoqué un recul de l'espérance de vie à la naissance qui dépasse à peine 49 ans. La mortalité des enfants de moins de 5 ans pour 1000 naissances vivantes est passée de 129 en 2012 à 139 en 2015 (CEA, 2016). Depuis 2013, la plupart des services de santé, soit 75% fonctionnent grâce à l'appui des organisations humanitaires internationales. L'accès aux médicaments de base surtout pour les malades souffrant des graves pathologies telles que le VIH et la tuberculose n'est pas aisé dans ce contexte d'instabilité et d'absence de structure de distribution de ces produits (RCCPA, 2017).

D'après le plan national de relèvement et de consolidation de la paix (RCCPA, 2017), la grande partie de la population centrafricaine vit dans une situation d'insécurité alimentaire avec environ 2 millions de personnes concernées sur l'ensemble du pays. Elle est plus dramatique chez les enfants dont 37 200 de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë sévère et de malnutrition aiguë modérée. Les événements de 2013 caractérisé par une insécurité généralisée ont empêché le développement des activités agricoles. La production a fortement chuté et les réserves alimentaires en milieu rural en ont fait les frais avec une baisse de 40 à 50% en moyenne avant la crise. Par conséquent, la baisse sensible de la production agricole a eu des incidences sur le niveau de prix (forte augmentation) et donc une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs. Le départ de certains éleveurs de leurs zones d'origines pour des raisons sécuritaires accompagné de la fermeture des principaux couloirs d'approvisionnement et de l'arrêt du principal mode de convoyage du bétail (désormais convoyage par camion et non à pied) ont provoqué le renchérissement des prix et une flambée de prix de la viande sur les différents marchés du pays.

Sur le plan éducatif, le taux d'alphabétisation des centrafricains âgés de 15 à 24 ans était de 36% en 2015, dont 48,9% chez les hommes et 27% chez les femmes (CEA, 2016). La situation est aussi sombre quand on sait que le pays ne dispose pour le moment que d'une seule université pour plus de 20.000 étudiants. Cette seule structure universitaire est implantée dans la capitale, ce qui oblige tous les étudiants originaires des villes de province à s'installer à Bangui pour poursuivre leurs études, une contrainte en termes de prise en charge pour les familles les plus modestes. Au niveau des ressources humaines, on est loin des attentes avec un manque criant d'enseignant à tous les niveaux (primaire, secondaire et supérieure). Il n'est pas rare de rencontrer des salles de classe manquant cruellement de

table-banc, ce qui rend plus difficile les conditions d'apprentissage surtout pour les enfants (RCCPA, 2017 ; Gourdin, 2013).

Avec déjà une situation macroéconomique plus difficile depuis le début des années 90, la crise sécuritaire de 2013 est venue accentuée cette dégradation très lourde de la RCA au point où elle a conduit à l'effondrement économique du pays. Il convient de préciser que ce marasme économique se traduisait en 2014 par une baisse du taux de croissance réel du PIB à 0,7% même s'il s'est établi à 4,9% en 2015 en augmentation par rapport à celui de 2014. Avec la crise, les recettes fiscales se sont effondrées de 63,5% alors que les dépenses primaires courantes n'ont chuté que de 1%. En conséquence, le déficit primaire a atteint 6,8% du PIB contre un excédent de 0,5% en 2012. La détérioration des finances publiques s'est traduite par une accumulation d'arriérés de paiement intérieurs représentant 2,3% du PIB, avec notamment 5 mois d'arriérés de salaires et traitement à fin février 2014 (MEPCI, 2015).

Dans les premiers moments forts de la crise en 2013, le paiement des salaires et pensions des retraités ont été gelés. Grace à l'appui des partenaires techniques et bailleurs de fond du pays (UN, UA, UE et France), la situation économique du pays s'est peu à peu améliorée avec une meilleure gestion des finances publiques. Les finances publiques de la RCA ont depuis fort longtemps été caractérisées par une trésorerie structurellement déficitaire et une forte dépendance à l'aide budgétaire extérieure. Les recettes intérieures ne représentaient plus que 6 % du PIB en moyenne pendant la période de transition (entre 2013 et 2016), par rapport à 11,5 pour cent du PIB en 2012. L'encours de la dette a augmenté, atteignant un peu plus de 50 pour cent du PIB en 2014, les arriérés intérieurs s'étant rapidement accrus, passant d'environ 40 millions USD en 2013 à 290 millions USD en 2014¹⁹. Ceci a miné la faible capacité de l'Etat à fournir les services de base. Les multiples pillages et de destructions des infrastructures et des moyens de productions et l'affaiblissement de l'administration publique constitue un frein à la reprise de l'activité économique (MEPCI³, 2015).

Les pressions inflationnistes se sont accentuées. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 11,6% en 2014, soit un niveau plus largement supérieur au critère de convergence de 3% de la CEMAC, en raison de la hausse des prix des produits alimentaires résultant du choc de l'offre et de la désorganisation des circuits de distribution (MEPCI, 2015).

³ MEPCI : Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération Internationale

La baisse générale du niveau production n'est pas moins sans conséquence sur les exportations qui ont également connu une baisse surtout quand on sait que la crise a affecté les principaux produits destinés à l'exportation tant au niveau agricole, industriel que minier. L'embargo sur les exportations des produits miniers dans le cadre du processus de Kimberley n'a pas contribué à améliorer les choses. La dégringolade du niveau des exportations enclenché en 2013 (44%), ne s'est pas redressée en 2014 (17,5%). La prise de contrôle des zones minières par les groupes armés non conventionnels et leur mainmise sur ces ressources ont privés le gouvernement des recettes et ont semé une confusion sur la traçabilité des pierres précieuses produits dans le pays. Pour ce fait, la suspension du pays en 2013 du processus de Kimberley a été décidée, décrétant ainsi un embargo sur le diamant et l'or centrafricain destinés à l'exportation. Cette situation va entraîner une chute de l'exportation dite légale et donc une baisse de ressources en devises pour l'Etat et celle des producteurs locaux car une grande partie des populations de ces zones vit de cette activité (MEPCI, 2015). En matière de commerce extérieur, en l'occurrence les exportations, la RCA reste encore contrainte pour les ressources minières par le processus de Kimberley qui a pourtant été partiellement levée en 2015 (MEPCI, 2015). Les difficultés de reprise pèsent encore sur le secteur forestier notamment l'exportation des grumes. Les exportations de bois, représentant environ la moitié des exportations du pays et 10 % des recettes publiques avant la crise, ont aussi nettement baissé pendant le conflit de près de 20 % entre 2013 et 2015. Cette baisse est la conséquence de la destruction des structures de production, de la dégradation de l'infrastructure et de l'insécurité qui règne sur la route principale reliant Bangui au port de Douala au Cameroun, la voie principale de passage des transits extérieurs. Ceci a eu un effet négatif sur les 4 000 emplois directs et 6 000 emplois indirects que fournissait le secteur (RCCPA, 2017).

3. Des potentialités limitées par l'instabilité politico-militaire

Une instabilité sociopolitique très ancienne

L'histoire de la République Centrafricaine est toujours jalonnée par des périodes d'instabilité depuis l'indépendance du pays en 1960. Après la mort de Barthélemy Boganda⁴ en 1959, David Dacko lui succède en mai 1959 et consolide son pouvoir en faisant dissoudre le principal parti de l'opposition fondé par Abel Goumba en décembre 1960. En 1966, un coup d'état va renverser David Dacko et installer Bokassa au pouvoir. Ce coup d'état résulte plus d'une crise économique que d'un climat de

⁴ Barthélemy Boganda est l'homme qui a conduit le pays qui s'appelait Oubangui-Chari à l'indépendance en le baptisant du nom de République Centrafrique.

tension politique. Arrivé au pouvoir à la faveur d'un coup d'état contre David Dacko dans les années 70, Jean Bedel-Bokassa instaure quelques années après un empire qu'il dirige d'une main de fer. Le pouvoir dictatorial de Bokassa n'a pas résisté plus longtemps puisqu'il a été renversé une fois de plus par un coup d'état avec la complicité de l'armée Française via « l'opération barracuda », qui a vu David Dacko revenir de nouveau au pouvoir. Ce dernier ne va rester longtemps au pouvoir sous la pression sociale et va très vite céder le fauteuil en 1981 à André Kolingba qui va diriger le pays jusqu'en 1993. Avec le vent de la démocratisation du discours de la Baule, une ère d'instabilité sociopolitique va s'ouvrir dans l'histoire du pays obligeant ainsi Kolingba à organiser les premières élections dites démocratiques du pays et vont consacrer la victoire d'Ange Félix Patassé en 1993. Environ trois années seulement après son élection à la tête de la magistrature suprême de ce pays, son pouvoir connaît des périodes de turbulences avec des mutineries d'une partie de l'armée qui sur la forme avait des revendications corporatistes mais sur le fond réclamait son départ (Bonnet et al, 2017).

En 2001, après son limogeage à la tête de l'état-major des armées le 26 octobre de la même année pour complicité dans la tentative de coup d'état menée par l'ancien président Kolingba contre le pouvoir de Patassé, le général Bozizé éprouve un sentiment d'humiliation et en réponse, il a opposé un refus d'obtempérer au mandat d'amener allant jusqu'à opposer une résistance armée pendant quelques jours avant de se replier au sud du Tchad (Sarh) où il organise fortement sa prise de pouvoir par la suite. Porté au pouvoir le 15 mars 2003 par les « libérateurs », il renverse Patassé mais son pouvoir va vaciller après sa réélection contestée, en 2011, à la présidence (FIDH, 2006).

Une instabilité exacerbée depuis 2012

A partir de 2012, un an seulement après la réélection de Bozizé pour un nouveau mandat, on assiste à un éclatement des tensions sur fond de soupçons sur la volonté du président Bozizé de vouloir modifier la constitution pour se maintenir au pouvoir. En Août 2012, plusieurs mouvements de rébellion du Nord se sont unis pour former la « coalition Seleka⁵ » qui réunit plusieurs mouvements militaro-politiques qui réclament le départ du président Bozizé. Les hostilités ont commencé à partir du nord du pays où plusieurs colonnes de rebelles font route vers Bangui. (Bonnet et al, 2017). Les zones du Nord-est occupées par la rébellion étaient déjà des zones de non droit, ce qui a permis aux groupes armés de renforcer leur présence et d'avancer très rapidement en direction de la capitale. Ce

⁵Seleka signifie alliance en langue sango (la langue nationale et l'une de deux langues officielles de la RCA)

mouvement qui n'était pas très connu du public Centrafricain va très vite recevoir une adhésion populaire dans les zones prises aux forces régulières et un soutien tacite d'une grande partie de l'opposition politique Centrafricaine qui voulait coûte que coûte se débarrasser d'un Bozizé encombrant et avec des velléités de briguer un nouveau mandat avec en toile de mire un changement de la constitution du pays. Des milliers de jeunes ont rejoints le rang de la Seleka lors de leur passage dans les villes contrôlées sans un véritable combat avec l'armée régulière qui a laissé le champ libre à ce mouvement.

En très peu de temps la Seleka a conquis une grande partie du territoire et s'était positionné aux portes de Bangui la capitale obligeant le General Bozizé qui a accédé au pouvoir à la faveur d'une rébellion et un coup d'état a quitté le pouvoir dans les mêmes circonstances. Son remplacement par Michel Djotodjia le chef de la Seleka, n'a duré que moins d'une année à la tête du pays du fait de son incapacité à ramener l'ordre, la sécurité et la stabilité et à asseoir son autorité en mettant fin à un climat d'anarchie qui régnait et qui est entretenue par les hommes qui l'ont porté au pouvoir. Malgré une tentative de reprise en main de la situation par la décision relative à la dissolution officielle de la Seleka, la situation ne cesse de se dégrader poussant les chefs de l'état de la sous-région et la communauté internationale (ONU, France, USA, ...) à s'emparer de la question. Lâché par ses grands soutiens au niveau de la sous-région notamment le président Tchadien Idriss Deby qui lui ont mis une forte pression, Djotodjia s'est résolu à démissionner.

Malheureusement, cette démission du chef de la Seleka n'a pas produit immédiatement les effets escomptés car elle n'a fait qu'empirer les choses plongeant le pays dans le chaos en dépit de l'installation d'une autorité de transition (chef de l'état et gouvernement). Le conflit qui opposait au départ le groupe armé « Seleka » au groupe « Anti-Balaka » a pris une tournure dramatique devenant désormais un conflit communautaire et même confessionnelle confrontant chrétiens et musulmans. Les attaques s'intensifient et les cycles de représailles se suivent tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays ébranlant profondément la cohésion sociale. En dépit d'une certaine amélioration de la situation sur l'ensemble du pays, la situation reste aujourd'hui volatile et fragile avec une situation humanitaire alarmante se caractérisant par des milliers de personnes déplacés et réfugiés qui ne peuvent pas regagner leur domicile craignant pour leur sécurité et celle de leur famille.

La crise a atteint un point culminant en 2013 où les affrontements entre les groupes armés rivaux dans un premier temps puis les civils par la suite ont pris une ampleur dramatique. Les

affrontements à connotation communautaire ont provoqués un déplacement massif de la population dans les différentes directions.

Selon le plan national de relèvement et de consolidation de la paix, depuis les événements de 2013, on estime qu'environ un tiers de la population Centrafricaine a été déplacé. Le Haut-commissariat des Nations Unies aux Réfugiés a enregistré en 2016, 476000 réfugiés Centrafricains à l'étranger et 385 750 déplacés internes. Parmi les déplacés internes, 238 513 vivent internés dans 92 camps et les autres dépendent de la bonne volonté des communautés d'accueils et ont trouvés refuge en brousse. Ces réfugiés sont repartis entre le Cameroun qui accueille à lui seul plus de la moitié, la RDC qui a reçu un quart d'entre eux, et le reste entre le Tchad et la République du Congo. Des éleveurs piégés et ne parvenant pas à s'en fuir ont été obligés de vivre dans des enclaves tant à Bangui qu'à l'intérieur du pays. Ils vivent dans des conditions difficiles (problème d'accès aux services sociaux de base) et doivent leur protection aux Forces internationales (MINUSCA) présentes dans le pays.

La crise sécuritaire de 2013 a engendré une crise humanitaire grave au point où la moitié de la population, soit 2 300 000 personnes, a encore besoin en 2016 d'une assistance humanitaire (RCCPA, 2017). Elle a également profondément mis à mal la cohésion sociale entre les communautés qui se retrouvent en belligérance. La désorganisation du tissu social crée un climat de méfiance et de peur entre les différentes couches de la population et poussent les différentes populations à se replier sur elles-mêmes.

4. Problématique et questions de recherche

Le pastoralisme est donc une réalité ancienne et majeure en RCA. Le secteur de l'élevage concerne principalement les bovins et dans une moindre mesure aussi les ovins, les caprins, les porcins et les volailles (Ankogui-Mpoko et Betabelet, 2015 ; Kadekoy-Tigague, 2003). En RCA, les pratiques d'élevage qui sont diverses par le type de mobilité sont déterminées par les distances de parcours et les types de déplacements.

Il est basé sur un mode de production extensif caractérisé par la mobilité des troupeaux, qui au-delà de ses valeurs culturelles et historiques pour les éleveurs, est aussi une stratégie essentielle du point de vue de ses apports économiques et la facilitation de l'accès aux marchés pour la vente des produits d'élevage (Julien, 2006). La mobilité vise également à minimiser les conflits avec les agriculteurs et surtout assurer une meilleure sécurité des éleveurs et de leurs moyens d'existence.

Le maintien de la mobilité en Centrafrique a été surtout favorisé par les conditions naturelles favorables : la disponibilité des espaces et des surfaces pâturables soit 312.469 Km² de surfaces pâturables (FAO, 2015) et 572.000 Km² soit 92% du territoire constitués des régions de savanes, s'étendant du domaine soudanien au domaine sahélien. Le facteur climatique se caractérise par le fait qu'au Nord de 9° N, dans les sous-préfectures de la Bamingui-Bangoran et la Vakaga, les steppes sahélo-soudaniennes couvrent environ 35 000 km² et représentent environ 6 % du pays. Les savanes les plus vastes et les plus variées s'étendent dans le Centre sur 540 000 km², soit 94 % de la superficie totale de ces régions. Elles sont remplacées le long des cours d'eau par des forêts galeries (Ankogui-Mpoko et al, 2004).

Cependant, ces déplacements aussi vitaux pour les familles d'éleveurs sont parfois source de tension et de conflit avec les agriculteurs, qui les accusent de causer des dégâts aux cultures. Les mouvements du bétail tant internes que transfrontaliers restent la principale cause de conflit agriculteurs-éleveurs en RCA. La situation est passée aujourd'hui d'un conflit traditionnel entre éleveurs et agriculteurs qui était lié à des compétitions pour l'usage des ressources foncières n'impliquant pas vraiment un problème d'insuffisance de terres mais plutôt de concurrence pour les mêmes espaces, à un changement d'échelle des conflits qui dépassent le cadre des problèmes ponctuels et qui s'érigent désormais en une sorte de « guérilla rurale » (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2018). Il convient de faire remarquer aussi qu'en dépit du fait qu'environ 75% de la population centrafricaine dépend du secteur agricole pour couvrir sa consommation alimentaire et assurer une part importante de ses revenus, l'offre alimentaire demeure insuffisante (1,1 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire sévère) par rapport aux besoins des populations, et ceci malgré les conditions agro-écologiques favorables (FAO, 2018).

Or, tout d'abord, les spécificités climatiques de la République Centrafricaine dotée d'énormes potentialités en eau et en pâturage pouvaient laisser penser que la mobilité est limitée ou presque inexistante. Cependant, la réalité contraste avec cette conception et les études antérieures le confirment (Boutrais, 1986). L'avancée des mbororo⁶ vers des pâturages neufs et plus humides ne restreint pas leurs déplacements saisonniers marqués par des mouvements en direction du sud vers les lisières de la forêt dense sur des trajets variant de 50 à 250 Km avec à la clé le prolongement de la

⁶Appellation des éleveurs peuls en Centrafrique. A l'origine elle faisait la distinction entre les peuls de brousse (mbororo) et les peuls des villages/villes (foulbés). Cette distinction a depuis fort longtemps disparu car tous les peuls de Centrafrique sont appelés généralement mbororo

mobilité même au-delà de la saison sèche. Ensuite, malgré le déclin qu'on lui prédisait et les arguments en sa défaveur et qui reposent principalement sur la thèse de Hardin en 1968 (les tragédies de bien commun) qui ne voient en cette pratique qu'une forme d'irrationalité économique et un facteur de la dégradation des ressources, force est de constater qu'elle résiste encore. Ainsi, au sahel, les crises successives auxquels ont fait face les pasteurs se sont traduit parfois par des transhumances contrariées notamment des mouvements entravés par l'obstruction des axes ou les insécurités sur les étapes, qui pourraient laisser entrevoir une remise en cause de la mobilité. Cependant, il n'en a pas été le cas, car les éleveurs ont au contraire tiré les leçons des grandes crises qui ont consacré la réussite des stratégies développées par le passé axées sur l'hyper mobilité, ce qui leur a permis de sauver une bonne partie de leur troupeau (Bonnet et al, 2013). Enfin, avec la récente crise sécuritaire de 2013 qui a ensanglanté la Centrafrique tout en affectant particulièrement les pratiques d'élevage fondées sur le déplacement des troupeaux et des hommes, on pouvait aussi s'interroger encore sur le maintien de la mobilité surtout que la crise a consacré le départ des éleveurs et limiter/bloquer les mouvements du bétail (Tidjani, 2015). Bien au contraire, elle continue d'attirer toute les attentions au point où elle devient un enjeu majeur du conflit de par les antagonismes qu'elles alimentent sur fonds d'amalgames sur les éleveurs et l'objet de convoitise que représente le bétail dans une économie de prédation qui s'est installée.

La mobilité a été toujours une stratégie essentielle des populations pastorales vivant sur le territoire Centrafricain, mais elle n'est pas statique. Elle évolue en fonction des changements de contexte, des difficultés nouvelles ou s'aggravant, tantôt d'ordre sécuritaire, économique, politique, climatique, etc. Sur la base de ce constat, il ressort une interrogation capitale qui est la suivante:

La mobilité est-elle la clé de l'adaptation et du maintien du pastoralisme en RCA ?

De cette question centrale à laquelle cette thèse a pour objectif d'apporter des éléments de réponse, se déclinent trois questions associées, à savoir :

- *Comment comprendre et appréhender l'état des systèmes pastoraux ?*

Hypothèse : Les facteurs permettant de saisir la situation des éleveurs et définir les moyens possibles ou pas de leur résilience sont déterminés au travers les enjeux locaux

- *La mobilité pastorale souvent associée à la pratique des activités d'élevage reste-t-elle actuellement une stratégie soutenable ?*

Hypothèse : Les systèmes pastoraux développant plus de mobilité restent ceux qui résistent et répondent le mieux aux contraintes actuelles (sociale, écologique et économique).

- *Quelles sont les trajectoires des éleveurs et par quels mécanismes parviennent-ils à s'adapter face aux différentes crises ?*

Hypothèse : En dépit du fait que le pastoralisme en Centrafrique ait fait preuve d'une relative résistance par le passé (avant 2013), la succession des chocs et l'apparition de nouvelles contraintes depuis 2013 (conflit communautaire, attaque des campements, racket, ...) affaiblissent les stratégies d'adaptation développées par les éleveurs et conduisent à observer chez la majorité d'entre eux des trajectoires de vulnérabilité plutôt que celles de résilience.

Pour répondre à ces différentes questions et confirmer ou infirmer nos hypothèses, il convient pour nous de pouvoir observer les dynamiques de la mobilité comme stratégie d'adaptation et en évaluer les impacts.

L'objectif principal de cette thèse consiste donc à analyser la résilience des systèmes pastoraux et des ménages, dans un contexte de mobilité pastorale et de post-conflit. Cela passe par la caractérisation des populations pastorales en nous appuyant sur un diagnostic pastoral fondé sur une double approche : celle du campement et du ménage, ce qui est une méthodologie tout à fait adaptée aux réalités du monde pastoral Centrafricain et pouvant favoriser les investigations et le suivi durable de ces ménages en dépit de leur mobilité ; l'identification des facteurs déterminants dans la pratique de la mobilité pastorale et dans l'ensemble des stratégies d'adaptation des pasteurs et l'étude de l'évolution des trajectoires des familles d'éleveurs suite aux crises récurrentes en RCA.

5. Structure de la thèse

La présente thèse est structurée en trois parties comportant au total six chapitres (deux chapitres par partie). Après avoir restitué dans la partie introductive le contexte général de la Centrafrique notamment le paradoxe du pastoralisme dans un pays pourtant aux énormes potentialités pour son développement, nous présentons les facteurs qui minent cette croissance de l'élevage parmi lesquels

la pauvreté généralisée, la marginalisation des ruraux et les instabilités sociopolitiques anciennes. C'est l'occasion aussi de rappeler la problématique et soulever les questions de cette recherche qui résulte du fait que devant la persistance des crises qui affectent ces populations pastorales et leurs évolutions constantes, il y a lieu de s'interroger sur la pratique de la mobilité qui a toujours été prônée comme stratégie d'adaptation de premier plan pour contrer les risques et chocs.

Dans la première partie de cette thèse d'abord, il est tout d'abord question d'étudier la mobilité pastorale. Nous nous centrons à travers le chapitre 1 sur l'entrée principale de cette thèse qui est la notion de mobilité et qui demeure le fondement du pastoralisme en mettant en exergue les principaux concepts ou terminologies y relatifs (Section 1). Nous passons ensuite en revue la littérature sur les différentes tendances ou positionnements des chercheurs/experts sur le pastoralisme Afrique (Section 2). D'une part, les courants de pensées qui véhiculent des points de vue « pessimiste », c'est-à-dire une vision négative du pastoralisme (pratique pourtant historique chez les éleveurs) et qui ne voient en celle-ci, qu'une perpétuation de l'archaïsme, un refus de faire face à la réalité (changement) et dans certains cas, un facteur de dégradation des ressources naturelles. Pour cette tendance, il est appelé à disparaître avec le temps. D'autre part, les travaux issus du courant « positiviste » qui émergent depuis plusieurs années et qui tentent de « réhabiliter » ce système en vantant ses mérites notamment ses bienfaits socioéconomiques. Les travaux réalisés dans le sahel et en Afrique de l'est nous servent à illustrer cet aspect en l'occurrence.

Le chapitre 2 se consacre à la méthodologie de cette thèse. Il consiste d'une part à présenter le cadre d'analyse spécifique aux populations pastorales dans le contexte Centrafricain (Section 1). Ce cadre d'analyse qui prend en compte la question de la mobilité s'attache du fait de la complexité des systèmes pastoraux à l'approche systémique qui définit le campement pastoral comme système et le met au centre de l'analyse. De ce fait l'analyse est centrée sur deux échelles : une échelle du système (campement) et une échelle des ménages. Au niveau systémique, le campement fait office de système pour étudier la résilience à l'échelle de la communauté. Pour cela, les fonctions essentielles du système (production, subsistance, cohésion sociale et régulation) sont explorées. A l'échelle des ménages, nous nous intéressons aux capacités de ménage (subsistance, intégration et préservation de l'avenir). Nous mobilisons la notion de résilience et les grandes lignes de cette approche en lien avec les adaptations des populations en milieu rural africain et particulièrement pour les systèmes pastoraux. La section 2 de ce chapitre va s'atteler à comprendre les transformations des systèmes pastoraux. Nous devons ainsi étudier leur évolution à travers les fonctions essentielles du

campement (subsistance, intégration, régulation) puis de chercher à expliquer l'état dans lequel se trouve le campement. Pour ce fait, la détermination des enjeux locaux passent pour être une étape indispensable afin de cerner cette question.

Afin de mieux expliquer ces transformations qui sont dynamiques, nous nous intéressons aux trajectoires de ces ménages pastoraux (Section 3). Dans cette section, il s'avère indispensable pour nous d'évaluer les pratiques des ménages étudiés pour déterminer si elles aboutissent ou non à une situation de résilience. Cela passe par l'étude de ces pratiques (offensives ou défensives), l'analyse des trajectoires et des seuils qui les caractérisent et qui déterminent les changements dans les pratiques des ménages. Pour étudier les implications de ces pratiques, nous interrogeons leur soutenabilité que pose notre sujet de thèse car elle permet d'établir de liens entre résilience et soutenabilité des pratiques en cherchant à comprendre les effets négatives (prédation, accaparement ou dégradation des ressources, ...) que peuvent engendrer certaines pratiques des ménages sur leur système et inversement

Pour déployer cette méthodologie en l'occurrence la production de données (Section 4), nous adoptons une pluralité de méthode allant d'une revue bibliographique, d'autres études menées ou réalisée sur les questions pastorales et des guides d'entretiens sur le terrain. A cet effet, deux guides d'entretiens semi-directifs vont servir aux recueils des informations. Le premier s'adresse aux chefs traditionnels afin de reconstituer non seulement l'histoire des campements étudiés et leur trajectoire. Le second guide sera destiné aux ménages retenus comme entité de l'analyse. Sur la base des entretiens rétrospectifs, nous élaborons des frises chronologiques pour reconstituer les périodes marquantes de la vie de ces pasteurs.

Deux phases sont prévues pour le déroulement des activités de terrain (Section 2). Une première phase qui se concentre sur le système campement et une seconde qui porte sur les ménages. La dernière section de cette partie (Section 4) traite des difficultés rencontrées lors de ce déploiement de terrain. Le contexte de crise et d'instabilité que connaît le pays est mis en avant pour justifier ces contraintes.

Ensuite, la deuxième partie traite de la situation du pastoralisme jusqu'en 2013. L'analyse historique de la mobilité et de ses évolutions en RCA a fait l'objet du chapitre 3. Nous revenons dans un premier temps sur les origines et les vagues d'arrivées des éleveurs (Section 1) en faisant ressortir les parcours et les implantations historiques et par la suite présentons les différentes politiques en

matière d'élevage qui ont conduit à l'enracinement de cette activité en RCA (section 2). A travers la section 3, nous abordons les évolutions liées aux pratiques pastorales notamment les contraintes qui sont apparus au fil du temps.

Dans le chapitre 4, nous étudions particulièrement les impacts de la crise sécuritaire de 2013. La section 1 se penche sur les conséquences de l'insécurité en termes de mobilité et de géographie pastorale notamment le blocage des transhumances internes et étrangères, le départ des éleveurs et la concentration des troupeaux autour des zones sous contrôle des groupes armés qui n'est pas sans conséquence pour ces éleveurs. Nous parlons aussi des répercussions de cette crise en terme de cohésion tant pour la communauté pastorale que pour la cohabitation avec les agriculteurs (Section 2). Nous dressons à cet effet un état de lieu des bouleversements qu'a connu le système pastoral et nous rappelons les évolutions « positives » qui caractérisent le pastoralisme depuis 2016 en l'occurrence le retour des transhumants dans certaines parties du territoire et la reprise de la transhumance interne et externe.

Enfin, nous évoquons dans la troisième partie de cette thèse, l'avenir même des systèmes pastoraux en RCA. Pour ce fait, nous nous basons sur deux études de cas avec deux terrains différents aux caractéristiques sociodémographiques et agro écologiques distinctes. Au travers l'approche résilience, nous menons des diagnostics pastoraux. Qu'il s'agisse des chapitres 5 et 6 qui portent sur des questions identiques, il est beaucoup question d'étudier la capacité des éleveurs à maintenir leur moyen d'existence et à se maintenir dans leur activité (être et rester éleveur). Cela passe par une présentation de l'état de lieu du système d'élevage et des principaux enjeux dans la zone (Section 1), l'analyse des transformations/évolutions de ces systèmes (Section 2), les capacités des ménages à faire face à l'adversité (Section 3) et enfin leurs différentes trajectoires (Section 4).

Ainsi, par le biais de ces différents chapitres mentionnés, cette thèse apporte a le mérite d'apporte de réponse à la question centrale soulevée par cette recherche. Elle met ainsi en avant le rôle encore cruciale de la mobilité dans la gestion de l'adversité par les ménages pastoraux en RCA. Certes, La mobilité a connu des bouleversements du fait de ces crises évoquées mais il se trouve que les systèmes pastoraux les plus solides sont ceux qui s'accrochent à la mobilité en l'adoptant comme principale stratégie d'adaptation face aux chocs. La diversité des systèmes pastoraux implique tout de même une différenciation de situation et les contraintes varient d'une zone à une autre d'où l'intérêt de privilégier les enjeux locaux pour appréhender ces situations.

PREMIERE PARTIE 1 :

Etudier la mobilité pastorale en RCA

Considérée comme l'illustration la plus classique de la « mobilité dans l'exploitation des ressources » (Winter, 1992) cité par (Requier-Desjardins, 2001), la mobilité pastorale reste au cœur des pratiques dans les régions du monde concernées par les activités d'élevage y compris en Centrafrique. Dans cette première partie, nous cernerons via le premier chapitre les concepts de base de la thèse pour une meilleure compréhension globale du sujet, puis nous nous focaliserons sur la notion de mobilité sous ses différentes formes et enfin passerons en revue les différentes tendances du pastoralisme en Afrique. Afin de mieux comprendre le sujet, nous aborderons dans le second chapitre l'approche méthodologique adoptée dans le cadre de cette recherche. Elle passera par la présentation du cadre d'analyse et le déploiement des outils de collecte de données mobilisés dans cette thèse.

CHAPITRE 1 :

La mobilité, fondement menacé des pastoralismes

Face aux différentes contraintes auxquelles se trouvent confrontées les sociétés pastorales, la pratique de la mobilité reste un enjeu de taille pour celles-ci. Considérée par certains comme une pratique rétrograde dont les conséquences peuvent s'avérer nuisible pour l'environnement et la durabilité des ressources naturelles, la mobilité résiste tout de même à cette image négative qu'on lui colle et revient de plus en plus sur le devant de la scène surtout avec les bouleversements et les crises que traversent le monde pastoral particulièrement en Afrique. La première section de ce chapitre vise à définir les concepts de base de cette thèse et la seconde va s'atteler à donner une représentation des différentes tendances du pastoralisme en Afrique.

Section 1. Une première approche du pastoralisme

1.1. Quelques éléments de définition

L'appropriation du cadre conceptuel s'avère nécessaire pour une meilleure lecture de ce travail et sa compréhension. Conceptualiser le pastoralisme revient à mieux le définir et à définir les notions qui lui sont associés. Ainsi, nous présenterons dans ce qui suit les concepts de base de la thèse.

1.1.1. Pastoralisme

Le pastoralisme est un système qui met en relation interdépendante les éleveurs, leurs troupeaux et leur environnement. C'est un mode d'élevage fondé sur la valorisation et l'exploitation extensive des ressources naturelles renouvelables, notamment dans les zones arides et semi-arides où les potentiels fourragers sont faibles. En d'autres mots, le pastoralisme est un système de production animale permettant une exploitation durable des ressources naturelles spontanées et dispersées dans des milieux hétérogènes, notamment à travers la mobilité des éleveurs et de leurs troupeaux. La mobilité est ainsi motivée par une simple logique, celle de la recherche de ressources pastorales pour nourrir les animaux (Toutain et al. 2012 ; Thebaud, 1999), cité par (Laouali, 2014). De par le monde, le pastoralisme, en tant que système d'exploitation extensif, se rencontre dans de nombreux pays sous des formes diverses selon la nature de la mobilité du troupeau ou encore selon l'espèce animale élevée.

Le pastoralisme est compris comme un système de production fondé sur l'exploitation itinérante des ressources naturelles par l'élevage d'animaux domestiques à la mobilité variable. Cela inclut à la fois

des pratiques ou des familles vivent plus ou moins exclusivement de ce mode d'élevage, mais aussi une articulation entre les activités d'élevage et l'agriculture avec des pasteurs plus ou moins pauvres cultivant des céréales ou des légumes, des agriculteurs ayant capitalisé sous la forme de troupeaux, ou des familles divisées dont une partie pratique le pastoralisme, etc. (Nugteren et Le Côme, 2016). L'Afrique est le premier continent où vivent les populations dont les moyens d'existences sont centrés principalement sur les activités d'élevage avec 20 millions sur les 30 millions que compte le monde (Retailé, 2003).

Le pastoralisme bien que diversifié occupe une place importante dans les économies de certains pays africains et concerne presque toutes les régions du continent. En Afrique occidentale, le pastoralisme touche en grande partie les pays du Sahel (Niger, Mali, Sénégal, Burkina-Faso, Nigeria,...), et la contribution de cette activité aux économies de ces pays varie d'un pays à un autre selon le niveau de développement. Il participe à la création d'emploi pour environ 50% de la population active. Cette pratique est dominée par une certaine catégorie des populations, généralement les peuls et les Touaregs. Si dans certains pays, le pastoralisme ne concerne que les bovins et dans une moindre mesure les caprins, dans d'autres (Niger et Mali par exemple), il intègre aussi les camelins. Cette dernière est l'apanage des éleveurs nomades (UA, 2010).

En Afrique centrale dont les populations pastorales résultent des migrations en provenance de quelques pays d'Afrique de l'ouest (Mali, Niger, Nigeria), le pastoralisme est très présent dans trois pays tels que le Tchad, le Cameroun et la Centrafrique. Le Tchad reste le plus gros producteur avec une diversité de production (bovins, ovins, camelins) et d'acteurs pastoraux (peuls, arabes, ...). Le Cameroun et la Centrafrique sont dominés par l'élevage des bovins et dans une proportion moindre des ovins. Ce mode de production animale pratiquée essentiellement par les peuls contribue aussi et de manière non négligeable à la richesse nationale de ces pays.

L'Afrique orientale est la région africaine où s'est beaucoup plus développée les activités pastorales comparativement à d'autres parties du continent. A la différence de l'Afrique de l'ouest ou du Centre, cette pratique est exercée principalement par des acteurs particuliers (Massaï, Turkana, arabes ...). Des pays comme le Soudan et la Somalie sont reconnus comme des gros producteurs et exportateurs du bétail vers les pays du Golfe tandis que l'Éthiopie a développé vers ces mêmes pays du Golfe, une activité commerciale tournée vers l'exportation non formelle via la Somalie. Le pastoralisme contribue fortement à l'économie des pays concernés avec 80% au PIB agricole du

Soudan. Il en est de même pour l'Éthiopie qui bénéficie à travers son industrie de cuir des services induits qui sont sources d'exportation et de devises étrangères pour le pays après la vente du café. La Tanzanie et le Kenya jouissent également des avantages du pastoralisme qui assure l'approvisionnement du marché intérieur en viande. La partie australe de l'Afrique n'est pas non plus à l'écart du phénomène. Avec des vastes terres arides, le pastoralisme contribue aussi dans les économies de cette région notamment dans des pays comme l'Afrique du Sud (60% du cheptel bovin national), la Namibie et le Botswana (UA, 2010).

1.1.2. Terroirs d'attache

Malgré les caractéristiques mobiles de leurs activités, les pasteurs effectuent généralement leur déplacement d'un terroir d'attache (saison de pluie) vers un terroir de transhumance (saison sèche), ce qui nous amène à définir la notion de terroir d'attache. La définition que nous retenons pour le terroir d'attache dans le cadre de cette recherche est assez proche de celle de Marty (1993). Le terroir d'attache est pour nous un territoire géographique délimité (commune, Sous-préfecture) englobant différents campements. C'est une zone en laquelle les éleveurs s'identifient (adressage), la considère comme leur « terre » du fait d'une présence de longue date et des liens familiaux forts et structurés et où ils reviennent le plus régulièrement. Dans ces terroirs d'attache, les éleveurs possèdent un accès privilégié aux ressources même s'il n'est pas exclusif (Gonin, 2014). En période sèche, les éleveurs effectuent de déplacement se traduisant par le départ de leur terroir en direction des zones où ils estiment que le pâturage est disponible en quantité suffisante. En revanche, ils reviennent vers la zone de départ en début de période humide.

1.1.3. Mobilité pastorale ou transhumance

La mobilité désigne ici un mode de vie et d'activité des populations non sédentaires où la recherche de pâturages et le déplacement des animaux fondent celui des hommes. La mobilité pastorale correspond à une pratique très ancienne des populations pastorales consistant à se mouvoir afin d'assurer la survie à la fois des ménages et des moyens d'existences. Elle est généralement motivée par la recherche des ressources naturelles (pâturage, point d'eau) mais également un meilleur accès aux marchés (approvisionnement, vente) et un moyen de se prémunir contre les risques (déclenchement d'épizootie, insécurité, ...).

Le terme de « nomade », du grec *nemein*, « faire paître », recouvre des réalités anthropologiques variées sur le plan historique, géographique, économique et culturel. Le nomadisme pastoral, axé sur

l'élevage du bétail, a longtemps assuré la mise en valeur de vastes étendues hostiles. Malgré la composante saisonnière, inhérente aux déplacements cycliques de ces populations, compte tenu de l'absence d'habitats fixes, des distances parcourues et de l'importance numérique des communautés concernées, le nomadisme pastoral se distingue des mouvements de transhumance qui est le déplacement occasionnel, le plus souvent saisonnier des troupeaux. De nos jours, face aux États constitués soucieux d'appliquer des formes plus rationnelles et plus systématiques d'exploitation, d'administration et de législation, le nomadisme pastoral est en nette régression. Nous assistons ainsi à la sédentarisation progressive des éleveurs avec un lieu d'habitation permanent, la concession abritant une partie de la famille et du bétail (Kossoumna Liba'a, 2008).

La transhumance est un système de production animale caractérisé par des mouvements saisonniers réguliers qui s'effectuent entre des zones écologiques complémentaires, sous la garde de quelques personnes, la plus grande partie du groupe restant sédentaire. Les troupeaux transhumants partent généralement d'environnement en déséquilibre et où le pâturage est une denrée rare vers de zones considérées comme encore bien fournies en pâturage (Alidou, 2016).

On distingue en général deux formes de transhumance : La petite transhumance ou transhumance interne et la grande transhumance ou transhumance transfrontalière.

La petite transhumance concerne des déplacements presque permanents de courte amplitude (moins de 50 Km de distance) à l'intérieur d'une région ou au niveau national. Elle a pour objectif la valorisation des résidus de récolte, un meilleur accès aux meilleurs pâturages ou la volonté de céder d'espace aux cultures afin aussi de minimiser les conflits avec les agriculteurs. Très souvent, les déplacements se font au niveau national mais ils peuvent être transfrontaliers notamment pour les pasteurs installés non loin des frontières. C'est le cas par exemple des déplacements de part et d'autre du Fleuve Sénégal par les éleveurs en saison des pluies, déplacement d'éleveurs du Mali au Burkina, du Niger au Burkina et vice versa (FAO, 2012).

La grande transhumance correspond à des mouvements de grande amplitude des animaux (nord sud à l'aller et sud nord au retour). Cette forme de transhumance se passe généralement entre deux pays mais elle peut se faire à l'intérieure d'un pays si les distances parcourues sont importantes (plusieurs centaines de kilomètres). Lorsque les mouvements concernent deux pays, les zones traversées sont les « zones de transit » et peuvent être un troisième pays. En Afrique de l'Ouest par exemple, la

grande transhumance se déroule de Janvier à Mai en saison sèche. Ce type de transhumance concerne avant tout les bovins, qui ont une demande en quantité et en qualité de fourrages plus importante que les caprins ou les ovins (FAO, 2012a ; Alidou, 2016).

La mobilité constitue une modalité centrale des pratiques de gestion des risques dans les systèmes pastoraux (Gonne et al, 2009). Toutefois, si historiquement une baisse de la mobilité pouvait signifier que les éleveurs étaient en difficulté (processus de sédentarisation pour limiter le déstockage du bétail), actuellement, du fait de la crise, c'est une augmentation de la mobilité qui est généralement constatée. Voulant fuir les exactions et être le moins repérables possible, certains éleveurs deviennent mêmes hyper-mobiles, ne s'implantant sur un site donné que 2 à 3 jours dans certains cas.

1.2. Diversité des formes de mobilité

Même si les éleveurs se déplacent dans leur quête des ressources pour les animaux et pour leur famille, ils ne bougent pas de la même manière, ni avec les mêmes personnes et suivant les mêmes distances. Les critères permettant de caractériser le système de mobilité sont entre autre l'amplitude ou distance de déplacement, l'ampleur sociale de la mobilité, les points fixes pivots et les ancrages, la valorisation saisonnière des espèces fourragères/cure salée, les ressources en eau, les marchés et les liens sociaux (Moussa et al, 2009).

L'amplitude renvoie à la distance parcourue par les éleveurs lors du mouvement. Il peut être court moyen ou long. Les distances varient généralement entre une dizaine et une centaine de Kilomètre en fonction du type de mouvement.

L'ampleur de la mobilité caractérise la forme et les moyens déployés lors des déplacements. Il met en évidence l'importance des personnes impliquées dans le mouvement selon que la totalité de la famille, une partie importante ou faible en soit concernée. Rappelons que durant ces mouvements, certains éleveurs se déplacent avec toute leur famille tandis que d'autre le font avec une partie ou pas du tout. Il en est de même pour les troupeaux et les biens et matériels mobilisés. Le déplacement des familles est décidé selon le niveau d'engagement agricole, le climat sécuritaire et l'identité/type de l'éleveur.

Les points fixes, pivots de la mobilité (ancrage foncier et terroir d'attache) sont généralement les points de départ, de passage et de retour. Dans les zones sahéliennes, ce sont les puits traditionnels ou mares qui cristallisent l'attention des éleveurs. Par contre dans les régions humides, les cours d'eau servent souvent de repère pour les pasteurs en mouvement ou désirant de passer un temps à un point donné. Les terroirs d'attaches permettent aux éleveurs de passer les deux périodes les plus importantes de l'année : saison sèche et humide. Le terroir de saison humide est celui qu'il identifie comme leur point d'ancrage territorial alors que celui de saison sèche une seconde zone vers laquelle, ils s'y rendent pour alimenter leur bétail.

Les marchés stratégiques sont identifiés par les éleveurs comme ceux pouvant leur permettre d'assurer en permanence la vente de leur bétail et l'approvisionnement de leur famille en vivriers. Par ces déplacements, les éleveurs assurent ainsi la valorisation saisonnière des espèces car ils orientent leur déplacement en fonction des espèces végétales très appréciées par les animaux. Ainsi les parcours obstrués par les herbes de Laos sont par exemple évités au profit des passages les moins touchés. De plus les espaces pastoraux les plus piétinés les années précédentes ne sont pas privilégiés l'année qui suit. Par contre celles qui sont supposées connaître une reconstitution vont connaître un afflux des éleveurs soucieux d'offrir à leurs animaux une alimentation de meilleure qualité (Moussa et al, 2009).

En République Centrafricaine, le type de mobilité est déterminé par la nature du déplacement des éleveurs. C'est pourquoi nous distinguons en général des éleveurs sédentaires, semi-sédentaires, transhumants internes et transhumants étrangers.

1.2.1. Les éleveurs sédentaires

Les éleveurs sédentaires sont une frange des éleveurs traditionnels peuls/arabes qui ont sous les effets des chocs et différentes politiques d'élevage réduit leurs déplacements, y compris en saison de sèche. Leur pratique est caractérisée par des déplacements restreints et des engagements agricoles. Le développement des villages d'éleveurs est la résultante de cette catégorie d'éleveurs disposant de très peu de bétail.

1.2.2. Les éleveurs semi-sédentaires

Les semi-sédentaires se distinguent des premiers par des terroirs fixes et le déplacement avec une partie de leur famille en période sèche. Ce sont des éleveurs nationaux ou implantés de longue date

sur le territoire Centrafricain et ayant de relation très anciennes avec les villageois. En période sèche (début Novembre), ils procèdent au fractionnement du troupeau et de la famille. Ils partent en transhumance avec une grande partie du bétail à la recherche des ressources pastorales, mais laissant derrière eux l'autre partie de la famille dite résidente (femmes, enfants et quelques hommes) et un noyau de vache en lactation. Ils rejoignent (à partir d'avril) la famille laissée derrière eux et stationnent dans leur terroirs d'attache pendant la saison pluvieuse où ils trouvent de l'herbe de bonne qualité et en abondance (Ankogui-Mpoko et Betabelet, 2015).

1.2.3. Les éleveurs transhumants internes

Les transhumants internes sont ceux qui perpétuent encore les caractéristiques historiques de l'élevage pastoral, axés sur un déplacement avec toute la famille et sans un terroir fixe. Ils se différencient des semi-sédentaires par le fait qu'ils n'ont absolument pas d'engagement agricole et ne se séparent jamais de leur famille (femmes et enfants) lors des déplacements ou des stationnements. Le retour au point d'attache initial n'est pas systématique, ce qui signifie qu'ils peuvent s'installer à n'importe quel endroit qui leur semble bon. Le niveau plus important de leur bétail et d'un type de mobilité plus intense qu'ils entretiennent à la différence des catégories d'éleveurs décrits précédemment ne leur permettent pas de s'engager dans l'agriculture (Archambaud et Tidjani 2016a). Depuis la crise sécuritaire de 2013, on voit se développer beaucoup plus cette forme de mobilité dans les zones pastorales de la RCA. Elle est guidée à la fois par le souci de se prémunir des risques sécuritaires et d'un meilleur accès aux ressources pour le bétail.

1.2.4. Les éleveurs transhumants étrangers/transfrontaliers

Les transhumants étrangers sont ceux qui arrivent des pays voisins de la RCA pendant une partie de l'année à la recherche des ressources naturelles et qui rentrent chez eux dès le début de la période humide. Ils correspondent à la catégorie des éleveurs qui effectuent des mouvements de grande amplitude du bétail. Les distances parcourues sont de plusieurs centaines de kilomètres, et dépassent fréquemment les frontières du pays d'origine. Cette forme de mobilité concerne exclusivement les éleveurs étrangers en provenance du Tchad, Soudan et du Cameroun qui se déplacent en direction de la Centrafrique pour accéder aux pâturages rares dans leur pays en saison sèche.

Dans les régions semi-sahéliennes de la République Centrafricaine en l'occurrence le centre Nord (une partie de l'Ouham) et le nord-est (Vakaga, Bamingui-Bangoran), on observe une présence dominante des transhumants internes et étrangers, deux types de mobilité justifiés par les

caractéristiques agro écologiques et l'influence de la proximité de ces zones avec les frontières Soudanaises et Tchadiennes.

A ces catégories s'ajoutent des commerçants-éleveurs qui ne nous intéressent pas particulièrement pour cette recherche, pour la simple raison qu'ils vivent en dehors du campement et que leur revenu principal n'est pas constitué des activités d'élevage. Il s'agit en fait d'acteurs nouveaux par rapport aux éleveurs traditionnels, issus des différentes couches de la population Centrafricaine qui capitalisent dans le bétail (le commerce reste leur activité principale) et qui ont recours aux services des bergers pour la gestion de leur troupeau (Archambaud & Tidjani, 2016).

Section 2. Vers la fin des pastoralismes en Afrique Subsaharienne?

Le pastoralisme reste un sujet de débat et controverses dans les zones d'Afrique où cette activité a un ancrage historique. Il y a d'un côté les tenants d'un discours très critiques qui ne voient en cette pratique que celle d'un autre âge notamment rétrograde et irrationnelle et qui ne se privent pas d'arguments pour le démontrer. De l'autre côté et depuis quelques années, il y a ceux qui le présentent non seulement comme un mode de production mais tout simplement un mode de vie pour les populations concernées. L'objectif de cette section est de présenter les grandes tendances actuelles du pastoralisme afin de permettre une meilleure appréhension de la question. Il s'agit donc de passer en revue les deux grandes tendances qui s'opposent afin d'avoir un regard éclairé et se projeter sur les études de cas qui suivront dans la troisième partie sur la question de l'avenir du pastoralisme.

2.1. Les arguments défavorables au pastoralisme

Le système d'élevage fondé sur la mobilité des troupeaux a longtemps fait l'objet des critiques le qualifiant de pratique dépassée, aux performances économiques faibles et souvent sources de dégradation de l'environnement par le fait de désertification et de surpâturage (Bonnet et al, 2010). En plus des arguments liés à la désertification, ce sont beaucoup plus des éléments centrés sur la faune et le surpâturage qui sont mis en avant dans les zones de vaste savane telle que la RCA.

2.1.1. Les actions du pastoralisme sur l'environnement

Les tendances « négativistes » à l'égard du pastoralisme résultent bien évidemment de la conjugaison de « l'hostilité » des administrateurs coloniaux de l'époque et par la suite des arguments scientifiques émergeant de la thèse de Harding sur les tragédies des biens en communs.

2.1.1.1. L'élevage pastoral et la désertification

Dans les régions du sahel, l'élevage a longtemps été associé à la désertification en ce sens que la gestion des troupeaux par les pasteurs est considérée comme la cause du surpâturage et donc de la poussée du désert. En tenant compte de ces analyses, on s'oriente clairement vers un impossible équilibre entre le cheptel et le fourrage. Au-delà de l'élevage pastoral, ce sont alors la remise en cause de tout un mode de vie des gens vivant de cette activité au point où la modernisation devait passer par la sédentarisation des troupeaux (Moussa et al, 2009).

Les travaux de Hubert (1920) ; Boudet (1972) et moins lointains de Boutrais (1996), y trouvent déjà dans le pastoralisme une partie des explications au dessèchement et à la désertification d'une partie de l'Afrique (en l'occurrence l'Afrique tropicale sèche). Pour Hubert (1920), en plus des causes dites naturelles de dessèchement (disparition progressive de l'eau à la surface de la terre), s'ajoutent celles qualifiées d'artificielles tel que l'ensablement des gués par le passage des troupeaux puisque le passage des troupeaux a un même gué peut être un facteur déterminant de la formation d'un seuil sableux coupant la route aux eaux d'un déversoir et qu'il suffirait de draguer ce seuil pour que l'état antérieur se reproduise et que le dessèchement cesse.

En Afrique tropicale sèche recevant 200 à 450 mm de pluviosité annuelle, le surpâturage de saison de pluie peut provoquer une dégradation irréversible de la végétation pouvant aller jusqu'à la dénudation complète des sols d'après Boudet (1972). Il met ainsi en évidence les réactions du pâturage sahélien à la dent de l'herbivore domestique en expliquant que les déplacements vers le Nord en début de période humide, suivant le front de verdure et la formation des mares temporaires et les replis vers le sud en début de période sèche pour échapper au tarissement des mares, laissent apercevoir une concentration de la majorité des éleveurs autour des points d'eau permanents (puits, grandes mares et fleuves) mais avec moins d'incidence limitée sur la végétation, le pâturage n'est pas réduit pour autant et souvent même elle s'accroît. La consommation par les troupeaux des gousses d'Acacias et le rejet des graines non digérées facilitent localement les germinations et des fourrés peuvent apparaître dans les creux inters dunaires, fréquentés en saison sèche.

Par contre, le pâturage est très sensible au pacage de saison de pluie autour des mares temporaire puisque le séjour du bétail près des points d'eau et sur une distance réduite (rayon de 1 à 3 Km) tond à un rythme accéléré les espèces appréciées épuisant ainsi leurs réserves jusqu'à l'anéantissement de leur possibilité de régénération. Boudet, conclut en affirmant que si les agriculteurs apparaissent

comme les artisans de la désertification de l'Afrique par la hache et le feu, les éleveurs portent probablement une forte responsabilité dans la désertification de l'Afrique sèche, là où les cultures sont traditionnellement exclues. Il ajoute aussi que si l'augmentation du cheptel est nécessaire à la subsistance des éleveurs en accroissement constant, il est évident que les formes traditionnelles d'élevage doivent évoluer de toute urgence pour assurer la conservation de la productivité, voire la survivance du domaine sahélien.

Loin de se positionner contre le pastoralisme, Boutrais (1996), dans une posture d'éclaircissement explique néanmoins que l'élevage n'est pas une activité neutre vis-à-vis de l'environnement. Dans les systèmes d'élevage extensifs tropicaux, le bétail joue un rôle de médiateur et d'amplificateur des actions anthropiques. En zone sahélienne, les marques d'effectifs de cheptel importants sur l'espace, la végétation et les sols excèdent l'empreinte des techniques agricoles traditionnelles. Le surpâturage prépare une érosion éolienne qui peut prendre une ampleur catastrophique et devenir irréversible. L'élevage compte ainsi parmi les facteurs qui interfèrent avec les mécanismes écologiques en Afrique dans les milieux arides et semi-arides, les savanes soudaniennes et même guinéennes. En zone sahélienne, une pâture excessive perturbe assez rapidement l'état de la végétation. La strate herbacée devient clairsemée et dominée par des graminées qui s'adaptent mieux que d'autres au « stress » d'une pâture intense. Les arbustes fourragers expriment également, dans leur morphologie, une forte pression du bétail : élimination du feuillage brouté jusqu'à une hauteur régulière, élagage « en parapluie » des branches accessibles aux bergers. En cas de crise pastorale, les ressources fourragères sont exploitées à l'extrême. Les tapis herbacés disparaissent sur de grandes étendues et les arbustes sont étêtés ou coupés à blanc. Par surexploitation de secteurs fragiles, l'élevage peut entraîner une désertification. En savane soudanienne ou guinéenne, l'élevage perturbe également les couverts végétaux : remplacement des bonnes graminées fourragères par d'autres, plus résistantes à la pâture, éclaircissement de la strate herbacée. Qu'il s'agisse du Sahel ou des savanes, les dégradations de pâturages sont toujours imputées à des effectifs de cheptel trop nombreux.

Les impacts environnementaux de l'élevage sur les zones arides sont ainsi mis en évidence à travers la compactation des sols et l'érosion. Outre la dégradation des ressources naturelles, l'élevage pastoral est ainsi désigné comme responsable de production de méthane, ce gaz qui intervient dans l'effet de serre car les ruminants seraient à la base de 18% de l'émission totale de méthane (Carrière, 1996 ; Peyre De Fabrègues, 1993) cité par (Carrière, 1996).

2.1.1.2. Le rôle du pastoralisme dans l'extinction des ressources naturelles

Le concept de tragédie des biens en communs a été mis en avant pour mettre en évidence les effets négatifs d'une coexistence de la recherche individuelle de profit d'une part et de l'utilisation des ressources naturelles à accès libre. Le pastoralisme a été cité en exemple pour illustrer ce phénomène en ce sens que la surexploitation des terres communales à usage commun par certains bergers qui recherchent le maximum de satisfaction pour leurs animaux alors que le coût est partagé par tous les utilisateurs ne peut qu'entraîner la dégradation des ressources naturelles.

Il convient de rappeler que cet argument a été le leitmotiv de certains administrateurs coloniaux en Afrique pour qui le pastoralisme dans sa forme traditionnelle n'est pas compatible au développement. La mobilité pastorale (production de l'élevage transhumant) est ainsi perçue comme une pratique archaïque et une sorte d'obstacle au développement socioéconomique dont le maintien empêcherait l'introduction de tous changements innovants en milieu pastoral (Nori, 2006).

Ainsi, dans un premier temps, le tracé des frontières issues de l'héritage colonial a modifié considérablement le rôle et l'influence des institutions pastorales traditionnelles, empêchant les éleveurs de la période précoloniale qui se mouvaient aisément entre les différents points à limiter ces déplacements avec la démarcation des frontières occasionnant la redéfinition de ces mouvements et conduisant à des restrictions (UA, 2010).

Il est à remarquer que les différentes politiques de l'élevage ne prenaient pas suffisamment en compte le mode traditionnel de gestion des ressources par ces populations et visaient à leur imposer une sorte de cantonnement. En RCA par exemple, l'entrée des éleveurs a été soumise sous prétexte de contrôle sanitaire à une « quarantaine ».

Les arguments fournis par Hardin en 1968 à travers son article sur les « tragédies des biens en communs » ont d'avantage réconforté les opposants au pastoralisme traditionnel, fondée sur la mobilité des troupeaux et des hommes. D'après cette thèse, la détention ou gestion d'une ressource en commun est source de dégradation dans la mesure où chacun privilégie ses intérêts particuliers en cherchant à tirer le plus d'avantage en maximisant son exploitation au détriment des autres, alors que les coûts sont partagés par tous les usagers quel que soit le degré de leur utilisation de la ressource commune. Par conséquent, une telle pratique devient dommageable pour tous à partir du moment où tout le monde adopte le même comportement et cela peut inévitablement conduire à la

dégradation puis à la disparition de la ressource de la communauté. Pour illustrer ces faits, le pastoralisme traditionnel axé sur la mobilité a servi d'exemple avec la mise en évidence du surpâturage et l'embroussaillage comme conséquence possible d'un mode d'élevage fondé sur l'exploitation extensive des ressources naturelles (pâturage, point d'eau, ...).

Peyre De Fabregues (1987), insiste sur la question de l'adaptation cheptel production fourragère ou de l'équilibre charge animale et potentiel fourrager qui reste la principale contrainte au développement de cette activité. Pour lui, vu les caractéristiques climatiques (conditions écologiques et principalement pluviométriques) du sahel, l'équilibre cheptel et fourrage ne sera jamais réalisé durablement tant que l'élevage sahélien correspondra principalement à une activité qu'il qualifie de cueillette spontanée à la fois de la production fourragère et animale en référence aux pratiques du pasteur sahélien qui en dehors de son travail occasionnel d'abreuvement, ne fait rien pour améliorer le coefficient de transformation du transformateur biologique qu'est l'animal. Les soins distribués en matière de santé animale n'améliorent pas la transformation de la ressource fourragère en produit animal, ils assurent seulement un meilleur état, une plus longue vie, voire l'accroissement du nombre des animaux « transformateurs ». L'incohérence des déplacements, la concurrence pour l'utilisation des ressources fourragères, l'anarchie des modes d'exploitation peuvent en résulter et se traduisent par la réduction catastrophique de la production animale. Pour Peyre De Fabregues, la contrainte fondamentale au développement de l'élevage est difficile à lever faute du rapport permanent qui lie le cheptel au fourrage et qui varient d'une manière déséquilibrée dans le cadre d'un élevage traditionnel. Au sahel, les troupeaux croissent de plus en plus et les seules années où il y a diminution c'est durant les périodes de grande sécheresse de la fin des années 1960 et au début des années 80. L'adaptation de l'élevage traditionnel aux nouvelles contraintes physiques et socioéconomiques identifiées passent selon lui et obligatoirement par l'équilibre cheptel/fourrage quitte à aboutir à des changements contraires aux usages traditionnels qui peuvent même aboutir à la diminution des personnes dont les moyens d'existence reposent essentiellement sur l'élevage, ce qui revient à ouvrir d'autres secteurs d'activités pour ces populations. Ces transformations risquent de remettre profondément en cause les motivations de transhumance et renforcer le camp des partisans de la sédentarisation des pasteurs.

2.1.1.3. Les relations entre pastoralisme et préservation de la faune

2.1.1.3.1. Une relation complexe et mauvaise

Les défenseurs de l'environnement n'ont pas non plus épargné le pastoralisme accusé d'être l'un de principaux responsables de l'extinction de la faune sauvage. Les relations entre le pastoralisme et les gestionnaires des aires protégées sont complexes et mauvaises (Boutrais, 2008). En Afrique sahélo-soudanienne, elles sont marquées par des contentieux et des conflits (Boureima et Boutrais, 2012). Pour Boutrais (2008), si elles posent ces dernières années des préoccupations pour les gestionnaires de l'environnement en Afrique de l'ouest sahélienne et soudanienne, elles sont très ancienne et soulèvent déjà des enjeux économiques et politiques importants en Afrique de l'Est. Si le pastoralisme sahélien notamment celui de l'Afrique de l'ouest a été favorisé par la politique de l'administration coloniale (soins vétérinaires, équipement hydraulique, ...), celui de l'Afrique de l'Est était mis en cause et même tenu responsable de la dégradation de l'environnement. Les colons Anglais qui administraient certains Etats d'Afrique de l'Est et qui ne supportaient pas la pression démographique et la concentration des troupeaux vont jusqu'à préconiser la vente forcée de bétail ainsi qu'une limitation de charge sur le pâturage. En Afrique de l'ouest, il fallait attendre la fin du XX^e siècle et le déclenchement des grandes sécheresses, pour qu'arrivent les vagues de critique contre le pastoralisme pointé du doigt pour la dégradation de la végétation et des sols, entraînant la désertification du Sahel. Les grandes aires protégées (parcs animaliers) en savanes qui furent créées au départ comme un rempart contre les activités des populations agricoles le sont aujourd'hui beaucoup plus contre le pastoralisme identifié comme la principale menace par les défenseurs de la cause de la faune.

2.1.1.3.2. Une menace pour la faune : l'exemple de la RCA

En République Centrafricaine, des études⁷ commanditées par le projet Chinko en charge de la protection de la faune dans les aires protégées de la sous-préfecture de Bakouma en 2015 portant sur les incursions d'éleveurs transhumants Soudanais dans la zone du projet et plus récemment celles menées au niveau de la sous-région par Matthew Luizza (2017) pour la Division de la conservation internationale, branche Afrique en 2017 ont permis de ressortir les effets négatives de la transhumance transfrontalière dans les aires protégées de la zone de réserve du sud-est du pays (Sous-préfecture de Bakouma). Des conséquences néfastes pour l'équilibre des ressources fauniques et de leur protection à long terme ont été remarquées par le fait des incursions des éleveurs

⁷ Etude sur les incursions d'éleveurs transhumants dans l'aire de réserve du Projet Chinko, mars 2015

transhumants transfrontaliers qui remontaient déjà aux périodes précédant la crise de 2013 et concernaient principalement les réserves fauniques du Nord-est (Préfecture de la Vakaga et du Bamingui-Bangoran). Ce phénomène s'est élargi et s'est accentué depuis 2013 mais concerne beaucoup plus les régions du centre est et du sud-est (Préfecture du Mbomou et de la Haute-Kotto).

Avec l'accession du sud soudan à l'indépendance, le surpâturage et le tarissement des points d'eau dans le Nord de la RCA (Vakaga, Bamingui-Bangoran), vont pousser les éleveurs à venir en masse, profitant de l'effondrement de l'Etat et de l'absence de réglementation de la mobilité pastorale interne et transfrontalière. Depuis, 2015, on constate l'émergence d'une nouvelle vague d'éleveurs transhumants d'origine Soudanaises et même des Tchadiens échappant à la fermeture de la frontière avec la RCA, transitant par le territoire du voisin Soudanais. Ces éleveurs se dirigent vers une destination privilégiée (le sud-est de la RCA) en l'occurrence la zone de réserve située dans la sous-préfecture de Bakouma. Elle a la particularité d'être une zone cynégétique et sans doute la dernière mosaïque de forêt-savane soudano guinéenne encore en activité et inhabitée. Il se développe parallèlement à ces activités pastorales, des activités de braconnage d'ivoire, des peaux de bêtes et de viande de brousse dans ladite zone, ce qui met une forte pression sur la faune sauvage déjà en extinction. Le Projet Chinko qui est une organisation créée en 2013 pour assurer la gestion durable de la réserve fait face à cette situation et développe des stratégies de compréhension et de gestion pouvant réduire la pression du bétail dans la zone en recherchant les mécanismes adaptés pouvant permettre aux éleveurs de continuer leurs activités tout autour sans mettre en danger la faune soulevant la difficile question de la coexistence du bétail et de la faune.

Selon le document d'information de Luizza (2017), la recrudescence de l'insécurité avec le phénomène Zargina dans les années 1980, les conflits armés depuis 2013 et les pathologies animales dues à une concentration des animaux le long des frontières de la région dite tri-frontalière (RCA, RDC et Sud-Soudan) ont fortement impacter la transhumance transnationale et entraîné la détérioration des actions de conservation de la faune, de développement et de la stabilisation de la sécurité dans ces régions. Pour éviter des zones à fortes risques, les éleveurs préfèrent se déplacer désormais et de plus en plus en direction des territoires inexplorés ou inhabités et se procurent des armes pour la protection et la défense de leur bétail. Profitant des frontières poreuses et d'une absence de l'Etat dans certaines parties du territoire, ils traversent facilement ces frontières ou les routes de transhumance et les nombreuses aires protégées se superposent. La désorganisation de la

transhumance au sein d'une région de plus en plus instable rend les aires protégées attractives pour les éleveurs en quête de refuge et de ressources. On assiste à une dégradation forte des habitats pour les animaux sauvages et le développement du phénomène de braconnage d'ivoire et de la viande de brousse menaçant les espèces rares en voie d'extinction. La compétition directe entre le bétail et la faune sauvage pour l'accès aux ressources pâturables (fourrage et eau) devient une réalité.

Des exemples des aires protégées soutenues par la Division de la conservation internationale, branche Afrique en RCA, en RDC (République Démocratique du Congo), au Cameroun, au Sud Soudan, au Nigéria et au Mali et faisant face à ces phénomènes ont été exposés notamment ceux du Parc National de Garamba en RDC et la Réserve de Chinko en République Centrafricaine. Il en résulte un processus de décimation des populations emblématiques de faune sauvage du fait de l'insécurité et les activités de braconnage. Pour illustration les derniers rhinocéros blanc du nord ont été éliminés de ces deux zones, de même que la girafe du Kordofan dans la Réserve de Chinko, en plus des déclinés catastrophiques des populations d'éléphants dans ces deux aires protégées. La pression directe et indirecte des éleveurs transhumants étrangers (principalement Soudanais) a eu des impacts en l'occurrence des dégradations écologiques importantes en ce sens que les animaux sauvages comme les Lycaons africains sont menacés de disparition. Plus récemment, des reconnaissances aériennes ont mis en évidence une présence des éleveurs en saison sèche dans tout le nord du parc national de Manovo-Gounda saint Floris en RCA. Il en est de même pour les parcs nationaux Camerounais de Mbam, Djerem et Bouba Ndjida avec une forte augmentation des incursions depuis 2008. Il a aussi été signalé que les éleveurs transhumants participent au commerce illégal de pangolins et servent d'intermédiaires dans la vente de leurs écailles. Ces activités peuvent intensifier le surpâturage et contribuer à l'idée d'une « invasion » pastorale, continuant à affaiblir les efforts régionaux de stabilisation et menaçant le réseau des aires protégées qui représentent le dernier espoir pour la faune sauvage menacée de disparition en Afrique Centrale (Luizza, 2017).

Toutefois, il convient selon nous d'isoler les cas particuliers des effets du pastoralisme qui sont dû à la déréglementations engendrée par le contexte de conflit et de l'absence d'une meilleure politique de gestion de ces aires protégées (comme c'est le cas en RCA), des contextes où cette cohabitation fonctionne. Harchies et al (2007) ont montré les impacts mutuels de la conservation et de l'élevage transhumant sur l'occupation des sols et les ressources environnementales dans le nord-Cameroun (parc national de Mbam et Djérèm). Même s'ils ne concluent pas explicitement à une cohabitation

entre élevage transhumant et parc animalier, tout en mettant en évidence l'emprise du parc sur les activités des éleveurs, ils ont mis en évidence le fait qu'avec la création du parc, la superficie des surfaces pâturables de saison sèche a diminué mais elle n'a pas entraîné une diminution du cheptel qui pâture autour du parc. Les éleveurs ont adopté des stratégies de gestion de pâturage axées sur la transhumance autour des limites du parc et des pratiques de feux de brousse contrôlés. Il a été souligné le fait qu'actuellement aucun de ces pâturages n'est dégradé et que les charges exercées sur les pâturages sont encore faibles pour caractériser une pression sur les ressources locales au point où ils qualifient l'élevage pratiqué dans cette région de positif sur l'environnement car il permet de maintenir un écosystème savane alors que, sans le pâturage et les feux de brousse, cet écosystème serait certainement recolonisé par la forêt (Harchies et al, 2007).

Les options de conservation sont donc déterminantes pour concilier les logiques pastorales à celles de la conservation de la nature. Elles ne sont pas toujours bien articulées car dans la plupart des cas, elles sont en rupture avec les besoins primaires des acteurs locaux notamment leur perceptions des ressources naturelles et leur conceptions de leur gestion (Boureima et Boutrais, 2012).

2.1.2. La mise en avant des mérites de la sédentarisation

Des études récentes ont même vanté le mérite de la sédentarisation comme moyen d'adaptation des populations pastorales face aux contraintes de leur milieu. Ainsi, Sougnabe (2013), montre dans un article comment les éleveurs peuls des zones du sud du Tchad ont réussi à s'adapter aux baisses de la pluviométrie en privilégiant la sédentarisation. La baisse de la pluviométrie dans les zones sahélienne du Nord du pays ont obligé ces pasteurs à descendre vers le sud, plus humide. Il explique que les principes du pastoralisme tels qu'observés au Sahel ne sont pas remis en causes en zone de savane mais leur mise en œuvre pose problème dans cette région où la question de la gestion de l'espace et des ressources naturelles est devenue de plus en plus problématique pour les éleveurs (conflits d'usages, présence des aires protégées, ...). La réponse apportée par ces familles d'éleveurs observées est la combinaison des activités pastorales et des activités agricoles. Il en résulte une fixation de ces éleveurs et donc une diminution du niveau de leur mobilité. Ainsi, ils sont passés du pastoralisme nomade à un système agropastoral où la sédentarisation s'est installée. Cependant, il souligne que l'agropastoralisme en zone des savanes du Tchad semble toujours être réduit à une posture de résistance face à l'amenuisement des espaces pastoraux qu'à une forme d'adaptation

durable des pratiques d'élevage, car les éleveurs n'hésitent pas à reprendre leur mobilité dès que les conditions les leur permettent.

2.2. Les tendances favorables/positives au pastoralisme

Depuis la fin des années 90, beaucoup d'études se sont consacrées à la réhabilitation de la mobilité et à l'analyse de ses atouts majeurs. La tendance s'oriente de plus en plus vers une reconnaissance sociale, économique et environnementale avec différents travaux qui portent un regard positif sur l'élevage mobile (Moussa, 2009).

2.2.1. L'importance socioéconomique et écologique du pastoralisme

Colin de Verdière (1995) à travers son étude a rappelé que l'élevage nomade peut avoir des vertus écologiques mais aussi économiques. En étudiant comparativement trois exploitations pastorales différentes au Niger (exploitation agropastorales sédentaires, agropastorales transhumants et agropastorales nomades), il a ainsi montré que la production des troupeaux sédentaires (en termes de lait et de viande) est inférieure de 20% à celle des troupeaux nomades ; la productivité de l'élevage augmente avec la mobilité des troupeaux et que le rendement moyen est supérieur chez les nomades.

François Jullien (2006), revient quant à lui sur l'importance socioéconomique du système d'élevage mobile (transhumance et nomadisme) qui représentent à titre d'exemple 80 à 90% de la production animale au Tchad et joue un rôle capital dans l'économie du pays. Il souligne que les données collectées au Mali et au Botswana démontrent que l'élevage mobile tel qu'il est pratiqué au Sahel permet d'obtenir deux à trois fois plus de protéines à l'hectare et à un bien moindre coût que les méthodes modernes d'élevage pratiquées en Australie ou aux États-Unis dans des zones similaires dans le cadre de systèmes sédentaires ou de ranching. Outre la meilleure utilisation de la ressource en pâturage, la très grande résistance des animaux sahéliens à la variation des régimes alimentaires et leur adaptation à de très longs parcours sans perte de poids sont également des facteurs explicatifs importants de l'avantage comparatif de l'élevage mobile par rapport à l'élevage sédentaire. Il n'en demeure pas moins que les modes de pratique de l'élevage sont loin d'avoir un rôle négligeable dans la qualité du pâturage: Les systèmes mobiles ont un avantage très important par rapport aux systèmes sédentaires ou au système de ranching. En effet, en permettant d'adapter de façon permanente et avec une grande souplesse la charge en animaux à la capacité des pâturages, ils contribuent à éviter la dégradation dont s'assortit un séjour prolongé d'animaux sur la même parcelle (cas de l'élevage sédentaire).

L'élevage sédentaire, qui risque de mener à un acharnement sur les espèces les plus appréciées, peut conduire, même avec des charges modérées, à une dégradation de la composition des pâturages aussi bien en zone sèche qu'en zone plus arrosée (phénomène de dégradation verte par extension de l'herbe du Laos peu comestible). Les systèmes mobiles permettent d'exploiter de façon opportuniste de vastes surfaces avec une charge généralement forte mais de courte durée: dès que la production laitière baisse, les éleveurs nomades ou transhumants changent de pâturage. Ce système de charge instantanée intense est reconnu bénéfique pour l'environnement et la qualité des pâturages car il permet d'alterner les périodes d'exploitation et de repos, ce qui favorise la durabilité des pâturages tout en évitant le piétinement prolongé et la sélectivité du broutage. De plus, en éliminant les pailles, il permet de favoriser la germination des semences aux cycles suivants. Enfin, en milieu sahélien, il favorise le transport de semences par les animaux transhumants, ce qui contribue à l'enrichissement des pâturages en espèces appréciées.

2.2.2. La remise en cause de la thèse de tragédie des biens communs

La thèse de Garrett⁸ de 1968 qui sert encore de base pour les arguments développés contre le pastoralisme dans ses formes dites traditionnelles a été souvent remise en cause par les défenseurs de la cause et même des spécialistes des questions pastorales. Ils remettent en cause la conception même de la gestion commune proposée par Hardin et précisent qu'elle ne signifie pas accès libre mais accès ouvert et régulé aux ressources (Thebaud, 2002). Selon Hesse (2010), bien que la thèse de Hardin ne soit pas totalement fautive en ce qui concerne l'épuisement et la dégradation des ressources en l'absence d'une réglementation contraignante, elle ne s'applique pas selon lui au pastoralisme notamment pour les éleveurs qui s'attache à la mobilité, qui ont des règles coutumières complexes de gestion des ressources pour assurer l'utilisation durable des pâturages et de l'eau. Il soutient que Hardin ne tient pas compte dans son argumentation de la mobilité de bétail ou des dynamiques des troupeaux dont le nombre de tête est constamment en variation, en raison de la mortalité animale, des ventes de bétail, des naissances, etc. Pour Hesse, contrairement à la thèse de Hardin, les troupeaux n'augmentent pas de manière exponentielle avec le temps mais plutôt connaissent une augmentation ou diminution au cours d'une année et d'une année à l'autre. Il en est

⁸ Garrett Hardin soutient dans sa thèse que la dégradation des ressources et de l'environnement sont inévitables lorsque les terres restent d'usage commun et que le bétail qui augmente de manière exponentielle appartient à des particuliers. La volonté de chaque éleveur de faire profiter au maximum son bétail de ces pâturages va créer une certaine concurrence et accentuer d'avantage de pressions sur ces ressources puis conduire à leur extinction.

de même pour les pâturages naturels qui sont dispersés et qui se renouvellent saisonnièrement sous les effets des conditions climatiques (pluies par exemple).

Les partisans du maintien du pastoralisme soulignent ainsi ses valeurs en tant que mode production, de vie des populations et même un facteur participant au renouvellement des ressources naturelles, dénonçant ainsi une non prise en compte réelle des valeurs écologiques des pratiques pastorales. Ils mettent en avant le fait que la négligence de certaines caractéristiques majeurs du pastoralisme ne permettent pas de conclure en ses méfaits tels qu'expliqué par ses détracteurs. Pour mieux comprendre le pastoralisme, il s'avère indispensable d'intégrer ces caractéristiques notamment la prise en compte des dynamiques de la gestion de troupeau, la mobilité pastorale dans les limites d'un système élargi et évolutif, les dynamiques des pâturages naturels et le cycle de croissance annuelle/saisonnière,

En plus de ces arguments dits scientifiques, les politiques « pro-pastoralismes » viennent aussi confirmer l'attachement de certains gouvernements des pays africains au développement du pastoralisme. Elles se traduisent par la mise en place des cadres légaux notamment des législations en faveur des populations pastorales. Ces cadres légaux visent non seulement à fournir aux éleveurs des assises territoriales dans certains cas mais aussi à leur fournir une forme de protection. Si en Afrique occidentale, ces lois concernent la reconnaissance de la sécurisation de la mobilité pastorale et des droits d'usage sur les ressources, en Afrique centrale, elle s'intéresse à une meilleure intégration des éleveurs (représentativité, scolarisation, création des communes d'élevage) et un meilleur accès à la santé animale. Les pays de l'Afrique septentrionales et orientales ne sont pas restés à la marge avec l'élaboration des politiques de développement de l'élevage impulsées par les gouvernements en place.

La mobilité est défendue pour expliquer que grâce aux déplacements des troupeaux, il en résulte une régulation de ressources naturelles (pâturages, accès à l'eau) car l'élevage joue un rôle important dans l'amélioration de la fertilité des sols par le biais de transfert des matières organiques entre les zones de pâturage et les espaces de culture. La mobilité est aussi avancée pour souligner la résilience du système pastoral en dépit des chocs car elle s'est avérée comme le principal moyen pour limiter les pertes. La contribution significative du pastoralisme à la fois aux revenus des principaux acteurs que sont les ménages pastoraux et aux économies nationales des pays concernés malgré un niveau d'appui faible est un argument de taille invoqué pour expliquer son importance et la nécessité de son maintien comme mode d'activité et de vie de certaines populations. Axé sur un système

productif extensif et mettant en valeur les parcours naturels, l'élevage pastoral est pratiquée par des communautés qui vivent dans des contextes souvent marginaux. Associé à un mode de vie fondé sur un lien particulier entre l'homme, l'animal et la nature, il joue un rôle important dans la vie socioéconomique au point où une estimation récente avance le chiffre de 120 millions d'éleveurs et agropasteurs dans le monde. Quelques 50 millions d'entre eux se situent en Afrique subsaharienne, où le pastoralisme est une pratique largement utilisée dans une zone allant du Sénégal à la Somalie. Les communautés pastorales africaines sont aussi nombreuses dans la bande allant de la Corne de l'Afrique jusqu'à la Namibie. Le pastoralisme est par conséquent vu comme un système résilient capable de s'adapter à la variabilité climatique et une contribution significative aux revenus des ménages et à l'économie nationale, malgré des appuis marginaux (Benkahla et Mason, 2017).

2.2.3. Les dangers d'une obsession pour la sédentarisation

2.2.3.1. La sédentarisation, source de tensions entre éleveurs-agriculteurs

La sédentarisation des nomades a été toujours prônée par les partisans d'un pastoralisme dit responsable et adapté à son temps mais cela sans compter avec le fait que la cohabitation des peuples nomades et des peuples historiquement sédentaires s'est faite parfois avec des heurts comme le témoigne Habmo (2012). L'article de Habmo revient sur comment la sédentarisation de certains peuples a conduit à la confrontation culturelle compromettant sérieusement l'intégration interethnique dans plusieurs régions sahéliennes (Nord-Cameroun et Tchad). Pour lui l'installation quasi définitive des pasteurs nomades auprès des ethnies sédentaires participe en même temps au démantèlement de leur organisation sociale qu'à une perte de repères symboliques des groupes ethniques hôtes. Il cite en exemple la cohabitation difficile entre les mbororo (nomades à l'origine) et les Kirdi (sédentaire) dans le nord-Cameroun. Les relations ont commencé à se détériorer d'après lui, entre ces deux communautés, à partir du moment où les nomades mbororo sous la pression des crises pastorales (baisse des ressources), ont arrêté la transhumance et commencé à s'installer autour de certains villages (Kolara et Mindif). Des tensions sociales sont apparues générant des complexes et contradictions liées aux différences culturelles et religieuses.

2.2.3.2. Le dilemme de la sédentarisation

Galaty (1988), évoque ce qu'il appelle le dilemme pastoral en parcourant la situation du monde pastoral face aux épreuves difficiles qu'il a traversées dans la partie orientale de l'Afrique ces deux dernières décennies (sécheresse, famine...). Les crises des zones arides en Afrique proviennent selon

lui, fondamentalement du dilemme de la sédentarisation et non pas du nomadisme, car les conditions de réussite de la transhumance se trouvent réduites en raison de l'existence des enclos, des frontières administratives de plus en plus rigide et de l'accès restreint aux pâturages et sources d'approvisionnement en eau pendant la saison sèche. Sur la question de la sédentarisation, il distingue par commodité, les processus de sédentarisation « spontanée », « assistée » et forcée. L'installation « spontanée » n'est pas forcément inopinée, irréfléchie ou réactionnelle. Les formes les plus importantes de sédentarisation spontanée sont caractérisées par l'auto-localisation à proximité des ressources permanentes (eau d'abreuvement, mages d'altitude, sites agricoles), des centres de commerce ou des négociants, des écoles et des cliniques sont souvent installés. Il passe en revue divers cas de processus de sédentarisation « spontanée » comme celui des agropasteurs ursi nouvellement regroupés dans la vallée de l'Omo en Ethiopie du Sud et subissant des pressions de l'environnement ou chez les chameliers Rendille, groupement pastoral plus spécialisé occupant une région très aride du Kenya: septentrional et cherchant d'une part à se protéger de l'insécurité militaro-politique et d'autre part à avoir accès aux services sociaux.

La sédentarisation « assistée » est motivée selon Galaty par les opportunités offertes par les Etats ou les développeurs qui interviennent dans des situations d'urgence à l'image de l'aide alimentaire fournie à la population en situation d'urgence (famine). L'aboutissement de ces programmes pro-sédentarisation est fonction de leur capacité à satisfaire les besoins des demandeurs car plus elle est conséquente et plus elle constitue une source d'incitation pour les personnes concernées à rester afin d'en bénéficier. Au contraire, une perception d'une insuffisance de cette aide va conduire les bénéficiaires à partir des camps. S'appuyant sur l'exemple des populations Turkana du nord-ouest du Kenya, il dénonce des situations où les programmes d'aide n'étaient pas adaptés aux réalités de terrain du fait de leur insuffisance et de leur impact limité. Il fait un parallèle avec le cas de la Somalie où suite aux famines des années soixante-dix, les développeurs/urgentistes ont voulu à travers l'installation des camps aboutir à long terme à la sédentarisation des nomades, qui devaient s'adonner soit à l'agriculture, soit à la pêche mais des échecs s'en sont suivis puisque les personnes valides s'échappent et ne laissent que ceux qui sont vulnérables (femmes et enfants) avec pour objectif une volonté de reconstitution de leur troupeau.

Selon Galaty, la sédentarisation forcée est habituellement liée à la menace politique que représentent souvent les populations nomades ou transnationales ainsi qu'à la nationalisation des grandes aires de

parcours. Les programmes de sédentarisation forcée ont généralement rencontré de vives résistances de la part des populations locales et ont provoqué des chutes dramatiques de productivité. Ils s'inspirent moins du désir de développer le potentiel productif de l'élevage que du motif de consolider l'Etat et ne représentent que la méthode la plus radicale dans toute une panoplie de mesures visant à assurer le contrôle politique sur les pasteurs nomades. Pour le cas de l'Ethiopie, il évoque la nationalisation post-révolutionnaire des grandes aires de parcours n'avait pas toujours conduit à un changement effectif dans l'expression des droits pastoraux locaux, surtout dans les grandes aires de parcours méridionales occupées par les Borana, les Guji et les Arsi, tous oromophones. En Tanzanie, ce sont des programmes coercitifs de regroupement des ménages paysans dispersés autour des centres d'activités et des services sociaux. Il conclut que dans le débat sur la sédentarisation, l'enjeu ne réside pas dans le maintien ou l'abandon des pratiques de mobilité des troupeaux et des hommes car les pasteurs exercent ces deux possibilités selon l'époque et le lieu. Il faudrait en réalité déterminer le rôle que devrait jouer les agents du changement pour encourager, faciliter ou empêcher de tels comportements. Pour Galaty, en zone très aride, il est plus efficace d'amener le bétail vers la végétation plutôt que l'inverse, en raison de la faible densité et de la distribution éparse des ressources, sur les grandes aires de parcours. Le bétail fait quotidiennement un circuit qui va du foyer aux pâturages en passant par un point d'eau. La restriction du déplacement du troupeau est synonyme de manque de nourriture pour le bétail et pour les membres du foyer, ce qui influe sur la production. En zone aride, ce n'est que grâce à leurs déplacements périodiques que les communautés dispersées arrivent à reproduire les grandes lignes de l'ordre politique. Cette mobilité des foyers est une stratégie qui permet la création et la consolidation des liens de parenté et des rapports sociaux, la réorganisation spatiale des foyers et la coopération dans le travail, ainsi que le partage des ressources et la redistribution du bétail et de la nourriture (prêts de vaches laitières, dons, . . .).

En somme, le nomadisme à travers sa pratique extensive de l'élevage est une stratégie quasi indispensable à l'occupation humaine des zones arides. Les arguments en faveur de la sédentarisation en tant que politique sont essentiellement d'ordre écologique, économique, administratif et social. Mais trop souvent, la sédentarisation n'apporte guère en réalité d'amélioration dans la qualité de la vie mais plutôt un déclin. Les conditions de mode de vie nomade en Afrique de l'Est se sont améliorées là où les ressources valorisées par les éleveurs ont été disponibles ; par exemple, avec la disponibilité en médicaments vétérinaires et en bains dans le cadre du programme de reconstitution

du cheptel chez les Turkana, avec l'accès grandissant aux enchères de bétail et aux marchés en Tanzanie, ainsi qu'avec le récent abandon du contrôle des prix de la viande au Kenya. Lorsque les troupeaux se déplacent à leur guise à travers les aires de parcours, les ressources sont exploitées au mieux et la productivité des pâturages est maintenue. Les grandes interrogations sur la vie pastorale restent posées et aggravées par la sédentarisation unilatérale. Le défi politique n'est pas d'adapter les nomades à des systèmes préconçus de sédentarité, mais de renforcer au mieux la vie pastorale. Cette option exige une participation des pasteurs nomades à la culture et à l'économie nationale ainsi qu'une latitude de mouvement sur leurs aires de parcours extensives (Galaty, 2008).

Guibert et Bonnet (2013), mettent en évidence à travers l'étude sur la contribution de l'élevage pastoral à la sécurité et au développement des espaces sahélo-sahariens en lien avec les crises pastorales et sur la base des études de cas, les stratégies d'adaptation des pasteurs par la mobilité des hommes et des troupeaux. Souvent remise en cause par la succession des chocs, on pourrait croire au déclin de la mobilité, ce qui n'en est pas le cas selon eux, d'autant plus que durant ces crises, les pasteurs les plus mobiles ont souvent pu sauver tout ou partie de leur troupeau. Les alliances amicales ou matrimoniales permettent donc d'offrir une sécurité en cas de crise et sont construites et entretenues par la pratique régulière de la transhumance.

Au delà d'un débat idéologique autour des controverses sur le pastoralisme, ce sont aussi les conséquences des réalités des politiques publiques sur les transformations des pratiques historiques de la mobilité pastorale que nous essayons d'évoquer ici. En cela, nous posons la question du foncier pastoral qui bien que moins traité dans les zones de savane, se rattache plus spécifiquement aux thématiques de l'intégration agriculture-élevage, la diversification des activités et l'émergence de l'agro-élevage (Gonin, 2014). Dans les savanes soudaniennes d'Afrique de l'Ouest, la croissance démographique alimente une augmentation des surfaces cultivées au détriment des espaces de parcours alors que dans le même temps, l'élevage prend de l'importance au point de devenir la deuxième source de richesse de ces régions. La concurrence spatiale entre agriculture et élevage devient alors potentiellement conflictuelle. Selon Gonin, la pression foncière ne se résume pas uniquement aux facteurs fondamentaux (pression démographique et limitation des ressources), ils se traduisent aussi par la concurrence entre usagers et par les jeux de pouvoirs dont ils sont partis prenantes et qui aboutissent à la redéfinition des règles d'accès à ces ressources au point où le foncier pastoral devient un objet social et politique. En étudiant les dynamiques pastorales dans une

zone de savane humide de l'ouest du Burkina, Gonin montre à quel point la pression foncière dans cette partie du Burkina engendre une territorialisation des espaces de parcours pastoraux et restreint ces espaces qui occasionne du coup la faiblesse globale des éleveurs dans les rapports de pouvoir. Les ressources qui étaient par le passé abondantes avec un accès relativement facile font désormais l'objet d'une forme d'appropriation fondée sur la stratégie de territorialisation. Il subsiste non seulement un rapport de force défavorable aux éleveurs et aux profits des agriculteurs sous les effets des politiques publiques de développement rural mais de plus il se crée une inégalité entre les éleveurs en termes de maîtrise de territorialisation des espaces de brousse à leur profit et d'accès aux ressources. Gonin questionne ainsi la place de l'élevage dans les régions soudaniennes sous pression agricole en mettant en évidence le recul des parcours sous la pression des effets de territorialisation via les jeux des pouvoirs locaux et nationaux entre acteurs. Il replace le débat dans les champs sociaux et politiques sur l'échelle des systèmes d'élevage et la place de l'élevage dans une région sous pression foncière

La mobilité pastorale est une stratégie d'adaptation à l'incertitude liée à la variabilité pluviométrique dans les milieux où la production fourragère varie fortement (Behnke et al, 1993 ; Scoones, 1994). Les systèmes pastoraux sont désormais définis par l'ancrage d'une approche aussi différente, en travaillant avec la variabilité imprévisible et non pas contre elle (Kratli et al, 2013). La mobilité du bétail (dans ses diverses formes et fonctions) est désormais reconnue comme une stratégie cruciale de cette façon très spécialisée d'exploiter les milieux arides, en tirant une leçon importante dans un monde de plus en plus perturbé par la volatilité des conditions météorologiques. Plus récemment, les systèmes pastoraux ont été également appréciés pour le fait qu'ils peuplent des zones arides, sévères et reculées, avec des groupements de citoyens et de la société civile, faute de quoi ces zones se transformeraient rapidement en espaces « non gouvernés » présentant des handicaps sociopolitiques.

Conclusion du chapitre 1

Au-delà des débats controversés autour de la question du pastoralisme, il y a lieu de reconnaître qu'il reste une activité importante pour des populations disséminées à travers le monde et surtout en Afrique, et la RCA n'échappe pas à cette réalité. Le pastoralisme revient à nouveau sur le devant de la scène avec les crises sécuritaires qui impactent le monde pastoral dans ce pays. Il devient de plus en plus nécessaire pour nous d'analyser les dynamiques pastorales et cela passe par l'élaboration d'une méthodologie adaptée au contexte local et aux originalités du pastoralisme.

Chapitre 2

Comment étudier la résilience des pastoraux en RCA ?

L'étude du pastoralisme en République Centrafricaine requiert la prise en compte d'un ensemble d'éléments liés non seulement à la spécificité de cette pratique mais aussi au contexte de la Centrafricaine confrontée depuis fort longtemps à une situation de crise prolongée. En partant de l'hypothèse qu'une analyse des systèmes pastoraux locaux pourrait combler une partie du déficit en matière de connaissance des réalités pastorales et procéder à la formulation d'appuis adaptés au contexte local, notre objectif est de construire une méthodologie reposant sur un cadre d'analyse répondant aux caractères propres des pratiques d'élevage en RCA. Cette méthodologie s'inspire grandement du cadre théorique élaboré dans le cadre du projet CPDA-RCA (voir encadré1) qui tient compte des spécificités des pratiques pastorales, conduisant à mener l'analyse à l'échelle des campements pastoraux (Tidjani et al, 2017a).

Encadré 1 : le projet CPDA-RCA

Le projet CPDA financé par l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF), qui s'intitule : « construire la paix en République Centrafricaine grâce au développement agricole (CPDA-RCA) », vise à étudier les trajectoires des populations agricoles (agriculteurs et éleveurs) face aux chocs et crises et leur capacité à y faire face c'est-à-dire leur résilience. La démarche est celle d'une recherche-action dans un pays où le délaissement de l'agriculture depuis plusieurs années explique en partie l'appauvrissement de la population et l'instabilité sociopolitique. Le projet se donne aussi comme ambition de contribuer à la relance de la recherche sur l'agriculture Centrafricaine et d'opérationnaliser cette notion désormais incontournable de la résilience. Il s'agit d'appuyer les réflexions et les pratiques des acteurs du relèvement post-conflit de la RCA.

La construction d'une paix durable dans les zones rurales Centrafricaine et dans l'ensemble du pays ne peut pas se passer des questions pastorales (du fait de l'imbrication entre l'agriculture et l'élevage) et nécessite donc de se pencher sur les dynamiques de ces deux systèmes de production et de leurs relations.

La démarche globale de cette thèse repose sur un cadre d'analyse adapté aux réalités du pastoralisme pouvant permettre une étude de la résilience des populations pastorales dans un contexte de mobilité. Des approches telles que l'approche systémique, des Systèmes Socio-Ecologique (SSE) et celle en termes d'enjeux, seuils et trajectoires qui sont mobilisées permettent d'appréhender les

spécificités des systèmes pastoraux dans leurs complexités. La recherche est menée à la fois au niveau du système (campement) et des ménages pour une meilleure compréhension des enjeux locaux. Dans ce chapitre consacré à la méthodologie de la thèse, la première section présente le cadre analytique de la recherche. Ensuite la deuxième section vise à étudier l'évolution des dynamiques de transformation du système pastoral, le troisième se penche sur l'analyse des trajectoires et enfin la dernière section décline la méthodologie de production de données.

Section 1. Le cadre d'analyse de la résilience

Accéder à une connaissance plus fine des réalités pastorales en RCA, passe par l'élaboration d'un cadre d'analyse qui s'imprègne de la singularité de cette activité et de ses pratiques. L'objectif de cette section est donc de fournir une méthodologie qui tiennent compte des spécificités des pratiques pastorales, qui conduisent à mener d'un côté l'analyse non plus à l'échelle du village, comme c'est le cas pour les agriculteurs par exemple mais plutôt à l'échelle des campements pastoraux et de l'autre côté à s'intéresser aussi à l'autre échelle notamment le ménage.

1.1. Comprendre les systèmes pastoraux

1.1.1. L'approche systémique

Pour des populations aux modes de vie et système d'activités spécifiques, il devient plus que nécessaire de cerner un système qui puisse faire sens et tenir compte de la complexité de leur environnement. La pertinence du système campement dans un système de production extensif tel que celui de la Centrafrique, tient lieu de plusieurs éléments. D'une part, c'est le lieu de vie socioéconomique et de présence effective des populations qualifiées de "réellement éleveurs". D'autre part, le campement sur lequel nous nous focalisons ici est l'espace idéal pour saisir de plus près les dynamiques pastorales en évitant le risque de collecte des informations « trop générales » et parfois erronées.

En retenant le campement comme système, nous partons de l'approche systémique pour mieux cerner les dynamiques pastorales car une bonne description et analyse des questions d'élevage impliquent l'identification et la caractérisation des systèmes d'élevage, ce qui revient à identifier les éléments qui les composent, la nature des relations existantes entre ces éléments d'une part et entre

ceux-ci et leur environnement ainsi que les transformations qui en découlent dans le temps et l'espace (Laouali, 2014).

Adopter l'approche systémique pour rendre compte des modes d'exploitations du milieu rural conduit à identifier différents niveaux d'organisation, emboîtés les uns dans les autres sans pour autant être de même nature (Jouve et al, 1984) cité par (Jouve et Tallec, 1996). Un système est par conséquent un ensemble d'élément en interaction dynamique organisé en fonction d'un but (Cambien, 2007). Il convient de préciser que la démarche systémique s'appuie prioritairement sur les relations entre les éléments d'un système et entre ceux-ci et leur environnement (activité), laissant dire qu'un système ne peut être conçu indépendamment de son environnement (Mottet, 2005).

Dans un contexte où il y a interaction entre les différents éléments d'une structure, la structure et ses fonctions ne reposent que sur la solidité de l'ensemble, garantie par la cohésion et solidarité du groupe afin d'éviter la rupture en cas de choc brutal. Le cycle adaptatif est donc caractéristique d'une auto-organisation équilibrante de la nature. Le fonctionnement systémique conduit donc sous certaines réserves à l'absorption des chocs engendrés par les perturbations grâce à sa capacité de réorganisation pour conserver la même fonction, la même structure et la même identité (Kouamekan Koffi, 2014).

D'une manière générale selon Cochet (2011), le système agraire englobe, en premier lieu, un mode d'exploitation du milieu, c'est-à-dire d'un ou plusieurs écosystème et est caractérisé par un bagage technique correspondant (outillage, connaissance pratique, savoir-faire), des formes d'artificialisation du milieu historiquement constituées et le paysage qui en résulte, des relations spécifiques entre les différentes parties du ou des écosystèmes utilisés, un ou des mécanismes de reproduction de la fertilité des terres cultivées. Il comprend d'abord, les rapports sociaux de production et d'échange qui ont permis sa mise en place et son développement (modalité d'accès aux ressources). Ensuite, de manière limitée, le système de production y compris les mécanismes de différenciations entre ces systèmes et leurs trajectoires. Enfin, il comprend les caractéristiques de la spécialisation et de la division sociale du travail au sein des filières ainsi que les conditions socioéconomiques et politiques.

Jouve et Tallec (1996) définissent le système agraire comme « *le mode d'organisation adopté par une société rurale pour exploiter son espace et gérer ses ressources. Ce mode d'organisation du milieu résulte des interactions entre les contraintes et possibilités du milieu physique, les caractéristiques socioéconomiques du peuplement humain et les*

acquis techniques de la société rurale. L'ensemble de ces interactions étant soumis à l'influence des facteurs externes liés à l'environnement du système. Par ailleurs un système agraire est le produit de l'histoire d'une société rurale, au cours de laquelle se sont façonnés des paysages et ont été définies des « règles » techniques, économiques et sociales concernant les modes d'exploitation de son milieu ».

Ainsi, il nous apparaît plus adapté d'adopter l'approche de diagnostic agraire (Cochet, 2011). Elle a le mérite de nous permettre de mettre en évidence les caractéristiques socioéconomiques du système pastoral étudié et de ses ménages, d'analyser les dynamiques des systèmes d'activités et de mieux cerner les différentes adversités ainsi que les réponses apportées par ces systèmes pastoraux. Toutefois, il convient de noter que les systèmes pastoraux présentent une certaine spécificité qu'il convenait de prendre en compte. Ces spécificités pastorales nous ont conduits donc à faire des adaptations et par conséquent à nous appuyer sur un cadre d'analyse approprié qui tient compte de ces particularités (Tidjani et al, 2017a).

1.1.2. Le campement pastoral comme système

1.1.2.1. Rappel sur le système d'élevage

Le système d'élevage qui focalise notre attention ici est quant à lui défini par Lhoste (1984) comme, « l'ensemble des techniques et des pratiques mises en œuvre par une communauté pour exploiter, dans un espace donné des ressources végétales par des animaux, dans des conditions compatibles avec ses objectifs et avec les contraintes du milieu ». C'est une notion qui est pertinente à la fois au niveau de l'exploitation, de la communauté rurale et pour des ensembles plus vastes. Il s'agit selon lui d'avoir une vue globale du diagnostic qui ne se limite pas qu'aux aspects zootechnique mais aux activités et condition de vie des éleveurs et aux interactions avec leur système.

Landais (1994), différencie d'une part la définition holiste qui associe une existence matérielle au système d'élevage en identifiant des entités fonctionnelles pertinentes pour l'action projetée et qui permette de comprendre comment elles fonctionnent (ce sont les entités fonctionnelles qui sont qualifiées de système d'élevage) et d'autres part, la démarche scientifique qui n'accorde pas d'existence matérielle au système d'élevage qui n'est qu'une forme de représentation de la réalité notamment l'ordre des concepts. Le système d'élevage est conçu comme un système « piloté » c'est-à-dire placé sous la dépendance d'un pilote qui peut être un individu (berger) ou un collectif pouvant être un éleveur et sa famille. Pour lui le système n'a pas un fondement matériel mais de l'ordre de concept qui n'est qu'une forme de représentation de la réalité en fonction des divers objectifs.

Le système d'élevage correspond selon Landais à un ensemble d'éléments en interaction dynamique organisés par l'homme pour exploiter des ressources naturelles par le bétail, en vue de valoriser ces ressources par l'intermédiaire d'animaux domestiques. Le système pastoral est donc une construction socio-territoriale : une superposition de territoires où s'organise en interaction dynamique la vie socioéconomique et culturelle d'une communauté, dont les moyens d'existence sont essentiellement fondés sur la valorisation des ressources animales en fonction des potentialités et des contraintes de leur milieu.

L'économie pastorale combine et articule plusieurs niveaux territoriaux qui ne nécessitent pas la même extension sociale. Il s'agit donc de circonscrire un niveau territorial pertinent qui puisse superposer dans ses grandes lignes les limites d'un espace géographique avec celles d'un ensemble des systèmes sociaux de production. Le campement composé d'une ou de plusieurs unités domestique peut également constituer une unité sociale pertinente, spatialement circonscrite et qui se rapprocherait d'avantage de la définition d'une unité écologique pâturée par un troupeau domestique. Il représente un niveau social premier au sein duquel l'autosubsistance et l'autoconsommation tendent à se réaliser (Bourgeot, 1994).

Même si le schéma général d'un système d'élevage est présenté le plus souvent en fonction de ces trois piliers que sont l'homme, les ressources et le territoire, en nous inspirant de la définition de Landais (1994), nous considérons beaucoup plus notre système pastoral comme une construction sociale et la définissons ainsi : « un système pastoral est une superposition de territoire (ici le campement) où s'organise en interaction dynamique la vie socioéconomique et culturelle d'une communauté (éleveurs) dont les moyens d'existence sont essentiellement fondés sur la valorisation des ressources animales en fonction des potentialités et des contraintes de leur milieu ».

1.1.2.2. Cerner au mieux la complexité du système campement

Le système d'élevage est donc particulièrement complexe à saisir, puisqu'il concerne une population dont la vie socioéconomique et culturelle repose sur la conduite des animaux et qui opère, pour la plupart, des déplacements fréquents. Ainsi, alors qu'il est possible d'identifier les limites d'un village, cela est beaucoup plus délicat lorsqu'il s'agit de délimiter territorialement le finage pastoral à cause des exigences de la saisonnalité qui requiert une mobilité durant toute une partie de l'année. Les éleveurs transhumants ne vivent qu'une partie de l'année en période humide, dans leur zone

d'attache. Ils sont contraints d'effectuer des déplacements hors de cette zone pendant l'autre partie de l'année à la recherche des pâturages et points d'eau indispensables pour la survie des animaux.

Par conséquent, il n'est pas possible selon nous de se concentrer uniquement sur le terroir d'attache pour cerner l'ensemble des dynamiques pastorales, car cela reviendrait à ignorer toute une partie de la vie de ces éleveurs, qui se déroule en dehors de ce terroir, en l'occurrence en zone de transhumance. Le système d'élevage que nous proposons est un « système campement » : il est censé prendre en compte l'organisation sociale traditionnelle des pasteurs (allégeance/appartenance à une même autorité), le partage des ressources (y compris la présence des transhumants) et la gestion commune de la mobilité. L'intégration au système des « sous campements » qui se caractérisent par la présence des éleveurs issus des fractions ethniques différentes, se constituant en petits groupe, a l'avantage de mettre en exergue les dynamiques internes de conflit et les configurations de pouvoir au sein de ce système campement.

Les éleveurs de Centrafrique comme ceux des autres pays, sont régis par une organisation sociale traditionnelle à la base de laquelle se trouvent les lignages (Ankogui-Mpoko et al, 2004 ; Bi Amadou, 2012). Au premier niveau hiérarchique de ces lignages se trouvent les ardo (leader de migration), qui constituent notre entrée analytique : un système campement particulier se fonde sur un ardo bien identifié. Les ardo sont des chefs censés représenter le groupe vis-à-vis de l'extérieur. Ils sont sans pouvoir coercitif et leur autorité repose sur l'adhésion volontaire des autres éleveurs. Ces lignages n'ont pas d'ancrage territorial et les membres s'éparpillent du fait de la mobilité à travers des vastes zones du pays et sont parfois très éloignés du chef dont ils relèvent (Ankogui-Mpoko et Betabelet, 2015). Le processus de succession des ardo est basé sur la transmission de pouvoir qui peut intervenir en cas d'incapacité à exercer le pouvoir (maladie, invalidité physique, ...) ou de décès. Même si les fils aînés sont les plus souvent désignés, il y a des exceptions à cette règle, car certains critères (discernement, sagesse, etc.), peuvent conduire au choix d'un autre membre de la famille moins proche, ce qui signifie que le fils aîné ne remplace pas nécessairement son père.

Avoir le statut d'un ardo est synonyme d'une grande prospérité en tant que éleveur et suppose déjà, de la part de celui qui prétend à ce titre, la possibilité d'avoir beaucoup d'animaux et d'en offrir aussi puisque ce titre politique permet jusqu'à un certain point au ardo d'accumuler du bétail, par dons ou par levées des taxes plus ou moins légales. Ainsi un ardo qui ne parvient pas à maintenir un grand

cheptel pour lui, voit une diminution de son prestige et par conséquent le risque que les éleveurs s'écartent de sa dépendance (Boutrais, 1988).

Les ardo bénéficient de deux pouvoirs particuliers, celui de collecter les impôts et celui de rendre la justice. L'impôt prélevé est celui de la "zakat" (impôt religieux) ou celui destiné à la plus haute chefferie (commune d'élevage par exemple). Le versement de cet impôt à un ardo par un éleveur et le fait de s'en remettre à lui pour des litiges opposant les membres du campement ne relevant pas de la compétence directe des autres instances (gendarmerie, tribunal) est signe d'attachement et de soumission. Dans cet exercice de justice, l'ardo s'entoure de ses conseillers (juges), en lesquels il a confiance et qui sont considérés comme des sages dans le campement. En l'absence d'un pouvoir coercitif, l'application des décisions de justice rendues par l'ardo ne dépend que de sa capacité de persuasion ainsi que du soutien qu'il a auprès des populations. Un ardo qui tient à garder ses sujets doit donc posséder des qualités de leader et veiller à la persistance d'un consensus autour de lui. Un ardo peut être déchu et remplacé sous le poids de la pression sociale. Plus souvent, il peut être délaissé, car si l'on ne peut changer de lignage, chacun peut, à titre individuel ou pour le compte de sa famille restreinte, décider de son attachement à un autre ardo ou même à un chef non-Peul (Ankogui-Mpoko et al, 2004).

Pour mieux coordonner ces différents centres de décision indépendantes les unes des autres, l'administration coloniale de l'Oubangui Chari avait institué une chefferie supérieure à partir des années 1960, en organisant les éleveurs en communes d'élevage comprenant des maires, des conseillers et fonctionnant grâce à un budget communal alimenté par des prélèvements (Boutrais, 1986).

Aujourd'hui, on voit bien que les systèmes hiérarchiques qui se chevauchent, avec les communes d'élevage et l'extension de leur compétence (pouvoir au-delà du découpage administratif), rend plus difficile l'analyse de la question institutionnelle. Les ardo ne sont pas les seuls maîtres car les communes centralisent la gestion des affaires pastorales, mais ils restent les relais pour remonter les informations et appliquer les mesures décidées par la plus haute autorité de la chefferie (mairie de la commune d'élevage). Une meilleure compréhension de la question institutionnelle même au niveau du campement implique aussi une prise en compte du système hiérarchique pour mieux cerner les centres de décision et leur impact pour les populations du campement.

A la différence du diagnostic agraire classique souvent mobilisé chez les agriculteurs, le diagnostic pastoral se fait, compte tenu de la mobilité, sur une partie seulement du terroir exploité. Bien qu'il s'agisse ici de l'une des limites de l'ancrage « par site » inhérente au dispositif d'observatoire, les informations et les analyses produites s'étendront à l'ensemble des dynamiques, y compris celles en période de transhumance.

Les études récentes sur le pastoralisme n'ont été que l'œuvre des ONGs humanitaires, mais elles n'ont ni fait l'objet d'un approfondissement de la situation ni permis de toucher (ou trop peu) des éleveurs en activité qui vivent dans les campements inaccessibles pour les enquêteurs. On est ainsi très loin des véritables réalités des éleveurs, qui ne peuvent être appréhendées selon nous qu'au travers un diagnostic approfondi réalisé dans des campements, territoires identifiés comme lieu de vie et d'activité pour les personnes vivant de l'élevage et sur lequel il exerce une certaine « légitimité » en termes de droits et d'usage des ressources locales.

1.2. Mobiliser la notion de résilience

1.2.1. Définir la résilience

La situation de crises prolongées que connaît la RCA depuis plus d'une décennie et celle de pays post-conflit depuis 2013, remettent une fois de plus la notion de résilience au-devant de la scène avec une utilisation parfois simpliste de cette notion qui pourtant révèle une importance pour les populations qui traversent ces périodes de crise. Il y a lieu pour nous de revenir sur ce que recouvre cette notion et son émergence.

Du point de vue conceptuel, nous nous appuyons dans le cadre de cette recherche sur la notion de résilience. Cette notion qui est au carrefour de plusieurs champs disciplinaires (la physique, la psychologie, la sociologie, l'économie, etc.) est définie par Lallau et Mbetid-Bessane (2010), comme la capacité à anticiper ce qui peut l'être (se prémunir des « coups du sort »), à réagir à ce qui survient de manière imprévue (tirer parti des « coups du sort »), mais aussi à aspirer à une amélioration réalisable de sa situation.

A l'origine la résilience est un concept employé en physique de matériaux (métallurgie) pour évaluer la résistance des matériaux à des chocs élevés et leur capacité d'absorption de l'énergie cinétique sans une rupture (Anaut, 2005). Appliquée à l'homme c'est-à-dire en sciences humaines (psychologie sociologie), elle est considérée comme un processus dynamique impliquant l'adaptation positive dans

le cadre d'une adversité significative. L'analyse de la résilience au niveau individuel s'est faite pour la première fois en psychologie ou la résilience se révèle face à des stress importants et /ou cumulés, face à des traumatismes ou contexte à valeur traumatique. Au carrefour de trois champs disciplinaires (psychologie, sociologie, économie), elle a permis d'analyser pour la première fois en psychologie, la capacité de rebondissement suite à un événement ou une succession d'événement à caractère négatif ou traumatisant tels que : les conflits armés, décès d'un proche, maltraitance, etc. (Lallau et Droy, 2014).

Les sciences économiques se sont par la suite emparées du sujet à travers l'approche de capacités de Sen qui constitue le fondement de l'analyse de la résilience au niveau individuel. L'analyse microéconomique de la pauvreté tout en restant au niveau individuel a jeté les bases d'un élargissement de la notion de résilience aux ménages. Il ressort de tout ce qui précède que le concept de résilience a souvent été mobilisé pour traduire la capacité des ruraux à faire face aux différentes facettes de l'adversité. Cependant, il s'avère plus juste de rappeler la diversité des contextes et surtout les spécificités du milieu pastoral qui exigent des précisions sur la manière dont la résilience sera mobilisée.

1.2.2. Résilience et adaptation des populations en milieu rural africain

1.2.2.1. Résilience et vulnérabilités des ruraux

La notion de résilience a été fortement mobilisée ces dernières années dans l'analyse de la pauvreté des populations en milieu rural africain. Elle se concentre d'un côté, sur l'observation des comportements des ménages ruraux grâce à l'analyse de leurs moyens d'existence et des stratégies adoptées pour faire face aux risques (Gondard-Delcroix et Rousseau, 2004 ; Buisson, 2012 ; FAO, 2013) et de l'autre côté sur l'adaptation des populations rurales face aux changements climatiques et sécuritaires.

Les études qui s'inscrivent dans le premier registre sont celles qui mettent d'avantage l'accent sur la question de vulnérabilité et de la prise en compte de la dimension préventive de la pauvreté avec un élargissement à l'étude de la résilience. Elles mettent en évidence le fait que les individus gardent toujours une capacité de réaction sur leur environnement et leur condition de vie. Elles sont illustrées par exemple par les études réalisées au sud de Madagascar (Gondard-Delcroix & Rousseau, 2004). En s'appuyant sur l'approche de capacités de Sen qui détermine la capacité de réponse d'un individu à un choc et en se basant sur les données portant sur les ménages collectées grâce à la

présence des observatoires ruraux qui fournissent déjà via les monographies des données quantitatives et qualitatives étalées sur quelques années sur les ménages, Gondard-Delcroix & Rousseau, soulignent via une analyse empirique la nécessité de distinguer les stratégies de réduction de risque, les stratégies d'assurance et les stratégies de réaction à la suite d'un choc exogène. A travers des études de terrain portant sur une zone rurale proche de la capitale malgache et caractérisée par une forte immigration et une polyculture familiale, ils mettent en évidence les stratégies d'adaptation de ces ménages fondées sur la diversification des activités, la constitution d'une forme d'épargne de précaution et des liens de solidarités qui sont autant des réponses développées par ces ménages ruraux vulnérables en réponse à la faiblesse et l'instabilité des revenus.

Dans le second cas de figure, ce sont les travaux qui mobilisent la résilience dans des situations de crises diverses et plus précisément les crises écologiques et les différentes formes d'insécurité.

1.2.2.2. Résiliences et adaptations aux crises climatiques et sécuritaires

La résilience a aussi servi à étudier les adaptations des sociétés rurales africaines surtout face aux changements climatiques. En milieu pastoral, la résilience a permis d'analyser les effets des crises récurrentes qui frappent le pastoralisme en milieu sahélien d'Afrique avec un accent particulier sur l'étude des formes de résistances et d'adaptation sociales qui se renouvellent dans un contexte de variations socioéconomique. Face à la variabilité écologique qui se manifeste par la dégradation des ressources naturelles et des conditions de vie des populations pastorales, les pasteurs ont recours à ce que Korbeogo (2012) appelle de pratique fonctionnelle et dynamique et qui n'est autre que la mobilité pastorale permettant à ces éleveurs d'adapter périodiquement les trajectoires de parcours aux variations environnementales, une façon de protéger aussi leurs bêtes reproductrices comme les vaches, d'enrichir leurs expériences pastorales en fonction des écosystèmes et de favoriser une exploitation optimale des opportunités en nutriment.

En milieu rural africain, la résilience a fait l'objet d'une mobilisation auprès des populations agro pastorales Turkana vivant dans les zones arides au Nord du Kenya (Cantoni et Lallau, 2010). En étudiant les conséquences du changement climatique sur les adaptations de ces populations à leur milieu aride et de plus en plus fragilisé par ces perturbations et en se centrant les incidences de ces déréglementations sur leurs survies et celles de leur activité fondée sur l'élevage nomade et de quelques cultures pluviales, Cantoni & Lallau, se sont intéressées à cette question d'adaptation en explorant sur le plan conceptuel la notion de résilience. La mobilité et la dispersion des troupeaux a

été une fois de plus mise en évidence pour évoquer cette adaptation des Turkana à leur milieu aride. Vient ensuite l'existence des liens sociaux à travers les gestes de solidarité pour venir en aide à un proche en difficulté. L'accumulation des chocs a conduit à une transformation du milieu rural et des pratiques des Turkana notamment le développement des comportements nuisibles et individuels qui profitent à certains ménages au détriment des autres poussant la plupart de ces populations ayant perdu leur bétail à aller vers l'agriculture. Cette transformation a pour conséquence l'émergence de la pression foncière et des situations de précarité qui se développent au point où cette adaptation doit être renforcée par un appui. Cette étude rappelle le fait que la résilience soit une condition majeure de l'adaptation des écosystèmes mais aussi des sociétés concernées.

Dans le cadre de l'étude menée par l'IRAM sur la contribution de l'élevage à la réduction de la vulnérabilité des ruraux et à leur adaptabilité aux changements climatiques et sociétaux en Afrique sub-saharienne, Bonnet et Guibert (2012, 2014), montrent que le dynamisme des sociétés pastorales leur permet de faire preuve de résilience en permettant aux pasteurs de vivre pleinement de leurs systèmes après avoir traversé des chocs successifs et confrontés à des facteurs de pressions structurels liés à la démographie et à la monétarisation des économies. A travers des études de cas ils analysent les trajectoires des familles d'éleveurs mais surtout étudient de manière rétrospective les stratégies de réponse ou d'adaptation développées par ces ménages. Par une lecture croisée de la vulnérabilité et de l'adaptabilité, ils mettent en évidence ces stratégies d'adaptation immédiates ou à moyen termes notamment la diversification de la mobilité ; le développement de la pluriactivité, l'accès à l'alimentation du bétail permettant à ces pasteurs d'affronter les crises récurrentes et diverses.

Dans le cas des pays connaissant de situation de crise récurrente et de conflit comme la République Centrafricaine, il convient pour nous d'accorder une place centrale à la question de résilience et d'adaptation en ce sens que même dans les situations de crises répétitives et de longues dates les populations conservent toujours une certaine capacité d'adaptation. C'est ainsi que dans les pays qui traversent des situations de conflits depuis plusieurs années déjà, il a été remarqué des pratiques qui traduisent cette capacité d'adaptation des populations comme l'illustre les changements des parcours et de moyens de convoyage (transport aérien) employés par les commerçants à bétail au Darfour (Soudan) pour déjouer les risques sécuritaires dans certaines zones. Des pratiques de reconversion des pasteurs Somaliens dans des activités agricoles ont été mises en évidence. Il en est de même pour

les pêcheurs de l'est de la RDC qui ont trouvé mieux de s'adonner aux activités agricoles pour faire face aux risques sécuritaires et de la baisse des prises (FAO, 2010).

En RCA, on a observé des mécanismes d'adaptation des populations agropastorales dans le Nord-ouest (zone de Batangafo dans l'Ouham). Certains pasteurs ont préféré militariser leur convoi de transhumance/campement pour protéger leurs moyens d'existence des attaques des groupes armés qui contrôlent la zone au détriment de l'état (Archambaud et Tidjani, 2016a). Or cette stratégie crée un climat de tensions avec d'autres éleveurs et même avec les agriculteurs qui les accusent d'adopter des comportements belliqueux (passage en force, dégâts sur les cultures, climat de méfiance). La production agricole peinait à reprendre dans cette zone pour causes de ces comportements et on voit bien comment les pratiques de certains ménages peuvent freiner ou compromettre les capacités d'action des autres au point de maintenir un climat de tension voire de conflit au niveau des communautés. De ce constat, il ne s'agit pas pour nous d'étudier simplement cette capacité de réponse des ménages et des communautés face aux chocs mais surtout de chercher à déceler la viabilité (économique et sociale) de ces stratégies d'adaptation car certaines réponses sont fragiles et ne permettent pas aux ménages de protéger leurs moyens d'existence à long termes. D'autres se font aussi au détriment des autres ménages, ce qui remet en cause leur capacité de résilience au point où elles peuvent créer des sources de tensions et conflit dommageable pour la stabilité socioéconomique de toute la communauté.

C'est pourquoi, notre analyse de la résilience prendra en compte non pas que le contexte spécifique de crises répétées mais s'emploiera à étudier ces stratégies de réponses aux chocs. Elle s'évertuera à évaluer les impacts de ces crises tant au niveau du ménage que celle de la communauté afin de mieux orienter les appuis pour ne pas que les interventions pour renforcer la résilience des uns ne puissent conduire à la vulnérabilité des autres, ce qui constituera une menace pour la stabilité communautaire et de la cohésion nationale. Ainsi, tout en mobilisant la résilience, nous l'envisageons avec différentes approches dont celle des Systèmes Socio-Ecologiques afin de permettre une meilleure articulation du social et de l'écologie qui fait sens lorsqu'il s'agit d'étudier les trajectoires des sociétés pastorales, en suite aux divers aléas qu'elles ont à affronter (Frankenberger et al, 2007).

1.2.3. Les apports de l'approche des systèmes socio écologiques (SSE)

La question de la résilience a fait l'objet d'un approfondissement dans le champ des Systèmes Socio-Ecologiques (SSE) (Holling, 1973). Holling la définit comme : « A measure of the persistence of

systems and of their ability to absorb change and disturbance and still maintain the same relationships between populations or state variables ». Le concept de système Socio-Ecologique a été défini pour permettre d'abord de façon cohérente la compréhension de la dynamique de systèmes associant de manière étroite des communautés et des écosystèmes (Bockel et Thoreux, 2009). Selon Mathevet et Bousquet (2014), le SSE se compose d'éléments physiques naturels (sol, eau, roche, organismes vivants), des produits des activités humaines (nourriture, argent, bâtiment, téléviseur, pollution, église, etc.), ainsi que des formes d'interactions existants entre les hommes ou entre eux et leur environnement.

La résilience est aujourd'hui utilisée pour étudier aussi les interactions entre les sociétés et leur environnement dans un monde qui connaît de profonds changements. La compréhension des interactions entre la sphère humaine et la sphère écologique et une meilleure action sur celle-ci impliquent de considérer le monde comme un système où ces interactions sont liées (Mathevet & Bousquet, 2014). Les systèmes socio-écologiques sont généralement ouverts laissant entrevoir une circulation d'information, de matériaux ou d'organismes et que les interactions entre les composantes du système peuvent être écologiques (productions végétales, migrations hivernales des animaux, etc.) ou socio-économiques (productions, prélèvements, pollutions, formes d'appropriation et de partage de la nature et des ressources, etc.).

Dans le sillage du phénomène de changement climatique qui touche la planète toute entière, les systèmes socio-écologiques constituent l'un des champs d'analyse et d'application de la résilience afin d'étudier les adaptations des écosystèmes face aux différents changements (dégradation, changements climatiques, catastrophes naturelles, ...). Hormis les travaux de Holling en 1973 qui constituent le point de départ, d'autres travaux ont dans la logique de cette approche permis d'étudier les stratégies d'adaptations des communautés face aux changements subis par les écosystèmes (Cantoni et Lallau, 2010). Ces travaux mettent souvent en avant la question de la capacité d'adaptation de ces systèmes notamment leurs aptitudes à faire face à des chocs externes et même à se transformer (émergence d'un nouveau système).

Il devient donc important de s'intéresser aux SSE et de leurs dynamiques qui peuvent présenter des boucles de rétroactions positives ou négatives. Les rétroactions dites positives amplifient le changement et aboutissent à la déstabilisation du système dans la mesure où en l'absence d'une réglementation, la réduction sensible des ressources entraîne une augmentation de la demande et

accroît par conséquent des prix qui de surcroît contribuent à la pression sur les ressources et de leur déclin final. Les rétroactions dites négatives tendent, au contraire, à réduire les changements et à stabiliser la dynamique du système. Les efforts pour modifier la situation peuvent être colossaux avant d'entrevoir un changement durable comme le montrent certaines opérations de restauration écologique ou de dépollution d'anciens sites miniers. C'est la raison pour laquelle les études sur la résilience s'intéressent aujourd'hui tout autant aux effets de seuil qu'aux trajectoires de transformation et de retour à l'état initial.

Plusieurs travaux ont bien évidemment porté spécifiquement sur la résilience des sociétés pastorales en Afrique en lien avec les crises qui frappent le pastoralisme depuis quelques années (Renaudin et Raillon, 2011 ; Bonnet, 2013 ; Bonnet et Guibert, 2014 ; Korbeogo, 2016, etc.). Tout en nous inspirant de ces travaux, notre objectif est surtout de nous entourer des gardes fous dans l'optique de la mobilisation de la résilience sur un terrain aussi difficile que la Centrafrique.

1.3. Comment mobiliser la résilience en milieu pastoral?

Même si son opérationnalisation se heurte encore à des défis d'ordre analytique, il y a lieu de rappeler que la résilience a été très souvent mobilisée ces dernières années à la fois comme « discours » et comme « mode d'action » par les développeurs/gouvernants dans les pays en développement. Elle désigne très souvent les différents projets ou programmes d'intervention visant à accompagner les personnes en détresse confrontés à des catastrophes ou crises (conflits armés, calamités naturelles, changements climatiques, ...) afin de les appuyer dans leur tentative de supporter les chocs et à se relever. Notre objectif dans le cadre de cette recherche n'est pas de revenir sur les débats et controverses que peuvent susciter cette notion mais de montrer en revanche comment nous comptons « contourner » ces défis analytiques en mobilisant cette notion combien importante pour l'analyse des dynamiques pastorales dans le contexte des crises.

1.3.1. Quelques questions fondamentales

Pour mieux étudier cette résilience, il nous faut d'emblée répondre à quelques questions clés (Lallau et al, 2016). Il consiste pour nous à apporter des réponses aux interrogations portant sur les déterminants/enjeux de cette résilience (la résilience de quoi ?), l'objet de celle-ci (la résilience par rapport à quoi ?), les mécanismes de cette résilience (comment ?), la temporalité ou le processus de cette résilience (la résilience, quand ?), et enfin, l'échelle à laquelle il faut l'étudier ou la susciter (la résilience de qui ?).

La résilience de quoi ?: Répondre à cette question revient pour nous à identifier les enjeux déterminants de cette résilience et les liens entre ceux-ci et cet état de résilience. Les enjeux sont les variables dont il faut suivre pour pouvoir déceler une trajectoire de résilience ou pas. L'intérêt ici est de bien faire la différence entre les causes de la résilience et ses manifestations c'est-à-dire ce qui caractérise la résilience (les variables expliquées) et ce qui la permet (les variables explicatives). Il s'agit d'identifier ce qui compte le plus aux yeux des populations pastorales. En gros, ce qui compte le plus pour eux en cas de chocs et vers lequel ces populations concentrent toute leur énergie à protéger en cas de chocs et à reconstituer à la suite de celui-ci.

A partir du moment où pour faire face aux chocs, le ménage associe généralement ses moyens d'existences (ses actifs) et son système d'activité (pratiques pastorales ou activités complémentaires) afin de maintenir ou d'améliorer sa situation et celle de sa famille, il y a lieu de recourir à ces moyens et conditions d'existences pour extraire ces variables d'état et les analyser. Par conséquent, il devient pour nous évident de mobiliser l'approche de moyens d'existences durables ou sustainable livelihoods (voir encadré 2 ci-dessous).

Encadré 2 : Aperçu sur l'approche des moyens d'existences durables

Selon le Département For International Development (DFID, 1999), Les moyens d'existences englobent les capacités, les avoirs (ressources matérielles et sociales) et les activités requis pour subsister. Les moyens d'existence sont durables lorsqu'ils peuvent faire face à des pressions et à des chocs et de s'en remettre tout en maintenant ou en améliorant, aujourd'hui, et demain, leur capacité et leurs avoirs sans toutefois amoindrir la réserve de ressources naturelles.

L'approche de livelihoods trouve son origine dans les débats initiés dans les années 1980 autour de la notion de la pauvreté. Ces débats visaient le dépassement des visions réductionnistes basées simplement sur le niveau de revenu ou de consommation.

Le concept des moyens d'existence durable ou livelihoods a gagné du terrain après l'échec des interventions des gouvernements et des partenaires au développement qui se sont beaucoup focalisés sur les ressources et services (eau, terre infrastructure, etc.) et les structures qui les fournissent plutôt que sur les individus, alors qu'en se focalisant sur les individus pauvres, il y'aurait une différence significative dans l'atteintes des objectifs de réduction de la pauvreté (Djedjebi, 2009)

Pour aller au-delà d'une approche unidimensionnelle de l'analyse de la pauvreté et de son caractère statique (se focalisant sur la dimension utilitariste et monétaire et laissant ainsi de côté les facteurs explicatifs des conditions de vie des individus), l'approche des moyens d'existence durables dont nous mobilisons à l'avantage d'être multidimensionnelle, élargissant ainsi les champs à la fois aux dotations d'actifs et surtout aux capacités des ménages à mobiliser des ressources pour faire face aux risques et chocs. En plaçant le ménage qui fait sens pour nous au centre de l'analyse, cette approche analyse surtout la résilience en combinant les critères objectifs et subjectifs (Doudelet et Lallau, 2013). D'ailleurs Robert Chambers (1991) qui a été l'un des pionniers dans ce domaine souligne que les moyens d'existence durables comprennent les capacités, les capitaux à la fois matériels et non matériels et les activités requises pour les moyens d'existences. Les moyens d'existence durables sont ainsi perçus comme celui de gagner la vie en se basant sur les capacités et les capitaux tangibles et non tangibles à savoir les revendications et l'accès. La durabilité des moyens d'existence implique donc celle du maintien des systèmes d'activités sur le plan socioéconomique et environnemental afin de réduire le niveau de vulnérabilité pour les ménages actuelles et de fournir des opportunités pour la génération future. L'intérêt de la mobilisation de l'approche des moyens d'existence durables est qu'il nous conduit à comprendre non pas uniquement ce qui constitue l'enjeu pour ces ménages (la priorité des priorités) mais aussi à appréhender comment ils s'y prennent tenu de leur moyen, leur pratique et les contraintes imposés par leur environnement afin de conserver ou d'améliorer leur condition de vie.

La résilience par rapport à quoi ? : Il n'est pas inutile de rappeler ici que la résilience renvoie à la capacité à faire face à l'adversité. Or, cette adversité est constituée par les différents risques et chocs inhérents aux activités rurales en général et pastorales en particulier. Nous distinguons ici trois types de chocs : les chocs brutaux, les chocs prolongés et les chocs diffus (Lallau et al, 2016). Par choc brutaux, nous entendons, les catastrophes naturelles (inondation, séisme, pillage, sécheresse, etc.). Dans le domaine pastoral, cette adversité se traduit principalement par les changements climatiques (sécheresse), les insécurités qui produisent le pillage du bétail par exemple. Les chocs prolongés caractérisent les situations de crises prolongées auxquelles le ménage est censé faire face. Ils correspondent aux crises socioéconomiques, alimentaires et aux instabilités militaro-politiques. Les causes diffuses résultent du fonctionnement de l'environnement dans lequel vit le ménage. Elles sont de ce fait liées aux structures sociales économiques et politiques notamment le niveau de corruption, l'accès aux infrastructures sociaux de base, l'environnement sécuritaire, etc. ces différents chocs sont des

facteurs qui pèsent lourdement sur la vie du ménage et influencent son équilibre économique et social. En milieu pastoral, il convient aussi de différencier les risques qui impactent les moyens d'existence de celles qui touchent aux conditions d'existence. La perte de bétail (du fait des maladies animales, du vol, du pillage et du racket) est associée au premier cas. Tandis que la baisse de revenu de ménage due à une chute de prix du bétail par exemple ou encore l'insécurité alimentaire voire les difficultés d'accès aux services sociaux de base relèvent du second cas de figure.

La résilience, comment ? A travers cette question, c'est l'occasion de s'intéresser aux mécanismes de réponse mis en œuvre par ces populations pour faire face à cette adversité. Les réactions face aux crises sont le fait des pratiques individuelles ou collectives. Elles reposent essentiellement sur les moyens d'existence mobilisés et dépendent de la nature des chocs. L'analyse de ces pratiques et de leur adaptation aux différents contextes de choc a l'avantage de mettre en lumière les raisons du choix d'une pratique plutôt que d'une autre, et l'impact de ces pratiques sur les conditions d'existence et la durabilité du système.

La résilience, quand ? : Comprendre la situation dans laquelle se trouve un ménage ou une communauté a un moment donné ne doit pas selon nous se faire en se basant sur les seules observations présentes. Il est plus que nécessaire de faire un retour dans le passé car les pratiques ou moyens mobilisés antérieurement peuvent expliquer en grande partie la situation présente. C'est pourquoi, en raisonnant en termes de trajectoire, l'analyse permet de prendre en compte l'ensemble de l'adversité, de mieux décrire les réactions d'avant, pendant et après le choc qui sont autant des facteurs justifiant l'état actuel du ménage ou de sa communauté.

1.3.2. La question des échelles

Une dernière question se pose, celle des échelles d'analyse. Aborder la question des échelles n'est autre chose que de chercher à répondre à la question de savoir : la résilience de qui ? Au lieu de se perdre sur plusieurs échelles rendant encore plus difficile l'étude de la résilience, nous recentrons notre analyse sur deux échelles (campement et ménage) plus pertinentes à la lumière de l'approche systémique mobilisée et de l'intérêt que présente l'entité ménage en matière d'interventions et d'évaluations en milieu humanitaire.

En nous appuyant sur l'approche des SSE qui a l'avantage d'introduire la résilience et l'analyse des interactions entre les échelles et préconise plusieurs niveaux, nous faisons le choix de la simplicité en ne retenant que deux échelles : le campement et le ménage.

1.3.2.1. L'échelle du campement

Le campement est la seule unité territoriale qui fait sens chez les pasteurs bien qu'il ne soit pas un finage délimité territorialement du fait des exigences de la mobilité. De par l'organisation sociale des éleveurs, il permet de prendre en compte les diversités des contextes pastorales locales, les enjeux pour le campement et pour les éleveurs et les dynamiques de conflits. En retenant cette échelle, nous estimons nécessaire d'aller au-delà du ménage en cherchant à mettre en avant les effets des comportements individuels sur le système et vice-versa. L'objectif ici n'est pas pour nous de se limiter uniquement à l'analyse de la capacité adaptative des écosystèmes et des systèmes socioéconomiques mais d'aller à la fois en deçà et au-delà du ménage (Lallau et Droy, 2014). Il consiste pour nous à étudier les interactions complexes qui lient les deux échelles étudiées et de comprendre pourquoi et comment les décisions dites individuelles peuvent influencer la vie des communautés et inversement.

1.3.2.2. Une analyse à l'échelle des ménages

Nous accordons un grand intérêt au ménage puisque c'est non seulement l'entité collective minimale, structurant le quotidien des pratiques, induisant un vivre ensemble au moins durant une partie de l'année, persistant dans le temps et portant une majeure partie des pratiques de gestion des risques, il constitue aussi l'entité de référence des urgentistes et développeurs tant pour l'identification des besoins des populations que pour l'évaluation des impacts des programmes (Lallau et Droy, 2014 ; Lallau et al, 2016). Etudier au mieux la résilience implique également pour nous de dépasser le cadre du système. En clair, il s'agit de chercher à percer les zones d'ombres en entrant dans la boîte noire du ménage pour comprendre les différenciations, les inégalités intrafamiliales, les forces et fragilités internes et aussi de comprendre comment les pratiques à l'échelle des ménages (dégradation, accapuration, pillage, ...) aboutissant parfois à des trajectoires de résilience peuvent s'avérer nuisible pour la communauté (à l'échelle du système) et vice-versa.

Au niveau des ménages, c'est l'approche des moyens d'existence durables qui permettra de savoir ce qui compte essentiellement aux yeux des ménages et comment ils parviennent à assurer la protection de ces enjeux. Pour mieux appréhender ces enjeux locaux, nous analysons les systèmes

d'activités qui permettent de saisir les leviers de la résilience, nous distinguons trois capacités : la capacité de résilience, la capacité de résistance (relèvement ou déclin) et la capacité de survie. C'est aussi ces enjeux locaux qui traduisent la situation du ménage et permettent le passage du campement au ménage notamment en faisant le lien entre l'état du campement et celui du ménage pastoral. Les analyses des trajectoires pastorales et individuelles qui en sont associées ont pour finalité de comprendre pourquoi certains ménages arrivent à s'en sortir plutôt que d'autres alors qu'ils partagent le même espace de vie et le même mode d'activité. Ils n'ont pas souvent la même capacité face à l'adversité puisqu'ils ne subissent pas tous les chocs de même nature et de même ampleur. De plus, ils ne disposent pas le même niveau de ressources et potentialités pour y faire face d'où la nécessité de cerner ces aspects sous l'angle des enjeux locaux. Une fois cette question des échelles résolue, nous pouvons chercher à comprendre les transformations du système pastoral.

Section 2. Comprendre les transformations du système pastoral

La compréhension des transformations du système pastoral tant pour le campement que pour les ménages passe par la définition des fonctions permettant de caractériser l'état du système pastoral en lien avec les approches en termes de soutenabilité. Il consiste à mobiliser les trois dimensions de cette soutenabilité usuellement retenues notamment les dimensions écologiques, économiques et institutionnelles dans une perspective systémique et dynamique de ces approches (Lallau et al, 2011 ; Lallau et al, 2016). Au niveau des ménages, pour comprendre leur situation à bien fonctionner, nous raisonnons en termes de capacité : la capacité de subsistance, la capacité d'intégration et la capacité de préservation de l'avenir (Lallau et al, 2017). Afin de saisir concrètement les capacités locales à maintenir ces fonctions et ses capacités, il convient pour nous de présenter cette approche par les fonctions et de renseigner des critères précis, faisant sens pour les populations pastorales.

2.1. Etudier les évolutions des fonctions du campement

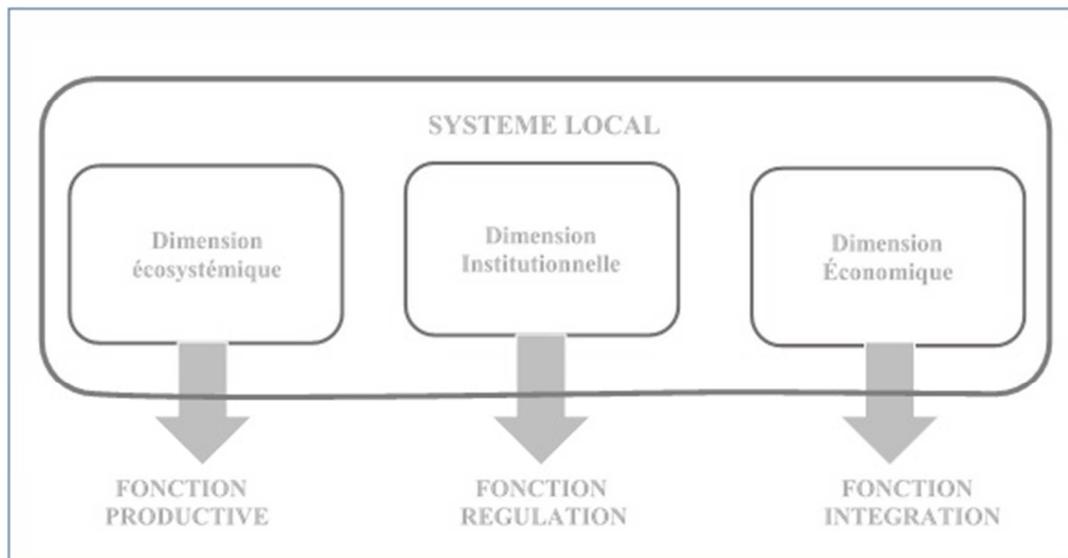
2.1.1. L'intérêt d'une approche par les fonctions

L'état d'une communauté pastorale à un instant donné constitue selon nous la manifestation (ou non) de sa résilience. Cet état, qui est une photographie de la « santé » de cette communauté, pourrait être approché par les enjeux locaux, mis en avant par les populations pastorales. Les perceptions que peuvent avoir les populations de l'état de leur campement/communauté ne sont pas négligeables et doivent être prise en compte dans les manifestations de la résilience. Toutefois, ces perceptions sont souvent liées à l'idée que ses populations se font de leurs propres situations

comparativement à celles des campements voisins, de l'histoire de leur campement, des crises et chocs subis antérieurement et des appuis qu'ils peuvent espérer. De ce fait, pour ne pas se limiter uniquement à ces perceptions, il va falloir donc mobiliser l'approche par les fonctions.

Pour cerner l'état de la communauté au travers la description du système campement, nous mobilisons trois dimensions (en lien avec les trois dimensions usuelles de la soutenabilité), et donc trois fonctions que doit assurer le campement : la fonction productive (dimension Eco systémique), la fonction d'intégration (dimension économique) et la fonction de régulation (dimension institutionnelle et sociale). L'hypothèse est ici qu'un campement résilient est un campement qui permet de maintenir dans la durée, ou de rétablir suite à un choc, ses trois fonctions essentielles.

Figure 1 : les fonctions du système campement



Adapté de Lallau et al, 2016

2.1.2. La fonction productive

Dans le domaine Eco systémique, nous nous intéressons aux données productives et partons du premier postulat selon lequel la résilience d'un campement sur le plan éco systémique implique que les évolutions induites par les effets des pratiques humaines (dégradation ou accaparement des ressources, conflits d'usage, ...) ne remettent pas en cause les capacités de renouvellement des ressources naturelles. C'est une dimension fortement dépendante des caractéristiques des ressources naturelles, mais aussi de l'action humaine.

Il convient de préciser que le type de mobilité détermine plus ou moins l'étendue exploitée, ainsi que les exigences vis à vis de l'agro système. Par exemple, le fait de n'avoir qu'un seul point d'eau peut soit être suffisant s'il s'agit d'un terroir de passage (transhumance) ou totalement insuffisant pour un terroir d'attache. De plus, le choix de l'espèce a un effet sur le niveau d'appétence de certaines herbes, ainsi que sur les exigences alimentaires des bêtes. De même, on ne s'intéresse à la fertilité des sols que s'il y a engagement agricole des éleveurs. Il s'agit là des éléments importants dont la prise en compte est nécessaire pour permettre une évaluation pertinente du potentiel productif des agro systèmes.

Tableau 1 : Les indicateurs mobilisés pour évaluer le potentiel productif.

Indicateurs	Données
Etat des lieux et évolution des ressources naturelles (pâturage, points d'eau,...)	Zone de pâturage possible autour du campement, Evolution des espaces pâturables et points d'eau ; type d'herbe et appétence pour le bétail ; évolution des parcours de transhumance et des ressources sur ces parcours.
Evolution de la croissance du cheptel et des autres produits d'élevage	Perception de l'évolution du cheptel ; Satisfaction par rapports aux attentes ; Santé animale (nouveaux types de pathologies, importance).
Système d'activités dominant (pratique pastorale)	Rapport à la mobilité, évolution et gestion
Diversification /spécialisation	Motivations du choix de race animale ; Engagement agricole ; Nature de la diversification et importance

A la différence de ce qui pourrait s'appliquer sur des systèmes non pastoraux (finage villageois pour les agriculteurs par exemple), aux contours bien délimité, les fonctions du campement sont soumises à des critères spécifiques adaptés aux réalités pastorales. A titre d'illustration pour ce qui est de la dimension Eco systémique, il n'est pas possible de voir et même de cartographier avec précision l'évolution des surfaces exploitables du finage pastoral dans la mesure où pour les éleveurs d'un campement, la recherche du pâturage et des points d'eau ne doivent pas se faire dans un espace géographique limité. Les éleveurs sont par exemple incapables, logiquement, de décrire avec précision l'étendue de leurs ressources, étant donné que pour eux les pâturages et les points d'eau

n'ont pas de frontière et que les animaux peuvent paître au-delà des alentours du campement si la nécessité l'exige.

2.1.3. La fonction d'intégration

Dans le domaine économique, c'est la question d'intégration qui nous interpelle avec le deuxième postulat : un campement qui « fonctionne » économiquement, est celui dont les activités permettent à sa population de couvrir leurs besoins essentiels pour le présent sans hypothéquer l'avenir (maintien des activités), et de ne pas subir une intégration défavorable (*adverse incorporation*). Il suppose un accès relativement aisé aux marchés à bétail pour les éleveurs (éventuelle source de revenu) et une facilité d'approvisionnement (échange avec les agriculteurs).

Tableau 2 : les indicateurs de la fonction d'intégration du campement

Indicateurs	Données
Niveau de couverture des besoins alimentaires	Régime alimentaire idéal, offre alimentaire existante, couverture des besoins.
Niveau de couverture des besoins de santé	Accès aux services sociaux de base, distance, fréquence des pathologies humaines.
Liens commerciaux	Pouvoir d'achat relatif (termes de l'échange) ; disponibilités des biens ; nature des échanges ; qualité de l'information.
Niveau d'enclavement	Accès au réseau téléphonique, état des routes et niveau d'enclavement saisonnier, distance par rapport à la SP
Présence d'opportunités économiques	Possibilité de trouver de la main d'œuvre, des travaux salariés ; Accès aux services financiers et d'épargne.

Concernant la fonction de subsistance, nous tenons à souligner que le critère d'accès à l'éducation est en général moins pertinent, surtout pour les transhumants.

2.1.4. La fonction de régulation

Dans le domaine institutionnel, la régulation du campement permet de poser le quatrième postulat : un campement est résilient sur le plan institutionnel, si d'une part il y a continuité ou rétablissement

de la gouvernance même en cas d'un choc de grande ampleur (épidémie, attaque du campement, décès d'un ardo, départ de certains éleveurs) et si d'autre part il n'y a aucune forme d'entrave ou abus de pouvoir émanant du chef (ou d'un groupe proche de celui-ci) pouvant empêcher certaines catégories d'usagers de profiter des ressources naturelles à accès libre. La résilience d'un système se reflète donc dans l'état des institutions communautaires. Cela s'observe, par exemple, dans la gestion des rackets : dans certains campements, les ardo mutualisent et font une répartition du prélèvement selon les capacités des éleveurs. Dans d'autres, cela se fait au sein d'une famille ou encore on peut retrouver des situations où chaque éleveur doit payer le même montant aux Ex-Seleka. Ces différentes modalités démontrent des capacités différenciées de régulation en temps de crise.

Tableau 3 : les indicateurs de la fonction de régulation

Indicateurs	Données
Confiance dans les autorités du campement	Leaders reconnus, respectés par les éleveurs et niveau d'adhésion des pasteurs aux décisions.
Conflits internes au sein du campement et efficacité de leur gestion	Points de discorde, sanctions et leurs applications, efficacité de la gestion de conflit, accès aux ressources et modalités de leur répartition
Sécurité du campement	Niveau de sécurité (sentiments de menaces, peur au sein du campement), violence vécues, protection du campement, présence de forces armées légitimes aux yeux des éleveurs ; niveau d'acceptation des groupes armés non-légitimes et relation.
Dynamique d'exclusion ou de cohésion sociale	Types de groupe exclus, raison de cette exclusion, présence d'habitations isolés ou des sous-campements, sentiment d'appartenance marquée à un groupe/ethnie, système de solidarité

En termes de spécificité par rapport au système villageois appliqué aux agriculteurs, il y a lieu de retenir que sur le plan de la dimension institutionnelle et sociale, la présence des échelles de régulation fait apparaître le fait que le système campement soit vassalisé par des décisions qui peuvent provenir d'un « pouvoir » hors du campement. C'est le cas par exemple des plus hautes autorités traditionnelles (maire des communes d'élevages, grand ardo, ...) qui influencent la

dimension institutionnelle en ôtant l'autonomie décisionnelle du campement et rendant plus difficile l'identification du véritable pouvoir institutionnel.

Nous envisageons dans ce qui suit d'expliquer l'état des fonctions du campement et cela passe par la description de l'ensemble des ressources, c'est-à-dire les ressources naturelles, humaines, économiques/financières, politiques, sociales et « construites » qui caractérisent une communauté pastorale.

2.2. Trouver des explications à l'état du campement

Comprendre l'état du campement revient aussi à identifier les différents facteurs qui permettent d'apporter des explications à la situation dans laquelle se trouve le système, et cela tant pour le présent que pour le passé (de manière rétrospective). Pour faciliter cette démarche, nous sélectionnons des indicateurs explicatifs qui recensent les ressources (sous formes de capitaux et de capacités) ainsi que les chocs et risques. Nous remarquons évidemment une certaine interdépendance entre les différentes fonctions à l'échelle du campement : la raréfaction des ressources productives comme le pâturage ou l'abaissement du niveau d'un point d'eau servant à l'abreuvement du bétail peut conduire à des tensions entre les éleveurs et affecter la fonction de régulation, chacun voulant avoir un accès privilégié aux ressources. Nous visons donc à mettre en évidence ces interactions, à faire ressortir les éléments explicatifs qui paraissent comme déterminants localement, et à comprendre les trajectoires historiques tant des fonctions campement que des ressources qui les déterminent.

Les ressources qui déterminent la vie des éleveurs dans un campement sont variées. Toutefois, certaines de ces ressources revêtent une importance moindre dans le cas des systèmes pastoraux. La qualité des habitations, qui font partie des ressources construites, présentent par exemple assez peu d'importances pour les éleveurs qui vivent en général dans des habitats peu différenciés alors que pour un agriculteur, le fait de se loger dans une maison entôlée est généralement synonyme d'une ascension sur le plan économique comme sur le plan social. L'agriculteur qui occupe une maison dont la toiture est en tôle est dans une meilleure situation plus meilleure que celui qui vit dans une case en paille.

2.2.1. Les ressources naturelles

Elles rassemblent les capitaux naturels (accessibilité, qualité, quantité) ainsi que les capacités à valoriser ces capitaux de façon durable (connaissances et pratiques).

Tableau 4 : les indicateurs de ressources naturelles
<ul style="list-style-type: none">• Caractéristiques des sols (couleur des sols, éléments de texture) en relation avec leur niveau de fertilité.• Ressources hydriques (type de point d'eau, qualité, perception des populations quant au lien qui existe entre qualité de l'eau et maladies).• Diversité des espèces animales et végétales présentes dans chaque compartiment.• Diversité des modes de mise en valeurs et niveau d'intensification des pratiques.

2.2.2. Les ressources humaines et culturelles

Elles comprennent les compétences des éleveurs, et leur capacité à accéder à d'autres compétences (via le système scolaire, la formation professionnelle, l'information). Elles pourraient également inclure les représentations des populations (les rapports au temps, à la nouveauté, à l'argent notamment), mais ces aspects seront plutôt analysés à l'échelle des ménages (on suppose une hétérogénéité des rapports au temps, à la nouveauté, à l'argent au sein du campement).

Tableau 5 : les indicateurs de ressources humaines
<ul style="list-style-type: none">• Savoir lire et écrire quelle que soit la langue (arabe, français, peule) ; accès à une formation pour la prise en charge des pathologies animales (traitement des animaux) ; modalités de transmission de l'information (nouvelles pratiques, prix des productions, faits divers).• Niveau d'intérêt des éleveurs pour changer leurs pratiques.• Normes : « ce qu'on ne doit pas/ ne peut pas faire dans le campement sous peine d'être mal perçu par le reste de la population » (attachement au code de bonne conduite chez les éleveurs (le pulaku) ; accueil des déplacés.

2.2.3. Les ressources sociales

Elles incluent les liens sociaux, les organisations collectives, formalisées ou non, les relations de confiance au sein de la communauté pastorale. Elles répondent à la question, essentielle dans les approches de la résilience : sur qui peut-on compter en cas de difficulté ? Ces ressources diffèrent, selon que l'on soit en temps « normal » ou de « crise », en particulier lorsque la crise est partagée par tous et qu'elle dure dans le temps, affaiblissant les appuis possibles.

Tableau 6 : les indicateurs de ressources sociales

- Description des types de migration (% , tranche d'âge concernée, cycle migratoire).
- Diversité des appartenances ethniques et religieuses ; ethnie/confession religieuse dominante à l'échelle du village par rapport au reste de la région ; existence de réseaux par affinités ethniques.
- Diversité de langues utilisées à l'échelle du campement ; échelle des âges (variations des aspirations en fonction des générations) ; expérience de l'investissement dans les initiatives collectives (succès/ type de gain - échec/ type de perte) et volonté de s'investir de nouveau dans une organisation locale.
- Présence de dynamiques d'entraide, modalités de fonctionnement, réseau bénéficiaire.

2.2.4. Les ressources économiques et financières

On y trouve le capital financier et l'ensemble des opportunités économiques. L'action des organisations d'appui constitue aussi, dans un contexte de relèvement post-conflit, un type de ressources économiques potentiellement important.

Tableau 7 : Les ressources économiques et financières

- Organisation du système de commercialisation (présence ou non d'intermédiaires, position de la population en termes de rapport de force face aux commerçants qui achètent).
- Evolution des rémunérations (changements des coûts d'opportunité).
- Position géographique du campement
- Productions spécifiques/rares et savoir-faire particulier à l'échelle du campement.

2.2.5. Les ressources politiques

Ces ressources renvoient aux structures institutionnelles locales, et à leurs capacités à faire respecter les règles et à influencer l'environnement juridico-légal de la communauté, de même qu'à leur degré d'autonomie. La question du leadership est ici essentielle.

Tableau 8 : Les ressources politiques

- Présence ou non des leaders toute l'année ; nombre de chefs, sous-chefs, et âge, sexe ; vision des leaders et actions entreprises pour renforcer la cohésion sociale ; expériences passées dans la gestion de crises à l'échelle des leaders ou des institutions ; dépendance à un individu unique ou non (compétence, volonté).
- Mécanismes de contrôle des actions des leaders
- Réflexion en interne des institutions pour surmonter certains problèmes/anticipés.
- Influence des leaders de la communauté sur le fonctionnement des institutions ; compétences; pratiques nuisibles des administrateurs (clientélisme, racket, corruption) ;
- Fonctionnement des organes de gestion des conflits.

2.2.6. Les ressources « construites »

Nous recensons ici toutes les infrastructures et équipements présents au sein du campement ou accessibles à la population autour de celui-ci.

Tableau 9 : Les ressources construites

- Type et état des infrastructures pour les éleveurs ; types et état des infrastructures scolaires autour du campement surtout pour les éleveurs sédentaires/semi-sédentaires.
- Type et état des infrastructures sanitaires autour du campement et accessibles aux éleveurs (type de personnel, qualification, équipements présents, type de cas pris en charge, etc.).
- Type et état des infrastructures routières à des fins d'approvisionnement ou de vente des produits d'élevage ; type et état des infrastructures d'accès à l'eau potable.
- Présence d'équipements près du campement (bains d'éleveurs, marché hebdomadaire, parc à bétail, etc.) ; état du marché.

Au-delà de leur énumération, ce qui importe pour nous, c'est comment ces ressources sont mobilisées en fonction des opportunités accessibles à l'échelle du campement, comment elles interagissent ou pas (avoir du bétail mais sans une possibilité d'accéder aux pâturages de bonne qualité et points d'eau ainsi qu'aux marchés à bétail les plus attractifs par exemple), comment elles peuvent, ou pas, permettre à la communauté de faire face aux risques et aux chocs et donc mettre le campement sur une trajectoire de résilience, et comment elles se répartissent entre les ménages.

2.3. Passer du campement au ménage : Enjeux et seuils locaux

2.3.1. La question cruciale des enjeux pastoraux

Afin de mieux identifier ces enjeux locaux, une analyse des systèmes d'activités antérieures et présentes s'avèrent inévitable, ce qui conduit aussi à un suivi des pratiques pastorales pour comprendre leurs évolutions. Les enjeux pastoraux nous permettent non seulement de catégoriser les ménages et de les différencier en termes de trajectoires, ils nous permettent aussi d'aborder une question essentielle qui est celle de la perte du statut de l'éleveur. L'objectif idéal de tout éleveur est de rester dans cette activité alors que la perte de l'intégralité de son bétail ou la réduction du troupeau à une taille ne permettant pas de supporter les charges incompressibles peut tout simplement le conduire à quitter le système pastoral.

En milieu pastoral Centrafricain, le phénomène de sortie des éleveurs du pastoralisme a été observé dans les années 90 avec le phénomène Zargina ou coupeurs de routes. Il s'est apparu récemment en 2013 avec la crise sécuritaire et son facteur aggravant celui de l'exposition des pasteurs aux rackets des groupes armés. Dans les années qui précédaient la crise de 2013, les éleveurs décapitalisés s'orientaient, pour leur reconversion dans l'agriculture, qui semblait être l'activité la plus adaptée à leur besoin de survie et de recapitalisation (Tidjani, 2009). Aujourd'hui, la situation est plus complexe car l'insécurité et l'état de la cohabitation avec les agriculteurs traditionnels rendent la reconversion dans l'agriculture plus difficile. Ces éleveurs sont alors obligés de se contenter des activités telles que la bergerie/convoyage des animaux ou d'autres activités de prestations de service (restauration, gardiennage des habitations en milieu urbain). D'autres tentent de développer des activités d'intermédiaires dans la filière bovine, qui peuvent se révéler beaucoup plus lucratives que l'agriculture, et qui ne remettent pas complètement en cause leur mode de vie.

Au travers les enjeux, nous mettons ainsi en évidence une différenciation de la capacité des ménages à affronter les chocs selon qu'il reste dans le système pastoral sans y associer une autre activité ou selon sa capacité à faire coexister d'autres activités à l'élevage pastoral et enfin sa capacité développer une activité hors de l'élevage (sortie du système pastoral).

Encadré 3 : Quelques notions sur les enjeux locaux

L'interaction ou le passage de l'échelle du campement à l'échelle des ménages passe par les enjeux locaux. Selon Metzger et D'Ercole (2008), l'enjeu est tout ce qu'une société juge importante et qu'elle peut perdre en cas de choc, justifiant ainsi les analyses de risque et les actions de prévention. Le risque exprime la possibilité de perdre « ce à quoi on accorde de l'importance ». Or il convient de s'interroger tout d'abord sur « ce qui est important » avant de chercher à comprendre pourquoi et comment on court le risque de le perdre. La notion d'enjeu permet ainsi de mettre en avant « ce à quoi on accorde de l'importance ».

En lien avec la résilience, il s'agit surtout pour nous de chercher à savoir qu'est ce qui permet aux ménages d'affronter l'adversité (les risques et chocs) et de s'en sortir et même de parvenir à une amélioration de leur situation. Les enjeux qui sont les moyens de résilience a l'avantage de se focaliser sur ce qui est important selon les ménages et non de ce qui peut l'être quand il s'agit par exemple de déployer des programmes d'appui extérieur. Le ménage est ainsi mis au centre de l'action car on arrive à bien faire la différence entre les moyens de la résilience qui nous préoccupent particulièrement et non se fonder sur ses manifestations apparentes (Lallau et al, 2017).

Etant donné que tous les moyens possibles de la résilience (ou enjeux) ne sont pas accessibles et ne conduisent pas tous forcément à des trajectoires de résilience et que ces enjeux varient d'une catégorie de ménage à une autre, il y a lieu pour nous de nous centrer sur ceux qui sont les plus important localement et qui correspondent aux réalités pastorales. Les ménages pastoraux n'expriment pas tous les mêmes besoins et les mêmes difficultés selon qu'ils aient un effectif élevé ou faible de bétail ou selon qu'ils soient exposés à des risques et chocs diverses. Les enjeux pour un éleveur exposé aux risques pathologiques ne sont pas les mêmes que pour celui qui se trouve confronté aux raréfactions des ressources. Pour protéger ces enjeux, les ménages doivent pouvoir développer des stratégies pour se positionner, ce qui se traduit dans la lecture de leur trajectoire via leurs pratiques et leur capacité face à l'adversité.

De ce fait, nous pouvons retenir en milieu pastoral Centrafricain cinq principaux enjeux que nous catégorisons et classifions en fonction du niveau de résilience du ménage.

2.3.2. Essai de caractérisation des enjeux au sein du campement

Le premier enjeu est la capacité du ménage à accéder à l'assistance de la communauté dans laquelle où il vit (parents, amis, connaissance) ou de l'extérieur (appui des ONG, Etat, etc.) d'autant plus qu'avec la perte de ce qui constitue son principal moyen d'existence, le ménage ne dispose plus d'activité génératrice de revenu, et par conséquent n'est plus en mesure de subvenir lui-même aux besoins de sa famille. Le deuxième enjeu est la capacité du ménage qui dispose que d'un effectif très faible de bétail et sur le point de sortir du système pastoral, à développer une activité génératrice ne nécessitant pas un investissement en capital financier. En milieu pastoral, les opportunités pour ce ménage se trouvent dans les activités de survie notamment les prestations de service telles que le gardiennage des troupeaux ou leur convoyage vers les marchés de vente, la coupe/vente de bambou de chine, le charbonnage, etc. ils peuvent aussi vendre leur force de travail en travaillant comme salariés/journaliers pour les ONGs. Le troisième enjeu concerne les ménages capables de se maintenir encore dans le système pastoral en ayant la capacité de développer un système mixte c'est-à-dire associant d'autres activités génératrice de revenu à leur activité principal (l'élevage). Il s'agit des éleveurs capables d'assurer une diversification de leur activités tant au niveau des ressources d'élevage (caprins, ovins, volailles, etc.) qu'en s'engageant dans les activités agricoles ou en impliquant leurs épouses dans la commercialisation des vivriers. Le quatrième enjeu est la capacité à se protéger et faire face aux principales difficultés. Cette protection fait allusion aux contraintes pathologiques en l'occurrence la possibilité de faire vacciner son bétail et parvenir à limiter les pressions liées aux rackets. Enfin, le cinquième et dernier enjeu concerne la capacité du ménage à maintenir dans les conditions actuelles l'élevage comme seule activité autrement dit un élevage « pur ». Elle détermine donc l'aptitude de l'éleveur à s'affranchir des autres enjeux et de parvenir à un niveau où il peut valoriser sa production à un meilleur prix (accès aux meilleurs marchés de vente) et maintenir son réseau social que ça soit au sein du campement ou à l'extérieur.

Il reste un élément de taille qui est celui de la période pouvant permettre d'analyser les pratiques des ménages et d'évaluer leur résilience, ce qui renvoie à la question de la temporalité. Les pratiques des ménages s'inscrivent dans la durée et il devient indispensable pour nous d'analyser leur trajectoire en passant en revue les pratiques ex-post et ex-ante c'est-à-dire avant et après les chocs subis. Au-delà

de la description de l'état des ménages et de la communauté dans sa globalité, c'est l'analyse des trajectoires qui va nous permettre de mieux appréhender et identifier les capitaux mobilisés et les capacités déployées par les ménages.

Section 3. Analyser les trajectoires des ménages pastoraux

L'analyse historique et actuelle des différentes formes de mobilité exercées par les éleveurs vont permettre de reconstituer l'évolution des systèmes d'activités et de surcroît aboutir à la reconstitution des trajectoires des exploitations pastorales dans toutes leurs diversités tout en cherchant à faire le lien avec les grandes phases de l'histoire du système et les trajectoires individuelles. Cette phase est rendue possible via la grille de lecture historique qui renseigne sur la vie du campement et de ces ménages.

3.1. Les pratiques de gestion de l'adversité par les ménages

Face aux menaces et chocs, les ménages ne restent pas inactifs et réagissent surtout avec ou sans aide extérieure afin d'y faire face. Elles sont très diverses et dépendent du degré d'adversité et des moyens utilisées par les ménages mais c'est surtout vers les pratiques les plus couramment souvent mobilisées par ces ménages que va porter notre attention. Il faut pouvoir selon nous analyser ces pratiques afin d'en déduire les impacts sur les trajectoires des ménages et même au niveau du campement pastoral. Elles se fondent principalement sur les stratégies de réponses aux risques par la mobilisation des systèmes d'activités.

3.1.1. Les stratégies de réponses aux risques et chocs

Lorsque les chocs surviennent, les ménages réagissent pour y faire face quelque soient leur situation et cela passe pour certains par des pratiques de « replis » visant à préserver à tout prix l'existant et qui peuvent s'avérer par la suite dommageable pour le ménage. Par contre d'autres envisagent plutôt de faire face à la réalité et de « l'affronter » par des prises décisions telles que des investissements, des politiques d'évitement des risques et d'adaptation, etc. Ces situations s'illustrent par exemple chez les éleveurs par le fait qu'après la survenue des pathologies, certains pasteurs sont encore réticents à saisir les « filets d'élévation » qu'on leur propose à travers les campagnes de vaccination. Au lieu d'emmener l'intégralité de leur bétail dans les parcs à vaccination, ils préfèrent les garder ou du moins en retirer une partie afin d'échapper selon eux aux prélèvements et aux rackets, ce qui ne permet pas d'immuniser tout le troupeau et par conséquent, de nouveaux risques de pathologies et

de pertes du cheptel. Par contre, les ménages qui font l'inverse parviennent à contrôler les risques et protéger leur bétail.

Le tableau ci-dessous nous donne des indications sur la nature des pratiques des ménages selon que ceux-ci se retrouvent à anticiper des situations en agissant avant la survenue d'une crise ou à réagir à un choc qui survient. Elles peuvent être à cet effet soit défensives lorsqu'il est question de préserver ce qui reste ou existe ou offensives en se projetant via des actions sur des actions qui visent à transformer cet existant.

Tableau 10 : Les pratiques des ménages face à l'adversité

	Ex-ante	Ex-post
Pratiques défensives	Sécurisation : assurance et dispersion	Ajustement : décapitalisation et restriction
Pratiques offensives	Évitement : investissement et spécialisation	Adaptation : débrouille, rupture, transformation

Source : Lallau & Droy, 2014

Les pratiques défensives se fondent souvent sur la volonté pour les ménages de sécuriser leur moyen d'existence. Elles consistent de ce fait à ne pas prévenir les risques mais de gérer leurs conséquences en s'appuyant par exemple sur l'épargne de précaution. Elles passent aussi par l'ajustement en cherchant à préserver ce qui est possible tant du point de vue des moyens que des conditions d'existences comme par exemple les contractions de dépenses de consommation alimentaires. Les pratiques offensives se caractérisent d'une part par l'évitement et se traduisent par des initiatives allant dans le sens de la prévention des risques et des mesures qui combattent leurs origines. D'autre part, elles sont marquées par l'adaptation des ménages au contexte quitte à transformer son système d'activité. Chez l'éleveur par exemple, cela se manifeste par des situations où la reconversion dans d'autres activités devient une option puisque la résilience de l'éleveur ne s'appréhende pas uniquement par son maintien dans le système pastoral mais aussi par sa capacité à vivre d'une autre activité.

Les risques sont des événements inhérents à l'agriculture au sens général du terme. Ils peuvent engendrer des chocs et par conséquent modifier à la fois les pratiques des ménages et leur capacité à

faire face aux aléas. Plus les risques se répètent ou sont de grande ampleur, plus ils affaiblissent les ménages et leur marge de manœuvre. C'est pourquoi la capacité des ménages à se prémunir face aux risques et à rebondir détermine grandement leur résilience.

En milieu pastoral nous observons de manière générale d'une part les risques qui impactent les moyens d'existence des ménages, comme la perte de bétail engendrée soit par les pathologies/épizooties, soit par les différentes formes d'insécurité (attaque, vol, pillage, racket, etc.). D'autre part, les risques qui sont associés à la dégradation des conditions d'existence, impliquant la détérioration de la subsistance et d'intégration : baisse des revenus des ménages, problèmes alimentaires, difficultés d'accès aux services sociaux de base, faible niveau d'intégration locale.

La gestion de l'adversité affectant les conditions d'existence relevant d'actions dont les effets sont ressentis à court terme (des changements parfois brusques/urgents). Par contre, celle concernant les moyens d'existence ne produisent pas des effets dans l'immédiat et sont inscrits dans le moyen et long terme. L'un des facteurs importants qui intervient dans la gestion de l'adversité chez les ménages pastoraux et qui fonde leur pratique est le système d'activité comme nous le verrons dans la suite.

Tableau 11 : Gestion des risques affectant les moyens et conditions d'existence

Gestion des risques affectant les moyens d'existence (risques productifs)	Gestion des risques liés aux conditions d'existence
<ul style="list-style-type: none"> • Pratique ou non d'intensification de la mobilité. • Pratique de diversification du troupeau (gros et petits ruminants) ; Pratique de Scission/division du troupeau en deux voire plusieurs groupes. • Maintien des pratiques de solidarité intrafamiliale (dons, aumône, prêt). • Modification de l'identité du bétail (introduire des nouvelles races plus résistantes). • Recours à l'autodéfense ; rapprochement avec les groupes armés. • Gestion individuelle/collective des rackets. 	<ul style="list-style-type: none"> • Changement d'habitude alimentaire (par exemple réduire la consommation du manioc au profit du riz. • Réduction de la fréquence des ventes pour la couverture des besoins essentiels (contraction des dépenses alimentaires). • Implication d'avantage des femmes dans la commercialisation des sous-produits d'élevages (lait, beurre, ...). • Pratique de l'automédication. • Recours à l'emprunt • Intégration/sortie d'une dynamique collective locale.

3.1.2. La mobilisation des systèmes d'activités

Les ménages pastoraux développent non seulement leur activités traditionnelles qui leur procurent un revenu principal, mais font aussi appel (pour certains d'entre eux) à des sources alternatives de revenu. L'évaluation de la résilience des ménages pastoraux passe donc également par l'évaluation de la viabilité de ces systèmes d'activités en cherchant à savoir s'ils permettent à ces ménages de gérer efficacement les risques et les chocs auxquels ils sont confrontés et de maintenir voire améliorer leurs conditions d'existence dans le temps.

Tableau 12 : Les systèmes d'activités

- Activités d'élevage : type de mobilité, gestion de troupeau, alimentation du bétail (pâturage, complémentation).
- Autre activité notamment agricole (assolement/rotation/association) ; Prestation de service ou activité salariale (gardiennage, confiage, convoyage, rémunérations, articulations avec l'élevage).
- Motivations/rôle accordé à chaque activité : apports monétaires, réguliers ou ponctuels, autres motivations.
- Ressources mobilisées : calendrier de trésorerie, calendrier de travail.
- Gestion de la production : % déstockage (couverture des besoins essentiels, entretien des animaux, prélèvements, autres dépenses) ; capacité à vendre sur les marchés les plus attractifs et à faire des spéculations.
- Niveau annuel d'accumulation du bétail (par rapport aux prévisions).

La reconstitution des trajectoires des systèmes d'activité en lien avec l'histoire du campement et des familles d'éleveurs conduit à suivre les évolutions qui ont marquées ces transformations en termes de pratiques pastorales selon les différentes périodes clés de la vie du campement et de ses populations.

3.2. Les trajectoires des ménages

Introduire l'analyse à l'échelle du ménage revient toujours à partir des enjeux locaux qui nous permettent de déterminer le positionnement de ces ménages par rapport à ces enjeux locaux. En clair il s'agit de comprendre comment ces enjeux expliquent la situation dans laquelle se trouve ces

ménages en l'occurrence leur trajectoires et comment ils influencent leurs pratiques et traduisent leur capacité à faire face à l'adversité.

3.2.1. Des enjeux aux trajectoires

A partir des enjeux définis, nous introduisons sous forme de passerelle les seuils qui permettent de catégoriser les ménages et leurs pratiques avant de passer à la description de leurs trajectoires.

3.2.1.1. La nécessité d'introduire des seuils

Le point central de l'analyse économique des trappes de pauvreté concerne l'existence de seuils de bien être en deçà desquels il est difficile de sortir de la pauvreté (Duteurtre et al, 2003). Des travaux sur les trappes de pauvreté et les seuils d'actifs évoquent déjà cette question. Il en est de même pour les interventions humanitaires qui utilisent cette question de seuil pour mieux déployer leurs actions sur le terrain en misant sur deux seuils : un seuil de survie (minimum en termes d'apport calorique) et un seuil de protection des moyens d'existences et au-delà duquel les décapitalisations irréversibles sont évitables (Lallau et Droy, 2014).

En termes d'implications, les seuils conduisent à une catégorisation de ménage pour mieux distinguer leur situation et permettent à cet effet de différencier et orienter les appuis qui ne doivent pas être les mêmes pour tous les ménages. Cette approche en termes de seuils paraît particulièrement adaptée à l'analyse des systèmes pastoraux en Centrafrique. Trois seuils nous interpellent dans le cas des populations pastorales en RCA. Le premier seuil appelé seuil de survie est celui en dessous duquel le ménage est démuné et ne compte plus dans sa communauté car n'ayant plus de bétail par exemple, Il éprouve des difficultés à faire face aux besoins de sa famille. Sa présence dans sa communauté devient « indésirable », il est contraint de quitter le système. Retrouver ce statut d'éleveur et se réhabiliter au sein de sa communauté devient alors de plus en plus improbable, d'où la nécessité d'un changement de métier et d'environnement de vie (bifurcation) rendant donc une reconversion dans d'autres activités désormais inévitable. La résilience du ménage ne pourra alors s'envisager, à terme, qu'en dehors du pastoralisme.

Le second seuil dit de résilience au-dessus duquel le ménage est dans une situation d'accumulation d'actifs, car un nombre important d'animaux, permettant une forte reproduction et donc une accumulation. Dans ce cas, le ménage est capable d'aller au-delà d'une simple reproduction de son activité, de développer ses moyens d'existence ainsi que ses conditions de vie et d'affronter des

chocs de moyenne ou à faible ampleur. Pour les ménages pastoraux, leur idéal correspond à un système en élevage « pur ». L'engagement agricole, et encore plus l'abandon de l'élevage pour aller vers une autre activité, est bien souvent considéré par les autres et ressenti par le ménage comme un échec. Le premier seuil représente donc la possibilité de perpétuer un système en élevage « pur » et par la couverture des besoins essentiels de la famille.

On remarque qu'entre les deux seuils, il se trouve une zone que nous qualifions de résistance, pleine d'incertitude quant à la capacité des ménages à affronter les risques. En deçà du seuil de résilience, la productivité trop faible couplée aux charges de la famille peut conduire à une dégradation des conditions de vie du ménage, son appauvrissement durable. La résistance est caractérisée par des conditions de vie moins satisfaisantes et des pratiques de reconstitution de moyens d'existence défensives plutôt qu'offensive. Le ménage pastoral va devoir trouver des revenus complémentaires pour subvenir à ces besoins tout en limitant la décapitalisation, par exemple l'engagement dans l'agriculture. Il est dans une situation telle qu'il doit trouver des sources de revenu complémentaire à l'élevage.

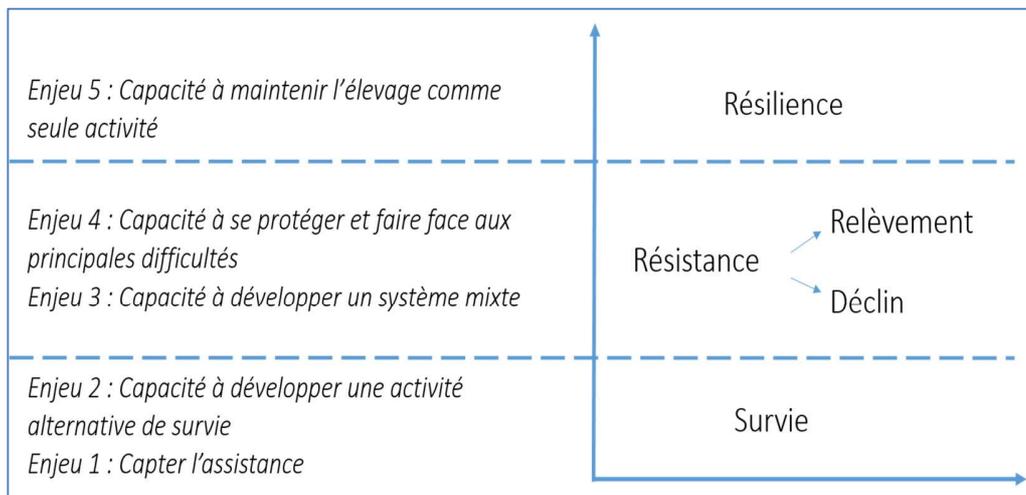
Dans le cas contraire, l'éleveur va être obligé de quitter son campement, de trouver d'autres moyens d'existence que l'élevage, de transformer radicalement son système d'activité. Ces deux seuils prennent en compte les contraintes actuelles qui pèsent sur les systèmes d'activités et auxquelles doivent faire face les éleveurs, notamment la capacité à faire face aux rackets (Archambaud & Tidjani, 2016b). La fréquence des rackets échappent à toute prévision de la part de l'éleveur qui ne peut pas savoir avec exactitude le nombre de bétail qu'il est amené à fournir dans une période donnée tant le nombre de bétail exigé lors de ces rackets dépend entièrement de la bonne volonté de ceux qui les pratiquent.

La construction des seuils apparaît donc très importante pour comprendre le point en deçà ou en dessous duquel un ménage peut soit initier un processus de recapitalisation, soit se retrouver dans une situation de pauvreté et de marginalité, poussant à la reconversion. L'approche en termes de seuils est plus déterminante pour les éleveurs qu'elle ne l'est pour les populations agricoles par exemple, dans la mesure où les actifs de l'éleveur pastoral se composent en très grande partie du bétail, un bétail qui représente à la fois ses ressources, sa vie sociale et même son identité. En cas de difficulté, l'éleveur est contraint de répondre en puisant dans ces ressources, ce qui signifie une diminution de la taille de son cheptel. Cette diminution de l'effectif doit être soutenable c'est à dire

permettre une reproduction, sinon l'éleveur ne sera plus en mesure de répondre convenablement aux besoins de sa famille.

Les différents enjeux, trajectoires et seuils de notre analyse sont représentés sur le graphique de la figure 2

Figure 2 : Enjeux, seuils et trajectoires dans un campement pastoral



Adapté de Lallau et al, 2018

En fondant nos seuils sur les enjeux locaux plutôt qu'une quantification compliquée et hasardeuse et à la lecture du graphique ci-dessous, nous observons que les ménages qui sont en survie se contentent des enjeux 1 et 2 et doivent donc compter sur la captation de l'assistance et le développement d'une activité alternative de survie. Les ménages qui parviennent à se saisir des enjeux 3 et 4 font de la résistance par la diversification de leur activité. Enfin, les ménages en situation de résilience sont ceux qui atteignent l'enjeu 5 et par conséquent, qui sont en mesure d'initier des dynamiques de recapitalisation par le maintien d'un élevage pur et l'amélioration plus conséquente de leur condition de vie.

Associés à la méthodologie d'observation de la résilience, les seuils sont censés dans un premier temps apporter des explications permettant une catégorisation des ménages et une compréhension de leurs pratiques et dans un second temps, une utilité normative aboutissant à la différenciation des ménages et à l'orientation des appuis (Lallau et Droy, 2014).

L'approche en termes de seuils ne doit pas nous laisser penser à un système statique (Lallau et al, 2018). L'étude des dynamique des moyens et conditions d'existence ne doit pas non plus conclure à l'existence d'un processus binaire (positif ou négatif) mais pose au contraire la question de la discontinuité des seuils en deçà ou au-delà desquels les pratiques et processus changeraient de nature, d'où l'importance des trajectoires. De plus, le fait de situer les ménages dans l'une des trois zones (survie, résistance et résilience) grâce aux seuils ne donnent pas assez d'éléments sur la compréhension des trajectoires suivies par ces ménages et les processus mis à l'œuvre. Nous devons donc passer à la reconstitution des différentes trajectoires des ménages étudiés.

3.2.1 .2. Les types de trajectoires

Comprendre la gestion de l'adversité par les ménages passe à la fois par la reconstitution des trajectoires pastorales et celles des parcours de vie des chefs de familles. Il est donc question de chercher à cerner la situation que vit le campement ainsi que ces ménages et cela passe dans un premier temps par un retour en arrière notamment les différentes grandes phases de vie qui ont marqué la vie et l'histoire du système pastoral et de ses populations. Cette étape s'appuie bien évidemment sur les entretiens tant sur l'histoire du campement et celle des ménages mais aussi sur les évolutions en termes de pratiques liées aux systèmes d'activités.

Pour favoriser une reconstitution aisée des trajectoires, nous retenons et caractérisons quatre types de trajectoires (Lallau et Droy, 2014) : une trajectoire de résilience, une trajectoire de relèvement, une trajectoire de déclin et une trajectoire de survie. En premier lieu, une trajectoire de résilience qui, elle caractérise des situations où les ménages peuvent se retrouver à mener une vie dans des conditions jugées relativement bonne car ils sont en mesure de répondre à leur besoins vitaux, accumuler des ressources et anticiper la majorité des aléas. Les ménages dans cette situation sont ceux atteignant des niveaux de fonctionnement satisfaisants.

Ensuite, une trajectoire de résistance qui traduit la vie des ménages qui se battent pour faire face aux contraintes en réagissant aux chocs avec des moyens limités nécessitant souvent des sacrifices (privations et décapitalisations des moyens y compris non productifs). Dans cette catégorie de ménage nous distinguons deux cas de figure. D'une part des ménages avec des trajectoires de relèvement traduisant une amélioration de leur situation en dépit des difficultés puisqu'ils se maintiennent encore dans leurs activités. Ils parviennent à faire face et à anticiper certains aléas par des pratiques réversibles et à mobiliser des ressources bien que non suffisante pour répondre aux

besoins de leur famille. Lorsque les pratiques pour faire face aux aléas sont réversibles, une amélioration de la situation peut même conduire à une évolution vers la zone de résilience. Par contre, une dégradation de la situation avec des pratiques irréversibles (décapitalisation constante) est synonyme d'une trajectoire déclinante et d'une situation très difficile. D'autres part, les ménages présentant des trajectoires de déclin qui ont vu leur situation se détériorer d'avantage sans possibilité de renverser la situation car ils n'ont pas pu faire face aux différents chocs et ont dû se résigner à subir qu'à réagir.

Enfin, une trajectoire de survie : elle met en évidence des ménages incapables de tenir le coup avec des revenus très faibles qui les maintiennent de plus dans une situation défensive qu'offensive. En milieu pastoral, on parle même de sortie du pastoralisme puisque ce sont généralement des ménages qui n'ont presque pas de bétail et qui se retrouvent marginalisés et exclus des dynamiques communautaires.

La compréhension des trajectoires pastorales passe par l'analyse des pratiques des ménages qui ne restent ni indifférents, ni passifs tant bien même que les adversités sont contraignantes, multifformes et évolutives et cela avec ou sans un appui extérieur suite au choc. Elle passe aussi par l'analyse des pratiques de ménages qui, même en situation de grande difficulté, ne restent jamais inactifs, qu'il y ait ou pas assistance extérieure en suite au choc. C'est pourquoi la mise en évidence des pratiques dominantes et l'évaluation de leurs résultats sur les trajectoires des ménages et du système s'avère importante (Lallau et al, 2018).

De ce qui précède et étant donné que les interactions peuvent être établies entre les deux niveaux de l'échelle (campement et ménage) par le biais des approches mobilisés permettant de passer de l'un à l'autre et qu'en plus la compréhension du système et des facteurs explicatifs de son état détaillés, nous sommes en mesure de nous pencher sur les ménages et cela passe par leur caractérisation. A l'image des fonctions qui caractérisent le « fonctionnement » du campement, nous chercherons plutôt à décrire chez les ménages, « leur capacité » à bien « fonctionner ».

3.2.2. Les capacités des ménages

A la lumière des trajectoires notamment la connaissance des pratiques des ménages, nous devons passer à la phase de caractérisation de ces ménages qui donne une idée plus nette de leur « capacités à fonctionner ». Le ménage qui « fonctionne » est pour nous celui qui, premièrement, arrive en dépit

des chocs à assurer ces trois capacités notamment celle de vivre correctement au regard des standards locaux (se nourrir, se soigner, se vêtir, se loger, etc.). Deuxièmement, celle de « compter » au sein de la communauté dans laquelle il vit et troisièmement celle de préserver son avenir en ne « bradant » pas ses moyens de produire et de générer de revenus. En d'autres manières, ne pas se résumer à une subsistance à court terme en étant en mesure de limiter par exemple son déstockage et/ou accroître la taille de son troupeau. Ces trois capacités qui caractérisent l'état donné d'un ménage pastoral peuvent être constatées soit en termes de résultat (évolution de la situation du ménage avant et après le choc), soit en termes de moyens mobilisés pour l'assurer.

3.2.2.1. La capacité à assurer la subsistance

Nous estimons qu'un ménage éleveur résilient parvient à assurer la subsistance de ses membres. Les indicateurs de conditions de vie doivent permettre d'évaluer la capacité du ménage à couvrir ses besoins essentiels. Il y a quelques éléments qui peuvent être identiques pour tous les ménages éleveurs, et d'autres qui peuvent être plus spécifiques aux pratiques pastorales (éleveur sédentaire, transhumant interne ou un transhumant étranger, éleveur partiellement reconverti, etc.).

Tableau 13 : Les critères de subsistance

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Accès à l'alimentation : le ménage exprime ou non l'amélioration de son alimentation comme une priorité ; pratiques de contraction des dépenses alimentaires volontaires/subies ; conformité des aliments par rapport aux habitudes alimentaires. • Accès aux soins : le ménage exprime ou non l'amélioration de son accès aux soins comme une priorité ; nombre de personnes malades chroniques ; types de soins privilégiés (distance par rapport à la structure de santé) ; pratiques de contraction des dépenses de santé volontaires/ subies. • Accès à l'éducation : le ménage exprime ou non l'amélioration de son accès à l'école comme une priorité ; ratio enfants scolarisés/ enfants scolarisables. • Accès au logement : le ménage exprime ou non l'amélioration de son logement comme une priorité, Type de logement (par rapport aux standards locaux) ; autonomie du logement. • Accès aux marchés (approvisionnement en vivriers, vente des produits d'élevage : le ménage exprime ou non l'amélioration de ses conditions d'accès aux marchés. • Accès à un meilleur entretien du bétail (santé animale) : le ménage exprime ou non l'amélioration des conditions d'accès au traitement des animaux (couverture vaccinale, disponibilité et accessibilité des produits vétérinaires, présence des services vétérinaires). |
|--|

La pertinence de ces critères de subsistance dépend à la fois des catégories d'éleveurs (sédentaires/semi-sédentaires, transhumants internes/étrangers) et de l'intérêt qu'ils accordent aux indicateurs déployés. Ainsi, les indicateurs comme l'accès à l'éducation et l'engagement agricole ne sont pertinents que pour les éleveurs dits sédentaire/semi-sédentaires et non pour des transhumants (internes et étrangers) qui sont généralement peu disposés à scolariser leurs enfants ou à s'engager dans l'agriculture, compte tenu de leur mobilité.

3.2.2.2. La capacité d'intégration sociale

Un ménage résilient échappe à la marginalisation et est censé être une personne qui « compte » au sein de la communauté, et qui maintient son identité, à l'échelle du campement et même au-delà. Le cas des éleveurs qui se reconvertissent, totalement ou partiellement, devra être particulièrement étudié : perd-on sa place au sein de la communauté ? Peut-on la reconquérir, ou en trouver une autre à l'extérieur du monde pastoral ?

Tableau 14 : Les critères d'intégration
<ul style="list-style-type: none"> • Perception du ménage quant à la possibilité pour lui de s'exprimer en public ; • Perception du ménage quant au fait que son avis soit entendu et pris en compte au sein de la communauté, notamment lors de prises de décisions collectives. • Statut au sein du village (proximité avec les sources de pouvoir locales). • Appartenance à une dynamique collective (groupement de producteurs, tontine, groupe de jeunes, etc.) ; implications dans des prises de décisions à l'échelle communautaire. • Appartenance à des réseaux locaux de protection sociale

3.2.2.3. La capacité de préservation de l'avenir

Enfin, un ménage résilient est un ménage qui sauvegarde ou reconstitue des moyens d'existence, lui permettant d'assurer sa subsistance et son intégration sociale à l'avenir.

Tableau 15 : Les critères de préservation de l'avenir

- Effets sur l'avenir du ménage des pratiques suite aux chocs récents et celles de gestion des risques perçus.
- Etude des pratiques qui hypothèquent plus ou moins l'avenir en termes de subsistance et d'intégration sociale : décapitalisation des biens productifs ou non productifs : valeur de la perte de capital (brusque ou progressive), utilisation du capital, fréquence de la décapitalisation ;
- Distinction entre les choix contraignants (on ne peut plus du tout faire autrement) et les choix volontaires de changement d'activités (reconversion)
- Identification des pratiques nuisibles socialement et à la réputation du ménage (comportement opportuniste au sein d'une dynamique collective, prédatons).
- Dynamiques de recapitalisation ; Phénomènes de réduction de la force de travail mobilisable.

Au-delà de l'analyse des trajectoires, il devient plus que nécessaire de se poser la question de savoir si la résilience est-elle forcément une bonne chose ? La réponse à cette question implique pour nous d'interroger la soutenabilité des pratiques des ménages. Il ne s'agit pas de raisonner en termes de « bonne » ou « mauvaise » résilience mais de cerner les effets des pratiques des ménages qui peuvent s'avérer résiliente mais qui par les effets de leurs interactions négatives peuvent porter atteinte à celle des autres ménages.

3.3. Quelle soutenabilité des pratiques pastorales ?

Aborder la question de soutenabilité nous donne la possibilité à la fois de mettre en évidence la question des interactions entre les échelles en passant du ménage au campement pastoral soit individuellement, soit par agrégation de ces comportements individuels. Elle permet surtout de voir les implications des pratiques à l'intérieur des ménages, entre les ménages ou à l'échelle de leur campement. Il est clairement question de voir si les pratiques de certains ménages peuvent nuire à d'autres, ce qui influencerait sur leurs capacités à s'en sortir.

L'étude menée par Archambaud & Tidjani (2016a) s'est intéressée à la question de la soutenabilité sociale des pratiques des ménages dans le Nord-ouest de la Centrafrique (Zone de Batangafo) en faisant le lien avec l'intensité des interactions entre agriculteurs et éleveurs. Partant de la définition selon laquelle les pratiques d'un ménage sont soutenables socialement lorsqu'elles ne portent pas atteinte à la viabilité économique d'un ou plusieurs autres ménages, la caractérisation des ménages

pastoraux a permis de mettre en évidence des trajectoires de résilience avec une certaine viabilité des systèmes d'activité économiques mais qui s'est faite au détriment des autres ménages. C'est ainsi le cas pour les ménages qui sont caractérisés par des trajectoires d'individualisme nuisibles. Ils présentent pourtant des systèmes d'activités solides et des moyens d'existences « suffisants » alors que cette aisance n'a été possible que parce qu'ils entretiennent un rapport de force dominant (connexion avec les groupes armés, dissuasion, militarisation des convois, dégâts aux cultures/pâturages, etc.), allant parfois jusqu'à utiliser les champs qui font vivre d'autres ménages (agriculteurs, agro-éleveurs) comme un lieu de pâture pour leur animaux. Cette catégorie de ménage entretient très souvent une relation dégradante et conflictuelle avec les agriculteurs et cette situation contribue à rendre plus tendue le climat de l'état de l'ensemble des relations agriculteurs-éleveurs dans cette partie de la Centrafrique.

Nous distinguons ainsi la soutenabilité sociale, économique et écologique.

3.3.1. La soutenabilité sociale

Dans le cas des ménages pastoraux, il revient à considérer des pratiques qui par les effets de rétroactions négatives ne portent pas atteinte à la viabilité économique mais plutôt sociale d'un ou groupe de ménage partageant le même système. La question de la soutenabilité sociale des pratiques est un facteur non négligeable pour la résilience des ménages. Ainsi, lorsque les pratiques de certains ménages nuisent profondément aux autres par des comportements de prédation ou la captation de toutes les formes d'aide comme on le remarque aujourd'hui en milieu pastoral, il n'est pas possible d'aboutir à une amélioration de la situation de ces ménages même si des dynamiques sont enclenchées dans ce sens.

En évoquant la situation des populations Turkana dans le Nord-est du Kenya (Cantoni et Lallau, 2010) expliquent en quoi les pratiques de certains ménages peuvent influencer négativement ou positivement sur celles des autres, réduisant (ou renforçant) ainsi leur capacité à affronter des chocs. On se retrouve bien évidemment avec la question de l'interaction entre les échelles avec l'impact des pratiques individuelles ou collectives renvoyant au débat sur la « bonne » ou « mauvaise » résilience. Ainsi, les pratiques socialement ou économiquement non soutenable de certains ménages peuvent améliorer leur situation mais elles se font au détriment des autres, ce qui n'augure pas une stabilité sociale et par conséquent la résilience de la communauté.

3.3.2. La soutenabilité écologique

Pour mieux comprendre la soutenabilité écologique en économie (en lien avec la gestion du pâturage), il convient de classifier les ressources naturelles en différenciant les ressources épuisables des ressources renouvelables. Si les ressources épuisables considérés comme des stocks se forment sur des cycles naturels assez lents pouvant s'étaler sur des milliers d'années, les ressources renouvelables qui sont à la fois des stocks et flux se régénèrent périodiquement et c'est le cas du pâturage qui se reconstitue sur une saison (Ostrom, 1990) cité par (Requier-Desjardins, 2001).

Pour ajuster l'écart entre les activités naturelles et humaine, l'approche théorique classiquement adoptée en économie est celle de la soutenabilité intégrant les ressources naturelles dans le modèle de marché en prenant en compte des contraintes supplémentaires puisque au niveau des ressources renouvelables, l'approche de soutenabilité lie les activités d'extraction des flux de richesse économique ou marchandes provenant des stocks de ressources renouvelables au respect des taux de croissance de ces ressources (Requiers-Desjardins, 2001).

Pour l'activité pastorale qui nous intéresse dans le cadre de cette recherche, deux définitions de la soutenabilité émergent (Fauchaud et al, 1996) cité par (Requier-Desjardins, 2001). En partant du fait que la soutenabilité qui relève d'un choix éthique qui est celui de transmettre aux générations futures un capital naturel susceptible de satisfaire leurs besoins économiques, il se distingue théoriquement deux types de soutenabilité (une soutenabilité forte et une soutenabilité faible) selon l'intérêt qu'on porte aux substituts réels ou potentiels des ressources naturelles destinés aux activités économiques. Elle est dite forte lorsque la conservation du même niveau de capital naturel ne prend pas en compte les substituts possibles des ressources naturelles. Par contre, elle devient faible à partir du moment où la prise en compte des substituts du même niveau de capital naturel intervient dans cette conservation. Dans ce cas précis, les ressources naturelles sont considérés comme des stocks indifférenciés de capital économique.

Dans le cas des ressources renouvelables ou le pâturage en est une parfaite illustration, la soutenabilité forte consiste à maintenir un prélèvement en deçà du taux de renouvellement de cette ressource. La soutenabilité faible tient compte des autres sources d'alimentation pastorale alternatives aux seuls pâturages naturels : si le stock global alimentaire des animaux est maintenu, la condition de soutenabilité est respectée. Dans cette deuxième approche, la disparition des pâturages peut être en théorie intégralement compensée par la production intensive de substituts alimentaires.

Le pâturage n'est plus une nécessité économique si une analyse en termes de coûts et bénéfices conclut à l'avantage des produits alimentaires de substitution. Son existence n'a plus lieu d'être (Pearce W D, 1976) cité par (Requier-Desjardins, 2001).

Aborder la soutenabilité écologique revient aussi à jeter un regard sur celle de la variabilité écologique car elle met en lumière les questions de vulnérabilités et des capacités d'adaptation des individus et des groupes sociaux. Cette variabilité écologique peut se traduire par la dégradation des ressources naturelles et des services rendus par les écosystèmes entraînant par la même occasion une baisse de la qualité de vie des êtres vivants. En atteignant un seuil critique, il y a lieu de se préoccuper de la survie ou la reproduction humaine et animale qui peut être compromise occasionnant de ce fait une « crise écologique » pour certaines populations telles que les pasteurs qui dépendent étroitement de l'environnement et qui disposent de très peu de possibilité de diversification de leurs activités (Becerra, 2012) cité par (Korbeogo, 2016).

Les contraintes socio-écologiques affaiblissent la viabilité de l'élevage et provoquent par exemple moins d'intérêt des jeunes notamment des cadets sociaux vis-à-vis de l'élevage semi-transhumant au point où certains se détournent progressivement de cette activité professionnelle, désormais exigeante du point de vue physique et économiquement précaire, au profit de l'insertion dans le marché de travail urbain ou d'autres formes de débrouillardise économique (Korbeogo, 2016).

En République Centrafricaine où les savanes humides dominent le paysage pastoral et où les contraintes en termes de ressources naturelles ne sont pas identiques à celles des pays sahéliens, nous sommes encore dans une grande partie du territoire assez loin des situations où les produits alimentaires de remplacement peuvent concurrencer le pâturage. En dépit des changements observables sur la qualité des ressources (dégradation des parcours) dans certaines zones du pays (centre-nord et nord-est), il y a lieu néanmoins de prendre en compte le faible niveau des ressources pour ces zones qui voient se développer l'utilisation par les éleveurs des ressources complémentaires en compensation de la faiblesse de l'insuffisance de ces ressources.

Dans le cas des pâturages et des troupeaux, le concept de capacité de charge qui désigne la taille maximale de la population d'herbivore pouvant subvenir à ses besoins dans un écosystème pâturable fermé est employé pour déterminer les conditions de la soutenabilité forte des activités pastorales (Requier-Desjardins, 2001). En milieu naturel fermé, la temporalité influence le développement

d'une population en ce sens que le milieu naturel n'est capable de lui assurer ses besoins que dans un temps limitée. En atteignant un seuil donné le taux de croissance commence à baisser et la reproduction devient faible.

3.3.3. La soutenabilité économique

Le pastoralisme dépend de la végétation des parcours et des autres ressources naturelles pour la productivité et en retour, le pastoralisme durable protège ces biens de base. Dans ce processus, il protège le sol et la biodiversité qui soutient la formation des sols, les cycles hydrologiques et d'autres aspects importants de la gestion durable des terres. Au-delà de ses vertus positifs pour l'écosystème (contribution à la formation et fertilité des sols, la fixation du carbone dans le sol, la régulation de l'eau, la régulation des parasites et des maladies, la conservation de la biodiversité et la gestion des incendies) le pastoralisme durable est un levier pour la croissance économique tout en offrant des moyens de subsistance résilients dans des zones qui sont exposés à des climats imprévisibles et à de nombreuses catastrophes naturelles (Mc Gahey et al, 2014).

La mobilité des troupeaux est centrale au pastoralisme durable et peut être pratiquée à différentes échelles en fonction des conditions locales: des migrations à court terme et localisées aux migrations saisonnières à long terme. De nombreux herbivores dépendent des parcours, mais il est moins bien connu que les parcours dépendent aussi de ces espèces en retour. Par exemple, l'action de grands troupeaux ongulés crée des conditions appropriées pour les communautés végétales qui caractérisent les parcours. (Mc Gahey et al, 2014).

Par soutenabilité économique, nous entendons non seulement la viabilité économique des systèmes d'activités mais aussi la capacité des ménages pastoraux à maintenir un système d'activité qui allie augmentation de la productivité et baisse du niveau des pertes dues par exemple aux pathologies et aux niveaux des prélèvements.

Section 4. La production de données

Cette méthodologie combine plusieurs outils (qualitatifs et quantitatifs) et s'appuie sur une pluralité de méthodes résultant de plusieurs études tant la complexité du terrain Centrafricain marqué par le contexte de crise sécuritaire. Le travail de terrain a été mené en deux temps : une première phase de diagnostic pastoral et une seconde pour les enquêtes ménages. Nous verrons dans ce qui suit les

différentes méthodes mobilisées pour la collecte de données, le déroulement des différentes phases, les outils de production de ces données (questionnaires, guides d'entretiens, etc.) ainsi que les difficultés observées. Pour ce travail de terrain, nous nous sommes appuyés sur une série de méthode allant d'une revue documentaire aux études de terrain (FAO, 2015 ; Tidjani, 2015 ; Ankogui-Mpoko & Betabelet, 2015 ; Archambaud & Tidjani, 2016a ; Lallau et al. 2016 ; IPIS, 2018).

4.1. Une pluralité de méthodes

4.1.1. Une méthodologie initiale enrichie par d'autres

4.1.1.1. Les études sur la situation de la transhumance en 2015

Pour une meilleure production de données et en complément des enquêtes menées sur les terrains de l'étude, nous avons tout d'abord passé en revue la documentation disponible en relation avec les questions agricoles en général et pastorales en Afrique et en Centrafrique plus particulièrement. En plus de la littérature générale sur le pastoralisme à travers ses enjeux et ses contraintes, nous nous sommes aussi focalisés sur les études qui ont traités à la crise du pastoralisme en Centrafrique en lien avec le conflit sécuritaire de 2013 qui est l'une des plus graves crises de l'histoire du pays. Des études auxquelles nous avons contribué ou tout simplement menées vont servir à enrichir toute la partie de cette thèse consacrée aux crises qui ont frappés les sociétés pastorales en RCA depuis 2013.

Tout d'abord, l'étude sur la transhumance (dimension socio anthropologiques) que nous avons mené en 2015 pour le compte de l'ONG Catholic Relief Services (CRS) et qui couvrent toute les zones accessibles ou vivent encore des éleveurs. Cette étude a permis de faire ressortir l'impact de la crise sécuritaire sur le mode de vie socioculturelle des éleveurs, leur positionnement historique et leurs pratiques pastorales. Avec la crise sécuritaire qui a vu partir une grande partie de la population de cette zone, elle vise à avoir une meilleure compréhension des échanges entre agriculteurs et éleveurs tant avant et après la crise afin de formuler des recommandations dans le sens de l'amélioration de la situation de ces populations.

Ensuite, l'étude agropastorale réalisée dans la zone de l'Ouham dans le Nord-ouest du pays pour le compte de l'ONG ACF et enfin, l'étude d'IPIS (2018), par laquelle nous avons pu mettre en évidence les évolutions de la situation de la transhumance depuis 2015. Il a été remarqué que des zones désertées par les éleveurs telles que celle de l'ouest ont vu certains d'entre eux revenir. Par contre, d'autres en l'occurrence celles de l'est (Bria, Bambari) qui servaient des zones de refuge ont

connu des bouleversements notamment des conflits ethniques qui ont conduit ces éleveurs à partir vers d'autres endroits.

Déjà en 2015, une première méthodologie « assez générale » nous avait permis grâce à l'étude sur la transhumance associant plusieurs organisations internationales (FAO, CRS, DRC) de mobiliser des informations sur le contexte global du pays. Cette étude qui se donnait comme objectif de donner un aperçu général sur la transhumance en RCA et de ses conséquences notamment les dimensions de la crise sur la transhumance, la vie socioéconomique et socio anthropologiques des éleveurs et des agriculteurs, a été menée sur la quasi-totalité de l'ensemble du territoire de la Centrafrique à l'exception de deux préfectures sur les 16 que comptent le pays et qui sont la Vakaga et le Haut-Mbomou. Quatre phases de terrain ont été retenues en fonction principalement du positionnement des éleveurs suite à la crise de 2013 et du découpage administratif. La méthodologie utilisée pour le recueil des informations combinent les focus group, les entretiens avec les personnes représentatives chez les éleveurs/agriculteurs, les personnes ressources (chefs de village, maires, ardo, maires des communes d'élevage, les responsables des services étatiques (ANDE, FNEC, SEGA, etc.) et la visite des campements là où les conditions sécuritaires les permettaient. Les questions visaient entre autres à identifier les zones de concentration des éleveurs, les conséquences de la crise sur la protection des populations, leurs moyens d'existence ainsi que sur l'état de la cohésion entre agriculteurs et éleveurs. Cette méthodologie combien nécessaire en terme de connaissance du contexte générale des impacts de la crise de 2013 reste néanmoins limitée du fait qu'elle avait un « caractère d'urgence » avec un passage très rapide dans un contexte de méfiance et de peur ne permettant pas de parcourir les campements les plus représentatifs afin de saisir de plus près la réalité des problèmes pastoraux.

4.1.1.2. Les études agropastorales dans l'Ouham en 2016

Dans la méthodologie globale de cette thèse, nous y avons aussi associé celle élaborée pour l'étude commanditée par l'ONG ACF (Archambaud et Tidjani, 2016a). Cette étude qui s'inscrivait dans le cadre du projet « renforcement des capacités de résilience des communautés vulnérables et affectées par les conflits dans la préfecture de l'Ouham » visait à avoir une meilleure compréhension des populations agropastorales et étudier les réalités des échanges entre agriculteurs et éleveurs. En termes de méthodologie, elle s'était aussi basée sur une entrée résilience et une approche systémique consistant à approcher les réalités du rapport agriculteurs/éleveurs sous sa dimension sociale. Pour ce fait, les campements ont été initialement la cible pour comprendre les dynamiques pastorales

notamment la situation des ménages. Il impliquait pour nous de travailler plusieurs jours consécutifs sur un site afin d'avoir une compréhension plus fine des enjeux locaux. Quelques campements (sites) ont été sélectionnés au départ suivant les axes routiers afin de tenir compte d'une représentativité des éleveurs en lien avec leurs interactions avec les agriculteurs. Très vite, nous avons dû nous confronter à une revue de cette approche pour causes d'inaccessibilité à certains axes et de la volatilité de la situation sécuritaire

Avec un réaménagement de la méthodologie qui avait conduit à mener l'étude principalement à l'échelle du ménage, pour pouvoir gagner en pénibilité et parce que le ménage est une unité d'observation privilégiée lorsqu'on souhaite comprendre les systèmes d'activités et les pratiques des ménages face aux chocs. C'est aussi cette échelle sur laquelle les humanitaires s'appuient pour leur interventions et ses évaluations. Il correspondait dans le contexte de cette étude à l'échelle qui permet de contourner les risques sécuritaires et les autres contraintes de terrain. Dans le cadre de cette étude, nous avons retenu des villages d'agriculteurs et des campements pastoraux (au total 21) qui ont été visités et dans lesquels la collecte des informations s'est opérée. Le choix de ces sites est fonction du niveau de sécurité et d'accès, de la distance (moins de 30 Km de Batangafo), de l'importance des activités agropastorales et de la présence d'un marché (échange agriculteurs-éleveurs).

Pour la partie systémique qui a néanmoins été faite pour quelques campements au tout début, le choix a été fonction de l'acceptation du Ardo/Katchalla de nous recevoir après une première prise de contact organisée sous l'égide du représentant local de la FNEC. Il s'agissait aussi pour nous de ne pas perdre de vue l'aspect représentativité et c'est pourquoi, la diversité des fractions ethniques a fait partie de notre choix pour comprendre les dynamiques excluantes. A tous ces éléments, nous avons associé la prise en compte de la taille du campement et la distance du campement par rapport à la localité de Batangafo. La dispersion des éleveurs transhumants au-delà d'un rayon de 30 Km et la présence des éleveurs sédentaires uniquement autour de Batangafo ont rendu compliqué la construction de cet échantillonnage fondé en grande partie sur les caractéristiques de la mobilité.

Se concentrant sur les ménages agropastoraux, les entretiens avaient duré au minimum 1h45 mn par ménage et avaient concernés 63 ménages, dont 32 éleveurs (tous dans la zone de Batangafo) et 31 agriculteurs (dans la zone de Bossangoa et dans la zone de Batangafo). De même, la sélection des

ménages s'était faite de façon raisonnée, en fonction de leur activité centrale avant la crise, de leur niveau de vie apparent et de leur disponibilité au moment de notre passage.

Du point de vue de la production de données, nous nous étions appuyés presque exclusivement sur des outils qualitatifs, tels que les observations participantes et les entretiens semi-directifs. Le premier guide d'entretien que nous avons élaboré à l'intention des leaders communautaires (chef des villages et des campements pastoraux) nous a permis de collecter des informations sur les villages et campements. Par ce guide, nous avons voulu approcher la situation globale du village et du campement mais aussi à recueillir les positions et les perceptions des leaders sur les sujets clés tels que les modalités de règlement des condits et les relations entre agriculteurs et éleveurs. Ces informations permettaient par ailleurs de mieux contextualiser les réponses des ménages. Le second guide d'entretien était quand à lui destiné à recueillir les informations à l'échelle des ménages notamment les caractéristiques des activités menées, en se focalisant sur la viabilité économique des systèmes d'activité et la soutenabilité des pratiques des autres ménages. Ces entretiens étaient également destinés à permettre la reconstitution des trajectoires, plus particulièrement à comprendre les changements des pratiques au cours du temps et les raisons des changements opérés, en lien avec les chocs subis, les stratégies pour y faire face et les modalités de gestion des risques. De plus, des informations complémentaires ont été collectées concernant les filières bovines (acteurs, modalités d'échange, prix).

4.1.2. La méthodologie employée pour les deux études de cas (Terrains AUF)

4.1.2.1. Choix des sites, critères de sélection des ménages et échantillonnage

4.1.2.1.1. Choix des sites

La méthodologie de recherche a ciblé deux communautés d'éleveurs distinctes. Le premier site, Bangui-Banda, situé au centre-est du pays (Sous-préfecture de Bambari), est choisi pour son implantation dans une commune d'élevage où la tendance à la sédentarisation des éleveurs était très marquée avant la crise de 2013. C'est l'un des rares campements hétérogène du point de vue de sa composition ethnique et dans lequel des activités autres que l'élevage (agricoles) sont pratiquées par les éleveurs. La zone de Bangui-Banda compte parmi les sept communes d'élevage du pays et par conséquent l'un des principaux bassins historiques de production bovine. Ensuite, elle est aujourd'hui non seulement parmi les zones de concentration de bétail mais aussi celles contrôlées par l'UPC, l'une de plus puissantes fractions des ES suite aux événements de 2013. Enfin, elle fait

partie de la zone d'intervention de l'ONG Triangle Génération Humanitaire (TGH), partenaire de cette recherche. Ce site a l'avantage d'être situé assez loin de la route nationale, là où se trouvent la majorité des éleveurs encore en activité, alors que le long des axes principaux regorge beaucoup plus d'éleveurs décapitalisés et reconvertis.

Le second site, plus au Nord-est, concerne une zone reconnue pour une activité de forte transhumance (interne et étrangère), aux alentours de Birao (Vakaga). Il s'agit donc d'une zone totalement différente en termes de pratiques et de contraintes agro écologiques (zone soudano-sahélienne) que la première. Il est choisi parce qu'il n'a été que très peu étudié, en dépit de l'importance du pastoralisme. Même les études récentes de 2015 menées par la FAO et les ONGs CRS et DRC, qui ont presque sillonné l'ensemble du territoire centrafricain, n'ont pas concerné cette partie du territoire.

4.1.2.1.2. Critères de sélection des ménages et échantillonnage

4.1.2.1.2.1. Une enquête ménage élargie aux autres membres de la famille

Afin de rencontrer des ménages aux situations socioéconomiques différentes, nous allons nous appuyer sur les facteurs sociaux qui les différencient. Ainsi pour comprendre au mieux, ce qui se passe également à l'intérieur d'un ménage notamment les relations entre les différents membres, nous introduisons une grille complémentaire adressée à l'un des membres du ménage, en l'occurrence le plus influent, le premier fils. Chez les pasteurs. Il s'agit en général de la personne en qui le chef de ménage a le plus de confiance, capable de parler à sa place et censée le remplacer. De ce fait, il jouit d'une « autonomie » pouvant lui permettre de s'exprimer sur certains sujets sensibles qui concernent la vie du ménage auquel il appartient.

Le tableau ci-dessous indique une série de critères mobilisés pour permettre la différenciation sociale des ménages enquêtés.

Tableau 16 : Facteurs de différenciation des ménages pastoraux

	Ménage en situation précaire	Ménage en situation intermédiaire	Ménage en situation relativement aisé
Etat du logement	Hutte/bâche très petite, fragile	Hutte/bâche assez-grande et solide.	Hutte/bâche bien construite, vaste.
Présence ou non du mobilier	Pas de nattes sur le sol à l'intérieur (intérieur non décoré)	Présence des nattes en roselle ou écorce d'arbre	Des nattes et même des tapis. Une forme de lit en bambou
Entretien des enfants	Enfant non habillé	Enfant à moitié habillé	Enfants bien habillé
Habillement des adultes membres du ménage	Des hommes en tenues sales et des femmes sans chaussure	Des hommes habillés sans chapeau et en chaussure en plastique	Des hommes bien habillés en grand boubou traditionnelle, coiffé de chapeau
Pèlerinage à la Mecque après la crise de 2013	Ne pas l'avoir fait et ne pas l'inscrire en projet faute des ressources	En projet dans un avenir proche (l'année prochaine par exemple), des ressources en mobilisation dans ce sens	Rite déjà effectué y compris pour sa femme, ou du moins la première épouse. En projet pour le premier fils ou les autres épouses
Accueil d'un visiteur	Uniquement avec de l'eau et rarement avec de lait	Avec du lait et du thé	Offre successive du lait, du thé et même des repas copieux

Les spécificités du ménage pastoral obligent à y tenir compte en menant les enquêtes. Nous tenons à rappeler surtout que les caractéristiques d'un ménage pastoral ne s'appréhendent pas qu'au travers les contrastes de vie sociale et des systèmes d'activités (habitat, habillement, déplacement, entretien de la famille, mobilité), mais elles reposent aussi sur certaines caractéristiques des sociétés pastorales telles que l'appartenance des ressources : le chef de ménage pastoral n'est pas le détenteur de l'intégralité de son troupeau, le bétail appartient souvent à plusieurs personnes dans le ménage, voire en dehors. Ainsi, alors que pour les ménages dont les activités reposent sur l'agriculture, la question des relations intra-ménages s'intéresse plus à la répartition des activités et des ressources entre homme (chef de ménage) et femme (épouse), dans le cas des populations pastorales, ce sont les relations de descendance qui sont à explorer, entre le chef de ménage et ses fils. Entrer dans la

« boîte noire » du ménage par un guide d'entretien spécifique, adressé par exemple au fils aîné de la famille devient une nécessité, car la compréhension des pratiques pastorales passe par l'analyse de la transmission du capital (héritage). L'approche des ménages pastoraux reste scindée en deux phases. A partir de la phase qui consiste à développer une approche ménage, nous élargissons les entretiens aux autres membres de la famille notamment les fils aînés qui permettent de mettre en évidence les dynamiques de l'intérieur propres à chaque ménage (voir guide d'entretien ci-dessous).

Tableau 17 : Grille complémentaire adressée aux autres membres du ménage (fils aîné)
<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de dépendance au chef du ménage ; apport au ménage (rôle particulier) ; • Structuration du pouvoir dans la famille ; mécanisme de prise de décision ; gestion du quotidien ; • Gestion des ressources de la famille (qui décide de la vente du bétail, de l'utilisation de ces ressources ?, pourquoi ? quand ? et comment ?) ; • Organisation familiale et mode de gestion de troupeau (prise de décision, répartition des animaux, des charges et des responsabilités) ; • Transmission du savoir-faire, de l'héritage et de la succession ; tâches réservées aux femmes et enfants non matures ; • Conflits intrafamiliaux (polygamie, héritage, succession, inégalité, etc.) ; limites du pouvoir du chef de la famille sur l'ensemble du ménage ; autonomie (capacité à se séparer des autres et même quitter le campement).

Les entretiens ont eu lieu avec les fils aînés des différents ménages soumis à l'enquête. Des rendez-vous sont pris immédiatement après l'enquête ménage avec le chef de famille pour organiser les entretiens qui devront suivre avec lui et son fils aîné.

4.1.2.1.2.2. Un échantillonnage raisonné et pragmatique

Du fait de la lourdeur des enquêtes et le besoin d'un temps suffisamment large pour pouvoir aborder toutes les thématiques via les questions posées, sur les deux sites, les enquêtes et entretiens ménages ont portés sur 30 chefs de familles au total, soit 15 ménages par site. Les femmes n'ont pas été directement enquêtées pour causes de réticence de leurs maris. Toutefois, des questions qui les concernent ont été posées à leur mari. Seuls les chefs de ménages ayant des fils aînés majeurs (plus

de 18 ans) ont fait l'objet d'enquête, ce qui a permis par la suite d'engager des entretiens spécifiques avec leur fils afin d'intégrer les aspects liés aux inégalités intrafamiliales et le degré d'autonomie de ces fils.

4.2. Déroulement des phases de terrain et modalités de collecte de données

4.2.1. Chronogramme de terrain

Nous avons proposé dans le cadre de cette thèse une méthodologie en deux phases : une première phase avec l'approche campement et une seconde phase portant sur les ménages. A noter que pour des raisons de pragmatisme, le site du Nord-est a été initié en une phase unique, c'est à dire que les deux approches (campement & ménages) ont été menées en même temps. Cela se justifie par le fait que les éleveurs, qu'ils soient transhumants internes ou étrangers, qui opèrent dans cette zone ne sont présents et accessibles que durant la période d'hivernage. Il y'avait aussi des raisons liées à l'isolement de la zone de Birao en general et des sites pastoraux en particulier pendant la saison de pluie. Cet enclavement de la prefecture et des zones pastorales qui l'entourent induit par la présence des marécages, rend difficile l'accès à la zone y compris en période sèche (dégradation des infrastructures routières).

La première étape ou approche de diagnostic du campement s'est faite de la manière la moins formelle possible, de sorte à vaincre les réticences des responsables locaux, les groupes armés contrôlant les sites et les éleveurs encore méfiants. Le premier entretien avec le chef du campement vise à mieux connaître le campement et procéder à la caractérisation des trois fonctions essentielles de ce campement (productive, intégration, régulation), identifier les infrastructures existantes et les dynamiques collectives présentes ou passées. Cela a été possible grâce aux discussions collectives (notables/personnes ressources) et de fois individuelles avec les personnes les plus âgées capables de retracer les événements les plus marquants de l'histoire du campement. En empruntant les outils de diagnostic agraire, un travail de lecture de paysage est menée à cet effet afin d'identifier la structure agro écologique et différents espaces du campement.

La seconde étape de l'entretien qui complète la caractérisation du campement se base sur l'approche historique via des guides d'entretien semi-directif (anciens/notables), l'établissement des frises chronologiques et des supports de collecte sous forme de tableau (fonctions village/périodes), les relevés des prix, la mise en perspective des calendriers des activités à l'échelle du campement et des

guides de discussion sur les initiatives collectives. Elle va permettre d'ébaucher un classement des ménages en fonction de leurs activités principales, puis de les classer sur la base d'une différenciation sociale identifiée simplement. Chaque type ainsi différencié s'est vu appliquer l'approche des trois capacités de ménages à « fonctionner », via des guides d'entretien semi-directif chef de ménage. Dans cette phase, il a été aussi question de présenter un aperçu des pratiques de gestion de risques et chocs par les ménages. Nous rappelons ici qu'une période de 7 jours de terrains a été nécessaire pour boucler cette première phase.

Pour ce qui est de la seconde phase de terrain portant sur l'approche ménages, elle était d'abord partie de la différenciation sociale des ménages représentatifs des diversités locales puis à partir des résultats du diagnostic pastoral mené en Phase 1, les enquêtes et entretiens ont porté sur les ménages du même campement visité lors de la première phase même si pour causes d'insécurité causant le déplacement de certains éleveurs, nous avons été obligé d'aller à leurs recherches sur les sites d'accueils situés à plusieurs kilomètres du campement initial.

Avec les chefs de ménages, les entretiens visaient à décrire en premier lieu le ménage, caractériser ensuite ses capacités et enfin, reconstituer la trajectoire de sa famille. Il s'agissait bien entendu de positionner le ménage en fonction des enjeux locaux et donc chercher à comprendre les systèmes d'activités mobilisés avant et après les chocs ainsi que les moyens qui lui ont permis de faire face à ces chocs dans le passé et ceux qu'ils disposent actuellement. Le guide destiné aux ménages aborde aussi les informations liées aux trajectoires familiales et leurs évolutions en fonctions de périodes clés de l'histoire de la famille mais aussi de celle du campement. En rentrant à l'intérieur du ménage avec le guide d'entretien destiné aux autres membres de la famille en l'occurrence les fils aînés, nous nous faisons le pari d'appréhender les problèmes au sein des ménages notamment les difficultés d'intégration pour ces jeunes matures et possédant parfois leur propre famille (femmes et enfants), leur degré d'autonomie au sein de la famille et leur influence sur la prise de décision de leurs parents (chefs de ménage).

Même si pour le site de Terfel dans la sous-préfecture de Birao, le contexte ne permettait pas de faire des passages répétés (deux phases différentes de terrain) pour des raisons logistiques et sécuritaires, il importe de rappeler que la production des données en deux temps avait pour objectif de séparer les deux phases de terrain mais aussi se faisait dans le souci de mieux tenir compte des changements qui peuvent survenir entre les deux périodes de l'enquête.

4.2.2. Les outils de collecte de données

Pour un déploiement aisé sur le terrain, nous avons conçu un guide d'entretien pour le système campement afin de le décrire, répertorier et retracer les dynamiques de ses transformations depuis sa création jusqu'à aujourd'hui. Au niveau des ménages pastoraux, nous avons élaboré à la fois un guide d'entretien et un questionnaire ménage. Il en est ainsi pour les fils aînés afin d'intégrer les questions d'inégalités et de conflit intrafamiliaux. Le questionnaire enquête chef de ménage a permis de renseigner les questions relatives aux caractéristiques socioéconomiques du ménages, ses conditions de vie et ses systèmes d'activités. Il est suivi par la suite d'un guide d'entretien chef de ménage qui fait souvent un parallèle avec certaines informations fournies par le ménage dans le questionnaire d'enquête.

Le guide d'entretien chef de ménage vise à fournir des informations sur la situation actuelle du ménage, les relations intra-ménages, le niveau de son intégration sociale, les adversités vécues par le passé et les réponses à l'échelle du ménage ainsi que la perception et gestion des risques et chocs. Pour le fils aîné qui est particulièrement concerné parmi les autre membres de la famille, un outil mixte (questionnaire et guide d'entretien) a permis de renseigner les activités et pratiques qui lui sont spécifiques, le niveau et modalités de son implication dans la gestion de crise ainsi que ses perceptions et aspirations futures.

4.3. Difficultés rencontrées sur le terrain

Plusieurs difficultés ont été recensées dans le cadre du déploiement de la méthodologie de cette recherche et ces difficultés ne sont pas propres aux études de cas de cette thèse.

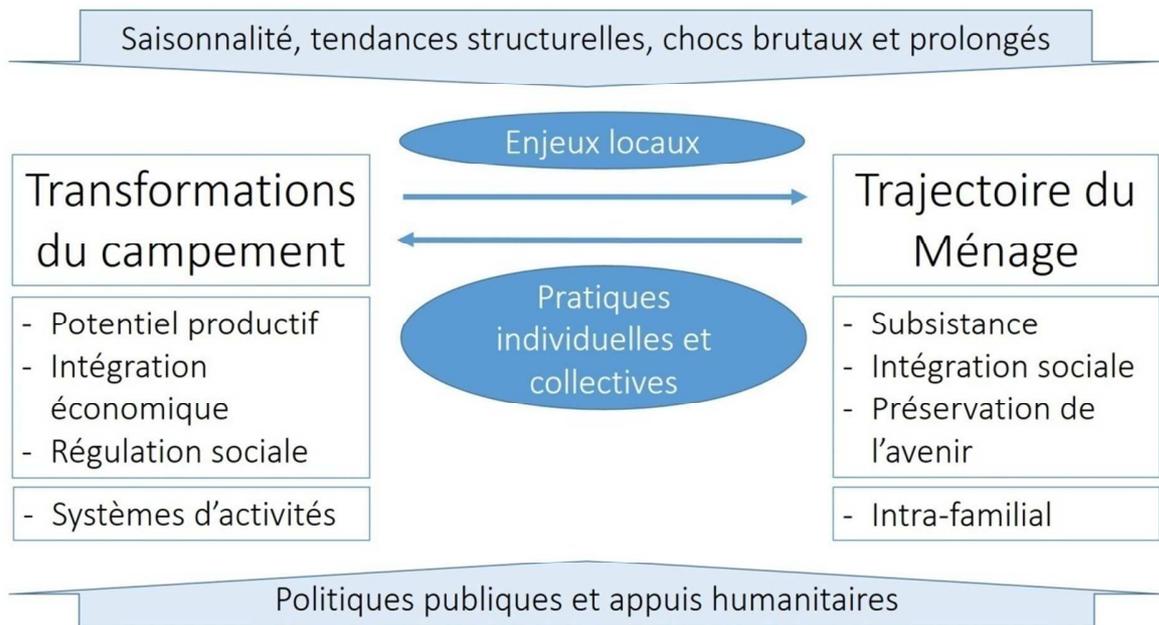
Il convient de rappeler d'ores et déjà que dans la zone de Batangafo où s'était tenue particulièrement l'une des études utilisée pour enrichir notre méthodologie de base, les contraintes sécuritaires, le difficile accès aux éleveurs et la méfiance dans un contexte de contrôle de la zone par les groupes armés ES et AB, n'avaient pas permis de respecter le temps de travail prévu notamment le temps qu'il fallait pour collecter les réponses aux questions posées. Il n'était pas non plus possible de passer des nuitées auprès des éleveurs/agriculteurs dans les campements pour approfondir les discussions (raison de sécurité oblige). Face à ces situations, il était donc devenu nécessaire au fil des jours qui passent de se résoudre à rencontrer les ménages éleveurs non pas dans leur campement (en conformité avec l'approche systémique) mais à Batangafo lorsqu'ils viennent pour s'approvisionner/vendre ou pour la prière de Vendredi, une situation que nous n'avions pas souhaité

avoir puisqu'elle ne permettait pas d'avoir des informations globales et non biaisées (effets des influences extérieures).

Pour ce terrain consacré à nos deux études de cas aussi, il s'ajoute d'autres contraintes à celles déjà évoquées. En premier lieu, l'accès au terrain en milieu rural Centrafricain reste encore très difficile du fait d'abord des obstacles d'ordre sécuritaires généralisés (présence des groupes armés, absence de l'état, ...) et de l'enclavement de certaines régions du pays. Certaines zones sont inaccessible une partie de l'année (saison de pluie) voire toute l'année, ce qui conduit à privilégier certaines zones au détriment des autres même si elles présenteraient un intérêt particulier pour la recherche. L'enclavement de certaines zones concernées par cette recherche (Biraïo) et le statut des éleveurs qui s'y trouvent (transhumants Soudanais) rendent plus compliqué un passage différé et répété, entre deux périodes clés de l'année pour les éleveurs (saison sèche et humide). Enfin, le déploiement progressif des ménages pastoraux notamment dans la sous-préfecture de Biraïo constitue un handicap pour travailler sur un nombre assez conséquent d'éleveurs. A cela s'ajoute, les contraintes temps (deux semaines pour mener à la fois le diagnostic du système et déployer les enquêtes ménages) et celles de la saisonnalité. Ensuite, ce travail n'a pu se faire sans un partenariat négocié avec les ONGs internationales présentes en RCA qui sont à l'heure actuelle à même de faciliter un accès au terrain grâce à leur présence et leur logistique (transport aérien et terrestre, logement, ...). Néanmoins, travailler de manière visible avec les ONGs et dans un contexte de crise et de précarité que vit les populations rurales peut conduire à des biais dans les données dans la mesure où cette recherche peut être interprétée par les enquêtés comme une perspective d'appui/d'aide future et de surcroît influencer leur réponses et donc les résultats attendus.

Enfin, en accédant uniquement aux zones où interviennent ces ONGs partenaires, on est amené à « négliger » les autres et de nouveau à délaisser les zones dans lesquelles il n'y a pas ou très peu d'interventions humanitaires ces dernières années. Dans ces conditions, l'analyse de la résilience se trouve compliqué puisqu'il n'est pas aisé de distinguer les pratiques spontanées face aux chocs qui relèvent des initiatives propres aux éleveurs, des pratiques suscitées par ne pas dire encouragées par la présence de ces humanitaires sur le terrain. L'idéal pour nous serait de pouvoir comparer des zones comparables (situation initiale proche, même perturbation), dont certaines n'ont pas été appuyées et d'autres l'ont été, afin de tenter de mettre en évidence les effets de cet appui. L'ensemble du cadre conceptuel et analytique de la thèse est résumé par la figure 3 ci-dessous

Figure 3 : Synthèse du cadre d'analyse de la thèse



Source : adapté de Lallau et al, 2018

Conclusion du chapitre 2

A travers cette méthodologie, nous voulons donc construire un cadre approprié pour la collecte des informations relatives à l'étude de cette résilience. L'objectif de cette méthodologie qui n'est pas parfaite ou « idéale » mais plutôt pragmatique et adapté aux réalités du contexte Centrafricain et des spécificités du pastoralisme local a été de fournir un cadre de travail pouvant permettre non seulement les possibilités concrètes d'un déploiement sur le terrain mais celui d'accéder aux populations pastorales pour le recueil d'un minimum d'information pouvant permettre de comprendre et d'analyser la situation de l'élevage pastoral dans le pays.

DEUXIEME PARTIE

Le pastoralisme Centrafricain à l'épreuve des crises

Avec la situation d'instabilité qui caractérise la RCA, le pastoralisme dans ce pays ne peut être étudié que par une revue des bouleversements qu'il a connus. Ainsi, la deuxième partie de cette thèse porte sur les crises qui frappent le pastoralisme Centrafricain pas uniquement au regard de la crise de 2013 mais par une revue du contexte historique. Ainsi, Le troisième chapitre revient sur l'histoire du pastoralisme en RCA, son enracinement ainsi que les différentes politiques et crises passées qui ont fortement affectées les éleveurs et leur mobilité. Le quatrième chapitre aborde les conséquences de la crise encore récente de 2013 sur la mobilité et leurs extensions en termes de modification du paysage pastoral, des changements dans les rapports entre éleveurs et de la cohabitation avec les agriculteurs.

Chapitre 3

L'élevage bovin en RCA, une vieille histoire

L'histoire de l'élevage de gros bétail en Centrafrique est très ancienne car elle remonte aux premières arrivées de quelques grandes fractions ethniques peules depuis 1920 en provenance du Nigeria via le Cameroun (Chauvin & Seignobos, 2013) même si l'installation des premiers éleveurs par l'administration coloniale au nord de Baboua (Nana-Mamberé) remonte à 1925, car il s'y trouverait avant cette date des éleveurs dans la vallée de la Mberé au Nord-Ouest du pays (Boutrais, 1988). Cette vague d'immigration va se poursuivre par la suite et les éleveurs vont continuer leur progression un peu plus à l'intérieur du territoire nécessitant désormais une attention particulière de l'administration coloniale.

La pratique de l'élevage bovin en RCA résultait de la volonté du pouvoir colonial Français de faire également de ce territoire, un pays d'élevage (ICG, 2014b). Depuis l'indépendance du pays en 1960, l'élevage a connu beaucoup de mutation tantôt par le fait des politiques publiques, tantôt due à des crises. Dans ce chapitre, nous reviendrons sur la naissance du pastoralisme et son expansion (Section 1) puis verrons comment cette activité s'est enracinée (Section 2) et enfin, parlerons des contraintes qui minent son développement.

Section 1. Les origines et vagues d'implantation des éleveurs

Poussés pour les uns par la sécheresse au sahel, et attirés pour les autres par la conquête des nouveaux espaces pastoraux encore non exploités dans le territoire de l'Oubangui-Chari (aujourd'hui République Centrafricaine), les premiers éleveurs sont arrivés sur ce territoire vers 1920. Si les peuls ont été les premiers à se lancer dans ce mouvement qui s'est fait par vague y compris du point de vue ethnique, ils ont été suivi par d'autres groupes comme nous le verrons dans la suite.

1.1. Origine historique

1.1.1. Les éleveurs peuls

Il apparaît que ce qui frappe en premier lieu quand on s'intéresse au pastoralisme en RCA, c'est de comprendre pourquoi il est indissociable de l'histoire de l'arrivée des peuls dans le pays. En d'autres termes, on ne peut pas évoquer l'élevage sans faire référence à ce groupe ethnique (connu sous l'appellation de Mbororo) sauf que tous les peuls ne sont pas des éleveurs et inversement. Toutefois, il convient de noter que les peuls ont presque dans leur totalité un lien avec le bétail, soit à un moment de leur vie, soit de par leur famille (issus des familles d'éleveurs) avec lesquelles ils maintiennent encore des liens sociaux très étroits. Dans la société peule, le bétail (bovin) est principalement le support des fonctions sociales fortes telles que le prestige, l'identité et le statut social (Manoli, 2012).

Les liens entre peuls et élevage se caractérisent donc par l'attachement au bétail et cela dès la naissance d'un enfant peul grâce au mode de circulation du bétail. Ainsi par exemple, la circulation du bétail commence déjà dès le baptême de l'enfant qui reçoit un don de bétail (dokal) dont le but selon les éleveurs est de le motiver (préparer) pour l'apprentissage du métier. Ce premier don peut être suivi par une série de don par la suite (circoncision, mariage) qui sont des moments forts dans ce processus de circulation du bétail même si la tendance s'inverse aujourd'hui car la réduction sensible des effectifs conduit à privilégier un seul don (Ancey et al, 2007). Il est donc difficile de dissocier la vie d'un peul de l'intérêt qu'il porte à son troupeau.

Plutôt que de se focaliser sur la petite nuance entre le terme mbororo qui désigne à l'origine les peuls de brousse et Foulbés (pluriel de pullo) considérés comme les Peuls de villages, il est important de mettre en avant le fait que les peuls de Centrafrique, constituent un grand ensemble hétérogène ou l'on recense plusieurs fractions ethniques et sous fractions lignagères. Il existe néanmoins quatre grandes fractions ethniques qui dominent le paysage pastoral Centrafricain à partir de leur histoire migratoire et de leurs implantations. En dépit de ce qu'on attribue généralement aux peuls une origine Nigérienne et antérieurement Malienne, l'histoire des peuls de Centrafrique est le plus souvent reconstituée à partir de leur zone de départ du Nigeria via le Cameroun qui revient le plus souvent en leur mémoire (Seignobos, 2008).

L'arrivée de ces différentes fractions ethniques sur le territoire de l'Oubangui Chari devenue aujourd'hui RCA vers 1920 est le résultat d'une série de migrations peules (peerol) depuis le Nigeria comme point de départ puis un passage par le nord-Cameroun pour la grande majorité des premiers arrivants et le Tchad pour certaines arrivées parmi les vagues les plus récentes qui se sont poursuivies jusque dans les années 1970 (Chauvin et Seignobos, 2013). Les quatre grandes fractions ethniques les plus importantes qui ont marqué l'histoire du pastoralisme en RCA sont : les Wodaabé, les Djaafoun, les Aku (encore appelés danedji) et les Oudah.

Après avoir quitté l'état du Bornou (Nigeria) qui a servi de point de départ pour eux, les Wodaabé se sont scindés en deux groupes. Le premier groupe va descendre les plaines du Nord-Cameroun juste avant la période coloniale pour se concentrer près du Mayo-Kébbi dans la région de Figuil au Cameroun dans les années 1950 sur les berges du Logone où ils côtoient les peuls Baguirmi. L'autre groupe a poursuivi sa route sur le territoire Camerounais en franchissant l'Adamaoua et fera route commune avec les Djaafoun vers l'est c'est-à-dire la région de Meiganga. Quelques années plus tard (1973), la sécheresse au Sahel pousse d'autres Wodaabé à passer les monts Mandara, traverser le Diamaré et entrer au Tchad par Lamé, puis Pala, Mbaïboukoum, avant d'atteindre le nord-ouest de la RCA.

Les Djaafoun ont de leur côté pris le départ à partir du pays haoussa (Sokoto) via Gombe, Yola, Gurin, la Bénoué. Si certains ont préféré franchir la frontière plus au sud, par le pays Mambila, à Tignère et Banyo en 1890, d'autres ont jugé nécessaire de s'installer sur les pâturages d'altitude de la région de Tignère-Tibati. Une partie de ce groupe va continuer la marche en contournant l'Adamaoua pour atteindre l'est, ce qui est devenu par la suite la Centrafrique qu'ils décrivent comme un pays où « l'herbe ne finit pas. L'entrée effective en Oubangui s'est faite par Ngawi.

Les Aku ou encore appelés Danedji du fait de la couleur de leur animaux (robe blanche) arrivent en Centrafrique en provenance de la région de Jos, le plateau Bauchi au Nigeria via le Cameroun dans les années 1930 en suivant les couloirs migratoires des Djaafoun de Yola, ils remontent le Faro, le Mayo Déo pour Tignère, et Lompa où ils réclament leur part de pâturage. Les Aku ont représenté une grande vague perturbatrice en raison de leurs troupeaux composés de zébus blancs, très différents des bœufs rouges des Wodaabé et des Djaafoun (Seignobos, 2008 ; Chauvin & Seignobos, 2013).

La dernière grande fraction ethnique dont l'arrivée est la plus récente est constituée des Oudah qui contrairement à la majorité des grandes fractions présentes est arrivée en provenance du Tchad dans les années 1970 pour la grande partie et du Soudan pour les arrivées les plus récentes. Les éleveurs Oudah sont arrivés dans les années 1970 (suite à la grande sécheresse au Sahel) et plus exactement après l'assassinat du président Tchadien Tombalbaye. Après un premier passage par les zones de Batangafo, Kaga-Bandoro, Bouca, Mbrès et Zemio, leur grand leader Ardo Dandoulo a accepté la proposition de Yerima-Mandjo lui demandant de s'installer soit à Bria ou Mbrès. Ce dernier a finalement choisi Bria où il s'est établi depuis 1988. L'histoire des Oudah en Centrafrique est étroitement liée à celle du Grand Ardo Dandoulo qui a été le premier à franchir la frontière Centrafricaine par le Centre-Nord en compagnie de plusieurs éleveurs de la même fraction pour s'installer définitivement à Bria où il fait office aujourd'hui de plus haut représentant de tous les éleveurs dans la Haute-Kotto (Tidjani, 2015a).

Les arrivées les plus récentes (à partir des années 1990) sont le fait des installations progressives à partir des mouvements de transhumance transfrontaliers des éleveurs venus du Tchad et dans une moindre mesure du Soudan. Il s'agit au départ des pasteurs qui passent la frontière à la recherche du pâturage et point d'eau moins accessible en période sèche dans leur pays et qui repartent en période humide. Attirés d'avantage par la disponibilité des ressources en Centrafrique et fatigués de répéter les mêmes actions qui demandent des efforts et des prises de risque, ils finissent par s'installer progressivement dans la partie Nord du pays puis faire des descentes au fur et à mesure vers le sud. Cette dernière vague concerne les éleveurs issus des fractions moins nombreuses telles que: les Hanagamba, Woyla, Fallata-Baguirmi, Hontorbé, Ngadjawa et des fractions issues du groupe arabe (Salamat, Missirié, Hawazmé, Toundjour, Ouled-rachid, ...).

L'histoire des Foulbés de Centrafrique est toujours associée à ceux des lamidats du Nord Cameroun (Ngaounderé) qui constitue le point de départ en direction de ce qui est aujourd'hui la République Centrafricaine. Avec la complicité de l'administration coloniale de l'époque, les Foulbés ont pu non seulement favoriser le refoulement des Mbororo contraint de quitter le Cameroun pour la RCA mais asseoir à un moment leurs dominations sur ces derniers. Les Foulbés ont finalement pénétré en Centrafrique après les Mbororo qu'ils ont réussi à «chasser» du Cameroun prétextant la protection de leurs précieux cheptels de Goudaali (Seignobos, 2008).

Les mbororo sont arrivés sur un territoire presque vide (4hab/Km²) et plein de pâturage (Seignobos, 2010). Leur progression a été dans un premier temps stoppée, histoire d'éviter la propagation des pathologies animales et de bien les organiser pour leur permettre de faire une descente un peu plus à l'intérieur vers le pâturage les plus riches. Déjà à l'époque, le service vétérinaire s'est évertué à proposer un encadrement zootechnique et une meilleure gestion de cet afflux par l'organisation des espaces à travers la création des communes d'élevages à partir de 1963. Toutefois, ces mesures assimilées par certains analystes à une forme de « mise en quarantaine » sont mis en avant pour expliquer en partie la faiblesse des liens sociaux entre éleveurs et agriculteurs aujourd'hui. Il convient de reconnaître aussi que l'un des objectifs de la mise en place des communes d'élevage est certes de leur donner une assise territoriale et identitaire mais surtout de réduire les pratiques hyper-mobiles des premiers éleveurs afin d'avoir un meilleur contrôle sur eux.

Malgré tout cela, les peuls sont parvenus après des tentatives ratées à étendre leur parcours jusqu'aux zones du centre et du sud-est du pays du fait de leur pratique de mobilité. Cependant, cette mobilité a connu des changements depuis plus d'une décennie car l'insécurité depuis le début des années 80 avec le phénomène Zargina et les Kidnapping des familles avec demande de rançon indexées sur la taille de troupeaux de la famille, vont conduire, sur presque deux décennies à une décapitalisation et une destruction d'élevage Mbororo. Cela aura pour conséquence une fuite vers l'est pour certains éleveurs et une grande vague d'émigration vers les pays voisins et en particulier le Cameroun (Seignobos, 2010). En plus, cette insécurité qui engendre une décapitalisation accrue implique pour certains éleveurs des réponses qui passent par des engagements agricoles pour compenser la perte d'une grande partie du troupeau et des stratégies de rapprochement des villages ou des bourgades pour minimiser le risque d'exposition à l'insécurité.

Les transhumants étrangers issus des peuls (Sankara, Bibé-woyla, Hanagamba, Hontorbé, Ngadjawa...) qui passent la frontière Tchado-centrafricaine du fait de la disponibilité des pâturages ont un profil évolutif (ICG, 2014a). Cette évolution se traduit par le fait qu'ils sont seulement propriétaires d'un bétail important du point de vue du nombre et qu'en plus ils sont peu coopératifs et violent se déplaçant avec des moyens de communication les plus modernes (téléphone satellitaire), des armes de guerre, imposant leurs lois au passage sur les pâturages et n'hésitant pas à s'en prendre aux éleveurs locaux (sédentaires) en cas de différent. On y retrouve pratiquement les mêmes types

d'éleveurs s'agissant de ceux qui viennent du Soudan mais surtout du côté des régions du Nord-est et Sud-est (Haute-Kotto, Ouaka, Basse Kotto, Mbomou et Haut Mbomou).

Les éleveurs transhumants soudanais sont beaucoup plus présents dans L'est et Sud-est (Haute Kotto et Haut Mbomou). Certains transhumants tchadiens sont arrivés dans la zone de l'est d'Amdafock via le Soudan pour contourner la fermeture de la frontière Tchado-centrafricaine.

1.1.2. Les éleveurs arabophones

L'histoire de la migration des éleveurs arabes de Centrafrique reste encore très peu détaillée faute des études antérieures sur la question mais aussi du fait que leurs importance numérique très faible par rapport aux éleveurs peuls et leurs confinement aux zones du Nord (Ouham, Ouham-pende, Bangui-Bangoran et Vakaga), régions frontalières du Tchad, n'a pas favorisé des recherches appropriées sur la question. L'arrivée de ces éleveurs s'est effectuée pour ce qui est des localités du Nord-ouest à partir du Sud-est Tchadien. Cette migration est partie dans un premier des mouvements saisonniers traditionnels de transhumance entre les points d'attache de ces éleveurs dans le Sud du Tchad (Salamat, Moyen-Chari) et les pâturages disponibles du Nord de la RCA (Ouham, Ouham-Pende, Bamingui-Bangoran et Vakaga). Les éleveurs dits « Mbarara » sont constitués des Salamat, Hawazmé, Matanine, Toundjour, Banissayid et Ouled-rachid.

Les arabes Salamat sont arrivés les premiers en provenance des localités d'Amtimane et de Haraze-Mangagne dans le Salamat. Le premier groupe s'est introduit sur le territoire Centrafricain directement via le Bamingui Bangoran (Bamingui, Ndélé) qui est une région géographiquement plus proche de leurs points de départ initiaux. L'autre groupe a rejoint la RCA en passant par le Moyen Chari empruntant les itinéraires suivants : Kiabé -Sarh-Danamadji-Marosido avant d'atteindre la zone de Kabo dans les années 1940. Ils ont été suivis une décennie plus tard dans la foulée de leurs mouvements par les Hawazmé, les Matanine et les Toundjour. Ces trois ethnies sont considérées aujourd'hui comme des éleveurs sédentaires du fait de leurs présences historiques plus anciennes et de leurs pratiques d'élevage limitées en termes de mouvement. Les Ouled-Rachid qui ne venaient qu'en transhumance par le passé se sont progressivement implantés (plus d'une décennie de présence aujourd'hui) avec leurs bétail dans la zone. Il en est de même pour certaines fractions peules (Oudah, Woyla, Sankara, Abchyer ou Hanagamba...) qui voient leurs statuts de simple transhumant se transformer en une présence durable sous les effets de la récente crise sécuritaire (Tidjani, 2015 ; Archambaud et Tidjani, 2016a).

1.2. Implantations des éleveurs

Circonscrites aux trois régions presque dépourvues de glossine (ou mouche tsé-tsé), les zones de l'élevage traditionnel en RCA étaient conditionnée par les pathologies notamment la trypanosomiase, vecteur de la maladie du sommeil, sur une partie importante du territoire (Suchel, 1967). Elle concernait toute la zone forestière et les galeries forestières de la zone de savane, jusqu'à des points très avancés au Nord, tels que la région de Fort Crampel, des M'brès et Ndélé. Au nord-ouest c'est-à-dire tout le long du massif du Yadé et sa bordure immédiate, on y trouvait le troupeau le plus abondant. Ce sont des pasteurs peuls mbororo qui dominaient le paysage pastoral, conservant le genre de vie nomade et une structure sociale patriarcale où la famille est placée sous l'autorité d'un chef possédant en moyenne une centaine de tête de bétail. La concentration des éleveurs autour de cette zone a favorisé la naissance d'une ferme d'élevage (ferme de Sarki). La transhumance s'effectuait dans la zone et en cas de prolongement de la saison sèche, des mouvements vers Bozoum, Bossangoa et même en direction de la zone forestière du sud-ouest (Carnot et Boda) sont entrepris. Des peuls foubés disposant d'un zébu adapté à une mobilité réduite se sont fixés à l'Ouest de Bouar, non loin de la frontière camerounaise. Dans la zone de l'Est (Bambari, Alindao) par contre, les glossines isolées de part et d'autres conduisent les éleveurs à limiter leur déplacement avec l'observation d'un début de sédentarisation. Au nord du pays, en l'occurrence dans la région de Birao même si quelques troupeaux restent en permanence sur le territoire Centrafricain en période humide, les pâturages sont généralement exploités par les zébus « arabes » arrivant en transhumance dans les zones du Fertit en provenance du Soudan voisin. Les zones d'implantations de ces éleveurs reflètent en grande partie l'histoire de leurs migrations.

Jusqu'en 2013, les régions de l'Est et de l'Ouest étaient les plus représentées par les activités d'élevages et dominé par les peuls qui pratiquait cette activité sur la quasi-totalité du pays avec une inégale répartition des effectifs entre les zones de production. Les préfectures de l'Ouham-Pendé la Nana-Mamberé, l'Ombella-M'poko, la Ouaka, l'Ouham et la Basse Kotto constituaient, les grands bassins de production. La création des communes d'élevages dans les préfectures citées précédemment répondait en grande partie à cette réalité. Du point de vue de leur positionnement, les peuls djaafoun sont présents à la fois dans la Nana-Mamberé, l'Ombella-M'poko, la Ouaka et la Basse-Kotto. Les Wodaabé se positionnaient dans le Mbomou et une partie de la Basse-Kotto alors que les Danedji se dispersaient un peu partout. On retrouvait aussi les Oudah sur l'ensemble du pays

mais beaucoup plus dans la Haute-Kotto et les arabes étaient présents dans le centre nord (Nana-Gribizi, Ouham, Ouham-pendé, Bamingui-Bangoran) et nord (Vakaga).

Section 2. L'enracinement de l'élevage en Centrafrique

Lorsqu'on aborde la question de l'enracinement de l'élevage en RCA, on n'est pas que censé évoquer les différents processus de son introduction et de l'expansion des éleveurs sur l'ensemble du pays, il est surtout important de revisiter les politiques publiques en matière d'élevage qui ont marquées l'histoire de cette activité et qui ont contribué à un moment donné à lui donner une certaine reconnaissance et à faire de lui l'un des piliers du secteur agricole Centrafricain.

2.1. Les politiques de soutien à l'élevage

2.1.1. Aperçu de la situation de l'élevage

Le secteur de l'élevage en Centrafrique concerne principalement les bovins, et dans une moindre mesure aussi les ovins, les caprins, les porcins et les volailles (Kadekoy-Tigague, 2003). Prolongement naturel du plateau de l'Adamaoua, le nord ouest de la RCA n'était qu'une zone de transhumance pour le bétail des éleveurs mbororo camerounais avant l'indépendance de la RCA (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2014).

Estimé à 350.000 tête en 1950 et à 400.000 à partir des premières années 60 le cheptel de zébus mbororo a augmenté et aurait atteint 700.000 tête dès 1970 au moment de la réforme agraire (Boutrais, 1988). Au cours des années 50 et 60, cette activité restait localisée en deux secteurs distants de 500 kilomètres mais comprenant les mêmes groupes d'éleveurs, des familles étant parfois réparties entre l'un et l'autre. Le secteur oriental, près de Bambari, plafonnait à 100.000 bovins. Le secteur occidental, adossé aux plateaux du nord-ouest qui prolongent l'Adamaoua camerounais, portait un cheptel qui excédait les 200.000 têtes ou ne les atteignait pas, selon les passages de la frontière dans un sens ou dans l'autre. En 1983, ces deux secteurs "anciens" de l'élevage centrafricain ont progressé de manière très inégale. Le secteur oriental est passé de 100 à 300.000 têtes, tandis que les plateaux de l'ouest, avec leur périphérie, accumulent 800.000 bovins (dans l'Ouham-Pende et la Nana-Mambéré). Pourtant, de nombreux éleveurs ont émigré des plateaux les plus élevés, dégradés par une longue surcharge pastorale et soumis à une infestation de glossines au nord (De Gaulle). Mais leur périphérie, autrefois zone de transhumance, est maintenant occupée en

permanence par une partie d'entre eux. Chaque secteur d'élevage s'est étalé sur ses bordures, mais avec une ampleur inégale.

Suite aux fortes sécheresses de 1973 et 1984 et du fait de son fort potentiel en pâturages et en eau, les mouvements transfrontaliers de pasteurs étrangers en RCA se sont intensifiés au cours de trois dernières décennies. A la transhumance historique des Peuls venus de l'Ouest, se sont ajoutés les transhumants tchadiens qui descendent chaque année en RCA, notamment dans les régions de l'Ouham Pende et de l'Ouham, respectivement au Nord-Ouest et au Centre-Nord. Les régions de la Vakaga, de Bamingui-Bangoran et de la Haute Kotto, situées à l'Est et au Nord-est du pays, sont traversées régulièrement par les transhumants soudanais et sud-soudanais majoritaires mais aussi par les Tchadiens. Près d'un siècle après l'entrée et l'installation des premiers pasteurs Mbororo en Centrafrique, la RCA est devenue incontestablement un pays d'élevage avec 21,49% du cheptel de l'espace CEMAC (FAO, 2015). Le développement de l'élevage bovin en RCA et son extension territoriale n'auraient pas été possibles sans un travail de fond en matière de santé animale du service d'élevage colonial et la volonté de structuration de l'espace agropastoral par le premier gouvernement centrafricain au cours des premières années de l'indépendance.

Globalement trois systèmes d'élevage assurent la production bovine en République Centrafricaine (Kadekoy-Tigague, 2003). Le système transhumant contribue pour 93,6% à cette production. Ce système caractérise le mode d'élevage (zébu et taurin) et représente le mode d'élevage pratiqué par les peuls. Le système d'agro-élevage des agriculteurs sédentaires contribue pour sa part à 3,7% au cheptel national. Les zébus (bovins avec bosse) de races mbororo (Djaafoun), Aku (Danedji), Foulbé (Goudaali) et Arabes (Tchadienne ou Chari et Soudanaise ou Sankara), presque entièrement détenus par les pasteurs peuls et arabes, sont l'espèce la plus répandue. Les zébus mbororo représentent la majorité des effectifs (plus de 60%). Les 40% restant étant essentiellement constitués de taurins trypanotolérants de races Ndama et Baoulé importées de Guinée Conakry et de Côte d'Ivoire. Il est à noter que des races exotiques telles que l'Aberdeen, la Montbéliarde, le Braham, la normande, la Tarentaise, le Salers, le Limousin, etc. ont été introduites en vue de croisement avec les bovins locaux sur les exploitations privées de grands éleveurs. La commercialisation de bovin sur pied jouait un rôle majeur dans l'économie centrafricaine. En 2003, elle contribuait pour environ 12% au produit intérieur brut (PIB) avec une croissance annuelle moyenne faible de l'ordre de 2% et pour 35% au PIB agricole. Plus de 270.000 personnes tiraient l'essentiel de leur revenu de cette activité. La

production de viande bovine était estimée à 40.000 tonnes en 1997, dont 6.000 tonnes étaient destinées à l'exportation. Les exportations se font généralement sur pied en direction du Cameroun. En revanche, les marchés de Bangui sont globalement ravitaillés par des importations en provenance du Tchad et du Soudan.

Tableau 18 : Estimation du cheptel national entre 2005 et 2011

Espèces animales	Années						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Bovine	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	3404	3462	3521	3581	3641	3703	3766
Caprine	2957	3031	3107	3184	3264	3346	3430
Ovine	251	257	264	270	277	284	292
Porcine	935	983	1032	1083	1138	1195	1254
Volaille	4131	4750	5463	6282	7224	8308	9554

Source : FAO, 2012

2.1.2. Les projets de développement de l'élevage en RCA

Jusqu'en 1985, deux programmes de développement de l'élevage coexistaient en Centrafrique (Boutrais et Crouail, 1988). Ils répondaient bien évidemment à la logique de la localisation des éleveurs en deux régions spatialement éloignées. A partir de 1985, la volonté d'harmonisation de ces politiques s'était imposée et une politique nationale de l'élevage s'en est suivie.

Avec le concours des partenaires au développement du pays, une série de projet était menée tant du côté de la santé animale que de l'organisation des éleveurs (Boutrais et Crouail, 1988). Déjà en 1979, le gouvernement Centrafricain de l'époque a fait appel à certains partenaires (BM, BAD et FIDA) pour l'appuyer dans cette démarche (Fio-Ngaindiro, 1987). Le projet FED basé à l'Est du pays (Bambari), financé par la CEE et qui succède à des opérations antérieures menées au profit du secteur de l'élevage consistait en une station d'élevage et un laboratoire de dépistage des maladies du bétail avec deux installations basées à Bambari. La station a pour but de favoriser un métissage afin de constituer une race animale mieux adaptée aux contexte du pays et le laboratoire a permis d'entreprendre des recherches sur les fréquences de quelques pathologies (trypanosomes, parasitoses intestinales et brucellose).

Dans l'ouest, et contrairement au projet mené dans l'Est, le projet de la Banque mondiale⁹ a la particularité de mener les interventions plus directement auprès des éleveurs (Boutrais et Crouail, 1988). Des actions de terrain ont été conduites par les agents de service vétérinaires pour assurer la couverture sanitaire de tout le cheptel de l'Ouest y compris par la vente des intrants vétérinaires aux éleveurs. Le détournement des fonds alloués par certains agents ont conduit à l'implication de l'ANEC dans la gestion et la formation des éleveurs dans la prise en charge des soins primaires des animaux. Une seconde phase de ces projets de développement de l'élevage qui tenait compte des leçons passées et des résultats de la première phase visait aussi à responsabiliser d'avantage les éleveurs et à réduire celle du service étatique. On s'oriente désormais vers un allègement des charges de l'Etat et un transfert au service privé des charges autrefois affecté au service public.

2.2. La structuration de l'espace agropastoral

2.2.1. L'instauration des communes d'élevage

Pour assurer un développement plus rapide et conséquent des activités d'élevage, l'état a en plus des mesures d'appuis techniques et sanitaires offerts aux éleveurs, offert un moyen de leur intégration qui passe par des assises territoriales.

Considéré comme un peuple marginal avec un mode de vie fondé sur des déplacements sans cesse et méfiant de ce qui lui vient de l'extérieur, « l'intégration de l'éleveur implique qu'il soit mis en confiance et qu'il participe pleinement à l'économie nationale et cela passe par sa sédentarisation permettant aussi de mieux gérer les conflits agriculteurs éleveurs ». La création des communes d'élevage s'inscrit dans cette logique de sédentarisation de ces éleveurs nomades afin de contrer leur disposition de départ à tout moment (Grengho Sanzia-Sazin, 1978). Il convient de rappeler que depuis l'arrivée des éleveurs en Centrafrique, ils n'ont cessé de progresser et d'étendre leurs parcours jusqu'aux jours où les pathologies surgissent et qu'il fallait pour eux réduire ces déplacements incessants afin de profiter des services sanitaires proposés par l'état à travers les campagnes de vaccination (Dufumier et Lallau, 2015).

Possédant un caractère assez élémentaire, l'encadrement politique traditionnel des mbororo est fondée sur une chefferie traditionnelle instituée par l'administration coloniale (Boutrais, 1988). Elle consacre au cours des cours des années 60 une organisation des éleveurs de deux secteurs d'élevage

⁹ La Banque Mondiale n'est que l'un des principaux bailleurs de ce projet qui porte son nom.

en «Communes d'Élevage», chacune comprenant un maire, des conseillers et fonctionnant grâce à un budget communal alimenté par une partie de l'impôt. Il s'agit, à l'époque, d'une institution tout à fait originale pour des éleveurs. Elle a contribué à les intégrer dans l'armature administrative du pays et à les fixer dans des pâturages reconnus officiellement. Mais cette organisation, accompagnée d'équipements en bords détiqueurs, n'a bien fonctionné que pendant une décennie, le temps de la stabilisation des mbororo. Puis, avec leur dispersion en tous sens, les ressources financières des communes ont baissé, l'encadrement des éleveurs ne s'est plus manifesté qu'à l'occasion des prélèvements de bétail (taxe de bétail dite «coutumière»).

Les conseils municipaux des communes d'élevage étaient nommés par décret pris au conseil des Ministres, et les maires nommés par arrêté ministériel sur proposition du sous-préfet après avis du conseil sous préfectoral. Les superficies réelles des communes d'élevage sont difficiles à définir, car de nos jours, les limites de celles-ci s'étendent en dehors des limites initiales définies par l'Etat et elles se superposent ainsi aux communes rurales préexistantes. Le nombre croissant d'éleveurs Peuls et leur dispersion dans le pays a en fait amené les maires des communes d'élevage à étendre leurs rayons d'action au-delà des limites de leur juridiction (Ankogui-Mpoko et al, 2004).

La création des communes d'élevage a permis aux éleveurs pionniers tels que les Djaafoun dans la Ouaka en générale et la sous-préfecture de Bambari en particulier de se positionner au niveau local et d'occuper les structures d'encadrement et d'organisation des éleveurs notamment les démembrements de la FNEC et des groupements d'éleveurs. On retrouvait cette même configuration au campement Bangui-Banda avant la crise de 2013. L'ancrage historique et la prise de contrôle de ces structures poussent les éleveurs à rester dans ces zones auxquelles ils s'identifient au point où ils réduisent leur déplacement, ce qui signifie moins de mobilité. Pour profiter des services vétérinaires et des appuis de l'époque (Vaccination, suivi vétérinaire des animaux, etc.), les éleveurs préfèrent rester près des villages. La création des marchés hebdomadaires dans les différents villages constituent des opportunités d'échange entre agriculteurs et éleveurs.

Plus exposé que les éleveurs les plus mobiles, les éleveurs qui se sont sédentarisés ont subi fortement les phénomènes des coupeurs de route depuis les années 80 et particulièrement à partir de 1990, avec leur lots de prise d'otage et demande de rançon, ce qui a réduit fortement l'effectif des troupeaux. Aujourd'hui, plus on est autour des gros villages à majorité d'éleveurs ou ex-éleveurs tels que Maloum (chef-lieu de la commune d'élevage dans la Ouaka) ou de Pombolo (chef-lieu de la

commune d'élevage dans le Mbomou) ou même des villages comme Boyo, on observe la présence de moins d'éleveurs, s'occupant des petits campements familiaux avec très peu de bétail. Par contre, plus, on s'éloigne de ces gros villages d'éleveurs, on retrouve des campements plus grand en bétail et en populations d'éleveurs.

Les territoires communaux sont les sièges des activités agropastorales et de transhumance, ce qui place les autorités communales parmi les principaux acteurs de la gestion de la mobilité du bétail dont ils perçoivent les taxes liés au pacage. À ce titre les chefs de ces communes gèrent aussi les litiges opposant les agriculteurs aux éleveurs. Ils sont nommés par le ministre de l'intérieur et dirigés par des présidents de délégation spéciale (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2018).

La création des communes d'élevage a permis aux éleveurs pionniers tels que les djaafoun dans la Ouaka en générale et la sous-préfecture de Bambari en particulier de se positionner au niveau local et d'occuper les structures d'encadrement et d'organisation des éleveurs notamment les démembrements de la FNEC et des groupements d'éleveurs. On retrouvait cette même configuration au campement Bangui-Banda avant la crise de 2013. L'ancrage historique et la prise de contrôle de ces structures poussent les éleveurs à rester dans ces zones auxquelles ils s'identifient au point où ils réduisent leur déplacement, ce qui signifie moins de mobilité. Pour profiter des services vétérinaires et des appuis de l'époque (Vaccination, suivi vétérinaire des animaux, etc.), les éleveurs préfèrent rester près des villages. La création des marchés hebdomadaires dans les différents villages constituent des opportunités d'échange entre agriculteurs et éleveurs.

Plus exposé que les éleveurs les plus mobiles, les éleveurs qui se sont sédentarisés ont subi fortement les phénomènes des coupeurs de route depuis les années 80 et particulièrement à partir de 1990, avec leur lots de prise d'otage et demande de rançon, ce qui a réduit fortement l'effectif des troupeaux. Aujourd'hui, plus on est autour des gros villages à majorité d'éleveurs ou ex-éleveurs tels que Maloum (chef-lieu de la commune d'élevage dans la Ouaka) ou de Pombolo (chef-lieu de la commune d'élevage dans le Mbomou) ou même des villages comme Boyo, on observe la présence de moins d'éleveurs, s'occupant des petits campements familiaux avec très peu de bétail. Par contre, plus, on s'éloigne de ces gros villages d'éleveurs, on retrouve des campements plus grand en bétail et en populations d'éleveurs.

2.3. Le zonage et l'échec de la politique de gestion de l'espace

L'extension des parcours par les éleveurs avant le début des années 1960 (date de la mise en place des communes d'élevage et de la partition de l'espace agropastoral) ne posait pas de difficultés pour les agriculteurs qui voient en cela un éloignement qui protège les zones de cultures des dégâts potentiels (Dufumier et Lallau, 2015). Toutefois l'augmentation de la taille du cheptel favorisée par la politique de santé animale et les pratiques de feux de brousses par les agriculteurs ajoutés aux dégâts champêtres perpétrés par certains éleveurs vont favoriser l'émergence des conflits.

C'est pourquoi pour faire face à ces défis, l'Etat centrafricain a développé des stratégies pour l'organisation de l'espace agropastoral. Elle s'est notamment traduite par une politique de zonage, qui consistait en une définition explicite de secteurs réservés pour la pâture et d'autres pour l'agriculture, partant de l'hypothèse que le meilleur moyen pour le développement harmonieux de ces deux activités serait leur séparation physique. Successivement, plusieurs campagnes de délimitations furent menées, en commençant avec l'expérimentation du Docteur Desrotour¹⁰ en 1968 dans l'Ouest centrafricain. La réforme agraire et foncière des années 1970 a permis de diviser en secteurs quasiment l'ensemble des territoires touchés par l'élevage au Centre, à l'Ouest et au Nord de la RCA (Ankogui-Mpoko et al, 2004).

2.3.1. La création des ZAGROP

Il en a résulté la définition des « Zones d'Action Agro-pastorales (ZAGROP) », approche qui s'apparente à celle de la « gestion des terroirs » et qui réduit les interventions à une échelle plus limitée et maîtrisable. L'approche consistait en la délimitation des zones d'une superficie d'un maximum de 50.000 à 100.000 ha, devant être prioritairement implantées dans des zones sociologiquement homogènes à majorité d'éleveurs. Elle impliquait l'affectation aux éleveurs d'un titre foncier sur cet espace, consacré par des décrets présidentiels, puis le plein droit de la nationalité Centrafricaine. L'idée était d'une part, de garantir aux éleveurs l'utilisation définitive des pâturages délimités, sans que cette utilisation soit remise en cause sous la pression agricole et d'autre part, faire en sorte que les éleveurs y jouissent d'un droit d'exploitation exclusif, c'est-à-dire qu'ils puissent refuser l'accès à des tierces parties (transhumants externes). Ceci pour pouvoir mettre en œuvre un

¹⁰ Desrotour est un vétérinaire qui avait pour la première fois proposée aux autorités coloniales de l'époque la création des communes rurales d'élevage rendue effective à partir de 1962. Il a été l'un des pionniers de la mise en œuvre de la politique de structuration de l'espace agropastoral en RCA.

schéma de gestion rationnelle, impliquant mises en défens, ainsi que pour minimiser la propagation de maladies.

Au total, cinq ZAGROP ont été créées, plusieurs autres sont restées à l'étape d'étude, du fait de certaines lourdeurs administratives et de manque de financement. La mise en place des ZAGROP n'a pas non plus suivi des étapes préalables de négociation, les agriculteurs n'ont été impliqués qu'à la dernière minute, ce qui explique les contestations fréquentes.

2.3.2. L'expérimentation ratée des unités pastorales

Suite aux difficultés auxquelles se sont heurtées les ZAGROP, l'ANDE a promu dans les années 90 la création « des Unités Pastorales (UP) », basées sur les groupements d'éleveurs plus restreints. Les UP devraient comprendre quatre ou cinq familles d'éleveurs d'une même lignée, possédant 300 - 500 têtes, et un territoire de 2.500 à 5.000 hectares, sur lesquels celles-ci étaient censées d'opérer un système de rotation (puis de respecter une charge ne dépassant pas 6 ha/Unité de Bétail Tropical). L'approche, qui est davantage basée sur une appropriation foncière d'un espace pastoral par des éleveurs, souvent à titre de subdivisions de ZAGROP, s'est également heurtée à plusieurs problèmes techniques et organisationnels, notamment le risque d'appropriation de celles-ci par certains grands propriétaires de bétail. Sa mise en œuvre s'est limitée à l'officialisation seulement de deux UP.

2.3.3. L'éphémère mise en place des AEA

A partir du constat qu'aucune gestion durable de l'espace ne pouvait réussir sans la participation des autres acteurs sur place, l'ANDE a finalement opté en 1995 pour une meilleure prise en compte des agriculteurs à travers la création d'Associations Éleveurs-Agriculteurs (AEA) et la gestion conjointe de l'espace agropastoral commun. Le principe de séparation physique des activités d'élevage et d'agriculture a été maintenu, ainsi que le principe d'attribution exclusive des espaces au compte des groupements membres de l'AEA. La différence par rapport aux ZAGROP est que la gestion comprend à la fois les zones agricoles et pastorales et s'opère désormais de manière conjointe entre les deux communautés. En outre, l'approche vise la définition des conditions techniques et institutionnelles par les adhérents eux-mêmes et non par quelques responsables. Au-delà de l'aspect de gestion durable, les AEA ont pour mission de régler les conflits entre les deux groupes (dévastation des champs, tueries de bétail etc.). Suite aux mutineries successives et aux difficultés associées à la gestion du projet, les décaissements ont été arrêtés en 1997. De ce fait, seuls trois AEA ont pu être créés, dont une dans l'Est, une dans l'Ouest, et une au Centre.

Une des principales faiblesses de cette tentative de formalisation du zonage associée à une gestion rotative des parcours, était son caractère non négocié qui n'impliquait pas les acteurs locaux. D'une part, les agriculteurs n'étaient pas pleinement associés. D'autres part, ces initiatives étaient incompatibles avec la logique pastorale des mbororo notamment les choix des parcours et des déplacements qui étaient fondées sur des décisions individuelles.

Section 3. Les contraintes de l'élevage en RCA

Faisant face pendant très longtemps à des contraintes quasi sanitaire du fait qu'il soit pratiqué dans un pays couvert par une grande superficie de savanes humides, l'élevage centrafricain se trouve depuis plus d'une décennie déjà confronté à toute une série de crises avec des contraintes de nouveau genre qui compromettent aujourd'hui son développement et qui pourraient en l'absence de mesure adéquate hypothéquer son avenir.

3.1. La récurrente question des pathologies animales

3.1.1. Les savanes humides, propice aux maladies du bétail

Le pâturage qui constitue la principale source d'alimentation pour le bétail fait l'objet d'une détérioration progressive occasionnée tout d'abord par la poussée des herbes de Laos appelées localement «Bara-Bokassa¹¹» envahissant les zones pastorales et éliminant les bonnes herbes appréciées par le bétail. A cela s'ajoute l'apparition des arbustes propice à la présence d'une forêt qui pousse dans une zone connue de savane et appropriée pour les activités d'élevage.

La poussée des arbustes se justifie premièrement, par le phénomène de changement climatique se traduisant par la baisse significative du niveau de pluviométrie rendant plus sec le pâturage en période sèche, ce qui empêche de surcroît les éleveurs de procéder au technique de brûlis durant cette période pour faire repousser des herbes fraîches et alimenter le bétail. Or, c'est cette technique de brûlis qui réduit le plus souvent la poussée des arbustes. Pour les éleveurs, elle ne peut se réaliser que sur des espaces où il pousse des grandes herbes qui une fois sèche peuvent ensuite faire l'objet de mise à feu et laisser la place à des herbes fraîches. Les éleveurs mettent en avant la présence des

¹¹C'est une espèce végétale qui porte le nom de l'ancien empereur de Centrafrique (Bokassa) qui l'a introduite à partir du Laos afin d'offrir aux paysans Centrafricains un engrais naturel (fertilisant). Expérimenté dans un premier dans les zones pilotes de la Lobaye et de l'Ombella-M'poko, elle s'est propagée à l'ensemble du pays à travers les mouvements du bétail (transhumance) car les bœufs qui la consomment aussi, transportent les graines lors de leur déplacement.

champs dans les différentes zones, qui réduit leur marge de manoeuvre. Dans le passé, les éleveurs ne se posaient même pas de question quand il s'agit de mettre le feu à la brousse pour le besoin de ses animaux, sauf qu'aujourd'hui dans la mesure où il y a un risque de dégât aux cultures (surtout le manioc), ils y tiennent compte, en dehors bien entendu de certains comportements nuisibles et dérapages isolés. Avec la limitation de la technique de brûlis, le transport de grains de certains arbres par le bétail d'un point donné à un autre contribue au développement d'une savane arborée étant donné que pour des raisons surtout zootechniques (pathologies) les éleveurs sont contraints d'abandonner un campement au bout d'un certain temps et la probabilité de fréquenter de nouveau l'ancien emplacement est très faible y compris pour d'autres éleveurs qui parviennent à identifier facilement les campements abandonnés et les évitent (risque de maladie animales selon eux). Par conséquent, au bout de quelques temps (années), cet espace enrichi par les bouses animales et occupé en partie par les herbes de Laos devient propice au développement des arbustes.

Dans un pays où les zones de savanes couvrent une bonne partie du territoire, le niveau de pluviométrie durant un moment de l'année rend le pâturage humide et donc vecteur de développement des glossines, source des pathologies pour le bétail. Les pâturages de la République Centrafricaine étaient supérieurs à ceux du Sahel, ce qui a fortement attiré ces pasteurs, mais le zébu mbororo acajou à longues cornes n'était pas adapté aux pathologies de ce nouvel environnement. Les tentatives des mbororo de reprendre leur migration à travers les zones infestées se sont soldées par de lourdes pertes de cheptel. *G. m. submorsitans* est un vecteur très efficace des trypanosomiasés qui interdit pratiquement tout accès à un bétail trypano-sensible. Par contre, les zébus mbororo sont confrontés dans de nombreuses zones d'élevage à *Glossina fuscipes*. Cette espèce riveraine, lorsque sa densité n'est pas trop importante, n'interdit pas la présence d'un bétail élevé «sous la seringue»; les trypanosomiasés restent pourtant la principale contrainte sanitaire. Les pathologies représentent donc une contrainte majeure, sinon la plus importante, dans ces savanes fortes différentes des régions sahéliennes d'origine: la combinaison d'une zone écologique humide, d'un cheptel zébu et du mode d'élevage mbororo entraîne de lourdes répercussions économiques de ce complexe pathologique (Blanc et al, 1995).

Aujourd'hui encore, les contraintes pathologiques représentent un enjeu de taille pour les éleveurs avec la recrudescence de la PPCB surtout avec l'absence de vaccination jusqu'en 2015.

Même si dans les zones de savanes d’Afrique, les causes principales d’évolution des systèmes ruraux sont à rechercher le moins dans les conditions naturelles ou s’inscrivent ces activités que dans les circonstances sociopolitiques qui en constituent le cadre historiques (Magrin et al, 2003), il est indéniable que les conditions d’accès aux ressources déterminent de plus en plus ces évolutions en milieu pastoral. La dégradation du pâturage qui s’amplifie avec les changements climatiques et la poussée de l’herbe de Laos, représentent une menace plus visible mais guère plus dangereuse que l’extension des ligneux.

Le danger pastoral le plus grave en Centrafrique n’est plus l’envahissement des pâturages par les ligneux mais par contre l’herbe du Laos qui représente une peste végétale autrement plus redoutable. Partie des plantations caféières de la région de Berberati, elle progresserait de 40 kilomètres par an vers le nord et l’est, en recouvrant toutes les savanes. Une fois qu’elle a submergé la végétation basse, la situation semble être irréversible et le pâturage est définitivement perdu (Boutrais, 1988). L’herbe du Laos s’installe sur des campements dénudés et des pâturages dégradés, envahis en deux à cinq ans et rendus impénétrables par de véritables barrières végétales, ce qui force les éleveurs à migrer (Blanc et al, 1995).

Photo 1 : Illustration de la poussée de l’herbe de Laos autour de Bangui-Banda



Crédit photo : auteur, 2016

En plus de problème de pâturage qui est loin d’être le seul à compromettre les activités d’élevage, le retrait progressif de l’état du secteur de l’élevage constitue l’un des facteurs qui a non seulement anéanti les appuis que recevaient les éleveurs du point de vue de l’encadrement et de suivi de leur

activités mais de surcroît mis fin à l'un de ses programmes phares, la lutte contre les pathologies.

3.1.2. Le désengagement de l'Etat et la recrudescence des épizooties

En Centrafrique, l'une des grandes réussites de la politique d'élevage durant l'époque coloniale et des deux premières décennies qui ont suivies l'indépendance du pays, concerne la santé animale. Les actions dans le domaine de la lutte contre les épizooties ont permis de maîtriser les pathologies et de diminuer sensiblement les pertes chez les animaux. Depuis le début des années 1990, l'état s'est fortement désengagé du secteur de l'élevage, réduisant son appui et laissant les éleveurs à leurs propres tristes sorts. Les politiques de soutien à l'élevage se sont affaiblies au point où les appuis à la santé animale qui étaient primordial pour les éleveurs ont cessé de se faire comme avant. Les points de vente des médicaments vétérinaires ont disparu ouvrant la voie à un marché de contrefaçon avec des médicaments moins efficaces et présentant des risques pour la santé des animaux. La vaccination qui se faisaient de manière permanente pour immuniser le bétail contre les pathologies les plus graves s'est arrêtée avec pour conséquence la recrudescence des pathologies comme la PPCB pour le gros bétail et la PPR pour les petits ruminants. Les éleveurs sont abandonnés à eux-mêmes puisque la FNEC a perdu ses capacités d'actions sur le terrain et l'ANDE peine à venir en aide aux éleveurs sur le plan de la santé animale faute de moyens humains et matériels.

3.2. Les problèmes sécuritaires et de cohabitation

3.2.1. L'émergence du phénomène « Zargina¹² » dans les années 1980

Poussés par la recherche du pâturage rendue encore plus marquée par la sécheresse de 1972-1973 et l'épizootie de la peste bovine de 1983-1984, les éleveurs peuls mbororo dits Tchadiens accusés d'être les principaux responsables du phénomène Zargina sont composés en grande partie de Oudah et Bibé-Woyla. Ils arrivaient en RCA en empruntant le côté sud du Tchad évitant de passer par l'ouest ou la fermeture de la frontière camerounaise est fréquente et l'est pour ne pas côtoyer des éleveurs arabes dont la présence est forte. Bien qu'ayant des origines similaires lointaines avec les mbororo installés de longue date en Centrafrique et en provenance de l'ouest de ce pays, ces mbororo Tchadiens qualifiés de « nouveaux arrivants » de passage par le Tchad ou ils ont séjournés pendant un long moment ont vu leur mode de vie influencé et leurs pratiques pastorales se différencier de ceux qui se sont infiltrés par l'ouest (Chauvin & Seignobos, 2014).

¹² Terme désignant les coupeurs de route.

Au début des années 80 se développaient dans le Nord-ouest de la RCA, le phénomène Zargina, grand banditisme qui incluait les mbororo et alimenté par la proximité avec le TCHAD et des rebellions récurrentes dans le pays (Seignobos, 2011). Considéré comme un *fitinaaji*¹³ par les mbororo, les observateurs ont mis du temps avant d'admettre que le phénomène Zargina y est pour beaucoup dans les dérèglements économiques qu'a connus la RCA ces deux dernières décennies, dans l'élevage en particulier (Seignobos, 2008). Même si certains mbororo locaux ont intégré ce groupe de banditisme et de criminalité et que le fléau a pris naissance non loin de la frontière Centrafricaine, le Zargina a des origines externes en l'occurrence les bourgades mbororo de la région de Mberé au Cameroun (Seignobos, 2008 ; Seignobos, 2011). Ils sont assez hétérogènes car on y retrouve à la fois des arabes et des peuls à dominante Oudah, Hontorbé, Bibé-Woyla et des Fallata-Baguirmi.

Au tout début, les coupeurs de routes opéraient sur les axes routiers menant aux grands marchés hebdomadaires le long de la frontière tripartite : Tchad-RCA-Cameroun. Disposant de peu de moyens de contraintes et de pression (armes blanches), ils se contentaient des biens matériels et ne se montraient agressif qu'en l'absence d'une coopération de la part des voyageurs. Des opérations étaient également menées par ces malfrats dans les petits campements d'éleveurs et elles prenaient la forme de vols de bétail. Certains villages en faisaient également les frais de ces vols organisés qui se soldent par le dépouillement des villageois de leurs biens. Le phénomène zargina a commencé à changer de nature en termes de mode opératoire à partir du début des années 90. Face aux risques élevés des opérations sur les routes qui pouvaient les exposer et les faire débusqué, les coupeurs de routes changeaient de stratégie consistant à opérer dans les espaces pastoraux en faisant des raptés d'enfants d'éleveurs. Des prises d'otages avec demande de rançons sont généralement enregistrées et les éleveurs font désormais face à un phénomène qui s'amplifie à partir de 1996-1997 (Seignobos, 2008 ; Seignobos, 2011).

Beaucoup d'éleveurs ont été victime de la perte de leur cheptel qui constitue réellement leur capital par le fait du phénomène des coupeurs de route communément appelés « Zargina » qui s'amplifiait surtout dans les années 90 dans les zones pastorales Centrafricaines. Les opérations de ces mafieux se caractérisaient par des prises d'otages des enfants et parfois des femmes d'éleveurs avec demande de forte rançon. Pour satisfaire la demande des ravisseurs, les éleveurs concernés sont obligés de

¹³ Les problèmes ou tourments

déstocker c'est-à-dire vendre des animaux les plus souvent bradés du fait de l'urgence, ce qui conduit à la réduction sensible des effectifs des animaux et parfois à la décapitalisation totale. Ces coupeurs de route loin de s'attaquer uniquement aux campements d'éleveurs, s'en prennent également aux commerçants à bétail et convoyeurs de bétail sur pied. Les commerçants sont dépouillés de leur argent au moment de leur retour de Bangui (principal marché à bétail du pays) et les convoyeurs sont attaqués durant leur trajet vers ce même marché.

Le phénomène Zargina a entraîné la destruction de l'économie pastorale par la désorganisation de la transhumance, avec les attaques sur les campements d'attaches de saison de pluie, mais aussi des campements volants sur les herbages de saison sèches (Seignobos, 2011). En l'absence d'une réaction énergique de l'état, les éleveurs se sentant délaissés ont commencé à réagir en restant plus organisés et unis face à un phénomène qui n'épargne personne. Le bétail était confié aux plus solides capables de se mouvoir et la scission des troupeaux était privilégiée afin de minimiser le risque de perte totale. Des départs d'éleveurs vers l'extérieur notamment le Cameroun étaient déjà enregistrés entre 2003 et 2005. Avec l'interdiction du paiement de rançons aux ravisseurs par le gouvernement, les coupeurs de route devenaient plus violents et sans pitié. Ils élargissent les prises d'otages aux personnes adultes et n'hésitent pas à abattre leurs otages faute d'une réponse favorable à leurs exigences.

Pour faire face à ce fléau, les éleveurs tentaient de se défendre en procédant à la création de groupements d'autodéfenses appelés archers (Seignobos, 2008). Les gaw (chasseurs) sont mobilisés pour constituer cette équipe de lutte contre les coupeurs de routes. Jusqu'en 2003, le gouvernement centrafricain de l'époque¹⁴ avait soutenu les initiatives allant dans ce sens en apportant un soutien matériel et financier aux autodéfenses. Face aux querelles de leadership/commandement et les tiraillements opposant les maires de communes d'élevage aux chefs de ces archers en charge des opérations sur le terrain, le niveau d'engagement s'affaiblit et la lutte contre les coupeurs de route s'essouffle peu à peu en dépit d'un succès fulgurant qu'il a connu sur les zargina sur le point d'être vaincu. Les zargina ont très vite repris de force jusqu'en 2008 en dépit des efforts de certains archers au niveau local. Si le phénomène ne s'est pas dégénéré comme avant, c'est certainement par le fait qu'à partir de 2012, les mouvements rebelles du nord-est (Ex-Seleka) qui ont cristallisés une

¹⁴ Gouvernement sous la présidence d'Ange Félix Patassé

bonne partie des mécontentements contre le pouvoir de Bozizé ont recruté certains éléments issus de ces groupes qui y trouvent désormais un autre moyen pour accéder à leur aspiration.

3.2.2. Les difficultés à faire coexister deux systèmes extensifs

Au-delà des causes apparentes évoquées, la plupart des conflits développés ci-dessus trouvent leurs origines dans la combinaison des phénomènes plus profonds dans la société et de nombreux facteurs aggravants. Comparé à d'autres régions d'Afrique, le capital social entre agriculteurs et éleveurs semble assez faiblement développé en Centrafrique. Ceci constitue un champ tout à fait fertile pour l'émergence et l'accentuation des différents entre ces populations. La faible intégration des éleveurs peuls mbororo au niveau local s'explique au moins en partie par le contexte historique de leur pénétration sur le territoire centrafricain. La politique du zonage, malgré sa contribution à la limitation des conflits entre les deux groupes en compétition sur les mêmes ressources, a en même temps accentué et figé le clivage entre les deux sociétés, et rendu impossible l'émergence d'une culture de concertation et de négociation, telle que nous pouvons l'observer dans bien de sociétés mixtes comparables dans d'autres pays en Afrique.

Pour ce qui est de l'utilisation conflictuelle de l'espace agropastoral, elle participe simplement à la logique de la compétition « naturelle » dans l'utilisation de l'espace (Ankogui-Mpoko et al, 2004). Il semble que les conflits proviennent en partie, des systèmes d'exploitation agricoles et d'élevage, tous deux extensifs et donc grands consommateurs d'espace. En effet, l'agriculture itinérante pratiquée par les populations centrafricaines a besoin de vastes espaces pour se perpétuer. Cette situation est accentuée par la méconnaissance des techniques de fumure, en dépit de la cohabitation avec les éleveurs, le raccourcissement de la durée des jachères, et la grande dispersion des champs, incompatible avec celle du bétail. Le système d'élevage transhumant mbororo, basé sur la recherche de bons pâturages, pose les mêmes problèmes. Ces pasteurs restent sur un territoire jusqu'à ce que les ressources se raréfient, puis l'abandonnent. A cela s'ajoute le développement de l'agriculture pratiquée par certains mbororo, et qui progressivement grignote les pâturages. Pour les mbororo, la dégradation des pâturages symbolise la fin de l'espace, un sentiment renforcé par l'arrivée pendant la saison sèche (moment où ils sont en transhumance au sud), des éleveurs venus du nord (Tchad, Soudan), et qui empêchent le reste des pâturages encore exploitables de se régénérer. Comme conséquence, nombreux sont les mbororo qui vont rechercher les pâturages dans la zone agricole, malgré tous les risques de conflits que cela implique.

Le zonage adopté par l'administration comme stratégie de prévention des conflits n'a pas donné les résultats escomptés. Le caractère « figé » du zonage ne tient pas forcément compte des besoins grandissants en terres par les agriculteurs. Il ne permet pas non plus d'opérer une rotation entre les deux zones (Dufumier et Lallau, 2016 ; Ankogui-Mpoko et al, 2004).

Enfin, aussi bien du côté des agriculteurs que des éleveurs, la forte proportion des exploitations se trouvant dans une dynamique de paupérisation a directement ou indirectement joué sur les relations agriculteurs/éleveurs et représente ainsi une source structurelle importante de conflits. Dans cette situation généralisée de déclin économique au niveau rural, les éleveurs et agro-éleveurs s'en sortent toujours nettement mieux. En dépit de leur propre détresse, ils peuvent non seulement la plupart du temps assurer leur autosuffisance alimentaire, mais aussi continuer à jouer le rôle de contributeur local pour les œuvres communautaires (cérémonies, etc.). Cette situation de différence nette quant à la capacité de faire face aux crises est un champ fertile pour la naissance de sentiments de jalousie et de convoitises, voire de haine vis-à-vis de ce groupe, qui est sans doute une des principales causes des phénomènes comme les champs pièges, l'abattage d'animaux, etc.

Parmi les facteurs aggravants de conflits, il y a tout d'abord les défaillances de gestion administrative. Celles-ci se manifestent par la partialité dans la gestion des conflits, la faible présence et les dysfonctionnements de l'Etat (les relations entre les villages et l'Etat sont très faibles, ce qui renforce l'anarchie apparente dans la gestion des conflits), et le statut administratif et politique des éleveurs. Le découpage de l'espace en communes rurales a fait en sorte qu'aujourd'hui, les communes d'élevage se superposent aux communes territorialisées. L'ambiguïté du statut des éleveurs engendre beaucoup de problèmes. Beaucoup d'entre eux ne possèdent pas de pièces d'identité et rencontrent de ce fait de multiples tracasseries (contrôles de pièces d'identités, rackets...) de la part des forces de l'ordre (police et gendarmerie). Ensuite, viennent les rackets et les abus de pouvoir dont sont victimes les populations, de la part de certains éléments appartenant aux autorités administratives, militaires et techniques. A cela, s'ajoute la situation persistante d'insécurité, qui empêche les populations de vaquer à leurs occupations : rapprochement des cultures et du bétail des villages, difficulté de mener des activités de chasse et de cueillette, etc. La conséquence est l'amplification des vols de produits agricoles, l'abattage de bétail par les chasseurs, l'augmentation des dégâts aux cultures avec comme corollaire l'amplification de conflits.

Conclusion du chapitre 3 : la mobilité à l'épreuve des politiques publiques ?

Les différentes vagues migratoires peules en RCA via l'ouest du pays et les mouvements d'arrivées d'autres éleveurs qui en ont suivi plusieurs années par la suite ont fait de la RCA un pays d'élevage. L'élevage s'est développé par la suite grâce aux différentes politiques mise en place tant par l'administration coloniale que par les autorités postcoloniales. Ces politiques ont certes dans un premier temps conduit grâce à un meilleur service de soins pour les animaux et une organisation des éleveurs à l'enracinement de l'élevage dans le pays au point où il est devenu à une époque donnée l'une des activités la plus florissante contribuant efficacement à la richesse nationale du pays.

Dans un second temps, elles ont produit les effets inverses avec cette volonté de freiner la mobilité des éleveurs qui devait pourtant leur permettre de limiter les effets de ces chocs d'ordre économiques, sécuritaires, etc. Par ses inadéquations, elles ont donné des résultats inverses en exposant d'avantage ces éleveurs aux risques et contribué à leur paupérisation par les effets conjugués des crises multiples.

D'ailleurs les différentes interventions de l'état menées jusqu'à présent en vue d'appuyer le secteur de l'élevage ont montré leurs limites par le fait qu'elles soient trop souvent le travail des techniciens, en décalage avec les attentes réelles des acteurs qu'elles n'associent pas aux réflexions (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2018). C'est ainsi que depuis plus de deux décennies pourtant, avec le désengagement de l'état et l'instabilité dans le pays, cette activité va être confrontée à des crises tantôt d'ordre écologique, politique, sécuritaire ou économique. Cette « auto-mise » à l'écart de l'état tant par la rupture des initiatives de soutien aux activités d'élevage que par l'absence d'un plan de sécurisation des espaces pastoraux transformés en zones de « non droit », va conduire les éleveurs à rentrer dans un cycle de paupérisation.

La diminution de la taille des troupeaux qui va de pair avec la paupérisation des éleveurs a surtout commencé avec la survenue de la grande épizootie de peste bovine de 1983 appelée « pettu » en fulfulde (langue peule) qui a coïncidé avec la grande sécheresse survenue la même année dans les zones sahéliennes (Arditi, 2003). Cette marginalisation et paupérisation du monde rural dont fait partie les éleveurs qui s'est traduit par le désengagement de l'état et une politique inadaptée, vont précipiter et plonger les populations pastorales dans ces crises qui expliquent en grande partie la situation qu'ils vivent aujourd'hui et qui a atteint son apogée avec la crise de 2013 et ses répercussions que nous aborderons dans le chapitre suivant.

Chapitre 4

L'élevage pastoral à l'épreuve de la crise de 2013

Confrontée depuis plus d'une décennie déjà à une instabilité militaro politique et classée parmi les pays en situation de crise prolongée (FAO, 2010), la République Centrafricaine (RCA) est depuis 2013, de nouveau plongée dans une crise sécuritaire généralisée sans précédent se traduisant par un cycle de violences intercommunautaires touchant particulièrement les activités d'élevage, ce qui poserait gravement la question de la survie des éleveurs ainsi que leurs moyens d'existence et du maintien du pastoralisme dans le pays. Cette crise a entraîné la dégradation des conditions de vie des éleveurs, leurs déplacements massifs vers les pays voisins (Tchad, Cameroun) et le bouleversement des mouvements traditionnels pendulaires saisonniers internes et transfrontaliers. Ce chapitre vise à évaluer les incidences de cette crise sur les populations pastorales.

Il est l'occasion pour nous de faire le lien entre la crise sécuritaire de 2013 et les activités pastorales en montrant dans la première section comment l'insécurité a pu toucher les éleveurs et leur système d'activité et dans la seconde, nous expliquerons les conséquences de la crise sur la fragmentation du monde pastoral. Pour ce faire, nous nous appuyerons sur des études menées en lien avec cette crise (Tidjani, 2015 ; Archambaud et Tidjani, 2016a; FAO, 2015 ; Ankogui-Mpoko et Betabelet, 2015).

Section 1. L'insécurité, un contexte affectant les éleveurs et leur mobilité

1.1. Les éleveurs face à l'insécurité

Malgré l'importance que revêt l'élevage bovin pour l'économie centrafricaine en termes de sécurité alimentaire, d'apport des revenus et des recettes pour les différents acteurs y compris l'Etat et les potentialités naturelles favorables à la pratique de cette activité, il reste l'un des domaines d'activité économique le plus négligé, faisant des éleveurs l'une des couches de la population les plus marginalisées (non accès aux services sociaux de base et aux différents projets de développement). La récente crise sécuritaire n'a fait qu'empirer la situation, se traduisant entre autres par la recomposition de la géographie pastorale, la fragmentation accrue du paysage pastoral, une cohabitation de plus en plus difficile avec les agriculteurs, un pastoralisme en quête de survie.

Beaucoup ont fui, tantôt dans le pays, tantôt vers les pays voisins (Tchad, Cameroun, ...), face aux spoliations et aux attaques (Anti-Balaka) et aux rackets organisés (Ex-Seleka). De plus, la recrudescence des pathologies animales dues à l'absence d'une couverture vaccinale depuis plusieurs années a rendu encore plus difficile les conditions de vie de ces ménages pastoraux. A tel point que la lutte pour la survie semble être la priorité pour beaucoup de pasteurs aujourd'hui. Les zones rurales centrafricaines ont été une fois de plus secouées par la crise sécuritaire de 2013 et les éleveurs y ont payé un lourd fardeau car elle a entraîné un mouvement de déplacement interne pour les éleveurs dans certains cas et la fuite vers les pays voisins (Tchad, Cameroun, Soudan, ...) pour d'autres. Les éleveurs ont enregistré des pertes en vie humaines et en moyens d'existence sous l'effet des spoliations et des attaques (Anti-Balaka) et des rackets (Ex-Seleka).

Les éleveurs sont à la fois des victimes et des acteurs du conflit de 2013 (Betabelet et al, 2015). Assimilés à la Seleka ou considérés comme leurs complices, les éleveurs ont subi une vague de violence et des opérations punitives, ce qui a entraîné la radicalisation de certains d'entre eux, animés par des désirs de vengeance et qui répondent aux tueries par des tueries.

Les attaques sur les campements d'éleveurs sont courantes car le bétail représente en RCA un capital économique important, source de nombreuses prédatons des groupes armés (ICG, 2014a). Compte tenu de sa valeur marchande, il est convoité par tous les groupes armés : une contribution obligatoire à « l'effort de guerre » pour les Ex-Seleka et un moyen d'enrichissement illégal à travers des opérations de spoliations, rapt et racket de la part des Anti-Balaka. Certains chefs d'Anti-Balaka entretiennent ces insécurités en profitant du commerce de « bétail de sang » très juteux dans un contexte où il devient rare avec le départ de ces éleveurs.

Plusieurs attaques orchestrées par les AB attaques en arme de chasse et blanche ont eu lieu contre les éleveurs (peuls) et elles ont commencé en novembre 2013 avant la chute du régime « Seleka ». Elles ont fait des victimes en vies humaines et des pertes en bétail, touchant plusieurs régions du pays (Sud-ouest, Nord-ouest, centre-est). Les attaques ont touchés des campements d'éleveurs et n'ont épargnés ni femme, ni enfants obligeant les membres de cette communauté peule qui le peuvent à chercher refuge au Cameroun et au Tchad (AIDSPC, 2015). Le conflit de 2013 prolonge ainsi un processus de décapitalisation et de précarité chez les éleveurs amorcée depuis plus de deux décennies

1.2. La mobilité en péril

1.2.1. Une limitation accrue des mouvements internes en 2013

Il n'est pas sans intérêt de rappeler toujours les types de mouvement d'éleveurs en RCA. La transhumance interne consiste en un déplacement des éleveurs et de leurs troupeaux, généralement de bovins, de leur campement de «saison humide» vers leur campement de «saison sèche». Ce type de transhumance sur de courtes distances est lié au comportement du troupeau qui prendra l'initiative de lui-même lorsque la qualité du pâturage diminue. Le berger est ainsi plus un accompagnant qu'un guide pour le troupeau.

En République Centrafricaine, cette pratique concerne pratiquement l'ensemble du territoire et c'est peut être l'une des singularités de ce pays. Toutes les zones y compris celles situées à l'extrême nord ou l'on s'éloigne de la savane subissent ce phénomène. La transhumance en RCA n'est pas seulement centrée dans les zones où sont érigées des communes d'élevage même si elles concentraient avant la crise de 2013 la majeure partie des populations et des activités pastorales. Ainsi des régions telles que la Haute-Kotto, la Vakaga, l'Ouham et la Nana-Gribizi sont devenues depuis quelques années des zones à fortes activités pastorales. La crise sécuritaire déclenchée en 2013 a accentué ces évolutions. Les éleveurs ont été contraints à des changements de pratique avec des déplacements en masse tant à l'intérieur que vers l'extérieur du pays. Les mouvements de l'intérieur sont caractérisés par des replis vers le Nord-est et le centre-nord, tandis que ceux de l'extérieur consistent en un départ en direction du Tchad et du Cameroun.

Dans cette partie du territoire, les troupeaux sont confinés dans les mêmes aires de pâturages tout au long de l'année et le cheptel a sensiblement diminué à cause des vols de bétail et suite à la fuite des éleveurs vers le Cameroun (FAO, 2018). La majeure partie des éleveurs est partie et seuls quelques troupeaux de faible taille sont restés autour de la localité de Kouï. Si dans l'Est et le Sud-est, la transhumance interne et transfrontalière (notamment des transhumants Soudanais) se déroule comme d'habitude, il n'en est pas de même pour les régions du Nord-ouest et du Centre-nord qui subissent une forte modification du circuit de transhumance avec des mouvements internes limités et de courte distance. Dans l'est et le sud-est, les préfectures de la Ouaka, la Haute-Kotto, la Basse-Kotto et el Mbomou continuent d'enregistrer des mouvements d'éleveurs jusqu'en 2015. Entre 2015 et 2016, la transhumance interne s'est réduite pour la Ouaka et la Basse-Kotto en raison du

développement de l'insécurité dans ces deux préfectures notamment les affrontements permanents entre les ES et les AB.

En ce qui concerne la Haute-Kotto, les attaques et représailles entre les groupes armés depuis 2016 ont sensiblement conduit les éleveurs à ne pas franchir dans un premier temps les rives de la rivière Kotto. La situation s'est ensuite fortement dégradée vers la fin de 2016 au point où les conflits interethniques au sein des ES ont engendré un départ massif de ces éleveurs vers le sud-est (Haut-Mbomou) pour certains et vers les pays voisins pour d'autres (Soudan, RDC).

1.2.2. Le blocage¹⁵ de la transhumance externe

La transhumance transfrontalière concerne les troupeaux de bovins qui entrent en République Centrafricaine en provenance du Tchad, du Soudan, du Soudan du Sud et du Cameroun au début de la saison sèche et repartent à la fin de celle-ci (FAO, 2017). . Il s'agit d'importants troupeaux (plusieurs centaines de têtes) qui viennent chercher des aires de pâturages dans la savane humide couvrant la plus grande partie du territoire Centrafricain. Ces troupeaux sont encadrés par des bergers armés qui se déplacent souvent à cheval. Ils suivent des corridors de transhumance en fonction des aléas des conditions de sécurité et des accords négociés directement auprès des autorités locales (maires des communes d'élevage, autorités traditionnelles et chefs des bandes armées. Cette forme de transhumance favorise des échanges économiques avec les communautés locales (vente de bétail, approvisionnement en vivriers) mais peut aussi développer des activités illégales (braconnage, banditisme) ou être source de tensions avec les agriculteurs du fait des dégâts sur les champs. La régulation de cette transhumance étrangère est loin d'être acquise faute des mécanismes opérationnels fonctionnels (FAO, 2018). .

En 2015, la transhumance transfrontalière se trouve dans une situation de blocage, même si des incursions clandestines ont été signalées à partir de la ville Tchadienne de Moïssala (Ankogui-Mpoko et Betabelet, 2015; Tidjani, 2015). Les déplacements saisonniers traditionnels se faisaient pour les transhumants Tchadiens des zones du Nord, centre Nord vers le sud en empruntant l'itinéraire allant de Kabo en passant par Kaga-Bandoro, Mbrès, pour enfin atteindre la zone de Bria dans la Haute Kotto. Les départs s'effectuaient dès le mois de Novembre et le retour se faisait à la fin du mois de Mai avec la tombée des premières pluies.

¹⁵ Ce blocage concerne une grande partie du territoire à l'exception de celles du nord-est, sud-est où des mouvements de moindre importance se faisaient encore

Depuis deux décennies, à cause du mauvais comportement de certains éléments de l'armée Centrafricaine qui rackettaient les éleveurs, le phénomène des « coupeurs de route » et les agissements des groupes armés, les éleveurs militarisent leur convoi et changent des itinéraires de la transhumance (ICG, 2014a). Il résulte toujours de cette crise de 2013, une dérèglementation de la transhumance transfrontalière puisqu'avec l'accession à l'indépendance du Sud-soudan autrefois destination des transhumants Soudanais du Nord en période d'hivernage, le surpâturage et le tarissement des points d'eau dans le Nord de la RCA (Vakaga), autrefois zone de prédilection pour ces transhumants, on voit de plus se développer un intérêt de ces transhumants pour la zone orientale de la RCA. Ces transhumants étrangers notamment Soudanais font de plus en plus des incursions massives dans la zone cynégétique qui est sans doute la dernière mosaïque de forêt-savane soudano guinéenne encore en activité et inhabitée car ils sont attirés par les avantages qu'offres ladite zone (zones vaste inhabitées avec des pâturages à perte de vue et possibilité de se livrer au braconnage d'ivoire et de viande de brousse).

La crise sécuritaire de ces dernières années a bouleversé la transhumance interne au niveau spatial et les mécanismes de gestion des conflits entre pasteurs et agriculteurs (FAO, 2018).

1.2.3. Une désorganisation du circuit de commercialisation du bétail

Très souvent, ce sont les dynamiques de la transhumance liée aux mouvements du bétail interne et externe qui sont pris en compte par les acteurs humanitaires, de développement et de sécurité en RCA et ils oublient à ce titre les dynamiques de déplacement commercial, migratoires et forcé (FAO, 2017). La commercialisation du bétail qui fait partie bien évidemment des dynamiques permettant aux éleveurs d'améliorer par la vente de leur bétail les conditions de vie de leur famille, a été aussi bouleversée par cette crise de 2013.

Alors que les crises sanitaires ont entraîné une recomposition des systèmes de commercialisation du bétail dans la corne de l'Afrique avec une série de reconfigurations des réseaux commerçants, accompagnées de transformations en profondeur des modes de gestion, dont les effets sur les infrastructures ont des conséquences certaines sur l'organisation spatiale des populations pastorales (Pinauldt, 2016), En RCA ce sont les crises sécuritaires qui ont modifiés depuis 2013 le commerce intérieur de bétail tant au niveau des acteurs, des modes d'approvisionnements que des contraintes (IPIS, 2017).

Avant la crise de 2013, la commercialisation des bovins sur pied en Centrafrique était libre et se basait sur des circuits intérieurs mais aussi extérieurs. Elle était contrôlée avant la crise et de manière directe par les commerçants spécialisés d'origine arabe et Haoussa ainsi que des bouchers. Cette commercialisation se faisait par le biais des marchés à bétail qui se caractérisaient spécialement par la commercialisation des bovins et des petits ruminants. On comptait en 2002, 135 marchés à bétail opérationnels en RCA (Kadekoy-Tigague, 2003).

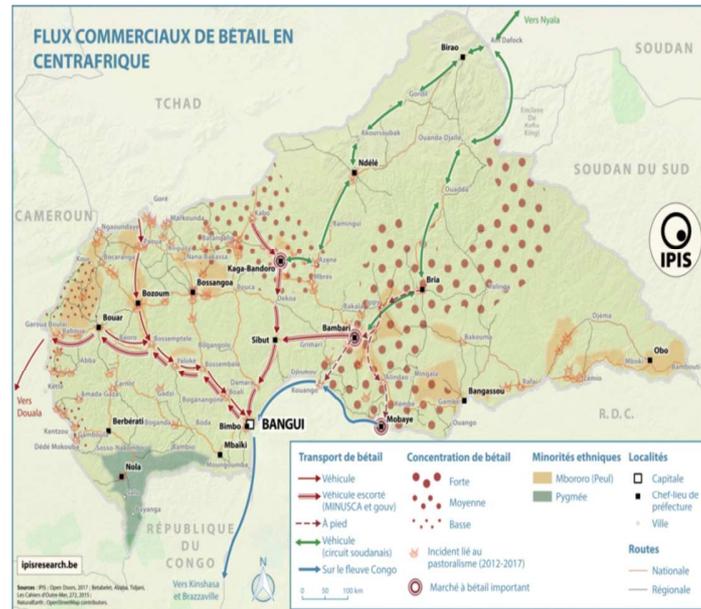
La commercialisation du bétail se faisait historiquement par convoi sur pieds et se traduisait par les activités de collecte d'importants troupeaux de bovins par les commerçants à bétail qui étaient par la suite encadrés par des bergers en empruntant des voies commerciales assimilées à tort comme couloir de transhumance. En quittant les marchés à bétail situés dans les zones agropastorales, ces animaux accompagnés de ces bergers, se rendaient dans les grands centres économiques du pays (Bangui, Bambari, Bouar, Bria, Berberati, Bossangoa). Le convoi pouvait durer près d'un mois et était sujet à des problématiques de sécurité (vol, rançon) et des dégâts sur les cultures. Depuis les violences de 2014, ces mouvements sont pratiquement inexistantes et ont été remplacés par des couloirs routiers (Bambari, Kaga-Bandoro, Bouar) et fluviale (Mobaye Kouango) destinés tous à l'approvisionnement de Bangui (FAO, 2017). Les grands commerçants à bétail qui influencent cette activité de commercialisation ne sont pas les seuls acteurs, car ils s'appuient sur des acheteurs ou des « collecteurs de bétail » qui sillonnent les marchés de collecte. A partir de ces marchés de collecte, l'acheminement du bétail s'achemine jusqu'au marché terminal via les grands centres d'approvisionnement après avoir passé toutes les étapes de la taxation des groupes armés et des taxes légales du gouvernement.

Suite à la crise de 2013, la circulation du bétail qui se pratiquait librement jusqu'au marché terminal de Bangui¹⁶ a été stoppée pour cause des menaces sur les peuls et les commerçants musulmans, ceux-ci ne peuvent plus circuler librement en dehors des zones sous contrôle des Ex-Seleka. Ces convoyeurs se limitent donc aux marchés à bétail de Kaga-Bandoro et Bambari (IPIS, 2017). Les risques sécuritaires deviennent ainsi énormes quand il s'agit d'amener le bétail sur pied jusqu'au marché de Bangui. Les tracasseries routières qui s'ajoutent à la situation d'insécurité qui prévaut laissent le champ libre à des grands spéculateurs qui font payer un prix énorme au consommateur final.

¹⁶Le marché de Bangui est le plus important de la RCA, en termes d'afflux du bétail et de consommation

Le graphique qui suit nous donne une illustration de l'évolution des circuits de commercialisation à la fois pour le bétail sur pied et les convoys sous escortes.

Carte 2 : Déplacements et Flux commerciaux de bétail en RCA



Source : IPIS, 2017

Depuis 2013, des nouveaux acteurs ont pu faire leur entrée dans cette activité de commercialisation avec le vide laissé par le départ et les déplacements de ceux qui le faisaient avant. De plus, le mode de convoyage des animaux à partir des zones d'approvisionnement (Bambari et Kaga-Bandoro) vers les principaux marchés (Bangui la capitale) a été aussi modifié.

Deux moyens sont ainsi utilisés : le transport par voie fluviale et les convois escortés de la MINUSCA (Betabelet et al, 2016). Le transport par voie fluviale s'est développé à partir des villes situées le long du fleuve Oubangui (Mobaye, Zangba, Kouango, etc.) suite à l'afflux massif d'éleveurs et aux problèmes d'accessibilité. L'autre moyen c'est l'accompagnement des camions bétailières par les escortes de la MINUSCA depuis les centres d'approvisionnement de Bambari et Kaga-Bandoro jusqu'au marché de la SEGA. Le contrôle du circuit de commercialisation par les groupes armés depuis la zone de production ou ils imposent différentes taxes et le rôle dominant des grands commerçant spéculateurs qui profitent du climat d'insécurité en connexion avec les groupes armés, rendent plus difficile le convoyage des animaux par l'éleveur sur les marchés les plus offrants. Aujourd'hui, l'éleveur n'est pas en mesure d'amener lui-même son bétail jusqu'au grands marchés de

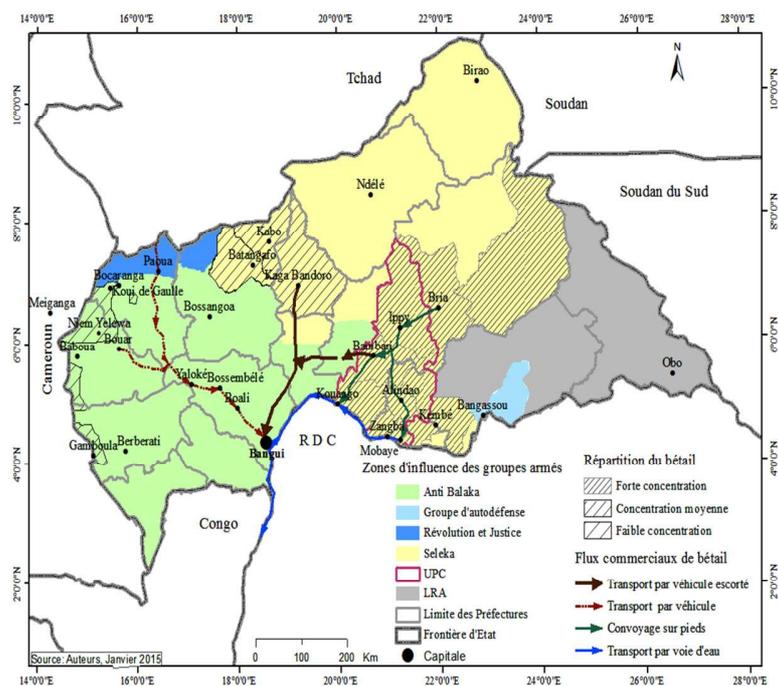
collecte (Bambari et Kaga-Bandoro) pour causes de tracasseries liées aux prélèvements abusifs (IPIS, 2018). Dans ces conditions, le prix d'achat du bétail à l'éleveur reste encore très faible et il s'agit donc d'un grand manque à gagner pour lui en termes de marge bénéficiaire et de revenus.

1.3. Une recomposition de la géographie et des rapports de force pastoraux

Il faut se garder de toute vision d'un monde pastoral unifié, homogène. Il est au contraire composé de multiples composantes parfois très antagoniques. Et la crise de 2013 a changé tant la répartition géographique des activités pastorales que les rapports de pouvoir au sein de ces composantes.

1.3.1. Une présence pastorale liée aux aires d'influence des groupes armés

Dans le contexte de la crise sécuritaire et d'affrontements intercommunautaires, on observe un bouleversement de la carte pastorale du pays, qui s'est faite selon les aires d'influence des groupes armés (carte ci-dessous).



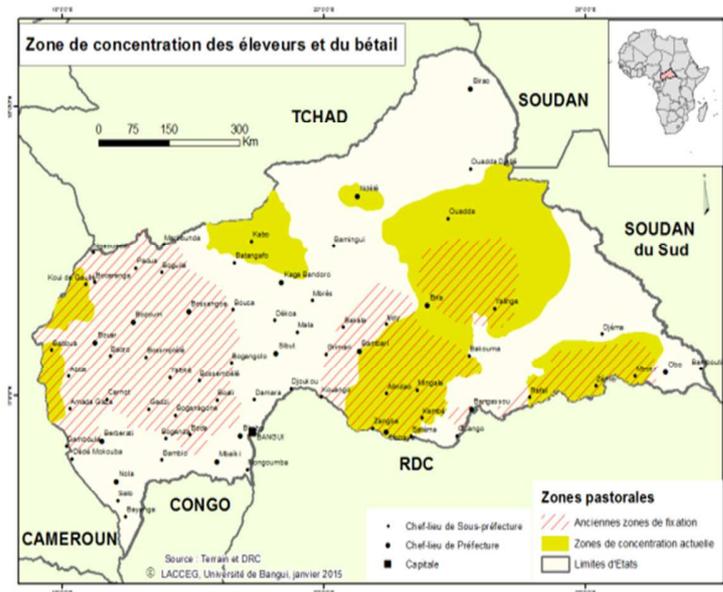
Source : Betabelet et al, 2015

Contrairement aux ressources à ancrage productifs fixes tels que le diamant, le bétail qui est l'une des ressources très convoitée mais mobile devient un enjeu du conflit et se retrouve bouleversé tant du point de vue de la localisation de ces éleveurs, le mode de transport employé et la nature de la

commercialisation (Chauvin et al, 2005). Les stratégies des éleveurs en matière de mobilité et leur occupation des espaces se modifient sous le coup des violences (Chauvin, 2014 ; Betabelet, 2018). La présence des groupes armés prédateurs dans les régions agropastorales a gravement affecté la cohésion intercommunautaire qui permettait une gestion à l'amiable des conflits liés à la transhumance sur la base des modèles traditionnels de gouvernance. Cette transhumance reste désormais circonscrite dans les zones contrôlées par les groupes armés des ES qui interviennent dans l'arbitrage des compensations de dégâts des cultures agricoles occasionnés par le passage des troupeaux (Archambaud et Tidjani, 2016 ; FAO, 2018 ; Betabelet et al, 2015).

A l'exception des quelques groupes d'éleveurs peuls restés dans le Nord-ouest (Koui) et signalés dans l'ouest du pays (Nana-Mamberé notamment les localités de Besson et Niem-yellowa), tout le reste de ces régions était vidé de ses éleveurs (Tidjani, 2015 ; Ankogui-Mpoko et Betabelet, 2015 ; FAO, 2015). L'Est, le Sud-est et le Centre-nord sont devenues désormais des lieux de refuge pour les éleveurs car ces zones, toujours contrôlées par les Ex-Seleka, sont relativement épargnées par les affrontements intercommunautaires, et constituent des lieux relativement « sûrs » pour le cheptel centrafricain. Ces régions concentraient la quasi-totalité du bétail et de surcroît on y trouve toutes les grandes fractions ethniques d'éleveurs et leur répartition spatiale après 2015.

Carte 3 : Zone de concentration d'éleveurs et du bétail en 2015

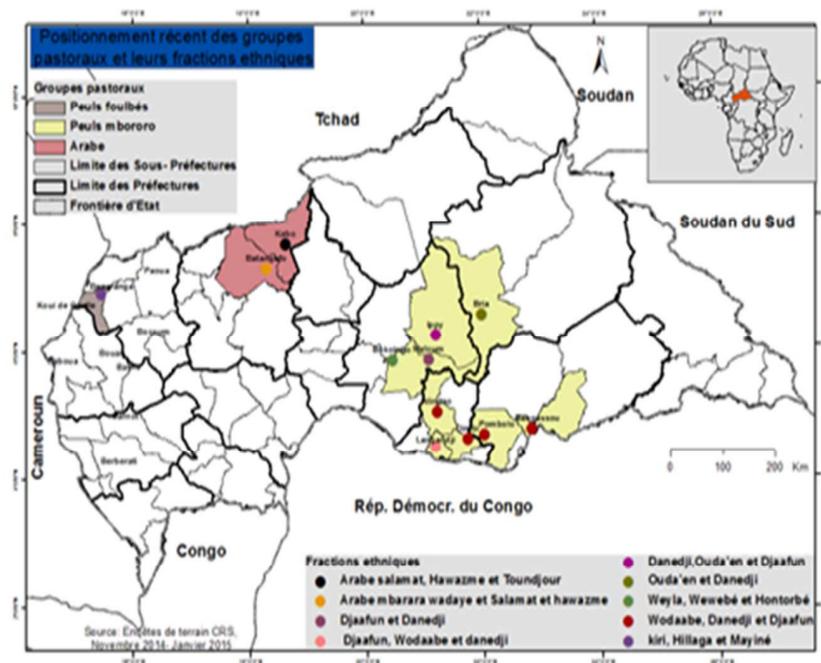


Source : Ankogui-Mpoko & Betabelet, 2015

1.3.2. Une concentration des éleveurs dans l'est, le sud-est et le centre nord

La crise de 2013 consacre une forte présence des éleveurs peuls (fraction Oudah) dans la Haute Kotto, une zone qu'ils dominaient depuis leurs arrivées en 1988. A côté de ces peuls Oudah qui constituent toujours la majorité des populations pastorales dans la Haute-Kotto, se trouve également quelques transhumants (Sankara, Woyla, Hanagamba et Hontorbé). Certains viennent du Tchad et d'autres du Soudan. Ils se déplacent avec leurs montures (ânes, chevaux) utilisées pour le transport des bagages et des personnes vulnérables (malades, femmes, enfants et personnes âgées).

Carte 4 : Positionnement des groupes pastoraux et des grandes composantes ethniques en 2015



Source : Tidjani, 2015

La préfecture de la Ouaka, à travers les villages Mbrou Tchou et Maloum, a connu également un afflux d'éleveurs, même si la présence des éleveurs y remonte déjà à 1940. Il s'agit à l'origine des peuls (Djaafoun). Avec la crise, ils sont numériquement supplantés aujourd'hui par d'autres fractions peules (Danedji Oudah, Ngadjawa). Les transhumants étrangers sont représentés par des peuls Ngadjawa qui sont qualifiés de violents et jugés responsables de la propagation des pathologies animales dans la zone. La sous-préfecture de Bambari, qui intègre la commune d'élevage d'Ourodjaafoun, est le bastion des mbororo Djaafoun dont l'histoire en RCA est indissociable à celle du grand chef de la tribu Ardo Idjé.

Dans la préfecture de la Basse-Kotto, des arrivées récentes d'éleveurs chassés par le conflit en provenance de la préfecture de la Kémo via celle de la Ouaka avaient été signalées. Ces arrivées ont entraîné le gonflement de la population pastorale installée depuis fort longtemps dans la commune d'Alindao, en l'occurrence celle d'Ewou et dont les premières implantations datent des années 1940. Ce sont les peuls Wodaabé (Wandu) qui sont les premiers à arriver, suivi d'autres fractions (Djaafoun, Danedji, Oudah, ...). Cependant la crise a eu raison de la transhumance étrangère puisque les transhumants essentiellement peuls (Oudah, Hanagamba et les Hontorbé) venant habituellement du Soudan en passant par la préfecture de la Haute Kotto ont suspendu leurs mouvements habituels en direction de la zone. Dans le Mbomou (commune d'élevage de Pombolo), la crise a produit non seulement une affluence due aux déplacements internes des éleveurs à partir de la Ouaka, mais a conduit à une évolution de la transhumance étrangère en provenance du Soudan, car ces éleveurs écourtent leurs parcours au sud et restent désormais autour des aires protégées du Mbomou.

Dans la région de l'Ouham, autour des localités de Kabo et Batangafo, il a été remarqué un afflux d'éleveurs chassés par les cycles de violences des régions de l'ouest et de celles du centre. Deux groupes pastoraux s'y côtoient désormais : les arabes et les peuls. Si les arabes constituent le groupe le plus dominant autour de Kabo, il ne faut pas occulter aussi la présence d'un nombre important des peuls dont la présence est très marquée dans la zone de Batangafo. Les éleveurs arabes sont composés de plusieurs fractions ethniques (Salamat, Hawazmé, Matanine, Toundjour, Banissayid et Ouled-rachid) et les peuls sont représentés par les fractions telles que les Oudah, Woyla, Sankara et Danedji.

Ce positionnement des éleveurs et leur concentration qui ne répondent pas forcément aux logiques de présence historique et de mouvements habituels mais plutôt à des contraintes sécuritaires, vont avoir une incidence sur les rapports de force dans les espaces pastoraux.

1.3.3. Un changement perceptible dans les rapports de force pastoraux

Le contrôle des espaces pastoraux de l'est et du sud-est par l'UPC qui est l'une des factions ES composée majoritairement de peules et avec à sa tête Ali Darass qui est lui-même peul d'ethnie Oudah va affaiblir le « pouvoir » des chefs traditionnelles des deux communes d'élevages dirigés historiquement par les djaafoun pour Maloum et les Wodaabé pour Pombolo. Cette situation crée donc une certaine frustration chez les djaafoun d'autant plus que les Oudah considérés comme des

transhumants « étrangers » il n’y a pas si longtemps et plus dotés en bétail se retrouvent dans une position dominante. Les autorités de ces communes d’élevage sont désormais contraintes de se placer « sous le contrôle » de l’UPC qui de surcroît est composée majoritairement de Oudah, cette catégorie d’éleveurs de « basse classe ». Ce « pouvoir » à la fois politique et de représentativité qu’avaient les djaafoun et les Wodaabé jusque-là vont s’effriter et se réduire au point où les décisions qui relèvent même des questions d’élevage vont échapper au contrôle de ces chefferies traditionnelles comme l’illustre le témoignage d’un éleveur dans l’encadré ci-dessous.

Encadré 4 : Témoignage d’un éleveur sur les rapports de force pastoraux

Nous, les djaafoun avons toujours été les maîtres du jeu dans la préfecture de la Ouaka en général et la commune d’Ourodjaafoun. D’ailleurs si cette commune porte toujours le nom des djaafoun, ce n’est pas pour rien, c’est parce que c’est nous qui en avons été à l’origine. C’est par nous qu’on identifiait l’élevage bovin car on avait beaucoup de bétail et les troupeaux ne se comptaient pas. Attirés par le pâturage, les Oudah et les Ngadjawa venaient en transhumance du Tchad et du Soudan en accompagnant pour beaucoup d’entre eux le bétail en tant que berger. Certains se proposaient de faire ce même travail de gardiennage de troupeau pour nous. On les engageait et ils étaient payés en nature (en bétail). Ils continuaient à travailler pour nous en confiant leur bétail aux membres de leur familles qui maintenaient une hyper mobilité. On était vraiment la tête et ils étaient la queue. Avec la survenue du phénomène des coupeurs de routes (zargina) et les épizooties de la PPCB, nous avons perdu une grande partie de nos troupeaux au point où on était réduit à nous engager dans l’agriculture. Aujourd’hui, nous ne disposons que de très peu de bétail entre les villages Maloum et Gotchélé. Les Oudah/Ngadjawa arrivent toujours en masse et infestent toute la zone avec leur bétail malade. Ils ont de gros troupeaux à tel point qu’ils occupent tous les espaces. C’est eux qui reprennent le dessus dans la mesure où nous n’avons plus rien comme richesse. Il ne nous reste que la chefferie qui manque d’autorité depuis la crise de 2013 et les lois que font les groupes armés. Aujourd’hui, nous redevenons la queue et eux la tête. *Témoignage recueilli en juillet 2016 auprès d’Aliou, un éleveur de Gotchélé autour de Maloum*

Ce témoignage montre à quel point les choses tendent à changer du point de vue de rapport de force tant au niveau des acteurs qui montent en puissance ou qui déclinent que de l’aspect de l’autorité, notamment la détention du « pouvoir réel » dans les zones pastorales.

Dans la partie centre-nord du pays (Ouham), la proximité de cette région avec la frontière Tchadienne et la présence encore remarquée des groupes armés tant ES que AB dans les localités telles que Batangafo et Kabo font apparaître deux catégories d’éleveurs sous l’influence d’un pastoralisme fondé sur le rapport de force (Archambaud & Tidjani, 2016a). D’une part, les éleveurs les plus solides du fait du degré élevé de leur positionnement dans les rapports de force qui se traduit

par leur capacité à protéger leur campement et les mouvements de leur bétail depuis le Tchad d'où ils arrivent dans leur grande majorité. Pour cela, ils développent et entretiennent soit une connexion avec les différentes tendances¹⁷ ES qui contrôlent la zone selon leur affinités ethniques, soit ils profitent de leur capacité de dissuasion (armement de leur convoi). Avec l'absence de l'état qui leur laisse le champ libre, ces éleveurs mobilisent ces capacités pour forcer les passages vers les zones du sud où les pâturages sont les plus disponibles et convoités. Ces éleveurs ont généralement très peu de relation avec les agriculteurs dans la mesure où ils font des provisions au moment de leur départ pour la transhumance depuis le Tchad et qu'en cas de rupture, ils se greffent à certains campements d'éleveurs locaux qui leur sont proches ethniquement pour pouvoir assurer cet approvisionnement en vivrier. D'autre part, les éleveurs les moins solides qui ne peuvent que miser sur la mobilité et les échanges avec les agriculteurs pour faire face à ces contraintes pastorales. La mobilité leur permet de braver les difficultés relatives aux ressources (pâturage, point d'eau) qui s'intensifient en période sèche surtout avec l'impossibilité de se déplacer plus loin de Batangafo et aussi avec le fait que la concentration des troupeaux autour de cette zone participe à cette raréfaction. Ils s'appuient aussi sur les commerçants-éleveurs pour favoriser un meilleur accès au seul marché à bétail accessible pour eux dans un contexte où les intermédiaires imposent une logique de spéculation insoutenable.

Afin de pouvoir briser les contraintes liées à leur faiblesse notamment leur incapacité à se projeter en dehors de la zone de leur activité pour accéder à des ressources indispensables à la survie de leur bétail (situées plus au sud), certains éleveurs les moins solides s'appuient sur la présence des transhumants étrangers « puissants » pour nouer des alliances de circonstance. Ces alliances se consistent à négocier avec ces transhumants qui arrivent et qui possèdent un niveau de rapport de force plus conséquent (armement de leur convoi, troupeau imposant, etc.) une entrée dans leur convoi afin de bénéficier de leur « moyens de protection » et d'échapper ou réduire aussi l'intensité des rackets. Ces transhumants locaux vont également du fait de leur lien social bien établi avec les commerçants à bétail et les agriculteurs assurer à ces transhumants étrangers soit la vente de leur bétail en cas de besoin, soit assurer un approvisionnement aisé en produits vivriers.

Au centre-nord de la RCA, certains ménages n'hésitent pas à avoir des pratiques socialement insoutenables mais économiquement résilientes. Ainsi, des ménages éleveurs dont les pratiques sont qualifiées d'individualisme nuisible parviennent à développer leur activités et à subvenir aux besoins

¹⁷ Dans la zone de Batangafo, on retrouve les ES avec ses trois factions : MPC (à dominante arabe), UPC (majoritairement peule) et FPRC avec une composition assez mixte intégrant d'autres ethnies.

de leur famille mais en ayant des comportements qui mettent à mal les autres (Archambaud & Tidjani, 2016a). Ils bénéficient d'un capital politique très important grâce à une militarisation de leur convoi et une connexion politique avec des personnes puissantes au Tchad. Ils sont responsables de gros dégâts sur les cultures qui sont sources de tensions et de problèmes récurrents pour les éleveurs les plus « faibles » car ces derniers en payent le prix.

Dans le sillage des conséquences de la crise de 2013, les éleveurs peuls du Centre-Nord (Kabo, Batangafo) se plaignent à la fois des exactions des «Anti-Balaka», mais aussi des prélèvements effectués en espèces et en nature par les Ex-Seleka pour la participation à «l'effort de guerre», une contribution qu'ils jugent déséquilibrée par rapport à celle infligée aux arabes (mbarara). Ces éleveurs arabes constituent l'ethnie majoritaire dans les rangs des éléments Ex-Seleka qui contrôlent toujours ces deux localités. Les changements constatés dans les rapports de force, et qui vont donner le sentiment d'une revanche pour les uns et une déception pour les autres favorisent un climat de méfiance et débouchent sur une certaine fragmentation de cette société pastorale pourtant unie par une même activité, pour ne pas dire un destin commun.

Section 2. Un monde pastoral très fragmenté par la crise de 2013

2.1. Des éleveurs en quête de repère et de cohésion

2.1.1. Une émergence des clivages entre éleveurs

De manière plus générale, les relations entre les éleveurs locaux et les transhumants étrangers (Soudanais et Tchadiens) sont très mauvaises. Le Nord-ouest recevait avant la crise un afflux massif des transhumants Tchadiens. Ces éleveurs possédaient un effectif élevé de bétail et se déplaçaient munis d'armes de guerre et des moyens de communication modernes comme le téléphone satellitaire (ICG, 2014b). Décrits comme violents et peu coopératifs, ils étaient aussi désignés comme responsables de la recrudescence des pathologies et du surpâturage dans certaines zones. Par contre, les transhumants d'origine Camerounaises : (peuls Foulbés, Aku,..) étaient tolérés dans la région de l'ouest qu'ils sillonnaient avant le déclenchement de la crise. Dans l'Est et le Sud-est, ce sont les transhumants Soudanais qui faisaient la loi. Ils continuaient d'arriver dans la zone en dépit de la situation d'instabilité que connaît le pays. A l'instar des Tchadiens, ils avaient un bétail important en termes d'effectifs et sont armés. Les éleveurs locaux les qualifiaient de dangereux et leur bétail non vacciné était source de la propagation des maladies bovines dans la zone (Tidjani, 2015).

Etant les premiers éleveurs à s'implanter sur le territoire Centrafricain et ayant assis leur domination sur les structures représentatives et les organisations des éleveurs (communes d'élevage, FNEC...), les Djaafoun et dans une moindre mesure les Wodaabé ont toujours voulu maintenir cette avance. Cette mainmise est parfois perçue d'un mauvais œil par les autres fractions ethniques. Avec la crise, les éleveurs se retrouvent certes confrontés à un ennemi commun mais la situation évolue et le rapport de force s'inverse au profit des groupes marginalisés par le passé (Oudah, Danedji...). Les Oudah, forts de leur présence un peu partout et de l'effectif impressionnant du bétail qu'ils possèdent, montent en puissance et réclament la création d'une commune d'élevage dans la Haute-Kotto pour se «libérer» de cette emprise Djaafoun (Ouaka, Basse-Kotto) et Wodaabé (Mbomou, Haut-Mbomou). L'élevage centrafricain semble ainsi en passe d'opérer d'importantes mutations, tant territoriales que de pouvoir. Parallèlement, les communes d'élevage du centre est (Ourodjaafoun) et sud-est (Ewou et Pombolo) perdent leur influence et une grande partie de leurs éleveurs, au profit de la Haute-Kotto et du Haut-Mbomou (Tidjani, 2015).

Les conditions de sécurité de ces dernières années ont eu un impact important sur la mobilité des éleveurs et de leurs troupeaux compromettant la transhumance et réduisant l'accès aux marchés à bétail entravant le développement économique du pays. De plus, les difficultés de mobilité des troupeaux accroissent la pression sur les ressources naturelles et aggravent les tensions entre agriculteurs et pasteurs entraînant des conflits intercommunautaires (FAO, 2018).

2.1.2. Une cohabitation très conflictuelle entre agriculteurs et éleveurs

2.1.2.1. La faible mobilité : risque d'accroissement des conflits agropastoraux

L'élevage bovin en Centrafrique a été et demeure encore marqué par la pratique de la mobilité pastorale. Cependant, dans la situation de chaos que la RCA a connu en 2013, si dans l'Est et le Sud-est, la transhumance interne et transfrontalière a été fortement contrariée. Les éleveurs partis avec leur bétail. Les éleveurs restés dans le pays s'étaient déplacés dans les zones « plus sur » mais étaient soumis à des déplacements limités.

Dans cette situation, qu'ils s'agissent du bétail des éleveurs Centrafricains réfugiés dans les pays voisins, que du bétail encore restés sur place, la question d'accès aux pâturages disponibles et de bonnes qualités se posent avec acuité. Les éleveurs par crainte pour leurs sécurités et par souci de protéger leurs moyens d'existence ont non seulement réduit sensiblement les déplacements mais préféré s'installer avec le bétail non loin des villes ou des gros villages. Or cette stratégie constituerait

plusieurs risques : le premier risque est lié d'un coté à l'indisponibilité du pâturage adéquat pour entretenir le bétail et dans ce cas de figure, la perte des animaux devient inévitable. Le deuxième risque et non le moindre résulterait de l'accroissement du niveau des conflits avec les agriculteurs dans la mesure où la proximité des éleveurs avec les villes ou les gros villages signifie des dégâts sur les cultures et donc des nouvelles sources de conflits qui remettraient en cause la difficile question du rétablissement de la paix et de la cohésion sociale dans le pays. Les éleveurs vivent dans la détresse totale, le repli sur soi même et lutte pour leurs survies. Le troisième danger est qu'une forme de radicalisation se développe de plus en plus surtout chez les éleveurs (sédentaires et transhumants) réfugiés à l'extérieur (Cameroun, Tchad) qui se voient aujourd'hui dans l'impossibilité de faire des mouvements saisonniers traditionnels pour accéder aux pâturages et aux points d'eau non disponible en cette période dans ces pays. C'est pourquoi, il n'est pas du tout exclu de voir certains éleveurs soucieux de préserver ce qui ce qu'ils détiennent encore comme animaux de tenter le «tout pour le tout», c'est-à-dire envisager un retour par des moyens et des voies non conventionnels c'est à dire s'armer et ne pas emprunter par exemple les couloirs traditionnels de la transhumance afin de ramener à nouveau leur bétail sur le territoire Centrafricain. Dans ce cas précis, le risque de vengeance et d'une nouvelle confrontation avec la communauté d'agriculteurs est probable.

L'obstruction des couloirs traditionnels par les groupes armés et les risques qu'ils représentent pour les éleveurs qui les empreintes, restreint les marges de manœuvres des éleveurs. En l'absence d'une réglementation de la transhumance et de la nécessité d'alimenter leur animaux coûte que coûte, certains éleveurs n'hésiteraient pas à se frayer des passages y compris en passant sur des zones de cultures au point de soulever des tensions avec les agriculteurs.

2.1.2.2. Des tensions moins fortes dans l'Est et le Sud-est

Dans l'Est et le Sud-est, les éleveurs s'accordent sur le fait que les conflits sont de faible intensité et sont le plus souvent liés d'une part aux dégâts sur les cultures et aux «champs pièges» et d'autres part à des actes purement criminels qui se traduisent par le vol et les tueries sur le bétail (Ankogui-Mpoko et al, 2004). Sur le plan sécuritaire et des relations avec la communauté des agriculteurs, la situation n'est pas inquiétante en termes de cohabitation même si des poches de tensions ont été signalées sur l'axe Bambari-Alindao et Ngakobo. En cas de mésentente ou de litige entre agriculteurs et éleveurs, les mécanismes traditionnels de règlement de ces conflits sont toujours opérationnels. Dans les espaces pastoraux situés plus proche des communes d'élevages de la Ouaka, basse-Kotto et

Mbomou, l'arbitrage des chefs traditionnels est souvent sollicité et les décisions sont le plus souvent moins contestées. Il en est de même pour la Haute-Kotto où le plus grand ardo Dandoulo est saisi de ces questions. Dans les zones plus éloignées, à défaut d'une conciliation à l'amiable, les parties en conflit s'en remettent au jugement de chef de village ou du maire de la commune rurale la plus proche.

2.1.2.3. Une cohabitation moins apaisée au Centre Nord

Au centre-nord de la Centrafrique et plus précisément dans la zone de l'Ouham, les relations agriculteurs-éleveurs sont assez particulières depuis la crise de 2013 qui a vu les localités de Batangafo et Kabo faire cohabiter ces deux populations rurales dans un contexte de tension et de méfiance (Archambaud & Tidjani, 2016a). Le positionnement des éleveurs autour de Batangafo répond à une logique de répartition d'espace et temporelle bien définie. Le partage du territoire entre une zone du Nord sous influence ES et celle du sud sous contrôle des AB obligent les éleveurs à choisir leur camp (zone sous l'emprise ES). Bien que le pâturage et les points d'eau soient importants à l'ouest de Batangafo en période humide, c'est la zone de l'est qui attire plutôt les éleveurs pour son niveau de sécurisation décrit comme plus élevé avec la possibilité de repli rapide vers Kabo ou un prolongement des mouvements vers Kaga-Bandoro. Les éleveurs mettent aussi en avant les difficultés liées à la traversée de la rivière Ouham qui permet le passage de l'ouest à l'est en cette période de l'année où les niveaux des eaux augmentent. Ils font aussi état de la présence sur les points de passage de personnes jugées « hostiles » notamment plus proches sociologiquement des AB.

Il convient de rappeler qu'avant l'éclatement du conflit de 2013, la dépendance entre les deux communautés (agriculteurs et éleveurs) était très forte. Dans la région de l'Ouham par exemple, les échanges étaient fonction de type d'éleveurs en lien avec la période de leur présence (mouvement) et la viabilité économique des systèmes d'activité de leurs partenaires (agriculteurs). Les transhumants (internes et étrangers) qui sont généralement de passage en début d'hivernage échangeaient beaucoup plus avec les agriculteurs les moins solides (vulnérables), ne pouvant pas stocker leur production au moment des récoltes. Par contre, en période humide, ce sont les agriculteurs les plus solides, capables de stocker leurs produits qui profitaient des échanges avec les semi-transhumants qui revenaient de la transhumance et qui restaient sur place durant toute cette période. Les échanges commerciaux étaient nombreux. D'un côté les éleveurs offraient aux agriculteurs les produits d'élevage (viande, lait, bétail pour les cultures attelées...). En contrepartie, les agriculteurs mettaient à

la disposition des éleveurs des produits vivriers (manioc, maïs, arachide...). La crise de 2013 a considérablement réduit ces échanges, affectant aussi fortement les agriculteurs.

Les relations entre les agriculteurs et les éleveurs sont aussi axées sur des logiques économiques et de la solidité des systèmes d'activités (Archambaud et Tidjani, 2016a ; Archambaud et Tidjani, 2016b). Les éleveurs les moins fragiles sont capables d'aller au-delà des alentours de Batangafo (rayon de 30 Km) pour bénéficier des pâturages abondants. Par contre, les plus fragiles sont censés rester autour de Batangafo afin d'accéder au marché principal de la ville de Batangafo où se concentre une grande partie de la population de cette sous-préfecture qui vit dans un site pris en charge par les ONGs humanitaires. De manière générale, cet affaiblissement des échanges entre agriculteurs et éleveurs contribue à l'appauvrissement général, ce qui constitue un facteur défavorable à une sortie de crise. Mais cette crise a aussi entraîné un changement dans la perception qu'ont les communautés l'une de l'autre. La présence d'une fraction Ex-Seleka peule est traduite par certains comme la preuve que « les éleveurs sont des bandits ou des belliqueux. La frontière entre peul (groupe ethnique) et éleveurs (pratique d'une activité) a disparu. Le niveau d'hostilité, qui varie certes d'un village à un autre, a eu des répercussions sur les parcours de transhumance, qui ont repris en 2015. On assiste d'une part à un raccourcissement des parcours, des mouvements contrariés et des passages en force avec parfois des convois militarisés et mixtes où l'on trouve des transhumants étrangers et nationaux.

Dans l'étude menée par Archambaud et Tidjani (2016a), il a été aussi remarqué que la concentration des éleveurs dans la partie est de Batangafo pourtant avec moins de ressources en eau et pâturage en comparaison de la partie ouest va engendrer un accroissement des tensions, une augmentation des litiges liés aux dégâts sur les cultures au point où certains agriculteurs faute d'obtenir de réparation vont cesser de cultiver dans cette zone préférant grossir les rangs des personnes vivant sur les sites des déplacés ou ils ne dépendent désormais que de l'aide humanitaire afin de faire face aux besoins de leur famille. On constate un quasi arrêt des activités agricoles dans l'est et une reprise dans l'ouest de Batangafo. Les produits agricoles deviennent de plus en plus rares dans cette partie et les éleveurs s'approvisionnent désormais sur le marché de Batangafo non pas en produits vivriers ordinaires (manioc, maïs, arachide, etc.) mais en produits qui relèvent de la consommation des zones urbaines (riz, huile, etc.) et vendus par les bénéficiaires de l'aide humanitaire qui sont les déplacés du site de Batangafo. Ces conflits entre agriculteurs et éleveurs qui augmentent en intensité vont connaître une évolution en termes d'arbitrage. Désormais, en l'absence des autorités administratives et du

dysfonctionnement des organes traditionnelles de gestion de ces différents, les groupes armés ES se sont emparés de la question ou ils y trouvent une source de revenu pour alimenter cette économie de prédation qu'ils entretiennent. La situation devient plus compliquée à la fois pour les éleveurs et pour les agriculteurs à partir du moment où le mode de règlement instauré et imposé par les ES ne profite à personne. Il s'agit en fait d'un système de règlement qui vise à fixer un montant de dédommagement (amende) prohibitif à l'éleveur qui le paie mais qui n'est jamais versé à l'agriculteur. Cette situation va de nouveau créer un climat d'hostilité et de méfiance entre d'un côté l'éleveur qui voit en l'agriculteur le responsable de la forte amende dont il a été contraint de payer et l'agriculteur qui estime que le fait qu'il n'obtienne rien comme réparation pourrait résulter d'un arrangement entre l'éleveur et le « juge » du fait de leur affinité ethnique ou confessionnelle.

2.1.2.4. Un climat de méfiance, sur fond de négociation et de dialogue à l'ouest

Dans l'ouest, des initiatives portées par l'IRAM et allant dans le sens du dialogue local et de réconciliation visant à favoriser l'articulation agriculture élevage a été initiée (Bonnet et al, 2017). Ils visent à favoriser les mouvements de retour d'éleveurs dans la zone de Berberati frontalière du Cameroun où vivent une partie des réfugiés Centrafricains qui avaient fui la crise de 2013 parmi lesquels se trouvent un bon nombre d'éleveurs. Certes l'association et l'intégration agriculture-élevage ont été très peu développées avant 2013 étant donné que les exploitations agricoles ne connaissent pratiquement pas un développement de la culture attelée. L'utilisation de la fumure ne se limite qu'aux activités de maraichage. Avec l'amorce d'un retour négocié d'une partie des éleveurs, les relations entre agriculteurs et éleveurs se fondent sur la prudence et la négociation impliquant aussi les autorités locales. Ces retours des éleveurs se font dans un environnement marqué par la méfiance et sont précédés préalablement des négociations notamment entre les représentants des éleveurs et les chefs de villages et même les groupes armés locaux. Il demeure à ce jour des zones d'incertitudes telles que la localité de Nassolé qui reste un lieu dissuasif en termes de sécurité pour les éleveurs et leur troupeau.

Des ateliers ont été organisés sous l'égide des autorités locales et préfectorales et comprenant les représentants des éleveurs, agriculteurs, de la société civile, de la commune, chefs coutumiers et religieux ainsi que les services de l'Etat afin d'échanger sur leurs visions de l'évolution des relations entre agriculteurs et éleveurs avant et après la crise de 2013. Il s'agit aussi d'avoir les contributions des acteurs non agricoles (société civile, chefs coutumiers, services de l'état) au dialogue entre

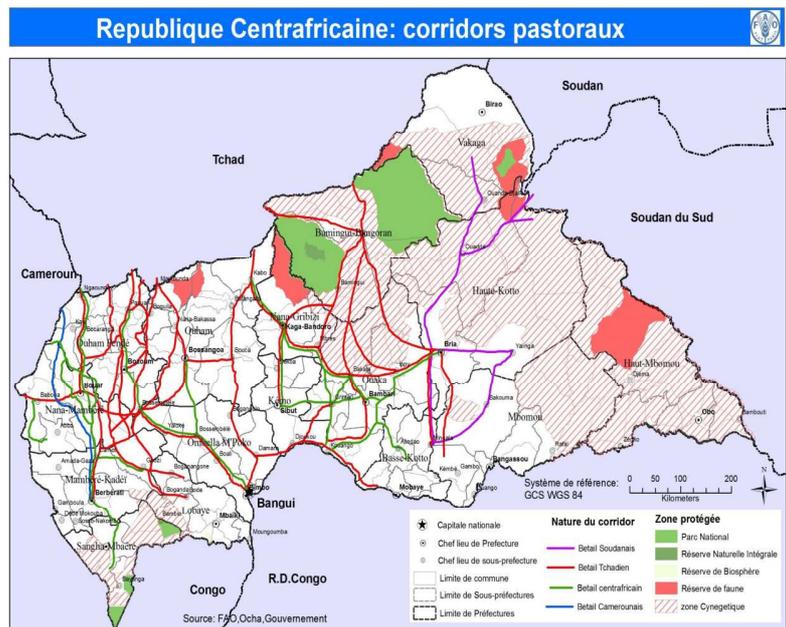
agriculteurs et éleveurs. Chaque axe de dialogue était introduit par une courte synthèse du diagnostic mené par l'équipe, puis organisé autour de sous-questions, pour permettre l'expression des uns et des autres. Au terme des travaux les principales recommandations partagées sur chacun des points traités ont été répertoriées.

Comme le soulignait le rapport de l'IRAM en 2017, le retour de ces éleveurs pourraient constituer des sources de tension à partir du moment où certaines questions clés associées à ce retour n'ont pas pour le moment fait l'objet de règlement. Il s'agit d'une part, de la question de récupération des biens spoliés ou de leur restitution (habitations, terres agricoles) et d'autre part de la sécurité des personnes et bétail dans un contexte d'un déploiement faible ou inexistant des forces de défense et de sécurité. La présence des groupes armés non conventionnels (Anti-Balaka) dans certaines zones constitue toujours une menace. En l'absence d'un réaménagement des espaces agropastoraux et de leur affectation, un retour des transhumants dans une proportion plus forte va de nouveau relancer des incidents liés aux dégâts sur les cultures et du non-respect des zones imparties et dégénérer en conflits. La régulation de la transhumance transfrontalière demeure encore un sujet central dont la non prise en compte mettra à mal toute initiative combien louable qu'elle se présente.

2.2. Des évolutions dans la transhumance depuis 2016

La situation de la transhumance a connu des changements depuis 2016 avec des retours d'éleveurs transhumants internes et étrangers dans les zones de l'ouest et du centre et des départs dans l'est à cause des affrontements ethniques et entre les groupes armés. Ces évolutions illustrent une fois de plus la volatilité de la situation sécuritaire et l'importance que les éleveurs accordent encore aux mouvements de leur bétail, puisqu'ils profitent de la moindre occasion qui leur est offerte pour renouer avec la pratique de la mobilité. Les évolutions ont été le résultat d'une amélioration combien même encore fragile de la situation sécuritaire dans l'ensemble du pays. Il n'y a pas si longtemps, on ne pouvait pas envisager cette éventualité mais aujourd'hui même si l'autorité n'est pas encore restaurée sur l'ensemble du territoire, les dynamiques pastorales s'activent comme l'illustre la carte ci-dessous qui donne une illustration de ces évolutions dans la transhumance en RCA.

Carte 5 : Situation de la transhumance en RCA, en 2017



Source : FAO/Ocha, Gouvernement, 2018

Selon la FAO (2018), pour des raisons sécuritaires, la transhumance relative au bétail Tchadien est limitée dans sa progression sur l'axe centrale nord-sud avec deux axes de contournements notamment à l'Ouest (aux pâturages de qualité, mais limité dans sa progression), au Sud-ouest par l'instabilité sécuritaire de cette zone et le deuxième et par l'Est, qui permet une progression plus importante vers le Sud-est du Pays. Les premiers passages de la frontière Tchad/RCA ont été observés début Novembre 2017.

La transhumance Soudanaise est importante et méconnue du fait du manque d'observateurs dans la zone Est du Pays. Le passage de la frontière à Amdafok a été observé mi-novembre 2017. La situation sécuritaire à l'Est du Pays perturbera vraisemblablement sa progression vers la Préfecture de la Ouaka. Par contre, fort de son encadrement armé, sa progression dans les préfectures des deux Kotto (Haute-Kotto et Basse-Kotto) et deux Mbomou (Mbomou et Haut-Mbomou) devrait se poursuivre. La transhumance Camerounaise sera vraisemblablement très limitée à l'Ouest du pays en raison des conditions sécuritaires.

2.2.1. Le retour des transhumants dans l'ouest et le Centre à partir de 2016

L'ouest et le centre de la RCA étaient des zones vidées de leurs populations d'éleveurs jusqu'en 2015 mais la situation a commencé à changer depuis le mois de novembre 2015 où l'on observe déjà un retour bien qu'encore timide mais significatif des éleveurs dans la Mamberé-Kadéï à partir des localités frontalières avec le Cameroun. Des représentants d'éleveurs avaient entrepris des démarches administratives pour initier ce mouvement de retour. Toutefois, ces retours qui ne concernent pour le moment que les localités situées plus près de la frontière Camerounaises telles que Gamboula, Noufou, Nassoré et Dilapoko ne se font pas sans contraintes surtout lorsque ces éleveurs traversent des zones sous contrôle des AB ou des sommes d'argent leur sont demandées en contrepartie d'une garantie pour leur sécurité et celle de leurs biens. Pour ce mouvement de retour, certains éleveurs empruntent des axes routiers afin de bénéficier des patrouilles de la MINUSCA et d'autres préfèrent reprendre les routes de transhumances anciennes. On dénombre aujourd'hui plus de 6000 éleveurs avec une tendance à la hausse (IPIS, 2018). Selon le rapport d'IPIS, parallèlement à ce qui se passe dans l'ouest, des mouvements de transhumants en direction du centre. Ils concernent des transhumants issus du groupe ethnique peuls venant en grande majorité des régions du Nord-est c'est-à-dire en provenance de la Ouaka et de la Basse-Kotto sans pour autant ignorer la présence de quelques transhumants arrivant du Nord. Profitant d'une certaine accalmie dans cette partie du territoire de la RCA et des tensions dans leur zones d'origine du fait des affrontements entre ES et AB autour de Bambari, Ippy, Alindao et Pombolo, ils viennent en transhumance en période sèche et se relient dans leur zones initiale en période humide.

2.2.2. Une transhumance qui reprend entre la zone du centre-nord et l'est en 2018

Depuis le début de l'année 2018, les mouvements qui liaient la zone du centre Nord (Nana-Gribizi) aux zones de l'est (Ouaka, Haute-Kotto) et qui a été suspendu en 2017 pour cause des affrontements entre les factions rivales ES et entre celles-ci et les AB, ont repris en la faveur d'un climat d'apaisement et de « réconciliation » entre l'UPC de Ali Darass à dominante peule et le FPRC de Nourédine Adam¹⁸ (composés des Rounga, Goula, Arabes, etc.). Ces deux groupes se sont combattus entraînant par la même occasion des affrontements à caractère ethniques. Déjà une première initiative de réconciliation a eu lieu vers la fin de l'année 2017 entre les factions Rounga et arabes du FPRC et l'UPC. Elle a été symbolisée par la visite effectuée par Abdoulaye Hissène¹⁹ et sa

¹⁸ Chef militaire du FPRC, l'une des principales composantes des Ex-Seleka

¹⁹ Commandant militaire du FPRC, une faction des ES dirigée par Nourédine Adam

délégation à Maloum, l'un des fiefs d'Ali Darass afin de le rencontrer et signé le pacte dit de réconciliation. Des initiatives ont eu lieu en Avril 2018, cette fois ci entre la composante Goula du FPRC et s'est soldée par la visite à Bria du commandant en chef de l'UPC. C'est dans cette optique que des éleveurs peuls ont recommencé à descendre depuis Kaga-Bandoro vers le sud notamment à Bambari et Bria. Pour ce qui est de Bambari, leur présence est pour le moment signalée (par le coordonateur régional de la FNEC basé à Bambari) autour de la localité de Ndassima non loin de Bambari. Il en est de même pour Bria ou quelques troupeaux sont arrivés dans la zone d'Aïgbando et même dans les périphéries de la ville de Bria. Cette même dynamique est observée du côté de Nzako avec le retour de quelques éleveurs réfugiés au Soudan ou déplacés dans le Haut-Mbomou (Derbissaka et Mboki) qui pourraient à termes progresser jusqu'à Bria. Pour le moment ce sont majoritairement des éleveurs peuls d'ethnie Oudah qui sont concernés par ces mouvements. Ils sont suivis également par d'autres ethnies telles que les danedji, Hanagamba, Sankara qui font partie de la vague.

2.2.3. Une dégradation de la transhumance à l'est et sud-est entre 2016-2018

La transhumance a connu par contre un renversement de situation dans le Nord-est (Haute-Kotto) qui a pourtant accueilli beaucoup d'éleveurs en mouvement de replis et de fuite à partir des zones du sud lors des événements de 2013 (IPIS, 2018). Cette zone était même devenue l'une des zones où se concentrent le plus de bétail dans le pays. Depuis Novembre 2016, les affrontements autour de cette préfecture et dans le Mbomou ont poussé la quasi-totalité des éleveurs à la fuite. Certains ont pris la direction du Soudan (Toulouse) et d'autre se sont réfugiés dans le Haut-Mbomou (Derbissaka, Mboki). Les combats violents entre les différentes factions ES notamment entre l'UPC de Ali Darass²⁰ et le FPRC sous le commandement d'Abdoulaye Hissène dans un premier et par la suite sous les effets des alliances contre nature avec les AB ont entraîné à la fois un arrêt de la transhumance interne et transfrontalière.

Dans la zone Centre-est, la zone de transhumance s'est réduite en raison de l'insécurité dans la Ouaka et la Basse Kotto. La plus grande partie du bétail accompagnant les éleveurs originaires de la zone d'Ippy et déplacés à Maloum est repartie d'elle-même en transhumance courant Novembre dans les zones de pâturages situées au Nord de la préfecture. Les déplacements continuent malheureusement depuis 2013 avec une fuite des populations pastorales de la zone Ippy/Bria vers la

²⁰ Chef militaire de l'UPC, l'une des factions des Ex-Seleka

zone d'Ourodjaafoun. On assiste actuellement à des déplacements des éleveurs de la commune d'élevage de Pombolo qui risque de s'intensifier ces prochains mois en raison du foyer de violence dans l'axe Kembé-Bangassou (FAO, 2017 ; FAO, 2018).

Conclusion du chapitre 4 : la mobilité pastorale à l'épreuve de la guerre

Les conditions de sécurité engendrée par le conflit de 2013 ont eu un impact important sur la mobilité des éleveurs et de leurs troupeaux compromettant la transhumance et réduisant l'accès aux marchés à bétail. Ces difficultés de mobilité de troupeau accroissent la pression sur les ressources naturelles et aggravent les tensions entre agriculteurs et éleveurs pouvant conduire à des conflits intercommunautaires (FAO, 2018). Il convient pour nous de rappeler aussi que le cheptel a sensiblement diminué à cause de la fuite des éleveurs et les attaques des campements qui se soldent par des spoliations du bétail. Si dans le nord-ouest, les éleveurs sont soit partis ou ne peuvent plus entreprendre la transhumance comme avant, dans le nord-est, zone sous contrôle des ES, la transhumance interne reste limitée en termes de parcours et circonscrite aux zones dites favorables²¹. En plus de la question des ressources, la réduction de la mobilité a entraîné une concentration des troupeaux et donc une condition favorable au développement des pathologies animales.

Ainsi dans les pays voisins tels que le Cameroun qui ont accueilli ces éleveurs depuis 2013, l'accès au pâturage devient problématique avec la concentration des animaux. Le bétail des réfugiés Centrafricains est venu s'ajouter à celui des Camerounais dans un nord Cameroun moins dotés en pâturage de saison de sèche. Il fallait donc pour les éleveurs Centrafricain, chercher des espaces mais qui ne sont pas disponibles. Après quelques années de séjour, ils sont dans une situation intenable et ont commencé pour certains à braver la peur pour revenir dans leur pays de départ où les conditions de mobilité et donc d'accès aux ressources sont plus meilleures.

Cette guerre de 2013 a aussi favorisé une recomposition des rapports de force pastoraux. Dans la zone de Batangafo au centre nord où la question des pâtures et point d'eau se posent intensément en saison sèche et où se trouve concentré un nombre important de bétail, l'arrivée des transhumants Tchadiens en cette période de l'année va accroître la pression sur les transhumants locaux. Si les transhumants Tchadiens ne se posent pas trop de souci puisqu'ils sont armés et vont forcer le passage vers le sud, les transhumants internes se contentent le plus souvent des maigres ressources

²¹ Sous contrôle des Ex-Seleka.

sur place avec les risques que cela pourraient engendrer pour les animaux. Certains vont tenter le tout pour sauver leur bétail en se joignant au mouvement du bétail des transhumants étrangers afin de bénéficier de leur « protection » car il y va selon eux de la survie de leur troupeau et de leur activité.

La présence des groupes armés prédateurs qui entretiennent les rackets n'est pas une situation qui va arranger les choses. L'évolution du conflit dans les régions du Nord-est où s'affrontent les groupes armés pour le contrôle des espaces et des ressources, a conduit à une fragmentation des éleveurs ou des clivages ethniques s'installent et où la cohésion intercommunautaire avec les agriculteurs se trouve également érodée. Compte tenu de cette crise qui a occasionné la destruction des moyens productifs publics et privés et certaines infrastructures de prise en charge des populations, le bétail devient une cible pour toute catégorie de prédateurs. En premier lieu ces groupes armés qui pour entretenir leur mouvement vont trouver auprès des éleveurs un « moine » facile à taxer et à recouvrir. Pour les ES, les rackets deviennent par ce fait un instrument de taxation qui s'applique à l'ensemble de la filière bovine. Pour les AB, étant donné qu'il règne un climat d'hostilité entre eux et les Es, et de l'amalgame dont ils se nourrissent pour justifier leurs actions, ils privilégient un mode opératoire musclé c'est à dire des attaques armées contre leur campement avec les conséquences qu'elles comportent pour les populations pastorales en termes de pertes en vies humaines et en biens.

Toutefois, depuis 2016, des signaux positifs ont été observés notamment avec la reprise de la mobilité. Le retour des transhumants nationaux et étrangers dans certaines zones abandonnées en 2013 comme celle de l'ouest et du centre et les mouvements du bétail entre le centre nord et le centre est qui étaient stoppés par les affrontements « inter-Ex-Seleka »²² constituent un motif d'espoir même si les contextes en Centrafrique varient d'une zone à une autre comme nous le verrons dans la troisième partie consacrée aux études de cas.

²² Les affrontements opposant des factions Ex-Seleka avec d'un côté le FPRC à dominante Rounga, Goula, arabe et l'UPC à dominante peule.

TROISIEME PARTIE

Quel avenir pour les campements pastoraux en RCA ?

Deux études de cas

Du fait de l'ampleur des chocs vécus par les populations pastorales, rendant difficile la préservation du bétail face à des groupes armés prédateurs, la forte paupérisation des éleveurs et les nombreuses reconversions, il y a lieu de s'interroger à partir des études de cas sur l'avenir des éleveurs, autrement dit, peut-on encore être éleveur aujourd'hui en République Centrafricaine ? (Archambaud et Tidjani, 2016b).

Dans cette partie qui est organisée en deux chapitres, nous allons mobiliser notre cadre d'analyse adapté aux populations pastorales pour le diagnostic de deux systèmes pastoraux en RCA (Tidjani et al, 2017a). A travers deux études de cas correspondant à chaque chapitre (chapitre 5 et 6), nous étudierons les dynamiques pastorales de deux zones différentes du pays. Il sera ainsi question pour nous à partir de l'étude des pratiques des éleveurs selon qu'elle soit fortement attachée à la mobilité ou qu'elle s'en détache de comprendre comment elles influencent leur capacité ou non à affronter les risques et chocs, et finalement leur maintien dans cette activité pour ne pas dire à rester encore éleveur.

CHAPITRE 5 :

Etre et rester éleveur dans la Vakaga

Partant du fait que la crise du pastoralisme en RCA ne prend pas source en 2013, il n'en demeure pas moins que celle-ci constitue l'une des plus graves de l'histoire du pays et de cette activité. Avec le déchainement des violences qui a consacré le replis des éleveurs dans certaines parties du territoire encore sous contrôle des groupes armés non conventionnels, les éleveurs se sont vu imposés de nouvelles contraintes (baisse des ressources avec la concentration du bétail, racket, prédation, décapitalisation accrue et reconversion, etc.). Cette situation qui varie en termes d'ampleur d'une région à une autre pose aujourd'hui la question du maintien de ces éleveurs dans cette activité. A travers ce premier chapitre, nous examinerons le cas du campement Terfel autour de Birao en présentant tout d'abord ses caractéristiques, son peuplement, ses ressources et son historique (section1). Ensuite nous nous pencherons sur les transformations de ce campement à travers les évolutions de ses fonctions essentielles (Section2). Les mécanismes privilégiés par les ménages pour faire face à l'adversité dans le campement Terfel feront partie de la section3 et enfin, nous ferons une typologie des trajectoires de ces ménages pastoraux (Section4).

Carte 6 : Localisation géographique du campement Terfel



Source : auteur, 2017

Ce travail de terrain a porté sur la sous-préfecture de Birao (Vakaga) dans laquelle se trouve le campement Terfel (Tidjani et al, 2017b). La sous-préfecture de Birao est constituée d'une seule commune notamment celle de Ridina. Elle couvre une superficie de 18.365 Km² avec une

population de 41.970 habitants, cela donne une densité de population extrêmement faible d'un peu plus d'un habitant au Km². Elle partage des frontières avec le soudan (65 Km d'Amdafock) et avec le Tchad (85 Km de Tissi)²³. Cette proximité avec ces deux grands pays d'élevage d'Afrique, expose la zone à une forte activité de transhumance transfrontalière.

Section1. Présentation du campement de Terfel

1.1. Une vue d'ensemble

1.1.1. Peuplement

Le campement Terfel est peuplé exclusivement des éleveurs arabophones majoritairement issus de l'ethnie Taacha (plus de deux tiers) de confession musulmane dans leur totalité et originaires des localités Soudanaises d'Amdafock (64%) et de Rihed-el-Birdi (36%). Les autres ethnies bien qu'issus du même groupe sont représentés par des Missirié (environ un cinquième) et des Borno (moins d'un quart). La taille moyenne d'un ménage du campement Terfel est d'environ 13 personnes avec un minimum de 2 personnes et un maximum de 27 personnes. La quasi-totalité de ces ménages est dirigé par un homme et l'âge moyen de ces chefs de ménage est de 50ans. Les chefs de ménages sont relativement moins âgés (25 ans pour le moins âgé et 72 pour le plus âgé) si l'on s'en tient à la tendance générale observée dans les autres zones du territoire Centrafricain (zone à dominante peule) ou la majorité des éleveurs possédant encore du bétail est constituée d'une population très âgée, ce qui pourrait laisser croire à un problème de renouvellement et donc un désintéressement de la nouvelle génération vis-à-vis des activités d'élevage bovin. Le campement Terfel n'a pas enregistré des déplacements ou des fuites d'éleveurs dans le sillage de la crise de 2013.

Les femmes et les enfants sont moins nombreux et cela s'explique par le début de la transhumance ou le déploiement de la famille se fait graduellement. Tous les éleveurs interrogés vivent de manière permanente (durant 9 mois de l'année) et ne quittent le campement qu'en période de saison de pluie pour un retour sur le terroir d'attache au Soudan.

1.1.2. Accès des populations aux ressources

Les ressources du campement dont l'accès intéressent au plus les chefs de ménages sont constituées des points d'eau (marre, puits pastoraux) et pâturage. Il n'existe pas une grande disparité entre les ménages en termes de conditions de vie mais ils n'ont pas le même niveau d'accès aux ressources.

²³Rapport du pré diagnostic pour la planification du développement local dans les communes de la Vakaga

L'accès aux ressources est relativement aisé pour un quart des ménages, assez difficile pour un autre quart, et difficile pour une moitié. Tous les ménages utilisent sans restriction le même puits pastoral fonctionnel et le plus proche du campement et ceci durant toute la saison, mais les ménages les plus solides ont la possibilité de rechercher des pâturages situés un peu plus loin en creusant des puits, évitant ainsi les difficultés liées à l'éloignement.

1.1.3. Accès à l'alimentation et aux services sociaux de base

La grande majorité des chefs des ménages (les trois quarts) interrogés savent lire et écrire exclusivement en arabe. Par contre, seul un enfant sur 10 se voit détaché du campement et scolarisé à Amdafock ou Rihed-el-Birdi (localités Soudanaises les plus proches géographiquement) et cela se fait au détriment des filles. Les éleveurs refusent de scolariser leurs enfants en zone de transhumance, arguant qu'il n'existe pas d'infrastructures éducatives adéquates et d'enseignants qualifiés sur place. Les pasteurs dépendent des produits vivriers pour leur propre alimentation et celle de leur famille, en particulier le mil et le sorgho. Les ménages de Terfel estiment que même si les prix des vivriers ont évolué à la hausse depuis quelque temps, cela n'affecte pas considérablement leur budget familial et ne remet pas en cause l'équilibre alimentaire de leur famille, ce qui signifie qu'ils n'ont pas connu de pratiques de contraction alimentaire ni de changement d'habitude alimentaire dû à la présence de plusieurs marchés hebdomadaires concurrents au bénéfice du consommateur.

1.1.4. Accès aux marchés et à la santé animale

L'approvisionnement en produits vivriers est rendu possible par la présence permanente des marchés hebdomadaires notamment celui de Amdafock et de Birao. Il en est de même pour les ventes de bétail. Le marché d'Amdafock est le lieu où se réalise environ deux tiers des transactions de vente contre un tiers pour Birao. Avec ces marchés accessibles à tout moment, les éleveurs peuvent encore se permettre de choisir le moment opportun et le lieu idéal pour la vente de leur bétail. Il convient toutefois de préciser que le marché d'Amdafock reste plus attractif, mais plus distant que celui de Birao.

En ce qui concerne la santé animale, si les produits vétérinaires sont disponibles en zone d'attache de saison de pluie (Soudan) avec une forte présence des services vétérinaires, il n'en est pas le cas pour la couverture vaccinale qui reste pour les éleveurs la priorité. Les pasteurs reconnaissent que la campagne de vaccination lancée en Centrafrique depuis 2015 par le FAO avec l'appui de l'ONG

TGH, a contribué à sauver leur bétail des grandes pathologies comme la PPCB pour les bovins et la PPR pour les petits ruminants.

1.1.5. Etat des habitats du campement

Le type d'habitat présent dans la zone de Terfel répond aux caractéristiques du milieu, de la capacité en termes de ressources et de la structure des ménages rencontrés. Les habitations sont dans leur quasi-totalité sous forme de tente en bâche avec un intérieur bien décoré en tapis persans pour certains et des simples nattes pour d'autres.

Photo 2 : Structure et type d'habitation du campement Terfel



Crédit photo: auteur, 2017

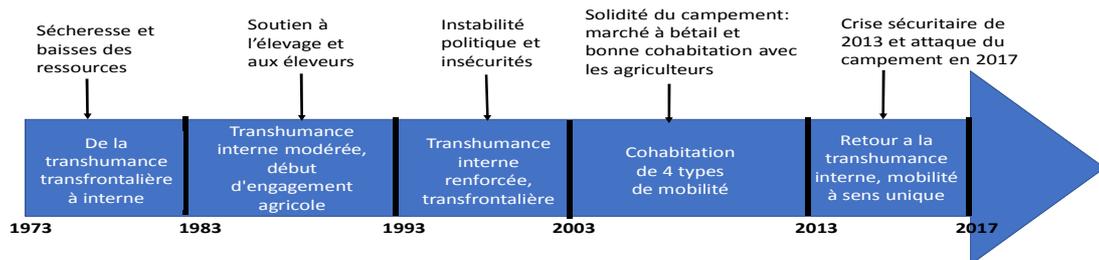
Les ménages ne se différencient à ce stade que par la taille, le type de décoration et le nombre de leurs habitations. Plus le ménage se trouve dans une situation relativement aisée, plus son habitat est assez vaste et bien décoré à l'intérieur. Les ménages les plus modestes n'ont en général qu'une ou deux petites tentes précaires car les bâches sont très anciennes avec des traces de recollage sur des parties déchirées alors que ceux qui sont en situation moins précaires installent aux moins deux (pour les familles polygames) tentes susceptible de résister au passage du vent et des intempéries. Les chefs de la famille occupent l'une des tentes et les autres sont destinées aux femmes et enfants.

1.2. L'historique du campement

Quatre principales périodes ont marqué l'histoire de ce campement et influencé l'évolution de son état. Il s'agit d'abord de la période post indépendance de la RCA entre 1960-1973, Ensuite la période

de 1973-1995 suivi de celle de 1995-2012 et enfin de la période allant de la crise sécuritaire de 2013 jusqu'en 2016.

Figure 4: Evolution historique de la mobilité au campement Bangui-Banda



1.2.1. Les premières percées d'éleveurs autour de Terfel (1960-1973)

Elles décrivent les premières arrivées de ces éleveurs rassurés par l'accession du jeune pays qu'est la République Centrafricaine à l'indépendance et la facilité d'accès à son territoire que ne permettait pas l'administration coloniale de l'époque. Elle coïncidait aussi avec l'intensification des conflits agriculteurs/éleveurs dans la région du Darfour ou sont originaires ces éleveurs. Au départ, seuls quelques éleveurs appartenant à une même famille faisaient partie de cette aventure. Compte tenu de la disponibilité des ressources et de la bonne pluviométrie, ils repartent très tôt dans le sens inverse (juste après quelques 5 mois de transhumance) en direction du Soudan.

1.2.2. La sécheresse au Sahel et le renforcement de cette présence (1973-1995)

La grande sécheresse de 1973 au Sahel marque un grand tournant dans l'histoire du campement Terfel en ce sens qu'elle a favorisé non seulement l'afflux d'autres éleveurs en direction de la zone mais permis le renforcement de l'attachement des éleveurs dit « pionniers » à cet espace. Ils arrivent désormais accompagnés de l'ensemble de leurs familles. Certains enfants sont nés et grandissent à Terfel tout le long de ce cycle annuel de transhumance et se définissent comme Centrafricain, tissant des liens étroits avec les villageois. Cette volonté de « conquête » des espaces pastoraux de Terfel est motivée aussi par la nécessité de minimiser les pertes liées à l'absence des ressources avec en toile de fond un séjour plus long autour de Terfel (plus de 5 mois). Des puits pastoraux sont construits et permettent aux éleveurs de « s'approprier » cette zone et de se positionner en prévision d'une vague d'arrivée future.

1.2.3. La guerre du Darfour et les conflits tribaux au Soudan et en RCA (1995-2012)

Avec la crise sécuritaire au Darfour et la recrudescence des conflits tribaux, la situation devient plus compliquée pour ces pasteurs condamnés dans certains cas à réduire leur présence et dans d'autres à les intensifier. Les phénomènes de pillages de ressources ont poussé les éleveurs à venir en masse dans la zone de Terfel pour éviter de se faire assimilés du fait à leur appartenance ethnique à telle ou telle partie au conflit armé. Les milices djandjawid sont accusées de déposséder les éleveurs non proches d'eux de leur bétail. A cela s'ajoute le regain des conflits tribaux exacerbés par le contrôle des ressources entre agriculteurs et éleveurs, le plus souvent issus des groupes ethniques opposés et qui peuvent dégénérer en un grand conflit avec un nombre important de victime. Ce phénomène longtemps l'apanage des communautés Soudanaises s'est importé dans la Vakaga et s'est traduit par un affrontement ethnique entre éleveurs arabes et agriculteurs Goula dans la commune de Ouandja. Il a régné pendant un fort moment un climat de méfiance et de tension. La circulation des armes entre les deux frontières du fait de la porosité des frontières contribue à accentuer ce climat de tension qui peut dégénérer en conflit ethnique et impliquer des communautés entières au-delà de la zone où s'est déclenché l'incident. Les éleveurs du campement Terfel prennent aussi en compte ces facteurs qui impactent négativement leur activités.

1.2.4. De la crise sécuritaire de 2013 à 2017

L'une des conséquences de la crise sécuritaire de 2013 sur les activités pastorales à Terfel est l'afflux massif des éleveurs transhumants étrangers. Cette situation est redoutée par les éleveurs du campement qui établissent un lien entre la présence des pathologies comme la PPCB et cette concentration du bétail. Il n'a pas été enregistré de fortes perturbations socioéconomiques comme la fuite des éleveurs présents, l'abandon/suspension des mouvements pendulaires saisonniers habituels, les affrontements/attaques ou les rackets organisés. Toutefois, la reprise dès 2015-2016 des mouvements des chameliers après plusieurs années d'interdiction et d'interruption d'activité sur le territoire de la RCA inquiète tant les éleveurs que les agriculteurs qui craignent la mainmise de ces éleveurs hyperpuissants sur les rares ressources pastorales encore disponible et la dégradation accentuée de l'écosystème.

Section 2 : Les transformations du campement Terfel

Pour comprendre les transformations liées à ce campement, nous retraçons l'évolution de son état au fil des grandes périodes de son histoire. Il s'agit d'analyser l'évolution des agro systèmes, de

l'intégration économique, de la régulation et pour mieux appréhender les dynamiques pastorales à Terfel, celle des systèmes d'activités.

2.1. Les évolutions des agro écosystèmes

Les ressources naturelles étaient décrites par les éleveurs de Terfel comme étant suffisante et de bonne qualité entre 1960 et 1973 car c'était l'une des belles périodes où la croissance des troupeaux était aussi forte. Les mares retenaient les eaux de pluie même en saison sèche, ce qui permettait aux éleveurs d'assurer l'abreuvement pendant toute l'année. Les changements ont commencé à se faire sentir en 1973 surtout avec la grande sécheresse au Sahel caractérisée par la variabilité climatique. L'absence de la pluviométrie durant cette période a entraîné un assèchement de la végétation et par conséquent une raréfaction de pâturage. Il en est de même pour les points d'eau qui se tarissent faute de pluie. Les éleveurs avaient du mal à nourrir leur animaux qui s'affaiblissent, perdent leur force et finissent par craquer pour beaucoup d'entre eux. Dès lors, la décision de partir pour sauver le reste du bétail s'impose pour beaucoup d'éleveurs qui en ont fait ce choix. Le départ vers la Centrafrique a permis après un temps de répit une amélioration de la situation au Soudan où le pâturage s'est à nouveau reconstitué suite à la sécheresse. Toutefois, entre 1995 et 2012, la concentration des troupeaux autour de Terfel va pousser les éleveurs à recourir à des puits pastoraux pour satisfaire leurs besoins en eau.

Photo 3 : Enfouissement d'un puits pastoral à Terfel



Crédit photo: auteur, 2017

La situation se dégrade à nouveau depuis 2013 et cela jusqu'en 2016 du fait des effets des changements climatiques qui pèsent sur l'écosystème de Terfel. Les points d'eau ou marres se tarissent et les puits pastoraux plus profonds qu'avant, doivent être recreusés à plusieurs reprises pour répondre aux besoins en eau pendant la transhumance. Les pâturages ne sont désormais disponibles qu'autour de ces marres créant ainsi le surpâturage et des difficultés énormes d'accès aux ressources à partir du mois de Février. Seuls les éleveurs les plus solides peuvent non seulement conduire leur bétail au-delà en dehors des abords de ces points mais ils sont en plus capables de recourir à des aliments complémentaires pour pallier aux carences des ressources traditionnelles.

Tableau 19 : Evolutions des agro systèmes selon l'histoire du campement Terfel.

	<i>Périodes clés</i>			
	<i>1960-1973</i>	<i>1973-1995</i>	<i>1995-2012</i>	<i>2013-2016</i>
<i>Evolution des ressources naturelles</i>	Disponibilité de pâturage varié et de bonne qualité. Des marres qui retiennent l'eau toutes les saisons	Des changements avec la grande sécheresse au sahel. Pâturage sec et tarissement des points d'eau	Reconstitution moins importante du couvert végétal. Recours à des puits pastoraux	Raréfaction de pâturage et tarissement des points d'eau sans effet sur la qualité du pâturage. Des puits pastoraux plus profonds
<i>Croissance des troupeaux</i>	Un effectif encore important du bétail	Pertes assez importantes des animaux	Des pertes colossales pour causes de vol et d'expropriation	Perte limitée et causées essentiellement par les pathologies

On s'aperçoit que le campement Terfel dispose d'agro écosystèmes très dégradés pour une zone aux caractéristiques agro écologiques « fragiles », et qui subit un afflux important des éleveurs depuis la crise sécuritaire de 2013 en RCA.

2.2. Les évolutions de l'intégration économique

Le niveau de l'intégration économique du campement encore faible dans les années les plus reculées notamment entre 1960 et 1995 s'est peu à peu développé à partir de 1995 c'est-à-dire à la veille de la crise au Darfour. Si pendant les années précédant celle de 1995, l'accès des éleveurs aux marchés et aux opportunités alternatives restait limité voir même inexistante, il n'en est pas le cas à partir de 1995 où le bétail est vendu à des prix plus élevés. Les prémices de l'insécurité dans la région de Darfour y sont pour quelque chose car avec les incertitudes qui planaient déjà, certains éleveurs ont préféré déjà partir de la zone, ce qui réduit le niveau de l'offre sur le marché.

La présence des deux marchés à bétail dont l'un à Birao (RCA) et l'autre à Amdafock (Soudan) aurait pu renforcer d'avantage cette intégration hormis la dégradation des infrastructures routières pourtant bonne entre 1973 et 1995. Depuis quelques années, la zone de Birao dans laquelle opèrent ces transhumants Soudanais échappe peu à peu à une réglementation en matière des activités de coupe de bambou de chine. Des commerçants Soudanais s'investissent dans cette activité qui demeure encore la seule alternative autour de Terfel pour les éleveurs en dehors de l'élevage. Du point de vue de la cohabitation avec les agriculteurs, la situation s'est en revanche détériorée depuis 1995. L'implication progressive des agriculteurs locaux (Terfel) dans l'élevage de gros bétail crée des tensions autour des ressources qui baissent alors que le bétail augmente.

Tableau 20 : Les évolutions historique de la fonction d'intégration économique

	<i>Périodes clés</i>			
	<i>1960-1973</i>	<i>1973-1995</i>	<i>1995-2012</i>	<i>2013-2016</i>
<i>Accès aux marchés à bétail</i>	Il n'existe pas véritablement de marchés à bétail.	Idem	Accès aux marchés limité par l'insécurité	Des avantages liés à l'existence de deux marchés
<i>Relation avec les agriculteurs</i>	Bonne, faible activité agricole autour du campement	Des dégâts gérés à l'amiable	Des tensions autour des ressources avec les agro-éleveurs	Mauvaises et tendues
<i>Niveau d'enclavement</i>	Accès au campement exclusivement à pied ou à dos d'animaux	Présence limitée des pistes et des routes	Début de dégradation des routes et pistes	Dégradation avancées des pistes/routes mais développement des services moto-taxi
<i>Présence d'opportunités alternatives</i>	Non signalée	Idem	Coupe de bambou de chine	Coupe de bambou de chine et commerce des produits agricoles

Bien que très affectée par la grande sécheresse de 1973 au sahel et le conflit au Darfour (Zone d'attache pour ces éleveurs), l'intégration économique du campement permet encore au système Terfel de subsister et aux ménages de répondre aux besoins incompressibles.

2.3. Les évolutions de la régulation du campement

Jusqu'en 1995, les indicateurs qui contribuent à la bonne régulation du campement sont au vert et les éleveurs s'accordent à dire que le campement Terfel est très loin des quelques fossés entre les leaders et les éleveurs depuis cette date. Cette situation est caractéristique des conséquences de la crise au Darfour qui a fait naître un climat de replis ethnique.

Photo 4 : séance d’entretien avec le chef du campement Terfel



En dépit du fait que le campement est peuplé d’un seul groupe ethnique (arabe), il y a lieu de préciser qu’il se compose de plusieurs lignages ou ethnies différentes. La proximité de certaines autorités du campement avec les milices du Darfour poussent certains éleveurs à prendre leur distance. En ce moment, la régulation du campement relève plus des chefs de tribus doté d’un plus grand pouvoir qui vivent au Soudan. L’organisation sociale des éleveurs dans cette partie de la RCA se distinguent fortement de celle qu’on retrouve dans les chefferies traditionnelles peules fortement hiérarchisée dans lesquelles règne une forte culture d’allégeance et de discipline.

Tableau 21 : les moments forts dans la régulation du campement Terfel

	<i>Périodes clés</i>			
	<i>1960-1973</i>	<i>1973-1995</i>	<i>1995-2012</i>	<i>2013-2016</i>
<i>Confiance dans les leaders</i>	Des chefs très respecté et acceptés par tous	Un attachement qui prend un coup mais qui ne fléchi pas	Méfiance vis-à-vis de certains chefs du campement proche des milices du Darfour	Des leaderships à connotation ethnique et régionale
<i>Présence des conflits internes</i>			Des éleveurs qui prennent un peu plus d’autonomie.	Des éleveurs qui s’installent à petit groupe ou qui changent de zone
<i>Dynamique d’exclusion ou de cohésion sociale</i>			Occupation des marres et puits pastoraux par des pasteurs proches du chef du campement	Militarisation des convois de transhumance

Le campement a perdu beaucoup de sa diversité et se retrouve aujourd'hui uni autour d'un seul groupe ethnique mais presque « fermé » aux autres groupes. En termes de régulation, la situation est bonne puisqu'il n'y a pas de tension visible, ni d'opposition à l'autorité actuelle du chef du campement. Par contre, la réalité du pouvoir de régulation du campement n'est pas détenue par son chef. Ce dernier prend ses décisions des plus hauts chefs hiérarchiques installés à Amdafock et Rihed-Al-Birdi, le véritable pouvoir de régulation du campement se trouve donc en dehors de celui-ci.

2.4. Les évolutions des systèmes d'activités

2.4.1. L'évolution de la mobilité

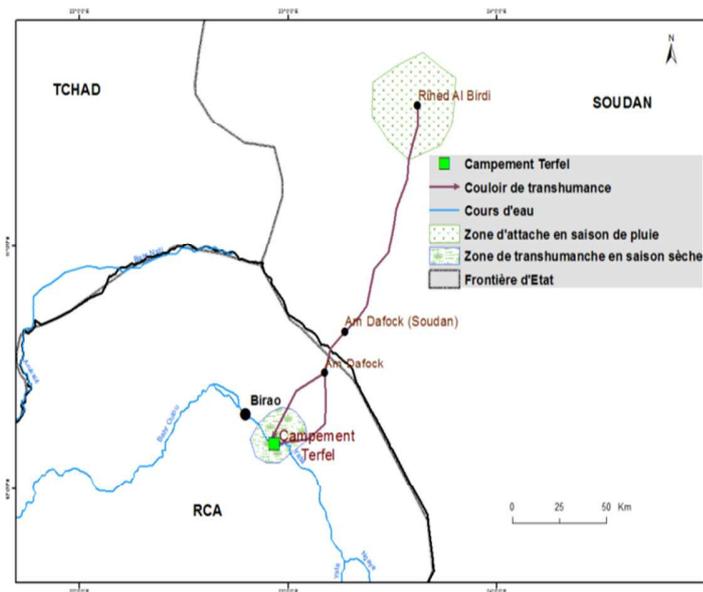
Les éleveurs du campement Terfel développent un type de mobilité très particulier qui n'est pas l'apanage des éleveurs transfrontaliers dont ils appartiennent. Contrairement aux déplacements incessants qui caractérisent pourtant ce type de pasteur, ils se distinguent par le fait qu'ils effectuent de manière régulière et permanente un mouvement dans les deux sens : un départ du Soudan en direction de la Centrafrique (en période d'hivernage) et un retour vers le Soudan (en période humide). Ils empruntent les mêmes parcours, traversent les mêmes endroits et s'installent sur les mêmes espaces utilisés autrefois par leurs grands-parents ou parents. Ces éleveurs ne se séparent de leur campement qu'au moment de leur retour en zone de départ. Le déploiement dans la zone de transhumance répond à une logique graduelle pour des raisons liées à la gestion du pâturage et points d'eau et surtout pour minimiser les risques de conflit avec les agriculteurs en cette période propice aux activités de récolte. En d'autres termes, les ménages de Terfel n'arrivent pas tous au même moment. Pendant que les uns (surtout les plus valides et les plus dotés en bétail) se retrouvent en zone de transhumance avec un noyau du bétail, les autres s'occupent de la récolte des produits agricoles au Soudan et suivent la première vague à partir du mois de février.

Dès le début de la période humide, à partir du mois de juin, ces éleveurs empruntent progressivement le chemin du retour avec pour objectif, rattraper le calendrier agricole. Tous les ménages soumis à l'enquête pratiquent avec des intensités différentes l'agriculture comme activité secondaire. Les ménages les moins engagés rejoignent très vite le campement, ce qui n'est pas le cas pour ceux qui le sont plus et qui doivent soit laisser partir une partie de la famille, soit retarder leur mouvement en direction de Terfel.

La période sèche est celle où le bétail se vend le plus cher au Soudan et rapporte plus de revenu alors que la période humide est celle où le bétail se négocie bien en RCA à cause du retour de la majorité des transhumants. Les mois compris entre Décembre et Février et ceux allant de Mars à Mai sont ceux où les éleveurs chefs de ménage ont le plus de travail car ils correspondent pour la première période aux étapes du parcours de transhumance entre la zone d'attache et la zone de transhumance et au début de séjour caractérisé par des difficultés d'accès aux ressources nécessitant une attention particulière et des efforts constants pour assurer le bien-être de la famille et des moyens d'existence (bétail). Connus en arabe sous l'appellation de « mourhal », les parcours pastoraux effectués par les éleveurs de Terfel n'ont pas subi de changement. Ils empruntent toujours le même passage chaque année. Contrairement aux peuls qui descendent plus au sud (jusqu'à Ouadda-djallé), les éleveurs arabes de Terfel s'installent à Terfel, une fois l'avoir atteint. Le bétail peul appelé « Kouri » du fait de sa grande taille et sa couleur rouge ne résiste pas à un pâturage sec. C'est pourquoi, son entretien exige l'extension des parcours jusqu'à la zone de Ouadda-Djallé pour certains éleveurs et un peu plus vers les savanes de la Haute-Kotto pour d'autres.

Le tracé des parcours (carte ci-dessous) n'intègre pas les points de passage au-delà d'Amdafock ou la localisation devient difficile.

Carte 7 : Parcours de transhumance emprunté par les éleveurs de Terfel



Source : auteur, 2017

Deux couloirs de transhumance évitant les zones de cultures sont empruntés dans le deux sens (Aller/retour) : un premier couloir qui passe par Chakhar-Khachkhachay-Moundouwa-Amdafock et le second couloir avec comme itinéraire Hadjarfatna-Bilbili-Amdafock. Les couloirs ne sont utilisés que par les transhumants éleveurs de bétail. Les éleveurs chameliers ne se sentent pas concernés par ces parcours. Ils se servent de tout passage qui leur semble opportun et susceptible de les mener vers la destination voulue. C'est pourquoi, ils sont désignés comme responsable des dégâts les plus terribles occasionnés sur les cultures lors de leur descente vers le sud en direction de la Centrafrique.

La distance de parcours menant de la zone d'attache en période humide à la zone de transhumance dure un mois de marche, selon le rythme de mouvement du bétail. Les éleveurs du campement Terfel viennent de Rihed-el-Birdi en passant par Agori, Amdafock pour une arrivée à Terfel. Ils arrivent à Terfel dès le mois d'octobre et passent neuf mois dans la zone de Terfel (d'octobre à juin). Le retour au Soudan où ils ne séjournent que trois mois (juillet à septembre) s'amorce à partir du mois de juillet.

2.4.2. La diversification des activités

Les ressources pastorales sont diversifiées et composées de bovins, ovins, caprins et volailles. On ne remarque pas un changement radical ou important dans la structure de la composition des cheptels puisque l'élevage bovin reste toujours la ressource pastorale la plus importante. L'engagement dans les activités agricole n'est pas un phénomène récent pour ces éleveurs qui l'ont pour la plupart appris de leurs parents. Pourtant, depuis 2016, une évolution est observée dans les pratiques de certains ménages éleveurs qui ont commencé à modifier la composition de leurs ressources en intégrant tout simplement des chameaux à la place des bovins. Il s'agit encore pour le moment des faits de moindre importance par rapport à leur ampleur. Même si cette catégorie d'éleveurs n'a pas été rencontrée au moment de l'enquête, il s'agit néanmoins de l'une des évolutions en cours dans les pratiques pastorales dans la sous-préfecture de Birao.

Les activités agricoles demeurent encore l'activité complémentaire la plus importante pour ces éleveurs. La majorité des ménages interrogés affirment cultiver en zone d'attache notamment dans la zone de Biri (Amdafock) tout près de la frontière Centrafricaine au moment de leur remontée vers le Soudan. L'intensité de l'humidité rend compliqué le séjour prolongé du bétail sur le territoire de la RCA et impose selon les éleveurs un retour au Soudan. Les cultures concernées sont essentiellement le mil et le sorgho qui sont en grande partie autoconsommée durant les deux premiers mois de

présence en zone de transhumance. Ils ne couvrent qu'environ le quart des besoins alimentaires des ménages et par conséquent ne sont pas vendus. Les ménages de Terfel ont la capacité de vendre sur les marchés les plus attractifs pour ce qui est des produits d'élevage et même des produits agricoles que leurs femmes achètent aux agriculteurs de certaines zones et les revendent sur les marchés hebdomadaires.

Section 3. Faire face à l'adversité à Terfel

3.1. Des revenus quasi exclusivement issus de l'élevage

Généralement, en cas de nécessité, les ménages pastoraux se concentrent sur leurs activités d'élevage et c'est aussi le cas à Terfel. En l'absence d'une diversité d'opportunités en milieu pastoral, les ménages ont souvent recours soit à la vente de leurs animaux (bovins, ovins, caprins), soit à celle des sous-produits d'élevage (lait, beurre). Concernant l'élevage, la première activité source de revenu ponctuelle et permanente demeure la vente des bovins, puis des ovins et enfin des caprins.

3.1.1. Pratiques de décapitalisation et fréquence de déstockage

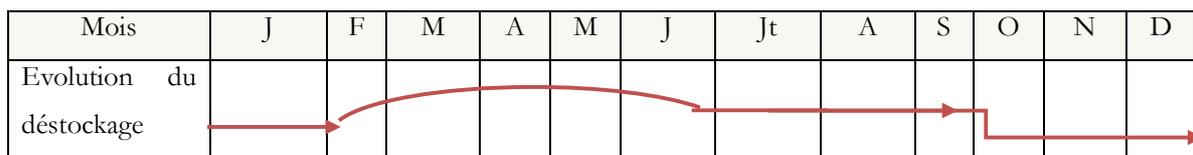
Le déstockage est un phénomène courant chez les ménages pastoraux surtout pour ceux qui tirent l'essentiel de leur revenu (environ 75%) de la vente des animaux comme c'est le cas pour les éleveurs de Terfel. La vente concerne en moyenne 7 têtes de bétail par année et par ménage et représente en termes monétaire une somme proche de 560.000 FCFA²⁴. Elle varie d'un ménage à un autre en fonction de sa taille, des besoins à satisfaire et des ressources animales disponibles. Ainsi pour les familles les moins nombreuses (moins de 5 personnes), le déstockage avoisine 6 têtes. Tandis que les ménages ayant entre 5 et 10 personnes à charge ont besoin d'environ 10 têtes et ceux ayant plus de 10 personnes vendent plus de 10 têtes pour couvrir les besoins primordiaux de leur famille. Avec la diversification du cheptel, les ménages privilégient la vente des petits ruminants notamment les ovins et les caprins tant que le montant des besoins n'excède pas la somme de 80.000 FCFA, l'équivalent du prix moyen d'un bœuf de 2 à 3 ans (le plus souvent vendu).

Les ventes de bétail sont le plus souvent motivées d'une part par la nécessité de répondre aux besoins vitaux de la famille (alimentation, santé, habillement, ...) et d'autre part par celle de l'entretien des animaux (prise en charge de la santé animale à travers l'achat des produits vétérinaires,

²⁴ Calcul fait sur la base du prix moyen de bétail de 2 ans généralement vendu, soit 80.000 FCFA

et complémentation du bétail qui a toute son importance dans une zone où le pâturage se raréfie en saison sèche). Les dépenses en besoins primaires restent le principal poste de dépenses des ménages (55%) contre (30%) pour l'entretien des animaux et (15%) pour les autres charges. L'absence du phénomène de racket autour de la zone de Terfel permet aux ménages d'alléger leur budget et de réduire le niveau et la fréquence du déstockage.

Figure 5 : Evolution de la fréquence du déstockage selon les périodes de l'année



Source : auteur, 2017

En dépit de leur engagement agricole, les ménages observés ne produisent que le quart (15%) de leurs besoins alimentaires (mil et sorgho). Les ventes des animaux sont plus fréquentes au milieu de la période sèche (février-avril). En début d'hivernage, avec le niveau intéressant des prix des produits agricoles liés à la période de récolte et la disponibilité des produits issus de leurs propres activités agricoles, les éleveurs parviennent à réduire le niveau de vente de leurs animaux. Il en est de même pour la période humide (juillet à octobre) où les ménages peuvent profiter de la production laitière en grande quantité pour fournir une source d'alimentation alternative importante aux vivriers.

Cependant, en milieu de la saison sèche (février-Mai), les ventes s'accroissent par la faiblesse de l'offre en vivriers et l'augmentation du niveau des prix sur les différents marchés. Les activités de commercialisation des sous-produits d'élevage et même des produits agricoles par les femmes des pasteurs contribuent aussi à réduire l'intensité du déstockage.

3.1.2. Sources alternatives et ponctuelles de revenus

Chez les ménages pastoraux de Terfel, la gestion des aléas passe quasi exclusivement par les pratiques de décapitalisation des cheptels, car ils ne développent pas d'activités alternatives solvables dans l'immédiat. Pour ceux qui le font néanmoins en étant impliqués dans les activités agricoles par exemple, la production est totalement autoconsommée et n'est pas suffisante pour être stockée et vendue. Des activités sont également développées pour des motifs de précaution. Ainsi, le petit commerce des produits agricoles par les femmes des éleveurs permet de dégager de revenus assez rapides et répondre aux besoins du moment. Toutefois, elles ne peuvent pas permettre de faire face à

des dépenses élevées (plus de 10.000 FCFA), ou urgentes, puisque cela suppose que les produits concernés par les spéculations soient écoulés à un prix intéressant sur le marché qui ne se tient qu'une seule fois par semaine.

Les réponses adoptées pour faire aux dépenses imprévues telles que les soins d'un enfant gravement malade, le décès d'un proche ou l'apparition d'une pathologie du bétail, passent donc soit par le déstockage (vente des animaux), soit par l'endettement auprès d'un membre du campement voire d'un client potentiel, en l'occurrence un boucher à qui l'éleveur à l'habitude de vendre des bêtes. Mais un tel endettement ne constitue qu'un report du déstockage dans le futur. Le créancier n'est pas censé se faire rembourser en liquide mais plutôt en nature. La contrepartie se fera au détriment de l'éleveur dans la mesure où la valeur de la bête est le plus souvent supérieure au montant prêté.

3.1.3. Les recompositions sociales à Terfel

Les enquêtes fils ainés ont fait apparaître une évolution de la place des fils ainés et du degré de leur autonomie dans la gestion des affaires familiales dans une société pastorale où le rôle des parents était jusqu'à présent très dominant. A Terfel, on a observé un rôle plus accru des fils ainés qui se traduit par l'exercice de certaines tâches qui relevaient avant, exclusivement de leur parent. Alors qu'ils se contentaient par le passé de suivre la marche désignée par leur parent et de les accompagner, aujourd'hui, le déploiement en zone de transhumance se fait dans un premier temps uniquement par les fils ainés. Cette autonomisation des fils ainés rentre également dans une logique de répartition des tâches entre les plus âgés qui s'occupent des récoltes et des jeunes qui partent avec le bétail très tôt. Ils ne sont suivis par les chefs de famille que plusieurs semaines après. Ces fils ainés sont aussi consultés dans les décisions qui ont trait au choix des zones de pâturage, les ventes des animaux et l'orientation des dépenses.

3.2. Les éleveurs face aux aléas et risques

Dans l'ordre d'importance exprimé par les chefs de ménage de Terfel, on relève trois principaux aléas liés à l'activité pastorale : le risque des pathologies, celui de la raréfaction des ressources naturelles, et enfin, celui de l'insécurité.

3.2.1. Les éleveurs face aux risques pathologiques

Les éleveurs considèrent le risque sanitaire comme le plus élevé, et mettent en avant l'apparition dans certains troupeaux de « nouveaux symptômes » non connus par le passé, qui cristallisent leur

crainte de la résurgence d'une nouvelle pathologie et de leur incapacité à le contrôler. Les pathologies sont plus fréquentes depuis 2013 du fait de la concentration du bétail dont certains n'ont pas subi la vaccination en arrêt en RCA depuis plusieurs années. Les maladies animales les plus citées sont : la PPCB appelé en arabe « Abounguinnet » et le charbon symptomatique connu sous le nom de « warama ». Avec la reprise de la campagne de vaccination dans la zone depuis 2016, certains éleveurs du campement Terfel ont fait bénéficier leur bétail d'une double couverture vaccinale (une première au Soudan dans la zone d'attache de saison de pluie et une seconde en RCA en zone de transhumance). Pour suppléer aux manques des ressources, certains éleveurs ne traitent pas leur animaux avec les produits vétérinaires « classiques » mais les soumettent à des pratiques traditionnelles et d'automédication comme l'utilisation des cendres des feux de cuisson ou ceux issus de l'éclairage des écoles coraniques qui d'après ces éleveurs ont des vertus thérapeutiques contre des pathologies.

Les changements climatiques observés depuis quelques années, se caractérisant par la baisse de la pluviométrie et la raréfaction de pâturage, conduisent les éleveurs à développer un mode assez spécifique de gestion de pâturage dans un environnement semi-aride (Renaudin & Raillon, 2011).

Photo 5 : les éleveurs et l'accès aux ressources en eau à Terfel



A droite, un puits pastoral et à gauche, un abrenvoir de fortune pour les animaux (Crédit photo: auteur)

On remarque une pratique fondée sur la scission ou division du troupeau en deux voire plusieurs groupes, une technique destinée à assurer une gestion rationnelle des pâturages et points d'eau autour du campement afin de permettre aussi un meilleur déploiement gradué des éleveurs en zone

de transhumance. Les éleveurs se concentrent avec leur troupeaux dans un premier temps autour des puits pastoraux fonctionnels et des marres qui laissent pousser encore une végétation verdoyante, nutritive et attractive pour les animaux.

A partir du mois de Février-Mars, le pâturage autour des puits se raréfie quantitativement et devient moins intéressant qualitativement du fait du piétinement et d'un séjour très long des animaux, qui vont devoir aller un peu plus loin pour se nourrir mais avec des herbes encore plus sèches que celles exploitées autour des points d'eau. Les éleveurs stationnent le long de ces mares où ils creusent des puits pour le bétail et pour leur propre consommation. Ces puits pastoraux très profonds (10mètres en moyenne) font l'objet de plusieurs curages afin de faire face au phénomène d'ensablement qui peut conduire à leur tarissement. Ils doivent être recreusés chaque début de transhumance et de manière répétée (5 à 7 fois) avant le retour des pasteurs dans leurs zones d'attache de saison de pluie.

3.2.2. Les éleveurs face à la raréfaction des ressources

Les éleveurs s'accordent à dire que des changements climatiques sont observés ces dernières années et particulièrement depuis deux ans. Même s'il n'y a pas, d'après eux, une évolution profonde en ce qui concerne la qualité des espèces végétales, ils relèvent une baisse sensible de la quantité des herbes, engendrée par le surpâturage dû à l'afflux massif d'autres éleveurs venus du Soudan depuis la crise sécuritaire de 2013. Profitant de la dérèglementation de la transhumance avec l'absence de l'Etat dans le Nord-est de la Centrafrique et incités par le durcissement des lois sur le règlement des conflits agriculteurs-éleveurs au Soudan qui accordent la « primauté » aux agriculteurs, les transhumants Soudanais arrivent en masse en RCA surtout durant les périodes sèches, lorsque le pâturage devient rare au Soudan. Il n'y a pas pour le moment des conflits qui jaillissent de l'insuffisance de ces ressources dans cette zone mais cet afflux de bétail pourrait susciter des tensions dans la zone. Le paysage autour de Terfel est révélateur de ces problèmes de ressources en eau et en pâturage. En période sèche, il ne reste plus aucune trace d'eau, même les lits des cours d'eau se tarissent et s'entassent des sables (photo 6).

Photo 6: lit d'un cours d'eau à Terfel, totalement sec en période d'hivernage



Crédit photo: auteur, 2017

Aujourd'hui, les éleveurs décrivent un pâturage de plus en plus problématique autour du campement Terfel depuis 2015. Le surpâturage autour des puits pastoraux est le résultat d'une dégradation du couvert végétal et d'une perte de la biodiversité fourragère étant donné la gestion du même terroir chaque année et de la présence du même troupeau pendant plusieurs mois consécutifs sur les mêmes espaces. La situation devient plus critique à partir du mois de février, obligeant les pasteurs à recourir à la complémentation (tourteau d'arachide et résidus de mil). A défaut de pouvoir compléter les bêtes, certains éleveurs, coupent des feuilles d'arbres pour les nourrir. Les tourteaux sont achetés sur le marché et les coûts supportés par un éleveur durant une saison (période de transhumance) peuvent dépasser la somme de 400.000 FCFA. Les résidus de culture coûtent par contre moins cher (entre 2000 et 3000 FCFA par champ) et le prix varie en fonction de la superficie du champ. Néanmoins, ils ne permettent pas de couvrir les besoins alimentaires du troupeau, ni à les satisfaire dans la durée. Il arrive que, du fait de l'état des relations très mauvaises entre la majorité d'éleveurs et les agriculteurs locaux, certains agriculteurs préfèrent mettre le feu aux résidus agricoles de leur champ, plutôt que de les vendre ou les céder gratuitement aux. Ils justifient ce comportement par le fait qu'une telle pratique constituerait un précédent dangereux qui encouragerait dans l'avenir les éleveurs à adopter un comportement moins respectueux des zones de culture. Le refus de certains agriculteurs s'explique aussi par le fait qu'ils possèdent eux même quelques têtes de bétail et qu'en cette période difficile en termes de ressources nécessaires à l'alimentation des animaux, ils préfèrent

garder ces résidus pour nourrir leur propre bétail que de le vendre ou les céder gratuitement aux pasteurs.

En dehors de la question de pâturage qui devient difficilement accessible, les éleveurs sont aussi confrontés aux phénomènes de feux de brousse. Ils sont le fait d'agriculteurs/chasseurs ou d'éleveurs égarés, surtout les bergers les plus jeunes opérant sans la compagnie de leur famille (femmes et enfants).

3.2.3. Les éleveurs face aux risques sécuritaires

Ces transhumants transfrontaliers estiment ne pas s'exposer à des risques sécuritaires importants, ni avant la crise de 2013 en RCA, ni après celle-ci. Ce niveau de protection est le résultat du recours à l'autodéfense (militarisation de leur déplacement) et surtout d'une connexion établie avec les milices du Darfour Soudanais notamment les djandjawid (proximité ethnique et familiale). On observe qu'en dépit de la présence des groupes armés et des bandits de grand chemin dans la zone de Birao, les éleveurs du campement Terfel ne se considèrent pas en situation de menace quelconque. Ils affirment que leur présence chaque année autour de Terfel n'est pas remise en cause à court et moyen terme.

3.3. Les relations avec les agriculteurs

Les relations agriculteurs-éleveurs ont changé de nature et sont marquées par la méfiance et des tensions perceptibles. Elles sont passées des dégâts aux cultures qui se réglait à l'amiable ou sans heurts devant les chefs traditionnels locaux, aux vols armés et spoliations. L'arrivée des éleveurs se faisaient autrefois après la récolte, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Ils viennent avant les récoltes et s'installent près des champs obligeant les agriculteurs à implanter des campements agricoles pour surveiller les champs en attente de la récolte. Contrairement au passé, les chefs de campements d'aujourd'hui sont plus jeunes et sont très peu coopératifs. Des pratiques de grand banditisme et de criminalité réapparaissent avec des coupeurs de routent qui arrivent du Soudan braquent les motos et s'enfuient de l'autre côté de la frontière. Il est plus fréquent de trouver des chefs de campement ou éleveurs disposant des motos avec lesquels ils effectuent des courses entre le campement et les différents marchés ou centres d'intérêt. Selon les villageois, les éleveurs transhumants sont désormais plus agressifs et profitent du rapport de force en leur faveur (proximité avec le Soudan) et de la déliquescence de l'Etat en RCA pour asseoir leur domination.

Les conflits avec les agriculteurs s'intensifient en période²⁵ de récolte de mil, car le mil est la culture la plus concernée par les dégâts (décembre-février). Les éleveurs arrivent dans la zone avant le bouclage de la moisson et parfois dès la fin du mois d'octobre pour certains. En cas de dégâts aux cultures, la majorité des éleveurs sont présentés comme peu coopératifs, cela concerne surtout les jeunes bergers qui jouent le rôle d'éclaireur et se déploient sur le terrain avec une partie du bétail en prélude à l'arrivée prochaine des autres membres de la famille. Pour obtenir réparation, l'agriculteur est obligé de mettre la main sur l'animal ou les animaux mis en cause et les enfermer dans un enclos sur le lieu du dégât, sinon il est peu probable d'obtenir une reconnaissance des faits et des réparations de la part du propriétaire des bêtes. Certains éleveurs, prétextant rechercher de l'argent pour payer le dommage, finissent par organiser une opération de « sauvetage » de leurs animaux mis en cause et attachés sur le lieu du dégât par l'agriculteur. Les agriculteurs se plaignent aussi du fait que les règlements se font le plus souvent à leur détriment en dénonçant la corruption de certains chefs locaux.

La porosité des frontières entre cette zone et les deux pays voisins que sont le Tchad et le Soudan a occasionné le retour des chameliers plus de deux décennies après leur éviction de la zone par la garde forestière Centrafrique au prix d'une lutte sans merci. Depuis 2016, ils sont signalés non loin de Terfel avec leurs troupeaux qu'ils amènent pour les faire paître. Ce retour des chameliers qui a l'air d'un « envahissement » suscite des craintes à la fois chez les agriculteurs et les éleveurs qui se plaignent d'une dégradation de l'écosystème et d'une recrudescence du banditisme transfrontalier.

La culture de manioc est presque abandonnée dans la zone de Terfel à cause de l'intensité des dégâts causés par les éleveurs transhumants sur cette culture. On remarque rarement la présence de champ de manioc et les rares agriculteurs qui le font encore sont obligés d'ériger des clôtures en bambou de chine qui exige un coût et un temps de travail supplémentaire. Par ailleurs, les échanges agriculteurs/éleveurs ont évolué : le prix du mil est passé de 500 FCFA à 1000 FCFA le mid²⁶. Cela s'explique par la dégradation de la pluviométrie qui a poussé les agriculteurs à s'intéresser aux cultures telles que l'arachide et aux activités non agricoles comme la coupe et la collecte des bambous de chine, très demandés par les Soudanais en période d'hivernage.

²⁵ Décembre-Février

²⁶Le « mid » est une unité de mesure utilisée localement pour la vente des produits agricoles notamment céréaliers. Sa contenance pèse environ 5Kg. Précisons que la monnaie Soudanaise souvent employée dans les transactions est fluctuante, ce qui ne permet pas d'avoir un niveau de prix stable.

3.3. Retour sur les principaux enjeux actuels pour les éleveurs

Il s'agit ici d'identifier ce qui, aux yeux des populations locales, est important à protéger en cas de crise et à reconstituer en priorité en suite à cette crise. Contrairement à ce qui est observé dans certaines régions du pays (Sous-préfecture de Batangafo ou Bambari par exemple), l'insécurité et les rackets ne sont pas des problèmes de taille pour les éleveurs de Terfel. Les éleveurs se focalisent surtout sur les contraintes pathologiques et d'accès aux ressources pastorales dans leur environnement assez particulier. En milieu pastoral étudié où il n'existe que très peu d'activités alternatives, lorsqu'un ménage est confronté à une situation où il n'est pas capable de développer une activité génératrice de revenu pour compenser la perte de son revenu due à une baisse sensible du cheptel ou ne disposant plus de bétail suite à une décapitalisation de forte ampleur, l'assistance de sa communauté ou du monde extérieur devient plus que nécessaire. Dans ce cas précis, être en mesure de capter l'assistance constitue le premier enjeu qui pourrait à terme conduire le chef de famille à pouvoir faire face à ces besoins vitaux.

La sortie du pastoralisme peut se faire en « douceur » c'est-à-dire qu'elle soit anticipée par l'éleveur qui constatant le déclin inévitable de son activité qui se traduit par la diminution irréversible de la taille de son troupeau réussi à se projeter dans une activité de reconversion pour assurer sa survie. La capacité du ménage à initier une activité allant dans ce sens relève du deuxième enjeu. Ces activités dépendent de l'environnement du campement pastoral. Dans ce contexte où le ménage ne dispose pas assez de ressources pour investir dans des projets qui le nécessitent, il privilégie des initiatives qui ne nécessitent pas l'utilisation de capital. C'est pourquoi, on remarque généralement et pour le cas du campement Terfel, une implication dans des activités telles que la coupe de bambou de chine, le commerce de bétail (intermédiation) ou d'intrants, la fourniture de la main d'œuvre en tant que berger/salarié d'ONG ou le charbonnage.

Même si certains ménages parviennent à se maintenir dans le pastoralisme, le troisième enjeu revient à faire remarquer que ce maintien résulte de leur capacité à développer un système d'activité mixte où l'élevage cohabite avec d'autres activités. Pour ceux qui n'ont pas fait de l'agriculture leur source de revenu complémentaire, c'est la diversification du système d'élevage qui a été choisie. Au côté de l'élevage de bovin, le petit élevage est associé notamment l'élevage des ovins et des caprins. Certains éleveurs font recours à l'aide de leurs épouses via le petit commerce ou la vente des sous-produits d'élevage.

Posséder encore du bétail ne doit pas faire oublier le risque en pastoralisme. Parmi ces risques qui peuvent anéantir les espoirs de l'éleveur, il y a les pathologies animales qui échappent encore à toutes formes de prévision en dehors des maladies qui disposent déjà des doses de vaccin et qui sont parfois hors de portée des éleveurs. Depuis 2013, les problèmes sécuritaires sont venus s'ajouter à cette question de la santé animale. On parle désormais des rackets et des obstructions liées à l'accès à certains espaces pastoraux. Pour ce fait, le quatrième enjeu n'est autre que la capacité à se protéger et à faire face aux principales difficultés. L'éleveur qui parvient à faire vacciner son troupeau et à se procurer des médicaments pour les autres pathologies tout en réduisant le niveau de racket est celui qui réussit à atteindre cet enjeu.

Avoir la capacité à développer uniquement l'élevage comme activité est perçu comme une sorte d'ascension sociale pour la majorité des éleveurs. Ce dernier enjeu traduit l'aisance et une forme de richesse chez l'éleveur qui s'emploie à valoriser d'avantage ses animaux grâce à son réseau social bien développé et à sa capacité à anticiper les risques et à se projeter dans l'avenir. L'atteinte de cet enjeu signifie pour le ménage la possibilité de convoier par exemple son bétail vers les marchés les plus attractifs en termes de prix comme Amdafock afin de les vendre, ce qui apporte à l'éleveur des revenus substantiels. Dans le campement Terfel, pour les éleveurs disposant encore un effectif important d'animaux, la principale préoccupation est la protection du bétail restant face aux menaces (enjeu 4). Cela passe par le déploiement au moins d'une partie du bétail précocement en zone de transhumance afin de profiter des moments les plus propices (herbes fraîches), l'appropriation des zones de pâturage et des points d'eau (marre, puits pastoraux). Il permettra d'anticiper sur les mouvements des autres transhumants vers la zone et de réduire le risque lié à la raréfaction des ressources à partir du mois de Février. C'est aussi un moment qui coïncide avec celle des récoltes en zone de transhumance (RCA), une possibilité de revenu pour les épouses de ces éleveurs fortement impliqués dans les activités de commercialisation (voire spéculation) des produits agricoles (Enjeu 3).

Cette mobilité longue en distance mais figée en termes de parcours et de destination permet aussi à quelques éleveurs de conserver l'élevage comme seule activité (enjeu 5). Pour les éleveurs ayant un effectif de bétail très réduit, le maintien dans le système pastoral passe par la mobilisation des ressources complémentaires, qui permettent de faire face aux besoins familiaux sans puiser dans le bétail, et donc d'éviter le risque d'une décapitalisation totale. Le déploiement en zone de transhumance est ainsi retardé pour permettre à ces familles de récolter leurs champs d'autant plus

que les produits sont indispensables pour assurer une partie des charges familiales. Ils arrivent donc avec un léger retard en zone de transhumance et doivent se consacrer ardemment à la recherche de pâturage et points d'eau adéquate pour l'alimentation de leurs troupeaux. L'enjeu pour eux réside donc dans leur capacité à maintenir un système mixte (enjeu 3). Enfin les éleveurs qui n'ont pas assez de troupeau doivent en premier lieu compter sur le recours à l'assistance auprès des proches ou des personnes de bonne volonté (enjeu 1). Mais l'assistance ne suffit pas à répondre à tous les besoins et de manière permanente, et dans ce cas, il faut passer à la phase de développement d'une activité alternative et donc la reconversion dans une autre activité puisqu'il n'y a plus de bétail. En milieu pastoral, les opportunités de reconversion sont limitées et généralement les éleveurs proposent leurs services pour la bergerie, le convoyage des troupeaux, la coupe de bambou de chine (Enjeu 2).

Section 4. Trajectoires des ménages de Terfel

L'atteinte de ces différents enjeux va induire des différenciations entre ménages, et expliquer leurs trajectoires. Il se dégage quatre types de trajectoires au sein du campement Terfel : des trajectoires de résilience, de relèvement, de déclin et de survie.

4.1. Les ménages en résilience

Ils caractérisent des situations des familles représentant plus d'un tiers des éleveurs interrogés²⁷, réussissant à conserver solidement leur activité, possédant encore un effectif considéré comme élevé de bétail (plus de 50 têtes). Le niveau d'engagement agricole pour ces éleveurs reste moins fort alors que leur implication (via leur épouse) dans les activités de commercialisation des produits agricoles s'intensifie. Malgré la grande sécheresse au sahel et les épizooties, ces éleveurs sont parvenus à limiter leurs pertes en optant pour la transhumance transfrontalière en direction de la RCA afin d'assurer à leurs animaux des pâturages et points d'eau, ce qui leur a permis de maintenir encore un effectif important. Les pertes enregistrées ne concernent que les pathologies et n'ont pas frappé une partie importante du cheptel. Ils sont capables aujourd'hui de déployer leur troupeau en zone de transhumance (campement Terfel) dès le début de l'hivernage (à partir d'octobre).

L'encadré ci-après résume la trajectoire de ce type de ménage.

²⁷ 6 éleveurs rencontrés dans cette catégorie sur un effectif total de 15 enquêtés

Encadré 5 : Trajectoire d'un ménage en situation de résilience à Terfel

Trajectoire de la famille de la famille d'Izzadine

« A la suite de la grande sécheresse de 1973, j'ai décidé de prendre la direction de la RCA que je ne connaissais pas avant, suite à la perte de 33 animaux sur un effectif de 210 têtes pour cause de sécheresse (raréfaction des pâturages et tarissements des marres d'eau). Les animaux sont morts à la fois de soif et de faim. Pour ne pas prendre trop de risque, je me suis installé autour de Birao non loin d'Amdafock pour faciliter un repli rapide au Soudan. La première année de cette aventure sur une terre nouvelle a été intéressante puisque nous avons découvert des terres de parcours encore peu exploitées mais avec des nouvelles contraintes (pathologies) du fait de l'humidité plus intense en RCA. Nous avons perdu encore environ 11 têtes (toutes espèces confondues) mais elles sont pour nous un moindre mal. Nous nous sommes accommodés de la situation et nous continuons toujours à venir en Centrafrique où la plupart de nos enfants sont désormais nés. Nous associons l'agriculture à nos activités d'élevage pour réduire le poids du déstockage et faire face aux difficultés. De nos jours, on constate une réduction importante du niveau des ressources pastorales disponibles mais la principale préoccupation demeure pour nous les pathologies animales». (Récit recueilli en Janvier 2017)

La capacité à assurer la subsistance

La couverture des besoins alimentaires est bonne car rendue possible par des ressources en bétail encore importantes. Une légère perturbation a été observée lors de la guerre du Darfour mais sans grande conséquence pour ces éleveurs. Cette capacité à couvrir les besoins alimentaires est favorisée par l'effectif élevé du bétail. La couverture sanitaire est également assurée du fait de la disponibilité des ressources et des services sanitaires. Le délabrement des infrastructures sanitaires et le manque de médicament et des personnels soignants avant la crise de 2013 ont affecté les ménages, mais la prise en charge par les ONGs (IMC) en zone de transhumance et le développement des points de vente des médicaments de fabrication indienne à faibles coût connus sous l'appellation de Shalina ont contribué au renforcement de la capacité à se soigner. Il reste néanmoins la difficulté d'évacuation des malades liés à l'enclavement et à la dégradation des routes.

La capacité d'intégration sociale

Il n'existe pas de dynamique collective au sein du campement mais plutôt des pratiques de solidarité intrafamiliales se traduisant par des transferts d'argent (envoi/réception) avec les membres de la famille (généralement des enfants ou frères) travaillant en ville (Amdafock, Rihed-el-Birdi). Ces ménages sont issus de l'ethnie dominante et le plus souvent proche du chef du campement. Ils sont

effectivement consultés (surtout les plus âgés) lors des décisions collectives notamment lorsqu'il s'agit de répondre à une décision communale d'imposition (taxes) ou pour faire face à un « dia » (prix du sang à verser en cas de meurtre perpétré par l'un des membres de leur tribu dans le but d'éteindre les germes un éventuel conflit interethnique qui pourraient en découler.

La capacité à préserver l'avenir

Les pratiques de décapitalisation sont assez limitées et sans grande conséquence sur l'avenir des ressources. Il s'agit d'éleveurs qui ne se plaignent pas encore des risques sécuritaires (rackets, attaques, vols, expropriation de bétail,...) en ce sens qu'ils disposent d'un niveau de protection très élevé. Ils investissent dans l'immobilier et font recours parfois à ces biens (location ou vente) pour reconstituer leurs troupeaux. Ces ménages présentent ainsi des trajectoires de résilience, résultats de leur gestion active et offensive des risques, leur permettant de faire face aux pathologies, à la dégradation de pâturage, aux risques sécuritaires dans le passé. Aujourd'hui les craintes les plus pesantes pour ces éleveurs sont à rechercher du côté des pathologies et de la diminution des ressources naturelles.

4.2. Les ménages en résistance

Constituant la majorité des éleveurs enquêtés soit près de la moitié (7 éleveurs sur 15). Plus de deux tiers de ces ménages sont en relèvement (5 ménages sur les 7) et environ un tiers suivent une trajectoire de déclin (2 ménages sur les 7). Ce sont des ménages qui ont pu rester dans le système pastoral en évoluant de manière très forte dans leur pratiques, via la diversification de leurs moyens d'existence puisque le bétail ne suffit plus désormais à répondre à la fois aux besoins de la famille et aux autres charges. Subissant des pertes assez importantes par le fait des grandes sécheresses (1973, 1983), des pathologies et des insécurités, ces ménages qui ont adopté la transhumance transfrontalière vers le territoire de la RCA ont compris la nécessité de préserver ce qui leur reste comme bétail en faisant des activités agricoles. Ils se différencient des ménages en situation de résilience par le fait qu'ils ont un effectif moins élevé qu'eux (moins de 50 têtes) et qu'ils ont des activités agricoles plus fortes.

4.2.1. Les ménages en relèvement

Ils sont qualifiés comme étant en situation de relèvement puisque les dynamiques qu'ils initient leur permettent en dépit des chocs vécus d'en limiter les effets. Au campement Terfel, cette situation

s'observe auprès des chefs de famille qui parviennent à maintenir encore des conditions de vie qui assure à leur famille l'essentiel de leur alimentation. Ils se relèvent aussi parce qu'ils tiennent le coup en s'investissant dans les activités de diversification (agricoles, bétail) et en ayant une capacité encore limitée à déployer une partie de leur bétail en zone de transhumance dès le début de la saison. Les encadrés ci-dessous traduisent la situation globale d'un ménage en situation de résistance, notamment le relèvement pour l'encadré 3 et le déclin pour l'encadré 3.

Encadré 6 : Illustration de la trajectoire d'un ménage en situation de relèvement à Terfel

Trajectoire de la famille de Hamdane

« Même si nous avons connu un premier choc avec les grandes sécheresses qui ont décimé une partie de nos animaux, les pathologies ont beaucoup plus malmené nos activités. Nous avons enregistré des pertes énormes avec les conflits tribaux (agriculteurs-éleveurs) et la guerre au Darfour. C'était le début de notre engagement dans l'agriculture puisque le bétail s'est réduit en nombre et les prix des vivriers ont flambé. L'instabilité des territoires pastoraux soudanais nous a contraints à envisager un départ en RCA considérée comme une terre verte et stable à l'époque. La multiplication des attaques et vols du bétail au Soudan nous ont coûté une trentaine de têtes. Ils s'intensifient surtout en période sèche où les ressources deviennent de plus en plus rares. Il apparaît donc nécessaire de quitter ces zones en cette période pour se diriger vers la RCA et de ne revenir au Soudan qu'en période humide pour les cultures. Les activités agricoles nous ont permis de limiter la décapitalisation et la perte totale de notre cheptel. (Récit recueilli en Janvier 2017)

4.2.2. Les ménages en déclin

Ce sont des ménages qui sont dans la zone de résistance mais dont la situation se dégrade sous les effets du poids des charges (composé souvent des familles très nombreuses) et d'un manque d'initiative appuyé, du genre mobilisation des ressources complémentaires car leurs épouses n'ont pas su développer un réseau dans ce sens. Ils se contentent de la vente des animaux en forte diminution et ne peuvent pas se déployer très rapidement en début de transhumance. L'arrivée un peu tardive, ne leur accorde pas assez de place en termes d'accès aux bonnes ressources. Dans ces conditions, leur troupeau est réduit à passer sur des surfaces déjà piétinées et il y a plus de fortes de chance qu'il soit sous-alimenté et exposé aux maladies.

Une illustration de la trajectoire d'un ménage en situation de déclin à travers l'encadré ci-dessous.

Encadré 7 : Illustration de la trajectoire d'un ménage en situation de déclin à Terfel

Trajectoire de la famille de Djamaladine

«Pendant la grande sécheresse au sahel, j'étais alors jeune et j'accompagnais le troupeau de mon père qui était d'environ 250 têtes. on avait déjà perdu quelques têtes mais ce n'était pas assez grave. La situation la plus grave en termes de pertes a été constatée avec la guerre au Darfour. Notre campement a été attaqué par des hommes non identifiés jusqu'aujourd'hui et ils se sont emparés de tout le bétail sauf ceux qui ont réussi à se disperser et qu'on avait par la suite pu regrouper. Il ne restait qu'une cinquantaine de tête pour toute la famille. Après le décès de mon père, j'ai alors décidé de me rapprocher de la frontière avec la RCA afin d'assurer une possibilité de replis en cas de menace. Je faisais des incursions autour de Terfel en périodes sèches jusqu'à cette période de 2002, où une maladie a décimé encore une partie de mon troupeau ne me laissant aujourd'hui qu'environ 22 têtes. Je suis contraint désormais à donner un peu plus de place aux activités agricoles mais ma femme qui m'aidait le plus dans cette activité est frappée par une maladie invalidante. A ce jour, le nombre de bétail diminue de jour en jour et je n'arrive pas à enclencher un processus de croissance de mon petit troupeau et améliorer la situation de ma famille, tant les difficultés s'accumulent». (Récit recueilli en Janvier 2017)

Dans les deux cas de figure (ménage en situation de relèvement et de déclin), les caractéristiques en termes de capacités à assurer le « fonctionnement » essentiel du ménage en l'occurrence la subsistance, l'intégration sociale et la préservation de l'avenir sont assez proches.

La capacité à assurer la subsistance

Le recours à des activités agricoles associées à celles d'élevages constitue le point fort de la capacité de ces ménages à répondre aux besoins essentiels de leur famille. En augmentant leur niveau d'engagement agricole, ils réduisent leur dépendance au vivrier (mil, sorgho). Un quart des besoins alimentaires est désormais assuré par les éleveurs eux-mêmes. Cet engagement agricole permet de réduire le niveau de déstockage durant les premiers mois de la transhumance où l'éleveur peut consacrer son revenu à d'autres postes de dépenses. Avec des troupeaux assez diversifiés, la vente des petits ruminants (ovins, caprins) est privilégiée lorsque les besoins sont faibles. Dans certains cas, ces ménages font recours à des contractions de dépenses alimentaires pour pallier au poids des charges mais ces contractions sont limitées en fréquence et en importance par rapport aux ménages en situation de survie.

La capacité d'intégration sociale

Appartenant dans leur grande majorité à la seule tribu dominante dans le campement, les éleveurs les plus âgés se rattachant à cette catégorie ont la possibilité de prendre la parole et d'exprimer leur opinion en public sans crainte ni risque quelconque. Par contre des points de vue divergeant ne sont pas tolérés lorsqu'il s'agit de s'adresser à une personne étrangère au campement. Une prise de position critiquant ou dévoilant des pratiques au sein du campement à une personne extérieure est interprétée comme une trahison de l'ensemble de la communauté à laquelle l'éleveur appartient.

La capacité à préserver l'avenir

Ces ménages ne disposent pas d'épargne mais s'appuient sur la diversification de leurs troupeaux et sur les implications de leurs épouses dans le petit commerce autour du campement. Les pratiques de la décapitalisation sont atténuées par les activités agricoles et par la vente des petits ruminants pour la couverture des besoins de moins de 50.000 FCFA ou des dépenses imprévues entre 5000 et 15000 FCFA. Le déstockage des gros ruminants n'intervient que pour faire face à l'approvisionnement en produits alimentaires pendant les moments de pointes (à partir de février) et la couverture des dépenses les plus importantes (entretien des animaux). Les dynamiques de recapitalisation qui demeurent encore faibles concernent dans une moindre mesure des investissements dans le petit bétail. Au final, ces ménages ont pu se relever pour le moment en dépit des différents aléas subis. Ce relèvement affiché a été le résultat d'une stratégie marquée tantôt par la diversification du troupeau et des activités, tantôt par l'attachement au pastoralisme. Les revenus complémentaires ont permis en partie de limiter les effets de la baisse des effectifs. Il s'avère que cette capacité à réagir aux chocs ne peut se maintenir à long terme que si elle se trouve renforcée et protégée des menaces qui pèsent sur ces ménages, telles que les pathologies et les difficultés d'accès aux ressources pastorales.

4.3. Les ménages en survie

Cette catégorie concerne environ un quart des ménages rencontrés²⁸ sur le terrain et qui sont en cours de sortie du pastoralisme. A Terfel, ce sont des ménages possédant un effectif réduit (moins de 10 têtes) avec des charges importantes (famille nombreuse), et confiant le reste du bétail à des éleveurs en activité membres de la famille. Ils projettent de partir en zone urbaine pour se consacrer aux activités de prestation de service ou de restauration. Certains se sont reconvertis en bergers et

²⁸ 2 ménages sur un total de 15

sont rémunérés pour l'entretien des animaux dont les propriétaires se trouvent en dehors du campement (Amdafock, Rihed, Nyala,...).L'encadré ci-après nous donne une illustration de la situation des ménages en déclin.

Encadré 8 : Parcours de vie d'un ménage en situation de survie à Terfel

Trajectoire de la famille d'Abmad

« Les pertes considérables que nous avons enregistrées de manières successives (jusqu'à 80% de l'effectif total) ont eu raison de notre engagement et notre ténacité. La résurgence d'une forme d'épidémie que nous ignorions à l'époque (PPCB) a décimé une grande partie du troupeau. Sur un effectif de 125 têtes, Il ne restait que 43 têtes. Progressivement avec le déstockage et le poids des charges familiales (33 enfants dont 19 encore sous ma charge et 4 femmes), l'effectif est tombé à 16 têtes en ce moment. la situation devient intenable en dépit de mes pratiques agricoles. J'ai décidé de trouver un arrangement avec mon cousin qui s'occupera des animaux restants. Je procéderai à la vente des 6 têtes pour un projet d'ouverture d'un restaurant à Amdafock. Je passerai dans la mesure du possible de temps en temps m'enquérir de la situation des gens du campement ». (Récit recueilli en Janvier 2017)

La capacité à assurer la subsistance

Pour faire face aux besoins vitaux, l'éleveur peut recourir au déstockage, mais à ce stade celui signifie le choix d'une décapitalisation totale. Soucieux de ce dilemme, les chefs de famille privilégient le plus souvent la contraction des dépenses alimentaires puisque ni l'effectif du bétail, ni les revenus complémentaires provenant de l'engagement agricole ne permettent de faire face aux imprévues et aux dépenses permanentes. La capacité de ces ménages à rembourser les dettes devient faible, ce qui fait qu'il y a très peu de chance qu'ils obtiennent des prêts. En cas de problème de santé, la seule option reste le recours à l'automédication ou aux guérisseurs traditionnels. Les enfants appartenant à ces familles ne sont pas scolarisés.

La capacité d'intégration sociale

La faiblesse des ressources détenues par ces ménages ne leur donne pas un poids au sein du campement. Ils sont le plus souvent privés de parole en public et ne sont pas non plus consultés lors des grandes décisions engageant la vie du campement. Ils prennent acte des décisions prises par les

autres et sont tenus de les suivre scrupuleusement. Ces familles ont la perception que leur avis n'est pas entendu et leur influence très limitée dans le campement.

La capacité à préserver l'avenir

En déstockant davantage jusqu'à un niveau insoutenable et en n'ayant pas d'autres sources de revenus ponctuels pour compenser ces dépenses, ils ne peuvent pas préserver leur avenir dans cette activité. En prenant en compte les contraintes climatiques qui nécessitent encore des moyens pour faire face à l'assèchement des points d'eau et la complémentation du bétail, ces éleveurs sont loin d'enclencher un processus d'amélioration de leurs situations. Ils subissent aux contraires les effets des chocs et assistent impuissants à la diminution de leurs ressources. Bref, ces ménages ont montré une gestion de l'adversité assez chaotique, plus défensive qu'active, devant se satisfaire de faibles moyens. Les ménages ne disposent que d'un effectif de moins de 10 têtes de bétail avec une famille nombreuse ne leur permettant pas de se relever. De plus, les épouses de ces chefs de famille n'ont pas su développer des activités alternatives pour appuyer leurs maris en cas de nécessité. Ils ne parviennent pas à faire face aux grands défis du pastoralisme dans la zone.

Face aux crises qui ont jalonné toute leur histoire, ces éleveurs ont apporté plusieurs réponses : des changements de type de mobilité (transhumance en direction de la Centrafrique) et une diversification des activités notamment l'engagement agricole et l'intensification de la commercialisation des sous-produits d'élevage. Ces pratiques visent à permettre de sécuriser une partie du capital (bétail) par la minimisation de la décapitalisation. La transhumance transfrontalière est maintenue mais les éleveurs passent dorénavant une grande partie de l'année dans la zone de transhumance qu'ils ne quittent que sous la pression de l'humidité et de la nécessité de retourner au Soudan pour des activités agricoles.

Conclusion du chapitre 5

Le système pastoral dans la zone soudano-sahélienne tel que Terfel est confronté à plusieurs défis. D'une part, des contraintes d'ordre agro écologique caractérisées par la raréfaction des ressources naturelles avec une perte en biodiversité des espèces végétales, un éclaircissement du couvert végétal, une détérioration des sols et une diminution de la nappe pluviale. D'autre part, un pastoralisme déréglementé qui se pratique dans un contexte sécuritaire particulier laissant un champ libre à des transhumants étrangers peu respectueux de la réglementation et de la paix sociale. Ces problèmes

freinent le développement du pastoralisme dans une zone réputée pourtant être celle d'une forte activité de transhumance. Par ailleurs, la situation sociale reste très difficile, avec des conditions d'accès aux services sociaux de base très limitées et des infrastructures socioéconomiques inexistantes autour de la zone en dépit des efforts entrepris par des ONGs (TGH, CICR, IMC) qui interviennent dans le domaine de la santé animale (vaccination) pour TGH, de la santé humaine (IMC) et de l'accès à l'eau pour le CICR.

Dans la Vakaga, les trajectoires des systèmes pastoraux ont connu très peu de changement y compris avec la crise de 2013. Il y a eu très peu d'évolution en ce qui concerne les pratiques pastorales. Les éleveurs ont su maintenir pratiquement le mode de déplacement historique qui va de leur zone d'attache du Soudan à celle de transhumance en République Centrafricaine. Avec ce système assez particulier et des mouvements limités autour du campement, l'avenir de la mobilité n'est pas grandement remis en cause car le campement Terfel reste encore solide. Toutefois, il devient de plus en plus préoccupant de s'interroger sur la durabilité de ce système pastoral lorsqu'on évoque de plus en plus la question de la dégradation de l'écosystème qui s'accroîtrait d'avantage dans l'éventualité d'une reprise forte des activités des chameliers. De plus, on se retrouverait dans ce schéma avec une intensification du conflit agriculteurs locaux-éleveurs transhumants d'autant plus que l'accès aux espaces pour le bétail du côté des éleveurs et pour les activités agricoles pour les agriculteurs va certainement se rétrécir et constituer l'un des problèmes épineux dans la zone.

La lecture des différentes trajectoires des ménages pastoraux à Terfel nous amène à évoquer leur maintien ou non dans cette activité. Il permet en ce qui concerne la sous-préfecture de Birao par exemple de préciser dans quelle mesure un éleveur peut y être et le rester. Nous avons observé que pour le campement Terfel, quatre trajectoires se dégagent mais que les chefs de familles en situation de résilience et de résistance forment la majorité des cas. La présence encore des ménages en survie mais dans une proportion faible laisse comprendre que la situation des ménages n'est pas alarmante, ce qui conclut pour le moment à la solidité du système pastoral à Terfel.

La capacité des ménages à demeurer éleveur autour de Terfel n'est pas dissociable de la situation d'un rapport de force qui prévaut actuellement en leur faveur au point où ils parviennent à dissuader toute initiative allant dans le sens des opérations de rackets de la part des groupes armés que subissent les autres éleveurs sur presque tout le reste de la RCA. Cet avantage n'aurait pas dû être obtenu sans cette espèce de protection que leur confère la proximité de la zone de transhumance

avec le grand voisin Soudanais. Etre et rester éleveur dans la sous-préfecture de Birao implique aujourd'hui non seulement la capacité de se protéger mais aussi de recourir à une protection « extérieure ». Le déclin de l'élevage pastoral local est le résultat de ce manque de protection de cette zone de non droit qui ne dit pas son nom.

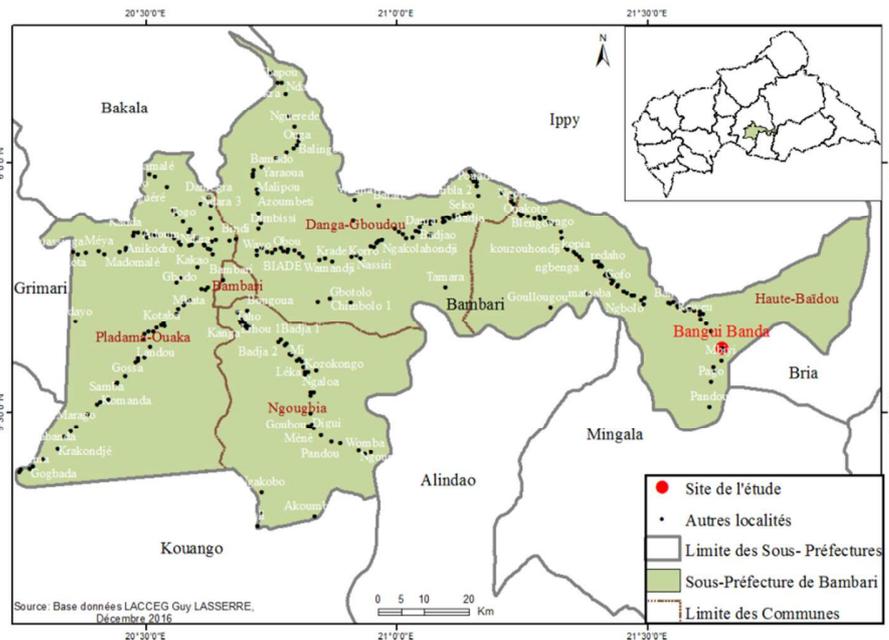
Constitués majoritairement des éleveurs arabophones et originaires du Darfour (Rihed-el-Birdi et Amdafock), les différents campements pastoraux de la sous-préfecture de Birao ont pratiquement les mêmes caractéristiques tant du point de leur composition ethnique, que de leurs pratiques pastorales et des connexions qu'ils tissent encore avec le Soudan d'où ils sont originaires. En dehors des campements à composante peuls qui sont dans la Vakaga mais localisés le plus souvent en dehors de la sous-préfecture de Birao (Ouadda-Djallé par exemple), la situation de Terfel est extrapolable à l'ensemble des campements de la zone, surtout ceux qui sont géographiquement plus proche de la frontière Soudanaise (dans la zone allant de Birao à Amdafock et Birao).

CHAPITRE 6 :

Etre et rester éleveur dans la Ouaka

A travers ce chapitre, nous illustrons le cas de la sous-préfecture de Bambari en présentons le site de l'étude sur la base de la grille de lecture de notre cadre analytique (section1), les transformations du campement (Section2), les mécanismes pour faire face à l'adversité dans le campement (Section3) et les typologies de ces ménages pastoraux (Section4). Le campement Bangui-Banda est situé dans la sous-préfecture de Bambari et se rattache à la commune de Haute-Baïdou. Distant d'environ 145 Km de Bambari, 90 de Maloum et 25 Km du grand village Boyo, il est accessible par un axe routier de l'intérieur à partir du village Maloum. Compte tenu du contexte sécuritaire et de la dégradation avancée de l'état de la route, le trajet s'est fait par moto depuis Bambari jusqu'au campement (Tidjani et al, 2017c).

Carte 8 : Localisation géographique du campement Bangui-Banda



Section 1. Présentation du campement de Bangui-Banda

1.1. Une vue d'ensemble

1.1.1. Peuplement de Bangui-Banda

Le peuplement du campement s'est fait par des vagues d'arrivée depuis le début de l'année 2000. Le campement était peuplé (avant la crise sécuritaire de 2017) majoritairement des peuls issus de la fraction ethnique Danedji. La composition ethnique du campement a changé entre la première phase de terrain en 2016 et la seconde phase en 2017 pour cause d'insécurité entraînant la dispersion des éleveurs. Si en 2016 lors de notre premier passage, il a été observé une présence plus forte de la fraction ethnique Danedji, il apparaît au vu de la phase 2 en 2017, que les éleveurs déplacés²⁹ à Boyo ou revenus après la crise de Mars 2017 autour de Gallougou sont à dominante Djaafoun. Cette situation se justifie par le fait que les djaafoun ont un ancrage historique dans la zone et qu'en dépit des chocs, ils ont tendance à revenir vers leurs zones alors que les Danedji qui sont historiquement moins présents dans la zone préféreraient s'éloigner en attendant une amélioration de la situation sécuritaire dans la zone. Le campement Bangui-Banda présente la particularité d'être l'un des rares campements pluriethniques (peuplé de plusieurs fractions ethniques) qu'on retrouve dans la commune d'élevage d'Ourodjaafoun en général et de la zone de Haute-Baïdou. Généralement, les campements situés plus près de ces gros villages d'éleveurs de petites tailles (moins de 5 ménages), mono ethniques et composés des personnes ayant généralement des affinités.

1.1.2. Accès des populations aux ressources pastorales du campement

Les ressources pastorales du campement sont accessibles à tous les éleveurs même si les espaces pastoraux ne sont pas identiques et les capacités de mouvement des ménages variées en fonction de la taille de leur troupeau et de la nature de leur réseau social. Toutefois, l'arrivée des transhumants internes et étrangers (avant 2013) en période sèche occasionnent par la concentration des animaux, le surpâturage et par conséquent des difficultés pour les éleveurs locaux d'assurer une alimentation adéquate de leur bétail d'où la nécessité d'un départ à la transhumance en Basse-Kotto³⁰. Les pâturages et points d'eau se raréfient en saison sèche et les déplacements en zone de transhumance à la recherche des ressources dépendent de la marge de manœuvre des ménages à se déployer dans des zones les plus intéressantes en termes d'alimentation pour les animaux. Tous les ménages utilisent

²⁹ Les déplacements résultent de l'attaque du campement en Mars 2017 par les AB se réclamant de Sossengue qui voulait à la fois s'emparer du bétail et chasser l'UPC de Ali Darassa de la zone

³⁰ Une préfecture voisine de la Ouaka

les eaux de rivières ou marigots pour leur consommation. Il s'agit des eaux non potables, source des maladies diarrhéiques chez les personnes les plus vulnérables (enfants, personnes âgées)

1.1.3. Accès à l'alimentation et aux services sociaux de base

L'accès à l'alimentation a été abordé en fonction de la fréquence de repas journalier suivant les deux périodes clés de l'année (saison sèche et humide) et de la perception des chefs de ménage de la qualité de ce qui est consommé. Il en découle que le nombre de repas en période sèche est relativement faible du fait de l'intensification des activités en cette période de transhumance. Les éleveurs consacrent plus de temps à l'entretien des animaux. Par contre, en saison de pluie, les déplacements sont limités et la fréquence de repas augmente. Toutefois, la majorité des éleveurs estime que la qualité des aliments est plus intéressante en période sèche qu'en saison de pluie et cela s'explique par la disponibilité/accessibilité du poisson et de la viande. En période humide, les produits alimentaires de première nécessité (sucre, sel, huile, ...) qui proviennent le plus souvent du Soudan via les localités de Bria et Bambari deviennent rares et plus chers, une situation qui influe sur la qualité de l'alimentation des ménages.

Les médicaments sont disponibles mais coûtent chers et les frais liés aux soins (consultation, frais des analyses au laboratoire et traitement) sont dissuasifs pour une grande partie de ces éleveurs (entre 20.000 et 30.000 FCFA au minimum). D'ailleurs, le centre de santé le plus proche ne dispose plus aujourd'hui des personnels soignants qualifiés (départ des infirmiers diplômés d'état) surtout après le déclenchement de la crise de 2013. On recense juste la présence d'un personnel non qualifié, formé sur le tas, une situation qui a contribué selon les éleveurs à une mauvaise prise en charge des patients. Le paludisme, la fièvre jaune et les bronchites sont les maladies les plus courantes chez les enfants. Les personnes adultes font face également au paludisme, à la pneumonie mais surtout aux hernies.

En cas de maladie dans la famille, le recours en première intention au centre de santé le plus proche de Bangui-Banda (celui de Boyo situé à 25 Km) est très peu privilégié voire rare car la moitié des éleveurs interrogés optent tout d'abord soit pour l'automédication, soit pour les services d'un guérisseur traditionnel pour ceux ne possédant pas un savoir-faire (utilisation des feuilles ou écorces des plantes). Dans le cas où les premiers soins ne sont pas concluants, les chefs de ménages se partagent entre le centre de santé et le guérisseur. Depuis la crise de Mars 2017, avec le déplacement des familles autour de Gallougou et Boyo le type de recours en matière de soins a changé pour

certaines ménages (surtout les éleveurs se trouvant près de Boyo) qui ont tendance à se faire soigner dans le village (achat des produits génériques et recours au centre de santé). Le rapprochement des ménages au village explique en partie ce changement d'attitude.

En matière d'éducation, à l'exception des écoles coraniques qui font office des centres éducatifs pour les enfants, il n'y a ni école classique ni centre d'alphabétisation autour du campement. D'ailleurs, les éleveurs ne sont pas prêts à confier leur enfant à d'autres membres de la famille ou connaissance résident au village Boyo où se trouve l'école la plus proche (32 Km) dans le contexte de crise que traverse aujourd'hui la Centrafrique.

1.1.4. Habitat du campement

Le type d'habitat initial et dominant à Bangui-Banda est celui des cases rondes construites dont la toiture et le mur sont faits de paille. Les ménages se différencient uniquement au niveau de la taille de leur habitat, le nombre des cases qu'ils possèdent et le type de décoration intérieure. Les chefs de famille les plus modestes ont des petites habitations de ce type, tandis que ceux qui sont relativement aisés en possèdent un habitat un peu plus vaste et en nombre (cas des couples polygames).

Photo 7: Structure d'une habitation d'éleveur à Bangui-Banda



Crédit photo : auteur, 2016

La récente crise de Mars 2017 a vu la structure des habitats évoluer surtout pour les ménages déplacés à Gallougou qui dans leur majorité (deux tiers) occupent des tentes en bâche. Il traduit non

seulement leur situation de déplacé arrivé fraîchement dans la zone mais aussi celui d'une situation volatile et provisoire avec en tête l'idée d'un retour au campement initial (Bangui-Banda).

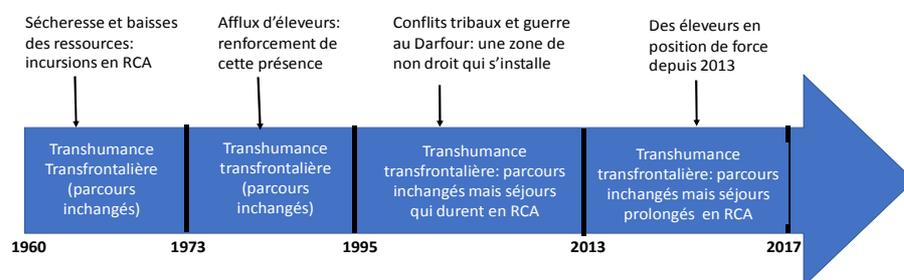
1.2. L'historique du campement

L'histoire du campement Bangui-Banda qui est très récente par son existence (début des années 2000) s'inscrit aussi dans l'histoire générale du pastoralisme en RCA évoquée précédemment. Néanmoins, elle est étroitement liée à celle de la famille du chef actuel (Ardo Manou Bi-Toumbido) et ponctuée par les grandes périodes déterminantes qui marquent la vie de beaucoup de pasteurs de Centrafrique à savoir :

- La période de 1973-1983 qui marque la grande de sécheresse au sahel, l'évènement déclencheur d'une vague de mouvement des éleveurs originaires du Cameroun/Tchad en direction de la Centrafrique ;
- La période 1983-1993 qui rappelle à la fois les périodes d'une meilleure organisation de l'élevage mais aussi vers la fin des instabilités politiques en RCA
- L'époque 1993-2003 qui renvoie aux problèmes d'insécurité tels que les phénomènes « Zargina », les groupes armés et la recrudescence des pathologies animales ;
- La période 2003-2017 qui souligne l'installation véritable du campement avec dans un premier temps un afflux des éleveurs venus de tout horizon, le redémarrage des activités mais anéanti très vite par l'un des évènements les plus dramatiques de l'histoire du pays notamment avec le conflit sécuritaire et communautaire de 2013 et celui de 2017 ainsi que leurs conséquences.

Tout d'abord, la grande sécheresse au sahel en 1973 constitue le point de départ d'une série de migration des éleveurs des éleveurs du Cameroun et du Tchad vers la Centrafrique à la recherche d'un espace vert où le pâturage et les points d'eau sont disponibles. Poussé à cet exode par les raisons évoquées ci-dessus, la famille de l'actuel chef du campement Bangui-Banda qui est originaire du Cameroun (Maroua), est arrivée pour la première fois en RCA dans la zone de Paoua en 1973 après un passage par le territoire Tchadien (Moundou-Bessaou-Mbaïboukoum). Leur progression sur le territoire de la RCA a été stoppée dans un premier temps par la peste bovine qui sévissait dans les années 80.

Figure 6: Situation de la mobilité au campement Terfel au fil des temps



Source : auteur, 2017

Après quelques années passées à Paoua, un mouvement vers la zone de Damara a été initié mais a été très vite stoppée par l'existence des mouches tsé-tsé (facteur de transmission de la trypanosomiase) nécessitant de nouveau une remontée vers le nord (Bouca/Batangafo). L'organisation des éleveurs sous la bannière de la FNEC a encouragé la constitution des groupements (GIP, FELGIP) qui ont de surcroît beaucoup contribué à une redynamisation des activités surtout avec la création des pharmacies vétérinaires villageoises et les dépôts des médicaments qui fournissent des produits pour le traitement efficace des animaux. A cela s'ajoute les campagnes nationales de vaccination du bétail qui ont permis la prévention des maladies animales et une augmentation de la production. La forte irruption du phénomène « Zargina³¹ » dans les années 90 vient une fois de plus de contrarier leur présence autour de Bouca/Batangafo. Pour y remédier, ces éleveurs ont tenté une percée vers l'intérieur notamment vers l'est (commune d'élevage d'Ourodjaafoun) en passant dans un premier temps par la localité de Kouango dans la préfecture de l'Ouaka puis vers le village Gallougou. Avec l'attractivité des prix du bétail dans le sud-est (Mboki), ils ont sous l'impulsion de leur chef rejoint ladite localité mais la recrudescence des pathologies (PPCB) les a par la suite obligés de la quitter après sept années de présence. Avec la désorganisation de la FNEC et l'effondrement des structures qui l'accompagnent (GIP, FELGIP,...) et l'absence de vaccination du bétail depuis plusieurs années, les pathologies réapparaissent et font ravage sur le bétail. Finalement, de retour à nouveau dans la préfecture de l'Ouaka qui reste toujours une zone de

³¹ Appellation des coupeurs de route en langue sango

prédilection pour eux, ils s'installent définitivement dans leur campement actuel depuis 2006, ce qui reste un moment fort dans l'histoire dudit campement. Disposant d'une famille nombreuse et un nombre important d'éleveurs derrière lui, (essentiellement danedji), d'autres éleveurs (djaafoun, Oudah, Ngadjawa, Boganko'en, ...) les ont progressivement rejoint et le campement s'est agrandi avant la crise sécuritaire de 2013. Cela a permis aussi l'installation d'un marché à bétail dans le village qui porte le même nom que ce campement donnant à cet ardo un statut de chef de groupe (plus haut responsable à la fois du village et du campement).

Section 2. Les transformations du campement Bangui-Banda

Pour comprendre les transformations liées à ce campement, nous retraçons son évolution au fil des grandes périodes de son histoire. Il s'agit d'analyser l'évolution des agro systèmes, de l'intégration économique, de la régulation et pour mieux appréhender les dynamiques pastorales à Bangui-Banda celle des systèmes d'activités.

2.1. Les évolutions des agro écosystèmes

Lorsqu'il s'agit de décrire les évolutions constatées au niveau des ressources naturelles des éleveurs de la-sous-préfecture de Bambari, la sécheresse de 1973 reste le point de repère. Poussés par cette sécheresse, ces éleveurs majoritairement originaires du Cameroun et encore plus lointain du Nigeria, évoque cette catastrophe comme la cause principale de leur remontée vers la RCA. L'accès aux ressources pastorales devient plus hypothétique en cette période. Arrivée en RCA, ils parviennent à réduire le niveau des contraintes en s'échappant à la perte des animaux occasionnée par le manque de pâturage. De 1983 à 1993, ce sont autant des pathologies que des problèmes de ressources qui préoccupent ces éleveurs, entraînant des pertes. Entre 1993 et 2003, les éleveurs font face à de nouveaux défis parmi lesquels l'insécurité se traduisant par le phénomène des coupeurs de route. La croissance du cheptel en pâtit de ce phénomène du fait de déstockage important que les éleveurs victimes en sont amenés à faire pour satisfaire les demandes de rançonneurs. Depuis 2003, les éleveurs reparlent à nouveau de la question des ressources qui cette fois-ci est liée en grande partie aux effets des changements sur le climat. Des changements sont signalés par les éleveurs sur la qualité des ressources et le développement des espèces végétales inappropriées pour le bétail tel que les herbes de Laos. La recrudescence des pathologies a par contre été maîtrisée par les campagnes de vaccination initiée par la FAO en partenariat avec les ONGs telles que TGH et le CICR.

Tableau 22 : Evolution historique de la fonction productive à Bangui-Banda

	<i>1973-1983</i>	<i>1983-1993</i>	<i>1993-2003</i>	<i>2003-2017</i>
<i>Evolution des ressources naturelles</i>	Raréfaction des ressources et assèchement de la végétation et des points d'eau	Des ressources pastorales disponibles mais résurgence de l'épidémie de la peste bovine.	Reconstitution encore importante du couvert végétal.	Raréfaction de pâturage et des points d'eau, poussée plus marquée de l'herbe de Laos
<i>Croissance des troupeaux</i>	Un effectif sensiblement réduit par les effets de la sécheresse	Des pertes assez importantes	Effectif reconstitué mais perturbé par le banditisme (Zargina)	Reprise stoppée les pathologies et les récentes crises sécuritaires (2013 et 2017)

En l'état actuel des choses, du point de vue potentiel productif, le campement Bangui-Banda n'est pas dans une très mauvaise posture. Néanmoins, il y a lieu de s'inquiéter de la dégradation des ressources en termes de pâturage avec la poussée très forte de l'herbe de Laos et de la baisse de la production due aux maladies animales.

2.2. Les évolutions de l'intégration économique

Bien qu'il soit situé dans une zone historique d'élevage, l'intégration économique du campement Bangui-Banda restait encore moins importante avant le début des années 90. Les marchés se limitaient aux villages d'agriculteurs les plus proches qui étaient les principaux lieux de vente et d'approvisionnement pour les éleveurs. Le développement du commerce du bétail à destination du marché terminal de Bangui la capitale du pays a été le facteur déterminant de l'ouverture du campement à un marché plus intéressant et promoteur. Parallèlement à cette opportunité, il se développait le phénomène de coupeurs de route qui limitaient les mouvements même si le prix restait très attractif. La création du marché à bétail de Bangui-Banda à partir de 2003 attirait beaucoup d'acheteurs qui venaient des zones environnantes et même de Bambari et Bangui. La reprise de l'insécurité autour de la zone depuis 2016 et l'attaque du campement en 2017 ont anéanti cet espoir de voir développer l'un des plus grands marchés à bétail dans la sous-préfecture de Bambari et même dans la préfecture de la Ouaka. Les relations agriculteurs-éleveurs ont longtemps été très cordiales dans cette zone si ce n'est les affrontements entre les groupes armés qui sont venus accroître les tensions qui ont fini par dégénérer en conflit communautaire en 2017 suite à l'attaque du campement.

Depuis 1993, les éleveurs font état d'un délabrement des routes et pistes rurales contribuant à l'enclavement de la zone où se trouve le campement d'autant plus que la route reliant Bambari via Maloum à Bangui-Banda s'est fortement dégradée et difficilement praticable même à moto. En dehors des activités de bergeries et de convoyage d'animaux pour Bambari, il est très difficile de trouver d'autres sources possibles de revenus. L'intégration économique des ménages à l'échelle du campement Bangui-Bangui est rendue plus difficile suite à la crise de 2013. Elle est encore limitée par l'état délabré et souvent l'inexistence des infrastructures sociales de base. Les opportunités sont très rares et se réduisent à des activités assez proches de l'élevage telles que la bergerie et le convoyage des animaux.

L'histoire de l'intégration de ce campement laisse apparaître une évolution dans les indicateurs de la fonction d'intégration économique. Alors que l'accès aux marchés à bétail était à un stade des échanges primaires entre 1973-1983, elle a évolué au point où le campement dans ses transformations était devenu un marché. Les relations avec les agriculteurs ont aussi évolué d'un niveau faible au niveau plus intense mais entachés de conflits. Le niveau d'enclavement qui était très fort au départ a été réduit par la construction des routes et pistes rurales qui vont se dégrader sans un service d'entretien adéquat. Les opportunités se résument toujours à des activités proches de l'élevage (bergerie, convoyage).

Tableau 23: Evolution historique de la fonction d'intégration économique

	<i>1973-1983</i>	<i>1983-1993</i>	<i>1993-2003</i>	<i>2003-2017</i>
<i>Accès aux marchés à bétail</i>	Limité aux marchés primaires	Vente à des prix assez intéressants et convoyage sur Bangui.	Prix attractif mais accès aux marchés contrarié par les zargina	Création d'un marché dynamique mais éphémère
<i>Relations avec les agriculteurs</i>	Niveau de relation faible limité aux échanges	Relation assez développée (attelage)	Dégradation des relations : amalgames	Bonne avant 2013, respect du zonage et culture en enclos
<i>Niveau d'enclavement</i>	Très fort : pas de routes/pistes	Présence de quelques routes et pistes praticables	Début de dégradation des routes et pistes	Dégradation avancées des pistes/routes ; émergence des motos
<i>Présence d'opportunités</i>	Aucune forme d'opportunités	Idem	Bergerie, convoyage des troupeaux	Bergerie, Convoyage des troupeaux

2.3. Les évolutions de la régulation du campement

Implantée dans une zone où se prolonge le territoire d'une commune d'élevage avec à sa tête une chefferie traditionnelle, Bangui-Banda a connu les fortes influences de ce pouvoir traditionnelle qui caractérise l'autorité chez les éleveurs en RCA.

Photo 8 : le chef du campement Bangui-Banda



Crédit photo : auteur

La fragilité du système de régulation a commencé avec la désorganisation de la principale structure d'encadrement et d'organisation des éleveurs (FNEC). La perte du contrôle de la FNEC a occasionné du même coup celle des autorités traditionnelles y compris les chefs de campement. Les dégâts auraient pu être limités si l'état ne perd pas de son côté son autorité laissant le vide et la place aux groupes armés qui s'installent et contrôlent la zone depuis la crise sécuritaire de 2013. Depuis lors, les chefs de campement ne sont que l'ombre d'eux même et les éleveurs se trouvent pour la plupart sans une autorité forte pour réguler leur système et gérer leurs problèmes de tous les jours qui s'amplifient.

Tableau 24 : Evolution historique de la fonction de régulation

	1973-1983	1983-1993	1993-2003	2003-2017
<i>Confiance dans les leaders</i>	Elevé étant donné que les ardo sont respectés et suivis par les éleveurs	Confiance renforcée par la structuration des éleveurs renforce cette légitimité	Fragilité des leaders occasionnée par la désorganisation de la FNEC et les insécurités	Méfiance, perte de pouvoir des chefs avec la présence des groupes armés et l'absence de l'Etat.
<i>Dynamique d'exclusion et de cohésion sociale</i>		Faible représentativité du groupe majoritaire du campement au niveau des groupements	Idem	Idem
<i>Présence des conflits internes</i>			En dehors de la présence des sous campement, il n'existe pas de conflits ouverts internes observés ou déclarés	Idem

La cohésion sociale est pour l'instant remise en cause par les pratiques de certains membres ou groupes dans le système. Les dynamiques collectives à travers les systèmes de solidarité s'amenuisent et la méfiance s'installe entre les différentes fractions. La peur des pathologies a contribué à entretenir une méfiance accrue vis-à-vis des transhumants internes ou étrangers qui sont généralement de passage. En effet, la tendance actuelle est de les sommer de quitter la zone le plus rapidement possible (délai maximum de 48 heures) puisque leur présence est assimilée à celle des pathologies. Les pasteurs s'accordent à dire que depuis 2013 avec l'emprise des ES sur la zone, les mécanismes de régulation des systèmes pastoraux sont en état de dysfonctionnement pour ne pas dire « en arrêt ». Le pouvoir de l'ardo (chef du campement) ne va pas au-delà de son entourage/clan. Cette autorité se voit encore malmenée avec des dysfonctionnements remarquables au plus haut niveau de la chefferie traditionnelle c'est-à-dire celui de la commune d'élevage qui s'affaiblit et qui perdrait même la confiance des éleveurs.

2.1. Les évolutions des systèmes d'activités

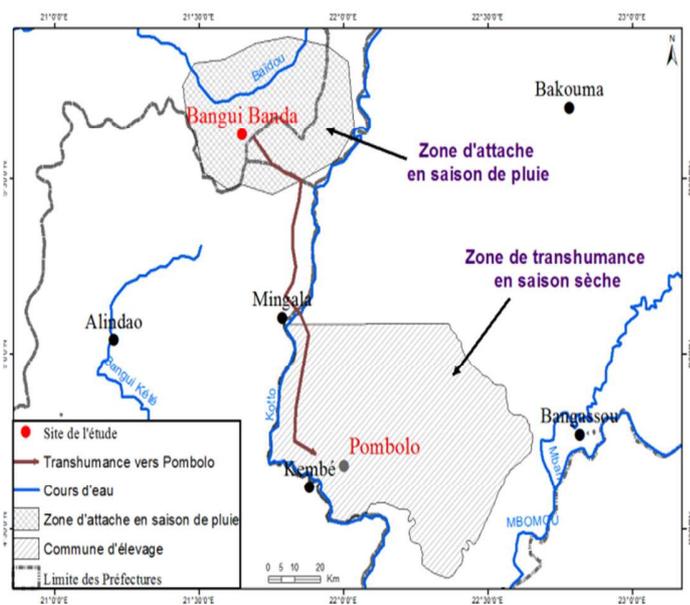
2.1.1. L'évolution de la mobilité

Les systèmes d'activités ont connu une certaine évolution dans l'histoire du campement Bangui-Banda. Les éleveurs qui étaient historiquement dans leur grande majorité des transhumants étrangers

(originaires du Cameroun) puis progressivement des transhumants internes, changent leur pratiques devenant ainsi dans beaucoup de cas (engagement agricole oblige) des semi-sédentaires avec des déplacements vers la zone de transhumance en période sèche et un retour en saison humide. Les évolutions sont de plus en plus marquées avec la crise sécuritaire de 2013 et surtout celle de 2017.

Pour minimiser les risques sécuritaires entre 2013 et 2016, les chefs de ménages qui développaient des activités agricoles comme source de revenus alternatives ont fini par suspendre ces activités pour cause d'insécurité les obligeant à maintenir un rythme de déplacement élevé (y compris en zone d'attache en période humide). Les déplacements vers la zone de transhumance et le retour en zone d'attache se font désormais en groupe avec toute la famille et l'ensemble du bétail, ce qui amène les éleveurs à revenir de nouveau vers la transhumance interne. Au-delà du contexte sécuritaire autour de Bangui-Banda qui explique partiellement ce changement de pratique pour une grande partie des éleveurs, il y a lieu de rappeler que le choix de la mobilité s'impose dans la mesure où même en période humide qui caractérise le retour de ces éleveurs en zone d'attache, les déplacements se poursuivent dans une certaine discrétion et dans un rayon de très faible distance. Les éleveurs craignent par ces gestes l'éventualité d'une attaque sur leur campement ou d'une visite « indésirable » de la part des auteurs des racketts.

Carte 9 : Itinéraire de transhumance des éleveurs de Bangui-Banda entre 2013-2016



Source : auteur, 2017

En période sèche (Novembre-Mars), le pâturage devient moins disponible obligeant les éleveurs à effectuer une descente vers le sud c'est-à-dire en direction de la Basse-Kotto. Le couloir le plus cité et emprunté est celui qui mène de Bangui-Banda en passant par le village Pouloubou puis longeant la rivière Kotto jusqu'à Pombolo (commune d'élevage dans le Mbomou). Les activités de transhumance sont contrariées par la pression liée aux rackets exercés par le groupe armé Ex-Seleka (ES), qui contrôle la zone en entraînant contre leur gré les autorités des communes d'élevage dans ce jeu (Pombolo, Ourodjaafoun).

2.1.2. La diversification des activités

Dans les années 80 et 90, les troupeaux étaient composés essentiellement voire exclusivement des bovins. Or depuis la création du campement, la composition et l'identité du bétail a sensiblement changé pour beaucoup d'éleveurs qui sont dans une optique de diversification de leur cheptel. Les ovins et les caprins intègrent le troupeau et augmentent en effectif. Les petits ruminants sont choisis dans le but de minimiser les risques de pertes et réduire les charges. Plus récemment, avec la crise de Mars 2017, on constate tout simplement des déplacements des chefs de famille fuyant les attaques dans les zones de Bangui-Banda. Les activités agricoles étaient pratiquées jusqu'en 2013 par certaines familles pour réduire leur dépendance aux vivriers et alléger les dépenses. Les parcelles exploitées sont très petites au point où les produits récoltés sont entièrement autoconsommés. Les éleveurs engagés par le passé dans ces pratiques ont arrêté momentanément ces activités en réponse à la détérioration du climat sécuritaire en cours. Ils affirment toutefois le reprendre une fois que la situation évolue positivement.

Section 3. Faire face à l'adversité à Bangui-Banda

3.1. Les Pratiques de gestion des risques et leurs conséquences

Elles reposent sur des activités et pratiques visant à répondre aux aléas (chocs et stress) et se caractérisent par des tâches ou travail effectué ponctuellement afin de faire face à des situations imprévues. Généralement, les ménages pastoraux se concentrent sur leurs activités d'élevage et c'est aussi le cas à Bangui-Banda. En l'absence d'une diversité d'opportunité en milieu pastoral, les ménages ont souvent recours soit à la vente de leurs animaux (bovins, ovins, caprins), soit à celle des sous-produits d'élevage (lait, beurre). Concernant l'élevage, la première activité source de revenu ponctuelle et permanente demeure la vente des bovins suivi des ovins et des caprins.

3.1.1. Pratique de décapitalisation et fréquence de déstockage

Les pratiques de décapitalisation correspondent bien souvent chez les ménages éleveurs à la vente du bétail pour répondre aux besoins de la famille. Disposant de très peu d'autres moyens productifs ou non productifs en dehors de leur bétail, les chefs de ménages déstockent c'est-à-dire vendent en fonction de leurs besoins pour s'approvisionner en vivriers, entretenir les animaux (médicaments vétérinaires et complémentation en aliment), financer la construction de leur tente (achat des bâches) et se soigner en cas de maladie nécessitant un recours à l'hôpital. Les dépenses imprévues concernent généralement les cas de maladie, de décès. Pour faire face à des situations d'imprévus, les ménages font recours à des sources de revenu rapides.

En se basant sur trois cas concrets, on s'aperçoit que faute de disposer d'assez de biens non productifs et de biens productifs autres que leur bétail, les éleveurs ne s'appuient que sur les animaux pour faire face aux imprévus. De plus, en l'absence d'une culture de l'épargne, face à une dépense imprévue d'un montant compris entre 5000 et 10.000 FCFA, la vente du bétail devient la règle et elle concerne le plus souvent les petits ruminants (ovins, caprins). Les gros ruminants (bovins) sont vendus que lorsque les dépenses sont supérieures ou égales à 50.000 FCFA. Si la majorité des ménages interrogés (soit 70%) déclarent vendre des animaux pour résoudre les besoins imprévus de plus de 5000 FCA, 30% d'entre eux affirment recourir à des crédits commerçants. Le recours aux commerçants se justifie par le souci pour ces éleveurs de reporter la vente de leurs animaux pour bénéficier des prix futurs plus intéressants mais aussi par le fait que les éleveurs ne préfèrent pas s'adresser à leurs semblables par souci d'orgueil.

La chute de la production avec son corollaire la baisse de revenu est souvent le fait des pertes d'animaux causées par les maladies. Dans ce cas précis, les chefs de famille ont tendance à limiter les ventes pour ne pas réduire d'avantage les effectifs. La relance des activités reste la priorité, mais en l'absence des moyens et d'alternatifs, l'éleveur n'a pas d'autres options que de privilégier la patience, espérant une reproduction de son cheptel au niveau initial ou plus. Seuls 20% des chefs de famille ont sollicité l'appui de leurs fils dans ce sens. S'agissant du cas de perte de force mobilisable (main d'œuvre), les éleveurs s'appuient sur leurs progénitures ou à défaut sur des membres de leur famille en lesquels ils ont le plus confiance. Les chefs de ménages n'ayant pas cette possibilité et disposant parfois d'un effectif élevé de bétail font recours aux services des bergers financés par le déstockage.

3.1.2. Conséquences positives et négatives de ces pratiques

L'élevage des bovins procure l'essentiel de revenu aux ménages pastoraux de Bangui-Banda. Le bétail à une forte valeur marchande et un degré de liquidité élevé. En cas de besoin urgent et pressant, l'éleveur a tendance à déstocker selon le niveau de besoin. Plus le montant des besoins est élevé, plus le choix de la vente porte sur les bovins suivi des ovins et des caprins. Avec le processus de diversification du cheptel amorcé par certains ménages et qui vise à minimiser les risques et à capitaliser, la vente des gros ruminants baisse et les ménages s'inscrivent dans une optique de recapitalisation de leur troupeau. Cependant, étant donné que les éleveurs ne vendent en général que pour répondre à des préoccupations précises sans pour autant avoir le souci de constituer une forme d'épargne quelconque, le déstockage devient un danger pour l'avenir du ménage à partir du moment où il devient insoutenable. Les charges familiales augmentent et les contraintes sécuritaires associées aux rackets qui s'intensifient ne permettent pas aux ménages les plus modestes (disposant d'un effectif faible) de tenir le coup. A tout cela s'ajoute aussi les risques sanitaires qui peuvent chuté la production. Si l'éleveur ne parvient pas à juguler ces contraintes, le déstockage ne peut que le conduire à une décapitalisation irréversible et donc à une sortie du pastoralisme et l'entrée dans une vie pleine d'incertitude.

Les recompositions sociales à Bangui-Banda en suite du conflit

A Bangui-Banda où les éleveurs sont peuls, il convient de rappeler par exemple qu'avant la crise de 2013, le système de donation permettait aux fils aînés matures d'obtenir un nombre limité de bétail de leur parent juste après leur premier mariage. C'est un geste qui au delà de son caractère affectif, témoigne une marche vers la responsabilisation du fils aîné. Toutefois, cela ne donne pas automatiquement un droit d'usage immédiat et un retrait du bétail octroyé. Depuis 2013 et surtout avec l'attaque du campement par les AB en 2017, des changements sont apparus et ils se traduisent par un retrait progressif des parents chefs de famille de la gestion des troupeaux et d'un rôle plus influent des fils aînés. Chez certaines familles, cette montée en puissance des fils aînés est caractérisée par la scission des troupeaux ou désormais ils gèrent la grosse part qui leur est confié par les parents. Pour d'autres, les parents se sont retirés totalement en confiant la gestion de la totalité du troupeau à leurs fils aînés. Il ne s'agit pas que d'une pratique anodine mais elle s'inscrit dans la stratégie de minimisation des risques de perte car les jeunes plus dynamiques sont capables de faire face aux pressions sécuritaires qui imposent souvent des déplacements. Chez les ménages en passe

de sortir du pastoralisme, ce sont les fils aînés qui parviennent à assurer non seulement leur propre autonomie financière mais contribuent en grande partie à l'entretien de ces familles en difficultés avec des activités de bergerie et de convoyage et même le petit commerce entre le campement et les villages environnants.

3.2. Les éleveurs face aux aléas et risques

3.2.1. Les éleveurs face à la dégradation des ressources

Le dérèglement climatique engendrant une pluviométrie instable et faible ces dernières années oblige les ménages interrogés à partir en transhumance dans le sud en direction de la Basse-Kotto principalement. Les départs se font même précocement pour certains éleveurs (dès novembre). Le retour en zone d'attache est parfois retardé sauf pour les éleveurs qui avaient des engagements agricoles. Les troupeaux sont de plus en plus en plus scindés autour du campement pour éviter une concentration des animaux autour des aires de pâturage.

3.2.2. Les éleveurs face aux risques sanitaires chez les animaux

Face aux risques sanitaires qui frappent le bétail, les ménages sont désarmés lorsqu'il s'agit de la PPCB. Ils assistent impuissamment aux dégâts causés par cette pathologie lorsque celle-ci survient à l'intérieur de leur propre troupeau. Par contre la survenue de la pathologie dans un autre troupeau implique chez les ménages enquêtés des mesures de précaution qui se traduisent dans un premier temps par un éloignement tout en restant à l'intérieur du campement et par un départ provisoire du campement au cas où la pathologie se propage.

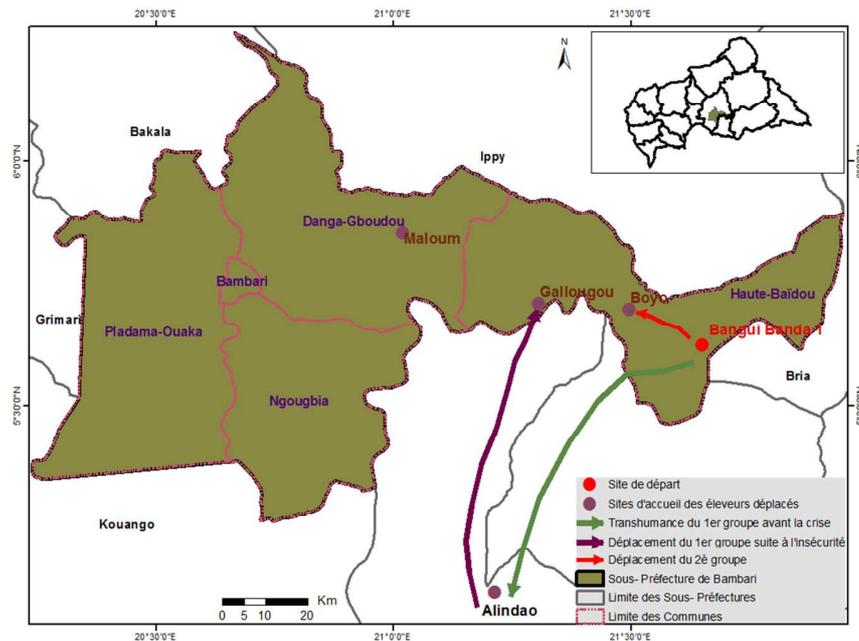
Les chefs de ménages relativement aisés parviennent à s'approvisionner en médicament et constituer une petite pharmacie vétérinaire pour l'entretien et le traitement de leurs propres bétails en ce qui concerne les pathologies les moins graves ou disposant d'un traitement adéquat.

3.2.3. Les réponses à la crise sécuritaire de 2017

La crise sécuritaire de mars 2017 a poussé les chefs de ménage à quitter le campement afin de protéger leur famille et leur bétail. Ces déplacements ou fuite se sont fait dans deux directions à savoir les villages Boyo et Gallougou. Tous les éleveurs du campement Bangui-Banda ont pris la fuite. Ceux qui n'ont pas réussi à rejoindre Boyo ou Gallougou ont perdu leur vie au moment de l'attaque de la zone. Une partie des éleveurs du campement Bangui-Banda a pris la direction du Village Boyo situé à 25 Km du campement. Parmi les personnes enquêtées, 40% se sont déplacés

autour de Boyo. Les éleveurs réfugiés à Boyo sont tous ceux qui n'étaient pas partis encore en transhumance au moment de l'attaque du campement. La fuite s'est faite avec l'ensemble de la famille. Il convient de préciser que c'est aussi parmi ces éleveurs déplacés à Boyo qu'on retrouve le plus de perte en vie humaine et en biens.

Carte 10 : Déplacements et zones d'accueil des éleveurs de Bangui-Banda suite à la crise de 2017



Source : auteur, 2017

Les éleveurs déplacés à Gallougou sont relativement épargnés par les effets de la crise. Il s'agit des chefs de famille se trouvant déjà sur la zone de transhumance. 60% d'entre eux sont concernés par cette situation. Les pertes enregistrées sont relatives aux chefs de famille ayant laissé une partie de leur famille et de leur bétail sur le campement. Les parents qui assurent la garde et l'entretien de ces animaux n'ont pas réussi à quitter la zone de conflit et ont péri avec toutes les ressources. Ces chefs de familles se sont dans certains cas séparés en zone de transhumance préférant laissant une partie du troupeau à certains membres de leur famille en zone de transhumance (Poungao, Pombolo) et amorcer un retour progressif via la zone de Gallougou.

Qu'il s'agisse des éleveurs déplacés à Boyo ou Gallougou, il n'ya pas eu de mouvement de retour au campement même si des intentions sont affichées dans ce sens. On s'aperçoit même que les éleveurs ayant trouvés refuge à Gallougou situé pourtant un peu plus loin de Boyo sont les plus favorables à

ce retour qui dépend bien entendu de l'évolution du climat sécuritaire général dans la zone. Les conséquences socioéconomiques de ces déplacements sont énormes. D'abord, elles se traduisent par des pertes en vie humaines et des moyens d'existences pour plusieurs famille qui voient leur revenu baisser et leur charges augmenter avec des membres de la famille supplémentaire à supporter. Des proches déplacés sont aussi accueillis y compris des veuves ou orphelins. Des familles traumatisées par la perte d'un de leurs proches ou celle de tous leurs biens vivent dans la détresse et la précarité sans un espoir d'un retour vers leur activité de prédilection qu'est l'élevage. Au niveau des activités pastorales, les éleveurs réfugiés à Gallougou se plaignent déjà d'absence de pâturage pour les animaux et d'une meilleure intégration dans la zone.

3.2.4. Perception et hiérarchisation des risques et menaces par les ménages

La perception des risques et menaces par les ménages permet de mettre en évidence certains traumatismes liés à la crise, mais également corrobore les différents stress évoqués. Leur hiérarchisation a pour but d'estimer les menaces les plus pesantes au sein du campement. Les risques les plus évoqués sont celles de production notamment les pertes pour causes de pathologie, suivi des risques sécuritaires (attaque du campement, spoliation, racket). Les risques ressentis varient parfois selon les ménages mais les réponses sont unanimes voire majoritaires quant à la perception des ménages du poids de certains risques et de leurs impacts négatifs sur la vie de ces ménages car ils sont les plus cités et classer à un niveau élevé en termes d'importance.

3.3. Les relations avec les agriculteurs

La cohabitation agriculteurs-éleveurs dans la zone de Bangui-Banda a été décrite comme excellente avant les deux crises (2013 et 2017). Elle se fondait beaucoup plus sur les échanges des produits agricoles (vivriers) contre des produits d'élevage (viande, lait, ...). Il faut rappeler que le statut un peu particulier de la zone considérée comme celle d'élevage a poussé les agriculteurs à développer des cultures dans des enclos, une pratique qui contribuait aussi à réduire fortement les risques de tensions entre les deux communautés. A priori, toute culture non protégée est traduite comme une forme de négligence de la part de l'agriculteur. A l'inverse, tout dégât causé sur une parcelle clôturé est une faute lourde pour l'éleveur. De plus, le statut du chef de campement Bangui-Banda qui cumule son titre avec celui de chef de groupe lui donne une autorité à la fois sur les agriculteurs et les éleveurs. Par souci d'assurer la coexistence pacifique et l'équilibre entre les communautés, les règlements se font toujours dans l'intérêt des deux parties. La grosse difficulté était souvent liée à la

fragilité de certains enclos face à la pression du bétail et à leur coût que certains agriculteurs ne pouvaient pas supporter au point de cultiver sans pour autant dresser de barrière.

Rappelons que la crise de 2013 n'a pas non plus affectée au début cette harmonie. La cohabitation a été entretenue jusqu'en Mars 2017 où la situation a commencé à se dégrader depuis que la domination de l'UPC sur la zone subit une contestation à la fois de ses ex-alliés ES que sont le FPRC et le MPC et de ses ennemis, les AB. Depuis 2016, les relations agriculteurs (Banda) et éleveurs (Peuls) sont très mauvaises avec un niveau d'hostilités élevé du fait des amalgames et des préjugés. Des tentatives encore timides de réconciliation ont été enclenchées par les notables des deux parties sous les auspices des autorités communales de Haute-Baïdou afin de baisser le niveau de tension. Elle a permis déjà à certains agriculteurs de recommencer à venir vers Boyo le principal marché actuel en activité pour vendre leurs produits agricoles. Le retour envisagé des éleveurs à Bangui-Banda constituera à l'avenir l'un des éléments clés pour s'assurer d'une amélioration nette de l'état de coexistence entre les deux communautés.

3.4. Retour sur les enjeux actuels pour les éleveurs de Bangui-Banda

Considéré dans notre cadre d'analyse de la recherche comme les moyens pouvant conduire à la résilience, les enjeux locaux que les ménages cherchent à atteindre ou à préserver diffèrent selon la situation du ménage, et expliquent de ce fait les différenciations sociales constatées.

Dans le campement Bangui-Banda, pour les éleveurs disposant encore un effectif important d'animaux, la principale préoccupation est la protection du bétail restant face aux menaces (enjeu 4). Cela passe par l'éloignement des zones à hauts risques et le départ précoce en transhumance. Cette mobilité contribue aussi à la capacité de quelques éleveurs de conserver l'élevage comme seule activité (enjeu 5). Pour les éleveurs ayant un effectif de bétail très réduit, le maintien dans le système pastoral passe par la mobilisation des ressources complémentaires, qui permettent de faire face aux besoins familiaux sans puiser dans le bétail, et donc d'éviter le risque d'une décapitalisation totale. L'enjeu pour eux réside donc dans leur capacité à maintenir un système mixte (enjeu 3). Enfin les éleveurs qui n'ont plus de troupeau doivent en premier lieu compter sur le recours à l'assistance auprès des proches ou des personnes de bonne volonté (enjeu 1). Mais l'assistance ne suffit pas à répondre à tous les besoins et de manière permanente, et dans ce cas, il faut passer à la phase de développement d'une activité alternative et donc la reconversion dans une autre activité puisqu'il n'y a plus de bétail. En milieu pastoral, les opportunités de reconversion sont limitées et généralement les

éleveurs proposent leurs services pour la bergerie, le convoyage des troupeaux, les conducteurs de moto ou la vente de thé etc. (enjeu 2).

On voit donc bien à quel point l'atteinte de ces différents enjeux va induire des différenciations entre ménages, et expliquer leurs trajectoires.

Section 4. Les trajectoires des ménages de Bangui-Banda

Les trajectoires familiales sont marquées par des étapes différentes (notamment en termes d'épreuves à affronter), mais aussi par des similarités. Ainsi, tous les chefs de ménage ont été initiés à l'élevage par leurs parents, et ils ont des motivations proches pour leur implantation à Bangui-Banda (la transhumance). De même, les pertes de bétail ont été le fait des pathologies avant les crises sécuritaires récentes, puis ont été accentuées par l'intensification des rackets depuis 2013 et les attaques du campement par la suite. Les chefs de ménages déplacés à Boyo ont connu le plus de pertes à cause de leur exposition aux récentes attaques. Ils n'ont pas eu le temps de se déployer en zone de transhumance, et ont donc été surpris par les événements de 2017 alors qu'ils se trouvaient encore au campement. Nous relevons ainsi quatre grands types de trajectoires de ménages issus de Bangui-Banda : en résilience, en relèvement, en déclin et en survie. Aucun ménage en situation de stricte survie n'a été rencontré (ménage totalement hors du système). Pour chaque type de ménage, nous distinguons trois principales capacités, qui caractérisent leur situation : capacités à assurer la subsistance, à s'intégrer socialement, à préserver l'avenir.

4.1. Les ménage en résilience

Il s'agit des ménages (3 sur les 15 enquêtés) qui ont maintenu une activité d'élevage pur avec un effectif de bétail d'au moins 50 têtes (bovins) et sans engagement agricole. Ces éleveurs ont réussi à anticiper les chocs sécuritaires et sanitaires en privilégiant une forte mobilité, leur permettant d'éviter les zones à hauts risques et de se retrouver confrontés à une situation de concentration de bétail, source de propagation des pathologies surtout avec l'absence de vaccination depuis un long moment. Ainsi, ils ont pu limiter les pertes liées aux pathologies, qui n'ont pas atteint la moitié de leur effectif. Leur déplacement incessant leur a permis aussi de valoriser davantage leur bétail en accédant à des prix plus attractifs que ce qu'ils peuvent obtenir en restant dans une zone donnée. Dans ce cas,

l'éleveur se trouvant dans cette catégorie parvient à avoir plus de revenus en vendant moins de bétail, ce qui limiterait le déstockage et favoriserait la croissance du troupeau.

La situation des familles dans cette situation est illustrée dans l'encadré ci-dessous.

Encadré 9 : Trajectoire d'un ménage en résilience à Bangui-Banda

Trajectoire de la famille de Djibrilla Manou, déplacé à Gallougou

Je suis né à Boyo (RCA) et âgé de 45 ans. Pour des raisons de pâturage, ma famille a pris la direction de Bangui-Banda en 2002 ou nous sommes installés jusqu'au déclenchement des événements de Mars 2017. Après le décès de mon père, j'ai pris la relève assurant l'entretien de l'essentiel du bétail de la famille dont l'effectif avoisinait 200 têtes. Les activités étaient florissantes jusqu'au jour où les attaques contre le campement ont occasionné la perte d'animaux et la dispersion des familles. J'ai été relativement épargné parce que j'étais déjà en zone de transhumance en Basse-Kotto au moment des faits. Craignant les risques sécuritaires, j'ai laissé une partie du troupeau à mon fils resté dans la zone de Pougao (Basse-Kotto) et j'ai progressé avec de gros lots vers Gallougou avec l'intention de me diriger progressivement à destination de Bangui-Banda. En dehors de l'élevage, je ne fais pas d'autres choses car c'est la seule activité que j'ai hérité de mes parents et que je sais le mieux faire». (Récit recueilli en Août 2017).

La capacité à assurer la subsistance

Disposant d'un cheptel en grand nombre et d'un réseau de relation fourni, ils assurent l'alimentation de leur famille avec au moins 2 repas par jour. Ils sont capables de s'approvisionner à tout moment y compris en viande et poisson. Même si le recours aux services des guérisseurs et à l'automédication est privilégié, Ils peuvent supporter des frais sanitaires dans le cas d'une évacuation vers un centre de santé. Le logement est fait des grandes tentes pour les éleveurs présents à Gallougou, et de grandes cases en paille pour ceux qui sont actuellement dans les environs de Boyo.

La capacité d'intégration sociale

Ces ménages occupent généralement des postes de responsabilité. De ce fait, ils disposent d'une influence sur la marche du campement. Lorsqu'ils existaient, ces chefs de famille faisaient partie des GIP, ce qui continue de leur donner toujours une forme de respectabilité dans leur communauté. Ils sont toujours consultés dans les grandes décisions qui déterminent la vie du campement.

La capacité à préserver l'avenir

Ils sont en capacité de constituer une petite épargne sous forme de liquidité. L'effectif actuel de leur bétail leur permet de supporter le niveau du déstockage nécessaire à l'entretien de leur famille. Et ils parviennent à mobiliser des revenus ponctuels pour faire face à des cas d'imprévus. Ils ne font pas état de changements récents d'activités, et se montrent très soucieux de leur image dans la société. Ils parviennent généralement à éviter les rackets, sont capables d'assurer l'entretien du bétail et, en cas de campagne, de faire vacciner la totalité de leur bétail. Ils expriment d'ailleurs, comme principale préoccupation, la question de la santé animale. Leurs projets concernent des investissements dans le commerce du bétail, pour dégager des ressources supplémentaires mais aussi pour un meilleur positionnement dans la filière (vente de bétail à meilleur prix).

Au final, on peut parler de trajectoire de résilience pour ces ménages. Ils ont su éviter les principaux chocs, ou ont pu en limiter l'impact, pouvant ainsi perpétuer un élevage « pur », et ce grâce à plusieurs facteurs : la réduction de risque de perte animale, la forte intégration (même passée) dans les dynamiques collectives, l'entretien de bonnes relations sociales au sein ou en dehors du campement. Le risque d'une amplification de la crise sécuritaire reste néanmoins une menace importante pour ces ménages.

4.2. Les ménage en résistance

Ce sont des ménages (5 sur les 15 enquêtés) qui ont su diversifier leurs moyens d'existence, puisque le bétail n'apparaît plus comme le seul moyen afin de faire face aux chocs de grande ampleur, comme les pathologies. Ils s'adonnent généralement aux activités agricoles en période humide, une fois de retour de la transhumance. Ils pratiquent aussi cette agriculture d'appoint pour réduire leur dépendance en vivrier (dont les coûts peuvent augmenter à certaines périodes de l'année, notamment durant la soudure). Les revenus dégagés par cette activité alternative représentent environ 20% du budget global de la famille et couvrent généralement 35% des besoins alimentaires. L'effectif de leur bétail n'excède pas 50 têtes.

Dans ce groupe de ménage, il importe de souligner que deux situations peuvent apparaître : d'une part, on peut observer une solidification de la capacité de résistance du ménage qui parvient à enclencher une dynamique de relèvement en se tirant vers le haut grâce à des initiatives (AGR) visant à limiter la décapitalisation avant qu'elle n'atteigne le point de non-retour pouvant

hypothéquer une possible reconstitution rapide du troupeau. D'autres part, le ménage ne parvenant pas maintenir cette résistance et à suivre le rythme imposé par les aléas et la contrainte changeante va se retrouver affaiblie, ce qui rend sa résistance déclinante au point de l'entraîner vers le bas notamment dans la zone de survie.

4.2.1. Les ménages en relèvement

Les ménages qui arrivent entretenir un effectif de bétail compris entre 25 et 50 associé à des activités alternatives (y compris celle effectuées par leurs épouses) afin de se procurer des revenus d'appuis sont concernés par le premier cas de figure.

Encadré 10: Trajectoire d'un ménage en situation de relèvement à Bangui-Banda

Trajectoire de la famille d'Oumarou Youssoufa, déplacé à Gallougou

Je suis arrivé en RCA en provenance du Cameroun via Paoua, Bouca, Kouango et Gallougou à la recherche du pâturage. Je suis à Bangui-Banda depuis 9 ans après avoir sillonné les zones de Chimbolo que j'ai abandonné pour cause de surpâturage et pathologies qui m'ont fait perdre 21 têtes sur les 70 que j'en possédais. Je me suis résolu à développer des réponses à cette situation. Elle consistait dans un premier temps à limiter mes mouvements. La tâche n'a pas été facile puisqu'il fallait trouver un endroit et la zone de Bangui-Banda répondait à ce critère. Les enfants s'occupent du bétail et les plus âgés de la famille (nourriture, santé, éducation etc.). Avec la baisse sensible de la taille des troupeaux, on entreprenait aussi jusqu'en 2013, des activités agricoles en saison pluvieuse pour alléger les charges. La situation s'est dégradée d'avantage depuis 2013 où il n'est plus possible pour nous de continuer à cultiver en période humide. On était contraint de nous déplacer en permanence pour fuir les risques sécuritaires et l'accapuration de nos biens. Nous avons alors misé sur la diversification de notre troupeau en introduisant des caprins qui se reproduisent à un cycle court et qui sont sources rapide d'accès aux revenus. Aujourd'hui, les événements de 2017 m'ont poussé au refuge autour de Boyo avec le reste de mon bétail. (Récit recueilli en Aout 2017).

4.2.2. Les ménages en déclin

Par contre, ceux qui se retrouvent avec moins de 25 têtes, ne parvenant pas à faire face à toutes les charges et à enclenché la dynamique de recapitalisation du troupeau sont ceux qui déclinent dans la mesure où le processus de décapitalisation devient insoutenable et irréversible et le chef de famille n'a pas d'autres marges de manœuvre que de puiser sur les ressources existantes (bétail) au risque de perdre ce qui reste et de se retrouver en dehors de cette activité. Ces ménages doivent continuer à « brader » leur bétail tant leurs besoins pour subvenir aux besoins fondamentaux de leur famille sont

toujours énormes alors que l'effectif de leur bétail trop réduit ne permet pas d'y faire face. D'ailleurs, ils n'ont pas la capacité de s'endetter et les appuis sont inespérés de la part des autres membres de la famille.

L'encadré ci-dessous donne une illustration de la trajectoire d'un ménage en déclin.

Encadré11: Trajectoire d'un ménage en situation de déclin à Bangui-Banda

Trajectoire de la famille de Hammadou Djouli, déplacé à Boyo

J'étais dans une grande famille avec 18 personnes quand nous avons dû quitter le nord du Cameroun pour la RCA pour cause de pâturage. L'arrivée en Centrafrique n'a pas été si difficile puisque l'un des membres de la famille faisait des mouvements vers la zone de Kouï. Très vite, il fallait continuer à l'intérieur parce que les éleveurs affluaient et cette affluence se faisait sentir sur la disponibilité du pâturage. On avait eu de la chance de sauver une grande partie du troupeau en faisant ce choix à temps. Malheureusement, nous allons devoir nous confronter à des contraintes sécuritaires (zargina) et la décision de progresser vers les pâturages du centre a été prise et nous voilà dans la zone de Bambari. La recrudescence de la PPCB à laquelle nous ne nous y attendons pas va nous faire perdre une grande partie de mon bétail. Sur un troupeau de 180 têtes, nous en avons perdu 95. La cadence s'était poursuivie par la suite avec la crise sécuritaire de 2017 ou avec la dispersion de mon troupeau lors de la fuite, je ne me suis retrouvé qu'avec 28 têtes. Un effectif trop réduit pour pouvoir faire face aux rackets quotidiens des groupes armés et des personnes à charges que je viens d'accueillir avec la perte de certains membres de ma famille dans cette attaque. (Récit recueilli en juillet 2017)

Capacité à assurer la subsistance

Pour cette catégorie de ménages, la subsistance est assurée grâce à divers sources de revenus. Le petit élevage qui était l'apanage des agriculteurs (Banda) tend à être dominé par ces ménages (peuls). Il est vrai qu'en termes d'effectif, ils sont assez loin des éleveurs situés au-dessus (potentiellement résilients) mais le développement des activités alternatives leur donne la possibilité de réduire le niveau de déstockage des bovins (en diminution) et minimiser les risques.

L'accès à l'alimentation est assez-bon. En période humide, la moyenne est d'au moins un repas par jour et une fois par semaine pour ce qui est de la consommation de la viande/poisson. En période sèche par contre, elle passe à deux repas par jour et plus d'une fois par semaine pour la

viande/poisson avec des contractions fréquentes suite à un choc/stress. L'automédication sur la base des plantes traditionnelles est privilégiée en premier recours suivi des services des guérisseurs. Les malades sont évacués vers le centre de santé lorsque ces premiers recours sont épuisés sans résultat favorable. La différence entre certaines familles classées dans cette catégorie de ménages s'observe au niveau des produits utilisés pour les traitements. Si certains ménages ont recours à la pharmacopée comme automédication, d'autres préfèrent acheter les produits génériques de fabrication indienne connus sous l'appellation de Shalina vendus par des commerçants pour les symptômes de paludisme, fièvre et diarrhée. Le guérisseur n'est sollicité que pour des fractures ou des troubles assimilés à la dépression.

Les enfants ne sont pas scolarisés. Pour la plupart de ces ménages, cette question ne fait pas partie de leur priorité pour le moment. Toutefois, certaines familles expriment un intérêt pour la scolarisation d'au moins une partie de leurs enfants si les conditions sécuritaires le permettent. Les éleveurs installés autour de Boyo vivent sous des toits construits en paille alors que ceux rencontrés près de Gallougou occupent des tentes en bâche, une situation engendrée par la fuite étant donné que les habitats observés lors de la première phase avant mars 2017 étaient toutes en paille. L'accès à l'eau potable est hypothétique dans la mesure où même avant la crise, le forage le plus proche du campement se trouve à une distance de 7 Km. Les éleveurs s'approvisionnaient des eaux de rivières/marigots pour leur consommation, ce qui est parfois une source des maladies diarrhéiques surtout pour les enfants.

Capacité d'intégration sociale

La capacité de ces chefs de famille à s'exprimer en public dépend à la fois de leur proximité avec les personnes détenteurs de pouvoirs et d'autorité au sein du campement et de leur âge. Ainsi les ménages les plus âgés ou plus proches du chef de campement ou d'un ardo par exemple peuvent obtenir le droit de prendre la parole en public. Il convient de préciser aussi que le degré d'implication de ces éleveurs dans les dynamiques collectives était assez fort par le passé même s'ils occupaient des postes les moins influents dans la hiérarchie.

Les postes de président et trésorier était le plus souvent réservé aux éleveurs les plus solides. Si les chefs de familles d'ethnie danedji, moins intégrés dans les sphères élevées de la hiérarchie traditionnelle (commune d'élevage) ont la perception que leur capacité d'influence reste encore

limitée d'autant plus que même ceux qui ont le droit de prendre la parole n'ont qu'un avis consultatif, les ménages djaafoun relevant de cette catégorie ont au contraire une perception positive quant à la prise en compte de leur point de vue à ce niveau de prise de décision.

Capacité à préserver l'avenir

L'épargne sous forme liquide n'est pas constitué par ces ménages mais l'investissement dans le petit bétail notamment l'élevage des caprins leur procure des revenus ponctuels pour faire face à des dépenses imprévues d'un montant compris entre 5000 et 10.000 FCFA. Par contre, si cette dépense dépasse ce montant, les ménages peuvent soit activer leur réseau de relation (bien que moyen) ou puiser de leur bétail en occurrence les bovins. L'implication de leurs épouses dans les activités génératrices de revenu permet à certaines familles de supporter des charges complémentaires comme l'entretien de la famille (habillement des enfants et des épouses par exemple). La pratique de la décapitalisation concerne prioritairement la vente des petits ruminants dans le cas de la couverture des besoins de moins de 50.000 FCFA. Le déstockage des gros ruminants n'intervient que pour l'approvisionnement en produits alimentaires et la couverture des dépenses les plus importantes. Les éleveurs en situation de résistance (relèvement, déclin) orientent leur projet d'avenir vers l'agriculture comme activité de diversification en y ajoutant le petit commerce (vente des produits de première nécessité). Pour le bétail, ils expriment un grand souhait pour que la couverture vaccinale soit étendue à l'ensemble du cheptel et de manière permanente comme par le passé.

Tout le long de leur parcours de vie marqués par des hauts et bas notamment des crises successives, ces éleveurs ont su se relever et garder encore le cap. Avec l'insécurité qui s'est installée dans les zones pastorales, la commercialisation des produits d'élevage (lait, beurre, ...) s'est réduite car les épouses ne peuvent plus prendre le risque de se déplacer du campement vers les centres de vente. Les campagnes d'attaque entraînant la fuite d'éleveurs du campement Bangui-Banda vers Boyo pour certains et Gallougou pour d'autres n'ont pas contribué à améliorer la situation. De cette situation, il découle que le rôle des épouses dans le développement du petit commerce suite à la crise de 2017 est une bouffée d'oxygène pour les chefs de famille qui voient leurs femmes s'occuper de certaines dépenses qu'ils supportaient entièrement auparavant. Ces possibilités sont autant de moyens mobilisables pour faire face aux risques. Il va de soi que cette capacité de résistance est conditionnée

au contexte sécuritaire car une amélioration de la situation peut conduire au renforcement de leur état et permettre à certains ménages de passer de cette trajectoire de résistance à celle de résilience. Par contre, la volatilité de la situation sécuritaire et les incertitudes quant à l'avenir du pastoralisme ne permettent pas aujourd'hui à ces familles de rester dans leur situation initiale et même de retomber au plus bas c'est-à-dire dans une situation de survie.

4.3. Les ménage en survie

La mémoire de ces éleveurs (7 sur les 15 enquêtés) est souvent marquée par les pertes de bétail et c'est la PPCB qui revient le plus dans leurs déclarations. Ces pertes ont été progressive et ont été rendue irréversible avec le niveau de décapitalisation qui augmente avec les rackets. Ces éleveurs se sentent les plus marginalisés au sein du campement. La situation de survie qu'ils traversent se caractérise ainsi par la fragilité, l'incertitude, et l'instabilité sociale. Les ménages en situation de survie sont dans le cas du campement de Bangui-Banda, ceux qui sont impuissants face aux chocs et donnent même l'impression d'être surpris par ce qui leur arrive. Ils n'ont pas pris la mesure des choses ou leur réaction ne sont pas proportionnelle à l'ampleur des chocs. Le plus souvent ils adoptent des stratégies plutôt défensives se traduisant par le repli sur soi-même, la méfiance et l'absence d'initiative. On observe surtout cette situation, lorsqu'on leur propose des filets d'élévation comme la vaccination du bétail qu'il ne saisissent pas parce qu'ils pensent que cela revient à exposer le peu de bétail qui leur reste à la fiscalité (prélèvement coutumier) ou aux rackets. Malheureusement, ils perdent la totalité de leur cheptel faute d'une prise en charge sanitaire adéquate et se retrouve hors du système pastoral.

En général, ce groupe comprend les pasteurs qui courent le risque de « sortie du pastoralisme » ne possédant plus qu'un effectif encore trop faible du bétail (les effectifs déclarés ne dépassent pas 15 têtes). En considérant le déstockage relatif à l'entretien de la famille (au moins 7 têtes par an), les prélèvements à titre d'impôts « sofal » destinés aux maires des communes d'élevage (généralement 1 tête sur un effectif de 40), les prélèvements islamiques de solidarité ou « Zakat » (généralement 1 tête en fonction de l'effectif) et les rackets des groupes armés notamment ES (6 têtes) dont deux en zone d'attache et 4 en zone de transhumance, la marge de manœuvre de l'éleveur est presque nulle surtout avec la baisse significative du prix d'achat à l'éleveur dans la zone (un bœuf de 2 à 3 ans ne coûte que 50.000 FCFA). Les éleveurs les plus vulnérables (en situation de survie), sont beaucoup plus fatalistes dans leur grande majorité. Ils ne pensent pas qu'il soit possible d'inverser la tendance à court terme sans bétail ou avec un effectif « dérisoire » d'animaux laissé au campement. La seule

perspective pour eux serait qu'une campagne de recapitalisation soutenue par les ONG puisse être initiée afin qu'ils puissent retrouver à nouveau leur activité initiale c'est-à-dire l'élevage bovin. Ils sont pour certains contraint de confier leur bétail à des membres de la famille ayant encore un effectif important. Il en est de même pour la prise en charge de leur famille (femmes et enfants) qui reste dans le campement. Généralement, ce genre de départ est sans retour car il y a peu de chance que le bétail se reconstitue très vite en l'état actuel des choses et que la situation du ménage s'améliore pour favoriser un retour au système initial.

Encadré 12 : Trajectoire d'un ménage en situation de survie à Bangui-Banda

Trajectoire de la famille de Daouda Oumarou, déplacé à Boyo

Notre présence dans la zone de Boyo date de ma naissance. Notre famille élevait du bétail et circulait dans l'ensemble des zones environnantes y compris Bangui-Banda à la recherche du pâturage quand il le fallait. L'insécurité avec les phénomènes de coupeurs de route conjuguée aux pathologies animales ont déjà réduit sensiblement la taille de notre troupeau passant de 210 têtes à 45. Les pertes ont été encore plus dramatiques avec la crise sécuritaire de 2017 où notre campement a subi les attaques des AB. Je n'ai réussi qu'à sauver 12 têtes qui ne peuvent pas entretenir ma famille (couverture des besoins) puisque j'ai à ma charge 3 femmes et 16 enfants. J'ai décidé de partir à Bambari à la recherche d'un travail confiant ce qui reste à mes enfants sous l'encadrement de mon cousin qui en a encore beaucoup. Je n'ai pas pu trouver un boulot. C'est pourquoi, Je suis revenu rendre visite à ma famille resté encore autour de Boyo et qui dépend entièrement de la bonne volonté de mes proches que je remercie ici. La situation se dégrade et je ne sais pas si je pourrais y face dans les jours à venir. (Récit recueilli en Août 2017).

Dans cette catégorie de ménages, il faut distinguer les ménages originaires du Cameroun de ceux de Boyo. Les premiers étant généralement plus âgés et ayant vécu des moments prospères mais aussi des événements particuliers tels que la grande sécheresse dans les années 70, le phénomène Zaraguina et encore plus récemment les différentes crises à partir de 2013. Ils ont également connu les moments les plus prospères avec une meilleure organisation de la FNEC, les appuis aux producteurs via les groupements (GIP, FELGIP), les campagnes de vaccination, l'absence des tracasseries et surtout l'accès moins contraignants aux ressources. Plus expérimenté mais moins intégré (problème de représentativité), ils s'accrochent plus à cette activité que les éleveurs originaires de Boyo. Pour ces ménages majoritairement plus âgés, le soutien des membres de la famille (enfants en activité ou vivant à l'extérieur du campement) reste très important étant donné leur inaptitude physique à exercer toute autre activité. La gestion des animaux en petit nombre est

progressivement cédée aux enfants pour faire face au rythme de déplacement incessant imposé aujourd'hui par les contraintes sécuritaires même en période humide.

Les ménages venant de Boyo non loin de Bangui-Banda sont relativement jeunes et se focalisent beaucoup plus sur les récents événements notamment à partir de 2013 puisqu'il n'ont pas vraiment vécu les événements les plus anciens ou les ont connus en étant encore très jeune (enfants) incapable de se souvenir plus nettement aujourd'hui. Pour ce groupe, la période précédant 2013 est considérée comme prospère et que leur vie n'a fortement basculé que suite aux crises de 2013 et 2017. Ils sont les mieux intégrés socialement par rapport aux éleveurs décrits précédemment. La jeunesse de ces éleveurs leur permet aujourd'hui de se projeter dans d'autres activités ailleurs à défaut d'en trouver sur place.

Capacité à assurer la subsistance

Pour cette catégorie de chef de famille qui ne peuvent que subir les chocs, la faiblesse des ressources ne permet pour le moment ni la continuité du déstockage pour faire face aux besoins vitaux de la famille ni une reproduction rapide du cheptel. La contraction des dépenses alimentaires s'impose faute d'un revenu complémentaire pour répondre aux imprévus. Ces éleveurs ne disposent pas d'un réseau de relation établie et étendue dans le campement, ce qui réduit leur capacité de mobilisation de prêt en cas de besoin. Les ressources étant rares et limitées, l'accès aux soins appropriés est difficile voire impossible. Le recours à l'automédication demeure la voie choisie. En cas de situation d'urgence, l'évacuation se fait le plus souvent vers le centre de santé lorsque le malade n'est plus récupérable (phase terminale). Le niveau très faible des ressources animales ne permet pas d'envisager une diversification du cheptel. Les pratiques agricoles sont signalées pour la période d'avant 2013 mais compte tenu des moyens limités, ces ménages ne mettaient en valeur que des petites surfaces ne permettant même pas d'assurer convenablement leur autoconsommation. Les logements sont faits soit des petites tentes fragiles en état de dégradation soit des petites cases irrésistibles aux grandes intempéries.

Capacité d'intégration sociale

Ces familles se voient dans la situation des gens moins écoutés et dont les avis ne sont pas pris en compte y compris pour les éleveurs les plus âgés. Aucun ménage de cette catégorie n'est membre

d'une dynamique collective (même avant 2013) ni ayant un membre de sa famille qui occupe un poste de responsabilité au niveau du campement. De plus, ils sont très peu sollicités pour s'exprimer en public et pensent que leur influence est quasi nulle. Le plus inquiétant pour eux est que la crise a profondément affecté les mécanismes traditionnels de solidarité et d'entraide.

Capacité à préserver de l'avenir

Avec le niveau de racket qui s'intensifie depuis la crise de 2013, les attaques du campement par les AB en 2017 et l'inactivité de leurs épouses suite à ces crises mentionnées ci-haut, ces ménages n'ont vu que leur volonté d'action de relance s'estomper se résignant à des contractions de dépenses alimentaires et de santé permanente au risque de porter atteinte à la croissance de leurs enfants (enfants malnutris) et à leur équilibre social. Les enfants en âge de travailler ont pour la plupart quitté le campement à destination de Boyo et Bambari dans le but de rechercher du travail. Les familles concernées par cette situation sont désorientées et comptent désormais leur jour dans cette activité qu'ils ne souhaitent pas pourtant quitter.

Les ménages en résilience sont ceux à même de faire face aux chocs sans appui extérieur, si ce n'est l'appui vaccinal. Néanmoins, le contexte sécuritaire actuel ne peut qu'affaiblir cette capacité. Par contre la situation des ménages en résistance (relèvement, déclin) et en survie requiert une attention particulière en dehors des problématiques sécuritaires et de la santé animale. Si les éleveurs en résistance parviennent par la diversification à se maintenir encore tant bien que mal dans le système pastoral, ceux en survie sont les plus démunis et leur situation s'aggrave dans le contexte actuel de la RCA. Les risques sécuritaires demeurent une clé pour l'avenir de tous les ménages.

Conclusion du chapitre 6

L'analyse des trajectoires des ménages du campement Bangui-Banda fait apparaître trois situations distinctes. Contrairement à Terfel, nous avons mis en évidence un monde pastoral très fragile avec très peu de famille en capacité de faire face à leurs besoins vitaux et aux chocs. Beaucoup des ménages de ce campement vivent dans la précarité. Sur le plan de la mobilité, des changements importants ont été remarqués en termes de pratiques et ceci durant tout le long de parcours de vie de ces éleveurs. Pour des raisons très diverses, certains éleveurs sont passés d'un système de mobilité plus intense à un faible niveau de mobilité. D'autres ont par contre soit intensifié leur mobilité, soit maintenu leur mode de déplacement initial. Depuis 2013, la mobilité revient à nouveau comme l'une

des principales clés de l'adaptation de ces ménages. Plutôt que de faire des choix entre les différentes pratiques comme cela a été le cas depuis plusieurs années, les éleveurs se voient imposer des déplacements incessants afin de se prémunir des risques aux natures changeantes et aux conséquences plus désastreuses. Il convient de préciser que les mouvements s'accroissent et s'intensifient mais les parcours sont bien définis et parfois limités dans le but de minimiser les risques qui peuvent surgir en cours de route. Grâce à la mobilité, les éleveurs de Bangui-Banda ont su protéger une partie de leur bétail bien que le campement ait fait l'objet d'une attaque en 2017. Depuis lors, le campement a cessé d'exister physiquement mais les éleveurs qui n'ont pas péri ou perdu la totalité de leur bétail lors de cette attaque ont réussi à rejoindre séparément deux sites (Gallougou et Boyo). Il se pose désormais la question de l'avenir du campement si le retour des éleveurs ne se réalise pas et qu'ils jugent opportun de refaire leur vie sur les sites de déplacements ou ils ont trouvé refuge.

Le statut d'éleveur dans la sous-préfecture de Bambari est conditionné par la capacité à sortir des mailles du filon, résister aux marteaux des ES d'une part et l'enclume des AB d'autre part. Porter le nom d'éleveur dans cette zone suppose être en mesure de faire face aux rackets des ES sans hypothéquer l'avenir de son troupeau et développer un type de mobilité qui ne puissent pas exposer l'éleveur aux attaques des AB qui sont synonymes de pertes en bétail et en vies humaines.

Face à la diversité des systèmes pastoraux dans la sous-préfecture de Bambari, la situation de Bangui-Banda est extrapolable aux campements qui présentent des formes d'hétérogénéité bien intégrée localement et disposant des relations assez fortes avec des populations non éleveurs (agriculteurs). Elle correspond à la réalité de plusieurs campements de la commune d'élevage d'Ourodjaafoun et celle de Haute-Baïdou excepté celle des transhumants étrangers qui viennent dans la région une partie de l'année. C'est une situation qui contraste avec celle des autres régions de la RCA où vivent pourtant des populations pastorales ayant les mêmes caractéristiques sociales et qui subissent certaines contraintes similaires notamment les rackets. Si le contrôle des autres zones pastorales du pays par les groupes armés Ex-Seleka est le fait des factions mixtes ou issus d'ethnies différentes, celui de la sous-préfecture de Bambari est assuré par un groupe armé quasi exclusivement peul censé pourtant rendre les choses moins contraignantes pour ces éleveurs, mais ce qui n'en est pas le cas.

CONCLUSION GENERALE

Quelles perspectives pour le pastoralisme en RCA ?

- **Les principaux enseignements de cette recherche**

La mobilité des troupeaux reste l'une des caractéristiques fondamentales du pastoralisme en Afrique et surtout en Centrafrique. Pour les éleveurs, c'est un important moyen à la fois pour la valorisation des ressources, le fonctionnement de la vie socioéconomique des communautés pastorales en général et des ménages en particulier. Aujourd'hui comme par le passé, les éleveurs font encore recours à cette pratique qui vise à faire face à la fois aux contraintes sécuritaires aux natures changeantes et aux chocs de nouveau genre.

L'objectif central de cette recherche était d'analyser la résilience des systèmes pastoraux et des ménages, dans un contexte de mobilité pastorale et de post-conflit. A partir de cet objectif principal, nous avons soulevé une question centrale à savoir : la mobilité demeure-t-elle la clé de l'adaptation et du maintien du pastoralisme en RCA ?

De cette question centrale découlait trois questions spécifiques :

Comment comprendre et appréhender l'état des systèmes pastoraux ? Cette question est associée à l'hypothèse selon laquelle les facteurs permettant de saisir la situation des éleveurs et définir les moyens possibles ou pas de leur résilience sont déterminés au travers les enjeux locaux.

En scrutant les résultats de cette recherche sur la base du diagnostic pastoral et de l'étude de la résilience, il a été remarqué l'importance déterminante de la mobilité tant au niveau des dynamiques pastorales que sur le plan des stratégies mis en place par les pasteurs pour contrer les risques multiples en RCA.

La recherche a permis de mettre en évidence des situations qui diffèrent d'une zone à une autre. Ils ne sont pas les mêmes selon que l'on passe du site de Bangui-Banda dans la sous-préfecture de Bambari à celui de Terfel (Sous-préfecture de Birao) confirmant notre première hypothèse selon laquelle la compréhension de l'état des systèmes pastoraux et des ménages ne s'appréhendent qu'au travers les enjeux locaux. En opposant les systèmes pastoraux étudiés, il se dégage très peu de

similitude entre les deux sites si ce n'est la même activité principale qui lie les éleveurs de Terfel dans la sous-préfecture de Birao et de Bangui-Banda dans celle de Bambari. Les éleveurs du Nord-est sont relativement épargnés par les effets de la crise depuis 2013 et par leur statut³². Ce travail montre que les éleveurs de la sous-préfecture de Birao ne subissent pas les mêmes contraintes que celles de Bambari et ceci pour diverses raisons : influence des milices armées du Darfour, proximité avec le puissant voisin Soudanais, degré élevé de leur protection (militarisation) et maintien de la pratique de la mobilité avec la longue transhumance dans les deux sens.

La deuxième question est celle de savoir si la mobilité pastorale reste-t-elle actuellement une stratégie soutenable ?

Les résultats ont permis aussi de mettre en évidence la solidité des pratiques pastorales. Dans la sous-préfecture de Birao qui subit les influences climatiques Soudanaises, la question de la variabilité des ressources naturelles (pâturage et point d'eau) se pose d'avantage pour les éleveurs. Par contre dans la sous-préfecture de Bambari, même si les éleveurs mettent en avant la dégradation des ressources, elles sont encore accessibles dans cette zone de savane. Le niveau de décapitalisation lié aux rackets reste très élevé dans cette partie du territoire sous le joug des groupes armés (UPC et AB).

La lecture des trajectoires des ménages a permis de confirmer notre deuxième hypothèse sur le fait que les éleveurs les plus solides (en situation de résilience) sont ceux qui ont su maintenir un niveau de mobilité actuellement et antérieurement. Les déplacements incessants pour se prémunir contre les risques ont favorisé la protection du bétail contre les pathologies et les crises sécuritaires. En dehors des éleveurs arabophones de la sous-préfecture de Birao qui développent un type de mobilité singulier et qui restent pour beaucoup d'entre eux autour de Birao, les pasteurs dans leur grande majorité intensifient la mobilité dans des courtes distances et écourtent les distances de parcours pour pallier aux manques de ressources et aux insécurités. En observant les résultats de ce travail, on s'aperçoit que le système pastoral autour de Birao marqué par une forte domination de la transhumance étrangère présente le plus de solidité que celui de Bambari. A l'intérieur du système pastoral de la sous-préfecture de Bambari, il ressort que les ménages qui ont réussi à adopter des trajectoires de résiliences sont ceux qui font encore de la mobilité leur première option parmi les stratégies d'adaptation face aux chocs et risques durant leurs parcours de vie. Ce constat remet en

³² Quasiment des transhumants étrangers (Soudanais et Tchadiens)

cause l'apriori selon lequel les zones situées à l'intérieur ou autour des bassins historiques de la production bovine que sont les communes d'élevage sont de facto les plus prospères en ce sens qu'elles concentrent le plus de bétail et offrent aux éleveurs un cadre d'activité pastoral idéal.

Enfin, la dernière question est de se dire quelles sont les trajectoires des éleveurs et par quels mécanismes parviennent-ils à s'adapter face aux différentes crises?

La recherche démontre également que les contraintes de nouveaux genres comme les rackets et les affrontements entre les groupes armés pour le contrôle des ressources qui ont pris parfois des proportions ethniques et communautaires ont contribué à réduire sensiblement la capacité des éleveurs au point où la majorité des éleveurs vivent aujourd'hui une situation fragile et pleine d'incertitude. Ce constat conforte notre troisième et dernière hypothèse relative à l'affaiblissement des stratégies d'adaptation et le développement des trajectoires de vulnérabilités chez la majorité des ménages. L'ampleur de la crise de 2013 et les rackets qui s'amplifient n'ont pas permis aux éleveurs de reconstituer leur troupeaux. Qu'il s'agisse de la zone de Birao ou de Bambari, il se dégage aussi une diversité de trajectoire et de pratique chez les ménages. On observe des ménages en situation de résilience plus solide que les autres, avec des moyens d'existence assez importants centrés exclusivement sur le bétail. Ensuite, des ménages en situation de relèvement et déclin, en capacité de se maintenir dans l'élevage en l'associant à d'autres activités et enfin des ménages en situation de survie, ne disposant presque pas de bétail se dirigeant vers une sortie du système pastoral. Les pratiques en termes de mobilité sont assez surprenante entre d'un côté des éleveurs de la zone de Birao qui restent durant toute la période de transhumance autour de leur campement et ceux de Bambari qui vont en transhumance en période sèche et qui reviennent autour de leur campement en période humide.

Le niveau de décapitalisation demeure encore très élevé et les éleveurs disposant d'un effectif même élevé du bétail voient leurs troupeaux se réduire plutôt que se renouveler, ce qui a conduit beaucoup d'éleveurs vers la paupérisation et la sortie du pastoralisme.

- **Quelques pistes d'action possible**

Piste de sécurisation de la mobilité et des espaces pastoraux

Deux approches de sécurisation de la transhumance sont actuellement mobilisées ou envisagées dans le contexte du conflit en RCA : le dialogue intercommunautaire et l'intervention de la MINUSCA (Ankogui-Mpoko et Vircoulon, 2018). Si le dialogue intercommunautaire impulsée par les ONGs afin d'apaiser les tensions et favoriser la cohésion sociale est celle qui est la plus pratique pour le moment, l'approche de sécurisation des corridors de la transhumance par la MINUSCA est loin d'être acquise. La complexité de la crise et les difficultés opérationnelles sur le terrain nous conduisent à proposer l'intégration de la question de transhumance dans une approche globale de sécurisation du pays. Pour le moment, les actions devraient porter sur l'amélioration de la connaissance des zones et sources de ces conflits. Ainsi, la lutte contre le vol de bétail qui est au centre des dynamiques de violence doit être priorisée car elle permettrait d'attaquer le problème à la source et de réduire sensiblement les conflits communautaires.

Pistes de réflexion pour un appui aux campements pastoraux

Au niveau global, les pistes d'appui permettent de renforcer la résilience du campement dans son ensemble et par conséquent de renforcer la capacité de tous les ménages dans la gestion de l'adversité. Ils consistent à : améliorer l'accès à l'eau potable grâce à la construction d'un forage ; réduire l'enclavement du campement par la réfection des routes et pistes rurales ; sensibiliser et encourager les chefs de famille à scolariser au moins une partie de leurs enfants (les confiant à des proches ou connaissances par exemple) ; relancer les dynamiques collectives et assurer la formation des éleveurs sur une meilleure gestion des troupeaux et des risques pathologiques avec le soutien de la FNEC et les services techniques (ANDE).

Au niveau global, les pistes d'appui permettent de renforcer la résilience du campement dans son ensemble et par conséquent renforcer la capacité de tous les ménages dans la gestion de l'adversité. Il convient d'améliorer l'accès des éleveurs à l'eau potable grâce à un forage et aux soins puisque le centre de santé le plus proche et le point d'eau potable se trouvent à 32 km pour le site de Bangui-Banda et 20Km pour celui de Terfel. Le niveau d'enclavement des campements d'éleveurs doit être réduit et cela implique la réfection des routes et pistes rurales. Pour renforcer d'avantage la résilience

de ces éleveurs, un travail de sensibilisation et d'encouragement des chefs de famille à scolariser au moins une partie de leurs enfants (particulièrement les éleveurs de Bangui-Banda) s'avère nécessaire.

La relance des dynamiques collectives en arrêt depuis plusieurs années permet d'assurer la formation des éleveurs sur une meilleure gestion des troupeaux et des risques pathologiques avec le soutien de la FNEC et les services techniques (ANDE).

Pistes de recommandations pour les différentes catégories de ménages

Les pistes d'éventuels appuis proposés ici correspondent bien évidemment à chacune des catégories de ménages étudiés dans la mesure où leurs besoins et leurs moyens, et donc leurs enjeux, ne sont pas forcément identiques. Il en est de même pour les dynamiques pastorales qui diffèrent dans certains cas selon qu'on soit dans une zone de savane telle que Bangui-Banda ou que l'on passe à une zone soudano-sahélienne comme celle de Terfel autour de Birao. Pour les ménages en résilience, un programme de soutien à la santé animale et l'accès aux marchés devient prioritaire. Il passe par le renforcement de la capacité de ces éleveurs à se protéger et faire face aux principaux aléas/risques/contraintes avec comme priorité la vaccination du bétail, la réactivation des groupements d'éleveurs, la création des pharmacies vétérinaires villageoises et la redynamisation des marchés à bétail pour valoriser la production animale par la vente au meilleur prix.

Pour les ménages en résistance (relèvement, déclin), appuyer la diversification du cheptel et l'engagement agricole. Les appuis consistent à encourager les activités alternatives pour permettre leur maintien dans les activités pastorales. Le renforcement des pratiques agricoles doit se concentrer sur les activités pourvoyeuses de revenus importants (agriculture vivrière). Cela passe par un renforcement de l'accès à des outils et semences pour les groupements. Il y a lieu d'accroître les possibilités d'accès des épouses d'éleveurs aux marchés pour la commercialisation des sous-produits d'élevage et le développement des AGR. Il revient d'appuyer les échanges avec les agriculteurs locaux via les activités de leurs épouses et un meilleur accès aux ressources pastorales ; renforcer la capacité de ces éleveurs à se protéger, avec comme priorité la vaccination du bétail, la création des pharmacies villageoises, l'aménagement des puits pastoraux et l'accès aux produits pour la complémentation des animaux surtout dans la sous-préfecture de Birao ; accroître les possibilités d'accès des épouses d'éleveurs aux marchés pour la commercialisation des sous-produits d'élevage et le développement des AGR en lien avec les agriculteurs locaux.

Pour les ménages en survie : éviter ou accompagner leur sortie du pastoralisme par des appuis à la recapitalisation via la fourniture du petit bétail. Il consiste aussi à promouvoir le développement des AGR, des activités agricoles pouvant éviter le risque d'une décapitalisation brusque. Il permettra par la même occasion d'accompagner ces éleveurs dans leur reconversion. Les actions en faveur de ces ménages visent à faciliter leur insertion dans l'économie locale par l'appui à la recapitalisation par la fourniture du petit bétail.

Il résulte de cette recherche que le pastoralisme en Centrafrique connaît l'un des moments les plus difficiles de son histoire et c'est le cas pour les éleveurs. Malgré tout ce qui se disait de négatif à propos de la mobilité pastorale, il n'en demeure pas moins qu'elle apparaît comme le moyen le plus adapté au contexte de crise qui frappe aujourd'hui le pays. Plutôt que d'entretenir l'économie pastorale et de permettre aux éleveurs de faire face aux chocs qu'ils traversent, elle apparaît désormais et avec le retour des transhumants dans certaines parties du territoire abandonnées au plus fort moment de la crise sécuritaire de 2013 comme l'une des clefs de la stabilisation du pays. L'idéal serait de redéfinir la politique d'élevage en permettant une meilleure sécurisation des couloirs de transhumance, l'accès des éleveurs aux services sociaux de base et le développement des échanges agriculteurs-éleveurs pour une meilleure articulation de ces deux activités pourtant complémentaires mais longtemps séparés et opposés par des politiques inadaptées.

- **Les perspectives de recherche**

L'analyse de la situation socioéconomique des ménages de Terfel a permis de dégager les caractéristiques des ménages avec très peu de situation contrastée. Elle traduit une économie pastorale bien que ancrée historiquement dans la diversification par des pratiques agricoles mais avec très peu d'évolution dans les parcours. Avec des chefs de familles qui tirent encore l'essentiel de leur revenu des activités d'élevage et qui sont impliqués pour la plupart dans des activités agricoles de longue date, on est loin des dynamiques pastorales en grande mutation et en très grande difficulté. On s'aperçoit aussi que les ménages font preuve encore de solidité malgré des situations de perturbation dans leurs différentes trajectoires et que les difficultés pour ces éleveurs résident beaucoup plus dans les contraintes à la production (changements climatiques) que celles des conditions d'existence.

Toutefois, des points devront être creusés lors d'une recherche future. Il s'agit dans un premier temps de la question de l'élevage local, qui peine à se relever du fait des phénomènes d'expropriation et de vol armé de bétail, courants dans la zone. Ces phénomènes sont à l'origine de la décapitalisation des éleveurs locaux et du découragement des autres à s'intéresser à l'élevage des gros et petits ruminants. Les éleveurs locaux en activité sont condamnés à s'armer, à scinder leur troupeaux ou à se débarrasser d'une grande partie pour n'en garder qu'un effectif réduit d'un maximum de 15 têtes faute de quoi, le troupeau s'expose à des attaques et le propriétaire à la perte de ses animaux. Il n'y a pas que les bovins qui sont ciblés parce banditisme car il touche également les ovins, les caprins et les chevaux. Il est donc important d'analyser les conditions de cette relance et de suivre l'évolution de la situation. Ensuite, un nouveau passage permettra aussi de s'intéresser à l'évolution des relations agriculteurs et éleveurs transhumants, mauvaises actuellement. Enfin, il sera également question d'analyser un phénomène qui réapparaît, l'incursion des chameliers dans la zone. L'élevage des chameaux est accusé de participer à la dégradation de la nature par la coupe des espèces forestières importantes pour la préservation de l'écosystème local (surtout le Karité et le jujubier) dans le but d'alimenter ce type d'animaux très gourmands. En se livrant aussi au braconnage sur toutes ces formes, ces chameliers s'en prennent à la faune³³ sauvage, aux éleveurs de bovins qu'ils soient transhumants étrangers ou éleveurs locaux en les dépouillant de leur bétail lors de leur remontée vers le Soudan.

En ce qui concerne la sous-préfecture de Bambari, aborder la question des ménages en survie revient à s'intéresser aux éleveurs ne parvenant pas à sauver l'essentiel de leur moyen d'existence (sortis du pastoralisme) suite à la perte brutale ou progressive de leur bétail. Or, faute de temps, cette catégorie de ménage pourtant très vulnérable (en situation stricte de survie) et en en quête d'un nouveau repère (reconversion) pour beaucoup d'entre eux n'a malheureusement pas fait l'objet de cette recherche. Il mérite une attention particulière dans l'éventualité d'un nouveau passage dans cette zone. Il sera aussi question de l'impact de cette vague de reconversion sur la cohabitation « peuls-peuls » c'est-à-dire entre les reconvertis dans les activités agricoles et les éleveurs en activité.

La volonté d'un retour à Bangui-Banda après l'épisode des déplacements en 2017 est affichée de manière unanime par tous les éleveurs de ce campement mais les conditions sécuritaires ne le permettent pas en ce moment. Certes la présence encore de ces éleveurs à Gallougou et Boyo non

³³ Un parc animalier notamment une zone cynégétique villageoise (ZCV) pour protéger des espèces rares (Grand Koudou) se trouve dans la zone de Delembé, un grand village situé à une vingtaine de Kilomètre de Birao

loin de leur campement d'origine confortent ce projet de retour. Cependant la dégradation du climat sécuritaire, le contrôle de la zone par les différents groupes armés et les incertitudes que traverse le pastoralisme en Centrafrique risquent aussi d'installer le doute chez ces éleveurs et les pousser à rester encore plus longtemps dans les zones qui les accueillent actuellement. Dans ce cas précis, le projet de retour s'amenuise et nous nous retrouverons avec des ménages pastoraux d'un système (Bangui-Banda) qui s'insèrent dans d'autres systèmes (zones d'accueil suite à la fuite). Il se pose ainsi à nouveau la question du lien entre la résilience des systèmes pastoraux et celle des ménages. Va-t-on se retrouver avec un système pastoral qui disparaît et des ménages qui parviennent à se relever ailleurs, en dehors du système initial? Les réponses à ces questions ne peuvent que s'inscrire dans la perspective d'un suivi dans la durée des ménages enquêtés.

La méthodologie employée dans cette recherche a le mérite d'être pragmatique avec un cadre d'analyse qui tient compte de l'une de ses principales spécificités de l'activité pastorale qu'est la mobilité. Elle a aussi permis de prendre en compte le contexte difficile d'un pays en situation de crise prolongée et venant de sortir de l'une des grandes crises sécuritaires de son existence. En se centrant sur les campements pastoraux, cette approche a l'avantage d'avoir une certaine réalité du pastoralisme Centrafricain. Néanmoins, cette recherche aurait pu donner des résultats plus intéressants si les passages répétés se faisaient dans la durée et via un dispositif d'observatoire.

Comme stratégie pastorale, la mobilité l'a été depuis longtemps pour les éleveurs de la RCA. Il en était le cas déjà pour les éleveurs pionniers (mbororo wodaabé). Ils avaient presque toujours fondé leur stratégie pastorale sur la mobilité dans la mesure où c'est une méthode de défense face à des agressions externes ; c'est également une force, une capacité de s'adapter et de tirer profit, au loin, de meilleures conditions pour l'élevage (Boutrais, 1990). Aujourd'hui et avec des contraintes variées et multiples, elle devient une stratégie plus qu'essentielle pour la survie de leur activité.

Le pastoralisme est à la croisée des trois piliers de la durabilité et offre une combinaison d'avantages sociaux, environnementaux et économiques. Il exploite de vastes étendues de terres qui peuvent être mieux adaptés à des usages multiples: production extensive de produits alimentaires de haute qualité alliés à la prestation des services éco systémiques de grande valeur. Les politiques, les services et les investissements publics doivent être adaptés pour soutenir et protéger ces trois avantages (Mc Gahley et al, 2014).

Bibliographie

Aho G., Botomaza M., Brisson L., Niang O., Davide S et Mbetid-Bessane E. (2006), «Pour une stratégie de croissance pro-pauvre et au service du développement humain», Contraintes et défis pour la RCA, Rapport PNUD 2006, 174P.

AIDSPC (2015), « Les peulhs Mbororo de Centrafrique : Une communauté qui souffre », rapport de l'AIDSPC-Juin 2015, 58P.

Alidou S. M. (2016), « Cap Ex dans le soutien au développement pastoral. Couloirs de transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest », Février 2016, <http://www.shareweb.ch/site.../pastoralism>, 8P.

Anaut M. (2005), « Le concept de résilience et ses applications cliniques », Recherche en soins infirmiers. 2005/3 (N° 82), p. 4-11 DOI 10.3917/rsi.082.0004.

Ancey V., Ickowicz A., Manoli C. et Magnani S. (2007), « Les liens entre troupeau et famille chez les peuls du Ferlo : indicateurs socioéconomiques des mutations de l'élevage pastoral », quatorzièmes rencontres autour des recherches sur les ruminants, 185-188, 14, Paris, France, 5-6 décembre 2007. 4P.

Ankogui-Mpoko G F., Betabelet Wouloungou R J. (2015), « Situation de la transhumance en République Centrafricaines suite aux crises de 2013-2014 », Rapport d'étude sur les conflits », janvier 2015, 94P.

Ankogui-Mpoko G F., Vircoulon T. (2018), « AX-24 La transhumance en Centrafrique : une analyse multidimensionnelle », ISS-FANSSA Services funded by the European Union, Mars 2018, 55 P.

Ankogui-Mpoko G-F., Douma P. et Banzhaf M. (2004), « Les conflits agriculteurs éleveurs », Rapport de mission d'étude sur la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs en République Centrafricaine », PAOPSE, FNEC, SCAC, Février-Mars, Bangui, 94P.

Archambaud L., Tidjani I. (2016a), « Etudes des réalités agricoles et pastorales en Ouham », Etude pour le renforcement des capacités de résilience des populations en Ouham, Rapport ACF, Juillet 2016, 88P.

Archambaud L., Tidjani I. et Lallau B. (2016b), « Peut-on encore être éleveur en République Centrafricaine ? Quelques éléments de réponse dans la région de Batangafo (Ouham) », XVII^e colloque du réseau Méga-Tchad sur Les insécurités dans le bassin du lac Tchad, 12P.

Arditi C. (2003), « La paupérisation des éleveurs peuls de RCA ». In: Elevage et pauvreté: Actes de l'atelier-recherche CIRAD, Montpellier, les 11 et 12 Dezember 2003. Duteurtre Guillaume (ed.), Faye Bernard (ed.). CIRAD, Montpellier: 1-8. Atelier sur élevage et pauvreté, Montpellier, France.

Behnke, R.H., Scoones, I., et Kerven, C. (1993), « Range ecology at disequilibrium: new models of natural variability and pastoral adaptation in African savannas ». London: Overseas Development Institute, 248p.

Benkahla A., Mason S. (2017), « Les notes de la C2A. Le pastoralisme, un mode de vie résilient face à de nombreux défis », Coordination solidarité urgence et développement. Numéro 25 Janvier 2017, 4P.

Betabelet Wouloungou J R., Maïna Ababa A. et Tidjani I. (2015), « Élevage bovin et conflits en Centrafrique ». Les Cahiers d'Outre-mer n°272 : 557-575.

Bi-Amadou I. (2012), « Rapport d'étude sur les échanges commerciaux entre les éleveurs et les agriculteurs dans la sous-préfecture de Bossangoa », ACF, Novembre-Décembre, 2012, 100P.

Blanc F., Le Masson C., Le Masson A., Remayeko A., Le Gall F. Et Lhoste P. (1995), « Les contraintes au développement de l'élevage bovin en zone de savane humide : l'exemple des peuls mbororo en République Centrafricaine ». [http:// agris.fao.org/agris-search](http://agris.fao.org/agris-search), 10P.

Bockel L., Thoreux M, (2009), « Résilience des communautés rurales aux accidents climatiques. Un besoin de changement d'échelle (Madagascar, Haïti) » Note de politique pour le compte de la FAO, EASYPOL. www.fao.org/easypol, 18 P.

Bonnet B. (2013), « Vulnérabilités pastorales et politique publique de sécurisation de la mobilité pastorale au sahel », *Monde en développement*, 2013/4 (n°164). P 71-91.

Bonnet B., Anvrouin M., Dufumier M., Mahamadou A. et Mogba Z. (2017), « Contribution à la relance du dialogue local à Berberati », *Rapport final financé par l'ambassade de France à Bangui et initié par l'IRAM en collaboration avec les ONGs CRF, Echelle et PMU-AMI, Centre de crise et de soutien*, Mars 2017, 93 P.

Bonnet B., Guibert B. (2012), « Vulnérabilités et efforts d'adaptation des familles de pasteurs face aux crises récurrentes, Enseignements tirés de l'analyse de l'activité pastorale dans les trajectoires familiales », contribution de l'élevage à la réduction de la vulnérabilité des ruraux et à leur adaptabilité aux changements climatiques et sociétaux en Afrique sub-saharienne, Novembre 2012, 21P.

Bonnet B., Guibert B. (2014), « Stratégies d'adaptation aux vulnérabilités du pastoralisme. Trajectoires de famille de pasteurs (1972-2010) », *Afrique contemporaine* 2014/1 (n° 249), P. 37-51.

Bonnet B., Sambo B., et Hérault D. (2010), « Sécurisation des systèmes pastoraux au Sahel face aux incertitudes climatiques, socio foncières et économiques », colloque Agir en situation d'incertitude, session 2, 22-24, Novembre 2010, Montpellier, France, 14P.

Boudet G. (1972), « Désertification de l'Afrique tropicale sèche », *Adansonia*, ser. 2 : 505-524, 12, (4) 1972, 20P.

Boureima A., Boutrais J. (2012), « logiques pastorales et de conservation de la nature : les transhumances et le parc du W (Niger, Burkina Faso, Benin) », Dans *Autrepart* 2012/1 (N°60), page 55 à 75.

Bourgeot A (1994), « Une rupture du couple écologie-économie. La crise du pastoralisme Touareg » In : Blanc-pamard Chantal (ed.), Boutrais Jean (ed.). *Dynamique des systèmes agraires : à la croisée des parcours : pasteurs, éleveurs, cultivateurs*, Paris : ORSTOM, 63-78, (colloques et séminaires), 1994.

Boutrais J. (1988), « Des peuls en savanes humides : développement pastoral dans l'ouest centrafricain », Paris : ORSTOM, 387P.+1 graph.ht. (Etudes et thèses).

Boutrais J. (1990), « Les savanes humides, dernier refuge pastoral : l'exemple des Wodaabé, mbororo de Centrafrique ». Genève-Afrique. Vol 28 (1), 65-90.

Boutrais J. (2008), « Pastoralisme et aires protégées d'Afrique de l'Ouest en regard de l'Afrique de l'Est ». In : Aubertin Catherine (ED), Rodary Etienne (ED). Aires protégées : espaces durables ? Marseille : IRD, 215-246. (Objectifs Sud).

Boutrais J., Crouail J. C. (1986), « Les projets de développement de l'élevage en Centrafrique ». In : *Dynamique des systèmes agraires : l'exercice du développement*. Paris : ORSTOM, 71-92. (Colloques et Séminaires). Dynamique des Systèmes Agraires, Paris (FRA), 1984-1985. ISBN 2-7099-0799-2.

Buisson M. C. (2012), « Trois essais sur la vulnérabilité des ménages ruraux dans les pays en développement: risques, stratégies et impacts », Economies et finances. Université d'Auvergne Clermont-Ferrand I, 2012. Français. <tel-00686812>, 195P.

Cambien A. (2007), « Une introduction à l'analyse systémique. Appréhender la complexité », Les rapports d'étude. CERTU, N° 13029-1, Février 2007, 86P.

Cantoni C., Lallau B. (2010), « La résilience des Turkana. Une communauté de pasteurs kenyans à l'épreuve des incertitudes climatiques et politiques », Développement durable et territoires (En Ligne), vol. 1, n° 2 Septembre 2010, mise en ligne, 28 Janvier 2016, 24P.

Carrière M. (1996), « Impact des systèmes d'élevage pastoraux sur l'environnement en Afrique et en Asie tropicale et subtropicale aride et subaride », Juin 1996, 70P.

CEA (2016), « Profil de pays-République Centrafricaine 2016 », 39P.

Chambers R., Conway G.R. (1991), « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century », IDS Discussion Paper 296, December.

Chauvin E. (2014), « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recompositions des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique ». Sergio Baldi, Géraud Magrin. Les échanges et la communication dans le bassin du lac Tchad, actes du 15^e colloque du réseau Mégatchad, Naples, 13-15 septembre 2012, Naples, L'Orientale., Università "L'Orientale", p. 263-287, 2014,

Chauvin E., Lallau B., et Magrin G. (2015), « Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes », *Les Cahiers d'Outre-mer* [En ligne], 272 | Octobre-Décembre 2015, P467-479, mis en ligne le 23 mai 2017, consulté le 29 mai 2017. URL : <http://com.revues.org/7617>.

Chauvin E., Seignobos C. (2013), « L'imbroglio Centrafricain. Etat, Rebelles et Bandits », *Afrique contemporaine*, 2013/4 N 248 Page 119-148. DOI : 10.39117/afco.248.0119, 147 P.

Chérif S. (2016), « Evidence de la résilience actuelle et à venir des sociétés rurales africaines face aux changements climatiques », *Thinking Africa*. Note d'analyse politique. NAP N° 33-Mars 2016, 15P.

Cochet H. (2011), « Origine et actualité du « Système Agraire »: retour sur un concept », *Revue Tiers Monde* 2011/3 (n°207), p. 97-114.

Colin de Verdière P. (1995), « Etude comparée de trois systèmes agropastoraux dans la région de Filingué, Niger ; les conséquences de la sédentarisation de l'élevage pastoral au Sahel ». In: *Revue de géographie de Lyon*, vol. 70, n°3-4, 1995. Sahel, la grande sécheresse. pp. 279-280; http://www.persee.fr/doc/geoca_0035-113x_1995_num_70_3_4230.

DFID (1999), « Sustainable Livelihoods Guidance Sheets, Department for International Development », available at: www.livelihood.org/info/info_guidancesheets.htm (accessed 18 April 2014).

Djedjebi T. (2009), « Pastoralistes et la ville au Bénin : livelihood en questionnement », Thèse de doctorat en économie, African Studies Centre, African Studies Collection, Vol. 17, 301P.

Doudelet L., Lallau B. (2013), « La résilience des ménages ruraux. Essai sur une approche en termes de seuils » XXVIIIème journées sur le développement N°28/2013, 11-13 juin, Université d'Orléans. P139-155.

Dufumier M., Lallau B. (2015), « Impossible développement agricole en République centrafricaine ? », *Les Cahiers d'Outre-mer* [En ligne], 272 | Octobre-Décembre 2015, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 29 mai 2017. URL : <http://com.revues.org/7647> ; DOI : 10.4000/com.7647, P.535-555.

Duteurtre G., Faye B., Dutilly-Diane C. et Alary V. (2003), « Élevage et dynamique de la pauvreté : l'approche micro-économique », Élevage et pauvreté, Acte de l'atelier CIRA, Montpellier le 11 et 12 septembre 2003, P 20-29.

FAO (2005), « République centrafricaine. L'irrigation en Afrique en chiffre-Enquête AQUASTAT », 2005, 8P. www.fao.org/nr/water/aquastat/countries_regions/CAF-CP.pdf.

FAO (2010), « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010: Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées ». Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et Programme alimentaire mondial (PAM), Octobre 2010, 64P.

FAO (2012a), « La transhumance transfrontalière en Afrique de l'Ouest. Proposition de plan d'action », Juin 2012, 146P.

FAO (2013), « La Résilience des Moyens d'Existence – Réduction des Risques de Catastrophe pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle », Edition 2013, 105P.

FAO (2015), « Enquête sur la transhumance après la crise de 2013-2014 en République Centrafricaine », Rapport de mission, Février 2015, 34P.

FAO (2017), « Rapport de mission sur la transhumance et l'agropastoralisme en République Centrafricaine », 21 Novembre-8 Décembre 2017, 24P.

FAO (2018), « République Centrafricaine, Stratégie d'appui à la résilience (2018-2023)-Renforcement des moyens d'existences agropastoraux. », Rome. 18P.

FAO, (2012b), « La résilience des individus, des ménages, des communautés et des institutions dans les situations de crise prolongée », www.fao.org/fileadmin/templates/cfs, 5P.

FIDH (2006), « République centrafricaine Oubliées, stigmatisées : la double peine des victimes de crimes internationaux », Rapport mission internationale d'enquête, n° 457, Octobre 2006, 80 P.

Fio-Ngaindiro F. (1987), « Développement de l'élevage et amélioration de la santé animale en République Centrafricaine », Rev. sci. tech. Off. int. Epiz., 1987, 6 (4), 955-967.

FMI (2009), « Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) 2008-2010 », rapport de première année de mise en œuvre, Rapport du FMI N° 09/240, Juillet 2009, 95P.

Frankenberger T.R. et al. (2007), « Ethiopia: the path to self-resiliency ». Final Report, CHF / CANGO, july

Galaty J G. (1988), « Pastoralisme, sédentarisation et État en Afrique de l'Est », www.politique-africaine.com/numeros/pdf/034039.pdf, 12P.

Gondard-Delcroix C., Rousseau S. (2004), « Vulnérabilité et Stratégies durables de gestion des risques : Une étude appliquée aux ménages ruraux de Madagascar », Développement durable et territoires [En ligne], Dossier 3 | 2004, mis en ligne le 20 février 2004, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://developpement.durable.revues.org/1143> ; DOI : 10. 4000/developpement.durable.1143, 21P.

Gonne B., Sougnabé P. et Ngana F. (2009), « Le champ et le bœuf en savane d'Afrique centrale complémentarité, antagonisme ou intégration ? », Savanes africaines en développement : innover pour durer, Avril 2009, Garoua, Cameroun. CIRAD, 8P.

Gourdin P. (2013), « République Centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié », Octobre 2013, 15P [http://www.diploweb.com/Republique Centrafricaine.html](http://www.diploweb.com/Republique_Centrafricaine.html).

Grengbo Sanzia-Sasin R. (1978), « L'élevage Centrafricain : Situation actuelle et perspective d'avenir », Thèse de doctorat en médecine vétérinaire N°13. Ecole inter-états des sciences et médecine vétérinaire de Dakar au Sénégal. Année 1978, 183P.

Guibert B., Bonnet B. (2013), « Analyse des trajectoires de familles de pasteurs en lien avec les crises pastorales ». La contribution de l'élevage pastoral à la sécurité et au développement des espaces sahélo-sahéliens, Colloque régional de Ndjamen, 27-29 Mai 2013, 7P.

Habmo B. (2012), « Quand les peuples nomades se sédentarisent. Multiculturalisme et cohabitation interethnique au Sahel », mitrajectoire.org/wp-content/, 13P.

Harchies M., Binot A. et Wolff E. (2007), « Impacts mutuels de la conservation et de l'élevage transhumants sur l'occupation des sols et les ressources environnementales », Vertigo – la revue

électronique en sciences de l'environnement [En ligne], Hors-série 4 | novembre 2007, mis en ligne le 11 septembre 2007, consulté le 20 janvier 2019. URL <http://journals.openedition.org/verigo/808>; DOI : 104000/vertigo.808

Hardin, G. (1968), « The Tragedy of the Commons. Science », 162 (3859), 1243-1248

Hesse C. (2010), « La création de richesses grâce à la variabilité de l'environnement : l'économie du pastoralisme dans les zones arides d'Afrique orientale », 15P. www.gitpa.org/GITPA300-26PASTORALISMETEXTREFHesse.pdf.

Holling C. S. (1973), "Resilience and stability of ecological systems", Annual Review of Ecological Systems, 4, p. 1-23.

Hubert H. (1920), « Le dessèchement progressif en Afrique Occidentale ». Bull. comité d'éd. hist. et scient. De l'AOF. Oct-déc 1920, 70P.

ICG (2014a), « La face cachée du conflit Centrafricain », Briefing Afrique N°105/ Nairobi/Bruxelles, 12 Décembre 2014, 20P.

ICG (2014b), « Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme », Rapport Afrique N°215/ 1^{er} Avril 2014, 40 P.

IPIS (2017), « « Laissez-piller » L'économie politique des barrières routières en République Centrafricaine », 71 P.

IPIS (2018), « Central African Republic: A conflict mapping », September 18, 2018, 109P.

Jouve P., Tallec M. (1994), « Une méthode d'étude des systèmes agraires en Afrique de l'ouest par l'analyse de la diversité et de la dynamique des agro systèmes villageois » ; In : recherches-système en Agriculture et développement rural, Montpellier CIRAD-SAR, 185-192, 21 au 25 Novembre 1994.

Julien F. (2006), « Nomadisme et transhumance, chronique d'une mort annoncée ou voie d'un développement porteur ? Enjeux, défis et enseignements tirés de l'expérience des projets d'hydraulique pastorale au Tchad », Afrique contemporaine 2006/1 (n° 217), p. 55-75. DOI 10.3917/afco.217.75.

Kadekoy-Tigague D. (2003), « Rentabilité et dynamique du commerce de bovins sur pied en République Centrafricaine ». Jean-Yves Jamin, L. Seiny Boukar, Christian Floret, 2003, Cirad-Prasac, 2003, 7P.

Korbeogo G. (2016), « Variabilité socio-écologique, crise du pastoralisme et résilience des Peuls pasteurs du Gourma rural (Burkina Faso) », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 16 Numéro 1 | mai 2016, mis en ligne le 09 mai 2016, consulté le 01 juillet 2018. URL : <http://journals.openedition.org/vertigo/17241> ; DOI : 10.4000/vertigo.17241, 39P.

Kossoumna Libaa N. (2008), « De la mobilité à la ssédentarisation: gestion des ressources naturelles et des territoires par les ´éleveurs Mbororo au nord du Cameroun. », Thèse de doctorat en Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2008. Français. <tel-00366409>, 285P.

Kouamekan Koffi J. M. (2014), *Résilience et sociétés : concepts et applications*. *Ethique et économique/Ethics and Economics*, 11(1), 2014 <http://ethique-economique.net/>, 15P.

Krätli S., Monimart M., Jallo B., Swift J. et Hesse C. (2013), « Evaluation et capitalisation de 20 ans d'interventions du Groupe AFD portant sur le secteur de l'Hydraulique pastorale au Tchad », *Rapport Final*, Mai 2013, IIED, 142P.

Lallau B. (2011), « La résilience, moyen et fin d'un développement durable ? » *Ethique et Economique/ Ethics and Economics*, B(1), 2011, <http://ethique-economique.net/>, 18P.

Lallau B. (2015), « Plongée au coeur des tenebres Centrafricaines », *journal des anthropologues en lignes*, 140-141, 2015, mise en ligne le 15 juin 2017. P 283-301.

Lallau B., Archambaud L. et Benoist-Laissus P. (2016), « Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Eléments de cadrage théorique et méthodologique. Projet CPDA-RCA », *Document de travail n°2*, Clersé, Université de Lille, Mai, 23P.

Lallau B., Archambaud L., Andres L., Ceriana Mayneri A., Chauvin E., Laissus-Benoist P., Mbétid-Bessane E. et Tidjani I. (2018), « Observer les crises et les résiliences en République Centrafricaine », *Manuel à destination des évaluateurs humanitaires. Manuel financé par l'Agence Universitaire de la Francophonie Version1*, Avril 2018, 91P.

Lallau B., Droy I. (2014), « Qu'est-ce qu'un ménage résilient ? Concepts, méthodes, illustrations », in Chataigner JM. (ed.), *Fragilités et résilience : les nouvelles frontières de la mondialisation*. Paris : Karthala, 149-170.

Lallau B., Mbetid-Bessane (2010), « Observer la résilience rurale. Réflexions théoriques et applications dans les campagnes Centrafricaines », Emilie Coudel, Hubert Devautour, Christophe-Toussaint Soulard, Bernard Hubert. ISDA, Juin 2010, Montpellier, France. Cirad-Inra-Sup Agro, 12P.

Landais E. (1994), « Système d'élevage. D'une intuition holiste à une méthode de recherche, le cheminement d'un concept », In : Lanc Pamard Chantal (ed.), Boutrais Jean (Ed.). *Dynamique des systèmes agraires : à la croisée des parcours : pasteurs, éleveurs, cultivateurs*, Paris : ORSTOM, 15-49. (Colloques et séminaires).

Laouali A. (2014), « Contribution à l'étude de la dynamique de l'élevage pastoral au Niger : cas de la région de DIFFA », thèse de doctorat en Sciences agronomiques et ingénierie biologique, Université de Liège-Gembloux Agro-Bio Tech, 212 P.

Lhoste P. (1984), « Le diagnostic sur le système d'élevage », les cahiers de la recherche-développement n° 3-4, 1984, Diagnostic zootechnique, 5P.

Luizza M. (2017), « Le pastoralisme transhumant en Afrique Centrale : nouveaux impacts sur la conservation et la sécurité », Document d'information version 1.1 pour USFWS, division de la conservation internationale, Branche Afrique, 13P.

Magrin G (2014), « Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement », *Afrique contemporaine* 2014/1 (n° 249), P. 128-130.

Magrin G., Chauvin E., Perrier Bruslé L., Lavie E. et Redon M. (2015), « Introduction. Les ressources, enjeux géographiques d'un objet pluriel ». In : M. Redon et al. (dir.), *Ressources mondialisées. Essais de géographie politique*. Paris : Publications de la Sorbonne, p. 5-26.

Magrin G., Jamin J-Y., Faure G. et Duteurtre G. (2003), « Les savanes d'Afrique centrale entre enclavement et intégration aux marchés/Central African Savannas : between isolation and market intégration. In : Annales de géographie, t. 112, n° 633, 2003 PP. 471-494.

Manoli C. (2012), « Le troupeau et les moyens de sécurisation des campements pastoraux. Une étude de la gestion des troupeaux de la communauté rurale de Tessekre, dans le Ferlo Sénégalais », Thèse de doctorat soutenue le 14 décembre 2012, pour le grade de docteur de Montpellier sup agro, filière écosystèmes et agronomie, 247 P.

Mathevet R., Bousquet F. (2014), « Résilience & Environnement. Penser les changements socio écologiques ». Edition Buchel Chastel, Libella, Paris, Janvier 2014, 176P.

Marty, A. 1993. La gestion de terroirs et les éleveurs: un outil d'exclusion ou de négociation? Tiers-Monde, 34(134), 327-344.

McGahey D., Davies J., Hagelberg N et Ouedraogo R. (2014), « Pastoralisme et Economie Verte – un lien naturel ? », PNUE & UICN, x+58P.

MEFCPE (2009), « Rapport du cadre national de biosécurité de la République Centrafricaine », coordination projet Biosécurité, 2005, 47P.

MEPCI (2015), « Suivi des objectifs du millénaire pour le développement », Rapport final 2015, 57P.

Metzger P., D'Ercole R. (2008), « Enjeux territoriaux et vulnérabilité : une approche opérationnelle », Colloque interdisciplinaire, vulnérabilités sociales, risques et environnement : comprendre et évaluer, Mai 2008, Toulouse, France. 2008. Hal -01196979. 11 P.

Mottet A. (2005), « Transformations des systèmes d'élevage depuis 1950 et conséquences pour la dynamique des paysages dans les Pyrénées », contribution à l'étude du phénomène d'abandon de terres agricoles en montagne à partir de l'exemple de quatre communes des Hautes-Pyrénées, Thèse de doctorat en sciences agronomiques, N° 2315, Institut national polytechnique de Toulouse, 2005, 327P.

Moussa A., Elh Attoumane I., Lawan B., Djerma A., Gremah A., Herault D., Malam Ousseini O., Sambo B. et Salé A. (2007), « Stratégie et dynamisme des sociétés pastorales. La mobilité pastorale

dans la région de Zinder », Document de capitalisation du projet de sécurisation des systèmes pastoraux (PSSP), document collectif. Juin 2009, 115P.

N'da L. (2014), « Sécurité alimentaire et stratégies de résilience des ménages en Côte d'Ivoire : Cas de la région Ouest », 5^{ème} Colloque International d'Abidjan-Résilience en Action, du 3 au 4 Décembre 2014, 14P.

Nori M. (2006), « Moyens mobiles d'existence, ressources fragmentaires, droits variables : appréhender les territoires pastoraux ». International Land Coalition, document de travail, 26P.

Nugteren H., Lecome C. (2016), « Libérer le potentiel du pastoralisme pour développer l'Afrique de l'Ouest ». Sous l'édition de Fred Zall, Théa Hilhorst et Jacqueline Sluijs. 2016, 94P.

Passiring K., Sougnabé P., Mallah A., Djaskamao S I., Nour M., Adoum A., Tidjani I. (2014), « Diagnostic et propositions opérationnelles pour le soutien à l'élevage pastoral perturbé par la crise Centrafricaine ». Mission d'étude au Logone orientale, Mandoul et Moyen Chari du 04 au 14 Mars 2014, plateforme des acteurs du développement pastoral au Tchad, Ndjamen, 2014, 36P.

Peyre de Fabrègues B. (1987), « Aspect pastoraux du développement de l'élevage en zone sahélienne dans le contexte de la période de sécheresse. Le cas du Niger », Janvier 1987, Maison Alfort : CIRAD-IEMVT, 26P.

Pinault G. (2016), « Epizooties et géographie du commerce du bétail dans la Corne d'Afrique », EchoGéo [En ligne], 8 | 2009, mis en ligne le 19 mars 2009, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://echogeo.revues.org/11021> ; DOI : 10.4000/echogeo.11021

PNUD (2015), « Rapport annuel du PNUD-RCA », 38P.

PNUD (2015), « Rapport sur le développement humain 2015 », Le travail au service du développement humain, 2015, 48P.

RCCPA (2017), « République Centrafricaine : Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix 2017-2021 », 108P.

Renaudin B., Raillon C. (2011), « La résilience des pasteurs aux sécheresses, entre traditions et bouleversements. Les ONG au défi des transhumances », Février 2011, URD, Tchad, région du Bahr El Gazal. 48 P.

Requier-Desjardins M. (2001), « Élevage et transhumance à l'extrême-nord du Cameroun. Une étude des contrats d'accès aux pâturages communs, enquête en milieu pastoral et essai de modélisation contractuelle », Thèses de doctorat en sciences économiques, université de Versailles-Saint Quentin-en-Yvelines. UFR des sciences sociales et des humanités, 625 P.

Retailé D. (2003), « Le destin du pastoralisme nomade en Afrique ». In : l'information géographique, Volume 67, n°1, 2003. PP 88-102. Document généré le 14/06/2016.

Seignobos C. (2008), « La question mbororo, réfugiés de la RCA au Cameroun », juillet 2008, Yaoundé/Paris, 68P.

Scoones, I. (1994). « Living with uncertainty: new directions in pastoral development in Africa », London: Intermediate Technology Publications, 210p

Seignobos C. (2010), « Changer l'identité du bétail ? Modifier ou enrichir les pâturages ? Le nouveau dilemme des éleveurs Mbororo, Cameroun, RCA, Tchad », Montpellier (FRA) ; Ndjamena : Cira ; Prasad, 11P. Savanes africaines en développement : innover pour durer : colloque Garoua (CMR), 2009.

Seignobos C. (2011), « Le phénomène Zargina dans le nord du Cameroun. Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo », Afrique Contemporaine, 2011/3 (n°239), P 35-59. DOI 10.33917/afco. 23910035.

Sougnabé P. (2013), « La sédentarisation comme moyen d'adaptation aux baisses de la pluviométrie chez les éleveurs peuls en savane Tchadienne ». Volume 13 Numéro 1, Avril 2013, 29P.

Suchel J-B. (1967), « L'élevage des bovins en République Centrafricaine (ex Oubangui-Chari) », les cahiers d'Outre-mer/ Année 1967/20-78/ PP.137-149.

Thébaud, B. (2002), « Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel: Peuls du Niger oriental et du Yagha burkinabé ». Paris: Karthala, 343p.

Tidjani I. (2009), « Décapitalisation des éleveurs mbororos et leur reconversion en agriculteurs ou prestataires des services en Centrafrique : cas de la sous-préfecture de Bambari », Mémoire de maîtrise en Sciences économique, université de Bangui, 64P.

Tidjani I. (2015a), « Les éleveurs Centrafricains face à la crise sécuritaire de 2013-2014 : Vers une disparition du pastoralisme en RCA ? », Colloque XXXI^{ème} journées du Développement - ATM 2015, Université de Rouen, 3-6 Juin 2015, 12P.

Tidjani I. (2015b), « Impacte de la crise politico-militaire de 2013-2014 sur le pastoralisme et la transhumance en République Centrafricaine, rapport d'étude socio anthropologique du conflit », Novembre 2014-Janvier 2014, Rapport CRS, Bangui, 60P.

Tidjani I., Archambaud L. et Lallau B. (2017c), « Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Le campement Bangui-Banda, Document de synthèse », Projet CPDA, Université de Lille/Université de Bangui, Novembre. 29P.

Tidjani I., Archambaud L. et Lallau B. (2017a), « Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Application du cadre d'analyse au campement pastoral », Projet CPDA-RCA, Working Paper N°4, Clersé, Université de Lille, Janvier 2017, 32P.

Tidjani I., Archambaud L. et Lallau B. (2017b), « Observatoire des crises et résiliences en République Centrafricaine. Le campement Terfel, Document de synthèse », Projet CPDA, Université de Lille/Université de Bangui, Novembre. 23P.

UA (2010), « Cadre stratégique pour le pastoralisme en Afrique. Sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens de subsistances et les droits des communautés pastorales », Union Africaine, Octobre 2010, Adis Ababa, Ethiopie, 56P.

Annexes

Outils de production de données de terrain

Formulaire enquête chef de ménage

Identification ménage

Campement :	
Nom du chef de ménage :	Age du chef de ménage :
Code : / / /	

0. Logement est fait de: <input type="checkbox"/> Tente/ Bâche <input type="checkbox"/> Case en paille

SECTION I : Caractéristiques du ménage et conditions de vie

I.1 Composition du ménage

2. Est-ce que vous vivez avec votre femme/mari ? Oui Non

3. a Avez-vous d'autres femmes ? Oui Non

3. b Si OUI, combien ?

3. c Êtes-vous marié avec elle(s) ? Oui Non

3. d Combien vivent avec vous ?.....

4. Combien d'enfants vous avez eu avec votre/vos femme/s ?.....

5. a Combien de vos enfants vivent avec vous dans cette même concession ?

5. b Si ce n'est pas tous les enfants, où vivent-ils ?

Bambari Boyo Autre :

6. Vos enfants, quel âge ont-ils ?

	A : 0 à 4 ans		B : De 5 à 11 ans		C : De 12 à 17 ans		D : De 18 à plus	
	H	F	H	F	H	F	H	F
TOTAL								
7. Allant à l'école								

8. a Est-ce que parmi vos enfants il y en a qui amènent un revenu à la maison ? Oui Non

8. b Si OUI, de quelle nature ?

9.a Est-ce qu'il y a des déplacés qui vivent avec vous ? Oui Non

9. b Si OUI, combien sont-ils ?

9. c Si OUI, qui sont-ils ? (*plusieurs réponses possibles*)

Frère Parent âgé Déplacé Autre :

10. a Est-ce que vous avez récupéré des enfants qui vivent maintenant sous votre toit ? Oui Non

10. b Si OUI, combien sont-ils ?

10. c Si OUI, qui sont-ils ? (*plusieurs réponses possibles*)

Enfant d'un parent décédé Enfant adopté Autre :

I. 3 Caractéristiques du ménage

12. Quelle est votre principale source de revenu ?

13. Quelles sont les pièces administratives dont vous disposez ?

Carte d'identité Acte de naissance Aucune Autre.....

I.2 Caractéristiques du chef de ménage

14. Sachez-vous lire et écrire ? Oui Non

Si oui en quelle langue ?

Français Arabe Autre :

15. a Êtes-vous originaire du campement ? Oui Non

15. b Quelle est votre ethnie ?

(*Si OUI, la personne est originaire du campement, passé directement à la question 17*)

16. Si NON, d'où venez-vous, et à quelle date/ période êtes-vous arrivé au campement ?

.....

17. Qu'est-ce qui vous a amené dans ce campement ?

Activité de transhumance Opportunités économiques

- Fuite (à la suite d'exactions) Difficulté avec des personnes du précédent campement
- Volonté de se rapprocher d'un parent
- Autre raison :

- 18. Actuellement, vous êtes présent au campement :** De façon permanente Une partie de l'année seulement
- De façon temporaire (vous allez quitter le campement)

19. Si vous n'êtes pas présent de façon permanente, quel est le motif de votre déplacement ?

- Transhumance Opportunités économiques Fuite (exactions)
- Difficulté avec des personnes du campement précédent Volonté de se rapprocher d'un parent
- Autre raison :

20. a Où est-ce que vous avez fui lors des derniers événements ?

20. b À quelle date/ période êtes-vous revenu au campement?

21. Dans votre ménage, est ce que vous avez fui tous ensemble, ou est-ce que vous vous êtes séparés ?

(Si ENSEMBLE, passer directement à la question 23)

- Ensemble Séparés

22. Si vous vous êtes séparés où est-ce que les autres personnes se sont réfugiées ?.....

- 23. Occupez-vous une fonction particulière au sein du campement ?** Chef du campement conseiller Représentant religieux Chef de groupe Président d'une association Autre :

- 24. Un membre de votre famille (hors ménage) occupe-t-il une fonction de prestige / de pouvoir ?** Oui Non

- 25. Si OUI, laquelle ?** Chef du campement Notable Représentant religieux
- Chef de groupe Président d'une association Autres.....

I.4 La fonction de subsistance du ménage

26. Quelle est votre source principale d'approvisionnement en eau ?

- Forage Puits Rivière Source Marigot Autre :

28. Combien de repas faites-vous par jour en période de saison de pluie ?

- Un repas par jour, des fois pas de repas du tout Au moins un repas par jour Généralement 2 repas par jour Généralement 3 repas par jour

29. A quelle fréquence consommez-vous de la viande ou du poisson en période de saison de pluie?

- Une fois par jour Une fois tous les deux jours Plus d'une fois par semaine
 Une fois par semaine Moins d'une fois par semaine

30. Comment estimez-vous la qualité de ce que vous mangez en période de saison de pluie ?

- Mauvaise qualité Qualité acceptable mais aliments peu appréciés Qualité acceptable et aliments appréciés
 Bonne qualité

31. Combien de repas faites-vous par jour en période de transhumance ? Un repas par jour, des fois pas de repas du tout Au moins un repas par jour Généralement 2 repas par jour Généralement 3 repas par jour

32. A quelle fréquence consommez-vous de la viande ou du poisson en période de transhumance ?

- Une fois par jour Une fois tous les deux jours Plus d'une fois par semaine
 Une fois par semaine Moins d'une fois par semaine

33. Comment estimez-vous la qualité de ce que vous mangez en période de transhumance ?

- Mauvaise qualité Qualité acceptable mais aliments peu appréciés Qualité acceptable et aliments appréciés
 Bonne qualité

Combien d'animaux vendez-vous annuellement pour entretenir votre famille et votre bétail ?.....

Sur quel marché se vend le plus souvent votre bétail ?

- Bangui-Banda Boyo Bambari

34. Partagez-vous votre concession avec un autre ménage ? Oui Non

Si OUI, avec qui (un parent, un ami, un locataire) :

35. Type de soin privilégié en premier recours : Centre de santé Infirmier Guérisseur Automédication

36. Type de soin privilégié en second recours : Centre de santé Infirmier Guérisseur Automédication

37. Quels sont les biens que vous possédez parmi les suivants ? (Plusieurs réponses possibles)

Nattes Tapis persan Radio Mousse/Matelas

SECTION II : Caractéristiques du chef de ménage et système d'activités actuel

II.1 Les capitaux naturels et physiques accessibles pour le ménage

(Pour chaque élément, indiquez le nombre de biens fonctionnels possédés par le ménage)

39. Cheptel : |___| Bovins |___| Ovins |___| Caprins |___| Volaille |___| Asins/Equins

40. Moyens de transport : |___| Vélo |___| Moto |___| Anes/chevaux

41. Possédez-vous un téléphone ? Oui Non

II.3 Les biens, activités et pratiques spécifiques du chef de ménage

42. Quels sont les activités que vous-pratiquez (vous-mêmes) actuellement ? (Cocher)

		OUI	NON
Activités d'élevage	a. Élevage des bovins		
	b. Élevage des ovins		
	c. Élevage des caprins		
	d. Élevage des volailles		
Activités agricoles	e. Culture vivrière (manioc / maïs / arachide / sorgho / haricot)		
	f. Culture vivrière marchande (riz/sésame)		
	g. Travaux journaliers		
	h. Petit commerce / Boutique		
	i. Autre (préciser)		

(Si le chef de ménage ne pratique pas l'agriculture, passé à la question 45.)

Quel type de mobilité pratiquez-vous ?

- Sédentarisation Semi-sédentarisation transhumance interne transhumance étrangère.....

Comment s'organise le calendrier de la transhumance ?.....

Pratiquez-vous des activités agricoles ? Oui Non

43. Si oui, Lors de la dernière campagne agricole, les semences que vous avez utilisées étaient, en majorité

- (Une seule réponse) : Achetées Prises à crédit Conservées (campagne précédente)
 Distribution d'une ONG N'a pas cultivé

44. Lors de la dernière campagne agricole, avez-vous stocké une partie de vos productions pour les revendre à un meilleur prix ? Oui Non N'a pas cultivé

45. Quels sont les mois où vous avez le plus d'activité pastorale (se référer à l'année dernière) ?(Cocher)

J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D

46. Est-ce que, depuis la crise, vous avez constaté des changements quant à la répartition des activités au sein du ménage (2) ? Oui Non

47. Quelle est l'activité qui vous rapporte le plus de revenus au cours de l'année ?

.....

48. Quels sont les mois où vous avez le plus de revenus (se référer à l'année dernière) ?(Cocher)

J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D

49. L'ensemble de vos activités vous a-t-il permis de constituer une épargne l'année dernière ? Oui Non

50. Si OUI, sous quelles formes ? (classer 3 réponses par ordre décroissant d'importance)

- Liquidités Tontine
- Banque / EMF Petit bétail
- Autre :

51. L'année dernière, à quoi avez-vous consacré cette épargne ?

(Classer 3 réponses par ordre décroissant d'importance)

- Logement.... Biens productifs/ investissement Contributions sociales/ cérémonies
 Frais de santé.... Autre :

52. Lorsque vous avez eu besoin d'argent pendant la dernière saison des pluies, par quels moyens en avez-vous trouvé ?

(Classer 3 réponses par ordre décroissant d'importance)

- | | | | |
|--|------|--|------|
| <input type="checkbox"/> Revenus des activités | | <input type="checkbox"/> Crédit (proche) | .... |
| <input type="checkbox"/> Mobilisation de l'épargne | | <input type="checkbox"/> Tontine | .... |
| <input type="checkbox"/> Crédit (commerçant) | | <input type="checkbox"/> Soutien de l'épouse | .... |
| <input type="checkbox"/> Travaux journaliers | | <input type="checkbox"/> Pas trouvé | .... |
| <input type="checkbox"/> Autre : ..... | .... |  |  |

53. Lorsque vous avez eu besoin d'argent pendant la dernière saison sèche, par quels moyens en avez-vous trouvé ?

(Classer 3 réponses par ordre décroissant d'importance)

- | | | | |
|--|------|--|------|
| <input type="checkbox"/> Revenus des activités | | <input type="checkbox"/> Crédit (proche) | .... |
| <input type="checkbox"/> Mobilisation de l'épargne | | <input type="checkbox"/> Tontine | .... |
| <input type="checkbox"/> Crédit (commerçant) | | <input type="checkbox"/> Soutien de l'épouse | .... |
| <input type="checkbox"/> Travaux journaliers | | <input type="checkbox"/> Pas trouvé | .... |
| <input type="checkbox"/> Autre : ..... | .... |  |  |

54. Actuellement, essayez-vous de réduire le budget alimentaire pour limiter vos dépenses ? Oui Non

55. Actuellement, essayez-vous de réduire le budget santé pour limiter vos dépenses ? Oui Non

56. Actuellement, essayez-vous de réduire le budget école pour limiter vos dépenses ? Oui Non

57. Est-ce que, depuis la crise, vous avez constaté des changements quant à la répartition de la prise en charge des dépenses au sein du ménage (3) ? Oui Non

58. Si vous pouviez améliorer vos conditions de vie, quelle serait votre première dépense ? *(classer 3 réponses)*

- | | | | |
|---------------------------------------|------|---|------|
| <input type="checkbox"/> Alimentation | | <input type="checkbox"/> Transfert d'argent | .... |
| <input type="checkbox"/> Logement | | <input type="checkbox"/> Investissement/ activité | .... |
| <input type="checkbox"/> Santé | | <input type="checkbox"/> Moyen de transport | .... |
| <input type="checkbox"/> Cérémonies | .... | Autre : ..... | .... |

59. Quel est votre niveau d'implication dans les dynamiques collectives du village (3) ?

Groupe d'échange de travail (champs)	<input type="checkbox"/> Membre du bureau	<input type="checkbox"/> Membre simple	<input type="checkbox"/> Ne fait pas partie
Tontine	<input type="checkbox"/> Membre du bureau	<input type="checkbox"/> Membre simple	<input type="checkbox"/> Ne fait pas partie
Groupements de producteurs (GIP/FELGIP)	<input type="checkbox"/> Membre du bureau	<input type="checkbox"/> Membre simple	<input type="checkbox"/> Ne fait pas partie
Groupements appuyés par une ONG	<input type="checkbox"/> Membre du bureau	<input type="checkbox"/> Membre simple	<input type="checkbox"/> Ne fait pas partie
Autre (Préciser : par exemple « entraide »)			

Formulaire entretien chef de ménage

Courte présentation du chercheur, de l'entretien et de ses finalités, à faire devant le chef de ménage (CM) interviewé.

Identification ménage

Campement :	
Nom du chef de ménage :	Age du chef de ménage :
Code : / / /	

SECTION I : Situation actuelle

Système d'activités actuel (*se reporter à 1.c ENQ Activités*)

- Satisfaction vis-à-vis du système d'activités, sentiment de maîtrise de son destin / de capacité à faire des choix
- 1. Comment jugez-vous votre système d'activité actuel ? Êtes-vous satisfait de votre système d'activité actuel ? L'avez-vous choisi volontairement ou est-ce à défaut d'autres opportunités ?
- 2. (*Se référer à 1.c ENQ Activités*), est-ce qu'il vous arrive d'exercer une autre activité en dehors de l'élevage? Si oui, qui a besoin de vos services ? Quelles sont les modalités de rémunération ?
- 3. Est ce qu'il vous arrive de refuser d'autres proposition de travail ? Si oui, pourquoi ?
- 4. Est-ce que vous effectuez des travaux sans être payés ? Si oui, lesquels ? Pour qui ? Pourquoi ?
- Fonction/rôle accordé à chaque activité (apports monétaires régulier / ponctuels, autoconsommation, autres motivations)
- 5. Quelles sont les activités qui ont le plus d'importance pour vous en termes de revenu et de consommation ? Qu'est-ce que vous faites généralement avec les revenus de telle activité ? Est-ce que cette activité vous aide à en financer une autre ? Parmi vos activités, laquelle est la plus utile pour faire

face à une dépense imprévue ? Pour couvrir les besoins alimentaires ? Pour couvrir les dépenses de santé ?

6. Vous-est-il arrivé de modifier vos pratiques en termes d'activité (intensification ou non de la mobilité) ?

7. Aviez-vous modifié l'identité de votre bétail ? pourquoi ?

➤ Enjeux, levier pour améliorer les conditions de vie / les activités

8. Quel changement dans vos activités vous permettrait de faire les améliorations mentionnées ?

➤ Pratiques de gestion de la fertilité (*lorsque la personne pratique l'agriculture*)

9. Comment identifiez-vous une terre fertile ? Combien de temps laissez-vous la terre en jachère ? Pourquoi avoir choisi ce temps ?

10. Est ce que vous cultivez sur la zone qui était auparavant réservée aux éleveurs ? Pourquoi ?

Si non, qui cultive sur cette zone actuellement ? Pourquoi ces personnes font-elles cela ? Selon vous, est ce qu'il y a un avantage à cultiver sur ces zones-là ? Si oui, lesquels / Si non, pourquoi ?

➤ Savoir / compétences qui font la différence entre ce système d'activités et celui des autres campements

11. Pensez-vous que votre système d'activité est différent de celui des autres campements? Si oui, en quoi diffère-t-il et pourquoi selon vous (grâce aux savoirs, compétences ?) ?

➤ Modalités d'acquisition de ces savoirs / compétences

12. Si l'enquête considère que son système d'activité est différent, comment a-t-il obtenu ces **facteurs de différenciation (savoirs, compétences)** ?

Situation actuelle des relations intra-ménage (cohésion interne)

- Relations homme/femme

13. Proposition type « entonnoir » (objectif : obtenir plus d'informations sur la perception du rôle de la femme par le CM)

- Quel(s) est le rôle des femmes au sein du ménage ?
- Considérez-vous qu'elles répondent à ce rôle ? Pourquoi ?
- Cela vous satisfait il ?

- Relations intergénérationnelles

14. Proposition type « entonnoir » (objectif : obtenir plus d'informations sur la perception du rôle de la femme par le CM)

- Quel(s) est le rôle des plus jeunes et plus âgés au sein du ménage ? (enfant turbulent)
- Considérez-vous qu'ils répondent à ce rôle ? Pourquoi ?
- Cela vous satisfait il ?

Situation actuelle de la fonction d'intégration sociale

- Perception du chef de ménage quant à la possibilité pour lui de s'exprimer en public.
- 15. Dans quelles situations êtes-vous amené à vous exprimer en public devant les autres personnes du campement ? Y a-t-il des occasions particulières de la vie villageoise dans lesquelles vous faite entendre votre voix, et à qui vous adressez-vous dans ce cas : aux habitants en général, au chef de campement, autre... ?
- Perception du chef de ménage quant au fait que son avis soit entendu et pris en compte au sein du village, notamment lors de prises de décisions collectives.
- 16. Lorsque vous exprimez un avis, celui-ci est-il pris en compte au sein du campement ?
- Niveau d'entente avec les autres / présence de conflit, litige
- 17. Comment vous entendez-vous avec les autres membres du campement (les acteurs de la décision, notables, instituteurs) ? Est-ce qui vous est arrivé de vous disputer avec quelqu'un du campement ? Si OUI, cela attrait à quoi ?
- Niveau de confiance (autorités, voisins, famille, clients/fournisseurs, commerçants, institutions, etc.), en qui avez-vous le plus confiance ?
- 18. Au sein de votre communauté, à qui faites-vous confiance ou pas ? Pourquoi ? (Éventuellement l'aiguiller autorités, voisins, famille, clients/fournisseurs, commerçants, institutions, etc.)
- Reprendre la question « conflit » :
- 19. tout va bien à Bangui-Banda ? Et si ce n'est pas le cas, quelles sont les raisons plus fréquentes des disputes auxquelles le CM fait référence ?

Capital sociopolitique (se reporter à la question X. du formulaire 1. ENQ MEN / CM)

- Possibilités de recours en cas de besoins (et qu'est ce qui permet à cette personne d'avoir / de ne pas avoir de recours).
- 20. Au sein de votre communauté, à qui faites-vous confiance ou pas ? Pourquoi ? (Éventuellement l'aiguiller autorités, voisins, famille, clients/fournisseurs, commerçants, institutions, etc.)
- 21. Existe-t-il d'autres types d'autorités qui sont impliqués dans la vie du campement (groupe d'auto-défense par exemple) ? Si OUI, comment interviennent-elles dans la vie du campement, comme un recours, ou comme une entrave parmi d'autres au développement de l'action de la communauté ?

- Insertion dans des systèmes de solidarités/ d'assurance (tontine, caisses)

22. Si le CM a dit faire partie d'une tontine lors de l'ENQ CM – Question 60

Vous nous avez dit faire partie d'une tontine, êtes-vous satisfait de ce choix ? Pourquoi l'avez-vous fait ?

Si l'enquête n'a pas dit faire partie d'une tontine lors de l'ENQ CM :

Faites-vous partie d'un système de solidarité/d'assurance communautaire au sein du campement? Pourquoi ?

- Participation aux activités d'entretien des espaces collectifs (routes, fossés, chemins...)
- 23. Participez-vous aux activités d'entretien des espaces collectifs (routes, fossés, chemins...)?
- Contributions sociales (ce que je donne/prête aux autres)

24. Est-ce que si quelqu'un du campement a besoin d'argent, il va venir vous demander de l'aide ? Si oui, pourquoi ? Combien de personnes sont susceptibles de vous solliciter ? Vous-même pouvez-vous vous tourner vers quelqu'un du campement si vous avez besoin d'aide ?

Appartenance à une ou plusieurs organisations locales

Si le chef de ménage appartient à une organisation locale, expliquez ce qui a motivé l'implication dans cette/ces organisations locales

- Si non, expliquez si le chef de ménage ne souhaite pas OU si il ne peut pas s'impliquer dans une organisation locale, et pourquoi

25. Appartenez-vous à une organisation locale ?

- Si OUI, qu'est-ce qui a motivé ce choix ?
- Si NON, expliquez si le chef de ménage ne souhaite pas OU s'il ne peut pas s'impliquer dans une organisation locale, et pourquoi ?

SECTION II : Adversité passé et modalités de réponse à l'échelle du ménage

Récit de vie, trajectoire du ménage : Identifier les grandes périodes de l'histoire du ménage (périodes prospères, périodes difficiles, principaux chocs, principaux leviers de développement)



Prendre en compte les pratiques pour dépasser les chocs, dont le rôle des dynamiques collectives et les relations inter-ménages

S'appuyer sur l'histoire du village telle que révélée dans la phase diagnostic agraire.

A chaque grande période identifiée dans le récit de vie, on retrace les grandes évolutions de fonctions (subsistance, intégration, préservation)

Evolution de la fonction de subsistance dans le temps

- Accès à l'alimentation : Pratiques de contraction des dépenses alimentaires volontaires/ subies ; Estimation de la qualité de l'alimentation par le ménage.
 - Accès aux soins : Pratiques de contraction des dépenses de santé volontaires/ subies. [Évaluer le rapport soins médicaux/soins non-conventionnels par rapport aux dépenses engagées. Les recours non-conventionnels s'avèrent parfois plus chers encore que les soins médicaux]
 - Accès à l'éducation : Pratiques de contraction des dépenses scolaires volontaires/ subies.
 - Accès au logement : Type de logement (par rapport aux standards locaux) et périodes d'amélioration de l'habitation (caractéristiques des périodes prospères à l'échelle du ménage)
26. Vous nous avez dit (être originaire, être arrivé à X) du campement ? Racontez-nous votre (enfance, adolescence, âge adulte) en termes d'accès à l'alimentation, à l'éducation, la santé et au logement ?

Evolution de la fonction d'intégration sociale dans le temps

27. Vous nous avez dit (être originaire, être arrivé à X) du campement ? Racontez-nous votre intégration sociale au sein du campement lorsque vous étiez enfant, adolescent et adulte ? axé sur dissociation périodes vie
- Perception du ménage quant au fait que son avis soit entendu et pris en compte au sein du village, notamment lors de prises de décisions collectives
 - Appartenance à une dynamique collective (groupement de producteurs, tontine, groupe de jeunes, etc.)
28. Vous nous avez dit faire partie de (X groupement), son fonctionnement, ses membres ont-ils changé suite à la crise ? Si OUI, pourquoi selon vous ? Avez-vous profité de ces changements ? Si pas vous personnellement, qui en a profité ? Qui et comment ont été choisis les activités exercées au sein de ce groupement ? Ce groupement influence-t-il votre système d'activité ? Si OUI, comment ? Avant la formalisation de ce groupe, qu'est-ce qu'il y avait ?

Evolution de la fonction de préservation de l'avenir dans le temps

- Pratiques de décapitalisation sur les biens productifs ou les biens non productifs : valeur de la perte de capital, perte de capital brusque ou progressive, utilisation du capital, fréquence de la décapitalisation.
29. Depuis votre arrivée à Bangui-Banda, vous est-il arrivé de devoir vendre des biens (productifs/non productifs) pour faire face à un choc ? Si OUI, quels étaient ces biens et comment avez-vous utilisé l'argent ? **Vous arrive-t-il de le faire encore aujourd'hui ?**
- Identification des pratiques qui nuisent à la réputation du ménage (comportement opportuniste au sein d'une dynamique collective, pratiques prédatrices, pratiques ou mode de vie non accepté socialement). Le comportement opportuniste coïncide bien avec la question de « la jalousie » : du coup, dans l'évaluation dans le temps, on peut insérer ici une question sur l'augmentation/diminution des comportements individualistes qui nuisent à la collectivité, au profit du gain immédiat et éphémère [on peut aussi dire un mot précis sur cette forme de sorcellerie bien connue en RCA dite "vivre heureux, mourir jeune"]
30. Depuis votre arrivée à Bangui-Banda, quelles sont les pratiques qui nuisent à la réputation du ménage ? Ces pratiques ont-elles évolué dans le temps ? **Il y a-t-il plus de personnes qui ont recours à ces pratiques aujourd'hui ?**
- Dynamiques de recapitalisation (présence d'investissement, réalisations effectives) / décapitalisation.
31. Depuis votre arrivée à Bangui-Banda, vous est-il arrivé de pouvoir acheter ou récupérer des biens (productifs/non productifs) ? Si OUI, quels étaient ces biens et pourquoi eux exactement ? **Quel est votre achat le plus récent et pourquoi ?**
32. Quel rôle accordez-vous à la scolarisation (ou la déscolarisation) à l'échelle de votre ménage ? L'école est-elle une ressource ou une perte de temps ?
- Phénomènes de réduction de la force de travail mobilisable (migration saisonnière ou permanente, envoi ou non de transfert d'argent).
33. Depuis votre arrivée à Bangui-Banda, comment a évolué le lien économique avec Boyo/Bambari et de quel type ? Au-delà de Boyo, où achetez ou vendez-vous, à travers quels réseaux ? Quelles personnes externes au campement s'y rendent et pour quelles raisons ? Vice-versa, qui dans le campement part ailleurs et pour faire quoi ? Qui sont les membres de votre famille qui ne vivent pas à Boyo/Bambari, et où se trouvent-ils ? Comment maintenez-vous des liens (social et économique) avec eux ?

- Groupes religieux ; présence de « prophètes », de « nganga », etc. : quel recours à l'invisible pour conjurer le malheur et s'assurer le futur ?
- 34. Y-a-t-il la présence d'un tradipraticien au sein du campement ? Dans quelle situation est-il consulté ? Quelle relation entretient-il avec le reste de la communauté ?
 - Dans une visée prospective,
- 35. Si maintenant (ce que nous ne vous souhaitons pas), il arrive (dépense imprévue, cas de maladie, perte de récolte, etc.), comment allez-vous faire pour faire face / trouver de l'argent ? Est-ce que ça va modifier vos activités ? Comment ?

SECTION III : Projets et gestion des risques à l'échelle du ménage

Projets et aspirations (*se reporter à la question X. du formulaire 1. ENQ MEN / CM*)

Quels sont vos projets et aspirations au jour d'aujourd'hui ? Qu'aimeriez-vous faire et à quoi aspirez-vous ?

Perception des risques

➤ Menaces ressenties, craintes exprimées.

Par exemple, on peut prendre en compte les risques suivants :

- *Les risques et aléas climatiques*
- *Les contraintes d'accès (risques de spoliation)*
- *Les risques sécuritaires (vol, pillage, fuite, barrières et taxation)*
- *Les risques de dégradation des ressources naturelles (perte de fertilité, sur-utilisation, érosion, assèchement des points d'eau, disparition des animaux de brousse, raréfaction des variétés végétales d'intérêt)*
- *Les risques domestiques (funérailles, frais de cérémonies, dépenses imprévues)*
- *Les risques liés à la dégradation de la force de travail mobilisable (évolution du ratio de dépendance)*
- *Risque sanitaire : exposition aux maladies et contremesures, préventives et ad hoc. Cartographie des recours médicaux disponibles (points d'accès hospitaliers les plus proches ; pharmacie « de rue » ; soins infirmiers ; guérisseurs).*

36. Quelles sont les menaces que vous ressentez ? Que craignez-vous le plus aujourd'hui ? pourquoi ?

➤ Effets sur les projets, les aspirations

37. Vous avez évoqué ces différents risques (X), quels effets ont-ils sur vos projets et vos aspirations ?

38. Plus précisément, comment faites (feriez) vous face à :

- Une dépense imprévue (de 5 000, 10 000 ou 15 000 FCFA) ?
- Une perte de production/chute de revenus ?

- o Une perte de main d'œuvre/force de travail ponctuelle ?

- **Fuite et accueil solidaire**

- 39. *Si la personne a fui temporairement le campement du fait des exactions (se référer à 1.b ENQ Déplacements), où êtes-vous allé ? Comment avez-vous fait pour manger / répondre aux besoins en produits de première nécessité / vous soigner ?*
- 40. Avez-vous du prendre de la nourriture ou des produits à crédit pendant cette période ? Si oui, auprès de qui ? Sous quelle forme doit se faire le remboursement ?
- 41. Etes-vous actuellement en train de rembourser ? Si oui, quelle influence ce remboursement a-t-il sur la façon dont vous menez actuellement vous activité?
- 42. Dans combien de temps aurez-vous fini de rembourser ?

- **Effets de la crise sur l'activité agricole (Si le CM ne pratique pas l'agriculture, l'entretien est terminé).**

- 43. *Si la personne n'a pas pu conserver de semences pendant la crise (se référer à 1.b ENQ Déplacements), comment avez-vous fait pour trouver des semences (pour la première campagne après la crise) ?*
- 44. *Si la personne a dû prendre des semences à crédit, auprès de qui ? Sous quelle forme doit se faire le remboursement ?*
- 45. Êtes-vous actuellement en train de rembourser ? Si oui, quelle influence ce remboursement a-t-il sur la façon dont vous menez actuellement vous activité ?
- 46. Dans combien de temps aurez-vous fini de rembourser ?

Formulaire Enquête et entretien jeune fils aîné

Identification ménage

Code : / / /

Age.....

SECTION I : Les activités et pratiques spécifiques de la personne

1. Quelles sont les activités que vous pratiquez/ les taches que vous effectuez, vous-même(1) ? Si le fils pratique l'élevage, quelle est la taille/composition de son cheptel ?

.....
.....

2. Pour quelles activités aidez-vous votre père / le chef de ménage ?

.....

.....
3. Quels sont les mois où vous avez le plus de travail ? (Cocher)

J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D

4. Quels sont les mois où vous avez le plus de revenus ? (Cocher)

J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D

5. Est-ce que vous avez des connaissances / savoir-faire spécifiques qui vous ont permis de développer ces activités ? Oui Non

6. Si OUI, comment avez-vous acquis ces connaissances / savoir-faire ?

.....
.....

7. L'ensemble de vos activités vous permettent-elles de constituer une épargne cette année ? Oui Non

8. Si OUI, sous quelles formes ? (classer 3 réponses par ordre décroissant d'importance)

- Liquidités Tontine.....
 Banque / IMF Petit bétail.... Autre :

9. Comment est structuré le pouvoir au sein de la famille (Qui fait quoi et qui décide de quoi) ?

.....
.....
.....

10. Qu'est ce qui cause généralement des tensions au sein de votre famille (Polygamie, héritage/succession du père, mauvaise gestion des biens de la famille, ...) ?

.....
.....

11. Ou se situe les limites du pouvoir du chef de la famille ?

.....
.....
.....

12. Etes-vous capable de vous séparer de la famille et de quitter le campement sans conséquence? Pourquoi ?

.....

SECTION II : Modalités de gestion de la crise

13. (Se référer à la question 15. du formulaire ENQ MEN_CM) Si vous n'avez pas fait les mêmes déplacements que votre père, expliquez les dates/ périodes des déplacements ainsi que les raisons qui vous ont poussé à vous déplacer. Expliquez pourquoi ce ne sont pas les mêmes dates/périodes que le chef de ménage.

.....
.....
.....
.....

14. (Se référer à la question 41. du formulaire ENQ MEN_CM) Est-ce que, depuis la crise, vous avez constaté des changements quant à la répartition des activités au sein du ménage ? Si oui, quelles évolutions avez-vous pu constater (qui faisait quoi avant, et qui fait quoi actuellement) ? Pourquoi ? En quoi cela facilite/freine la reprise de vos activités ?

.....
.....

15. (Se référer à la question 52. du formulaire ENQ MEN_CM) Est-ce que, depuis la crise, vous avez constaté des changements quant à la répartition de la prise en charge des dépenses au sein du ménage ? Si oui, quelles évolutions avez-vous pu constater (qui payait quoi avant, et qui paie quoi maintenant) ? Pourquoi ? En quoi cela facilite/freine la reprise de vos activités ?

.....
.....
.....

16. Depuis la crise, avez-vous changé votre façon de vous impliquer dans les dynamiques collectives (2) ? Si oui, expliquer ces changements, et les raison de ces changements. PRECISER LA DYNAMIQUE

.....
.....

SECTION III : Perception, aspirations et gestion des risques

17. Décrivez les projets qui vous tiennent à cœur actuellement, ce que vous souhaiteriez faire prochainement, et comment vous envisagez de le faire (délais, sources de financement). Expliquez pourquoi ces projets-là vous tiennent à cœur (pourquoi ceux-ci et pas un autre).

.....
.....
.....

18. Quand vous pensez à l'avenir, expliquer ce qui vous fait peur, les menaces que vous ressentez(3) ?
(hiérarchiser par ordre décroissant d'importance)

- 1).....
- 2).....
- 3).....

19. Si ces risques survenaient, quels seraient l'effet sur vos activités actuelles *(se référer à la question 1.)?*

- 1).....
- 2).....
- 3).....

20. Si ces risques survenaient, quels seraient l'effet sur vos projets *(se référer à la question 13.) ?*

- 1).....
- 2).....
- 3).....

21. Face à ces risques, qu'est-ce que vous faites pour vous protéger / pour limiter les effets négatifs
(se référer à la question 14.)?

- 1).....
.....
- 2).....
.....
- 3).....
.....

22. Quelles difficultés avez-vous observées dans la reprise des activités de vos parents suite à la crise et pourquoi ? Ces difficultés ont-elles eu une influence sur vous et pourquoi ?

.....
.....

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Les indicateurs mobilisés pou évaluer le potentiel productif	82
Tableau 2. Les indicateurs de la fonction d'intégration du campement	83
Tableau 3. Les indicateurs de la fonction de régulation	84
Tableau 4. Les indicateurs de ressources naturelles	86
Tableau 5. Les indicateurs de ressources humaines	86
Tableau 6. Les indicateurs de ressources sociales	87
Tableau 7. Les ressources économiques et financières	87
Tableau 8. Les ressources politiques	88
Tableau 9. Les ressources « construites »	88
Tableau 10. Les pratiques des ménages face à l'adversité	93
Tableau 11. Gestions des risques affectant les moyens et conditions d'existence	95
Tableau 12. Les systèmes d'activités	96
Tableau 13. Les critères de subsistance	102
Tableau 14. Les critères d'intégration	103
Tableau 15. Les critères de préservation de l'avenir	104
Tableau 16. Facteurs de différenciation des ménages pastoraux	114
Tableau 17. Grille complémentaire adressée aux autres membres de ménage	115
Tableau 18. Estimation du cheptel national entre 2005 et 2011.....	132
Tableau 19. Evolution des agro écosystème selon l'histoire du campement Terfel.....	185
Tableau 20. Les évolutions historiques de la fonction d'intégration économique.....	186
Tableau 21. Les moments forts dans la régulation du campement Terfel	188
Tableau 22. Evolution historique de la fonction productive à Bangui-Banda	218
Tableau 23. Evolution historique de la fonction d'intégration économique	220
Tableau 24. Evolution historique de la fonction de régulation	221

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1. Le projet CPDA-RCA	61
Encadré 2. Aperçu sur l'approche des moyens d'existence durable.....	75
Encadré 3. Quelques notions sur les enjeux	90
Encadré 4. Témoignage d'un éleveur sur les rapports de force pastoraux.....	160
Encadré 5. Trajectoire d'un ménage en situation de résilience à Terfel	202
Encadré 6. Illustration de la trajectoire d'un ménage en situation de relèvement à Terfel .	204
Encadré 7. Illustration de la trajectoire d'un ménage en situation de déclin à Terfel	205
Encadré 8. Parcours de vie d'un ménage en situation de survie à Terfel.....	207
Encadré 9. Trajectoire d'un ménage en situation de résilience à Bangui-Banda	231
Encadré 10. Trajectoire d'un ménage en situation de relèvement à Bangui-Banda	233
Encadré 11. Trajectoire d'un ménage en situation de déclin à Bangui-Banda	234
Encadré 12. Trajectoire d'un ménage en situation de survie à Bangui-Banda	238

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Les fonctions du système campement.....	80
Figure 2. Enjeux, seuils et trajectoires dans un campement pastoral	99
Figure 3. Synthèse du cadre d'analyse de la thèse	120
Figure 4. Les grandes phases de l'histoire du campement Terfel	181
Figure 5. Evolution de la fréquence du destockage selon les périodes de l'année.....	192
Tableau 6. Historique du campement Bangui-Banda et ses évolutions	216

LISTE DES CARTES

Carte 1. Carte géographique de la RCA	16
Carte 2. Déplacements et flux commerciaux du bétail en RCA	155
Carte 3. Zone de concentration d'éleveurs et du bétail en 2015	157
Carte 4. Positionnement des groupes et des grandes composantes ethniques en 2015	158
Carte 5. Situation de la transhumance en RCA, en 2017	169
Carte 6. Localisation géographique du campement Terfel	177
Carte 7. Parcours de transhumance emprunté par les éleveurs de Terfel	190
Carte 8. Localisation géographique du campement Bangui-Banda	211
Carte 9. Itinéraire de transhumance des éleveurs de Bangui-Banda entre 2013 et 2016.....	223
Carte 10. Déplacements et zones d'accueil des éleveurs de Bangui-Banda en 2017	227

LISTE DES PHOTOS

Photo 1. Illustration de la poussée de l'herbe de Laos autour de Bangui-Banda.....	141
Photo 2. Structure et type d'habitation au campement Terfel.....	180
Photo 3. Enfouissement d'un puits pastoral à Terfel.....	184
Photo 4. Séance d'entretien avec le chef du campement Terfel	187
Photo 5. Les éleveurs et l'accès aux ressources en eau à Terfel	194
Photo 6. Lit d'un cours d'eau total sec en période d'hivernage à Terfel	196
Photo 7. Structure d'une habitation d'éleveur à Bangui-Banda	214
Photo 8. Le chef du campement Bangui-Banda.....	220

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
REMERCIEMENTS	9
SOMMAIRE	11
LISTE DES ABREVIATIONS	12
INTRODUCTION GENERALE	15
Le paradoxe du pastoralisme en RCA	15
PREMIERE PARTIE 1 :	33
Etudier la mobilité pastorale en RCA	33
CHAPITRE 1 : la mobilité, fondement menacé des pastoralismes	35
Section 1. Une première approche du pastoralisme	35
1.1. Quelques éléments de définition	35
1.1.1. Pastoralisme	35
1.1.2. Terroirs d'attache	37
1.1.3. Mobilité pastorale ou transhumance	37
1.2. Diversité des formes de mobilité	39
1.2.1. Les éleveurs sédentaires	40
1.2.2. Les éleveurs semi-sédentaires	40
1.2.3. Les éleveurs transhumants internes	41
1.2.4. Les éleveurs transhumants étrangers/transfrontaliers	41
Section 2. Vers la fin des pastoralismes en Afrique Subsaharienne?	42
2.1. Les arguments défavorables au pastoralisme	42
2.1.1. Les actions du pastoralisme sur l'environnement	42
2.1.1.1. L'élevage pastoral et la désertification	43
2.1.1.2. Le rôle du pastoralisme dans l'extinction des ressources naturelles	45
2.1.1.3. Les relations entre pastoralisme et préservation de la faune	47
2.1.1.3.1. Une relation complexe et mauvaise	47
2.1.1.3.2. Une menace pour la faune : l'exemple de la RCA	47
2.1.2. La mise en avant des mérites de la sédentarisation	50
2.2. Les tendances favorables/positives au pastoralisme	51
2.2.1. L'importance socioéconomique et écologique du pastoralisme	51
2.2.2. La remise en cause de la thèse de tragédie des biens communs	52
2.2.3. Les dangers d'une obsession pour la sédentarisation	54
2.2.3.1. La sédentarisation, source de tensions entre éleveurs-agriculteurs	54
2.2.3.2. Le dilemme de la sédentarisation	54
Conclusion du chapitre 1	58
Chapitre 2 Comment étudier la résilience des pastoraux en RCA ?	59
Section 1. Le cadre d'analyse de la résilience	60

1.1. Comprendre les systèmes pastoraux	60
1.1.1. L'approche systémique	60
1.1.2. Le campement pastoral comme système.....	62
1.1.2.1. Rappel sur le système d'élevage.....	62
1.1.2.2. Cerner au mieux la complexité du système campement.....	63
1.2. Mobiliser la notion de résilience	66
1.2.1. Définir la résilience.....	66
1.2.2. Résilience et adaptation des populations en milieu rural africain.....	67
1.2.2.1. Résilience et vulnérabilités des ruraux.....	67
1.2.2.2. Résiliences et adaptations aux crises climatiques et sécuritaires	68
1.2.3. Les apports de l'approche des systèmes socio écologiques (SSE)	70
1.3. Comment mobiliser la résilience en milieu pastoral?.....	72
1.3.1. Quelques questions fondamentales	72
1.3.2. La question des échelles.....	75
1.3.2.1. L'échelle du campement	76
1.3.2.2. Une analyse à l'échelle des ménages	76
Section 2. Comprendre les transformations du système pastoral.....	77
2.1. Etudier les évolutions des fonctions du campement.....	77
2.1.1. L'intérêt d'une approche par les fonctions.....	77
2.1.2. La fonction productive	78
2.1.3. La fonction d'intégration	80
2.1.4. La fonction de régulation.....	80
2.2. Trouver des explications à l'état du campement	82
2.2.1. Les ressources naturelles.....	83
2.2.2. Les ressources humaines et culturelles	83
2.2.3. Les ressources sociales	84
2.2.4. Les ressources économiques et financières.....	84
2.2.5. Les ressources politiques	85
2.2.6. Les ressources « construites ».....	85
2.3. Passer du campement au ménage : Enjeux et seuils locaux.....	86
2.3.1. La question cruciale des enjeux pastoraux.....	86
2.3.2. Essai de caractérisation des enjeux au sein du campement	88
Section 3. Analyser les trajectoires des ménages pastoraux.....	89
3.1. Les pratiques de gestion de l'adversité par les ménages	89
3.1.1. Les stratégies de réponses aux risques et chocs.....	89
3.1.2. La mobilisation des systèmes d'activités.....	92
3.2. Les trajectoires des ménages	92
3.2.1. Des enjeux aux trajectoires	93
3.2.1.1. La nécessité d'introduire des seuils	93
3.2.1.2. Les types de trajectoires.....	96
3.2.2. Les capacités des ménages.....	97
3.2.2.1. La capacité à assurer la subsistance.....	98
3.2.2.2. La capacité d'intégration sociale.....	99
3.2.2.3. La capacité de préservation de l'avenir.....	99
3.3. Quelle soutenabilité des pratiques pastorales ?.....	100

3.3.1. La soutenabilité sociale.....	101
3.3.2. La soutenabilité écologique	102
3.3.3. La soutenabilité économique	104
Section 4. La production de données	104
4.1. Une pluralité de méthodes.....	105
4.1.1. Une méthodologie initiale enrichie par d'autres	105
4.1.1.1. Les études sur la situation de la transhumance en 2015	105
4.1.1.2. Les études agropastorales dans l'Ouham en 2016	106
4.1.2. La méthodologie employée pour les deux études de cas (Terrains AUF).....	108
4.1.2.1. Choix des sites, critères de sélection des ménages et échantillonnage.....	108
4.1.2.1.1. Choix des sites	108
4.1.2.1.2. Critères de sélection des ménages et échantillonnage	109
4.2. Déroulement des phases de terrain et modalités de collecte de données.....	112
4.2.1. Chronogramme de terrain	112
4.2.2. Les outils de collecte de données.....	114
4.3. Difficultés rencontrées sur le terrain.....	114
Conclusion du chapitre 2.....	116
DEUXIEME PARTIE Le pastoralisme Centrafricain à l'épreuve des crises	117
Chapitre 3 L'élevage bovin en RCA, une vieille histoire.....	119
Section 1. Les origines et vagues d'implantation des éleveurs	119
1.1. Origine historique	120
1.1.1. Les éleveurs peuls	120
1.1.2. Les éleveurs arabophones	124
1.2. Implantations des éleveurs	125
Section 2. L'enracinement de l'élevage en Centrafrique	126
2.1. Les politiques de soutien à l'élevage.....	126
2.1.1. Aperçu de la situation de l'élevage	126
2.1.2. Les projets de développement de l'élevage en RCA	128
2.2. La structuration de l'espace agropastoral	129
2.2.1. L'instauration des communes d'élevage	129
2.3. Le zonage et l'échec de la politique de gestion de l'espace.....	132
2.3.1. La création des ZAGROP	132
2.3.2. L'expérimentation ratée des unités pastorales	133
2.3.3. L'éphémère mise en place des AEA	133
Section 3. Les contraintes de l'élevage en RCA	134
3.1.1. Les savanes humides, propice aux maladies du bétail	134
3.1.2. Le désengagement de l'Etat et la recrudescence des épizooties	137
3.2. Les problèmes sécuritaires et de cohabitation	137
3.2.1. L'émergence du phénomène « Zargina » dans les années 1980	137
3.2.2. Les difficultés à faire coexister deux systèmes extensifs.....	140
Conclusion du chapitre 3 : la mobilité à l'épreuve des politiques publiques ?.....	142

Chapitre 4 L'élevage pastoral à l'épreuve de la crise de 2013.....	143
Section 1. L'insécurité, un contexte affectant les éleveurs et leur mobilité.....	143
1.1. Les éleveurs face à l'insécurité	143
1.2. La mobilité en péril.....	145
1.2.1. Une limitation accrue des mouvements internes en 2013.....	145
1.2.2. Le blocage de la transhumance externe	146
1.2.3. Une désorganisation du circuit de commercialisation du bétail	147
1.3. Une recomposition de la géographie et des rapports de force pastoraux	150
1.3.1. Une présence pastorale liée aux aires d'influence des groupes armés.....	150
1.3.2. Une concentration des éleveurs dans l'est, le sud-est et le centre nord	152
1.3.3. Un changement perceptible dans les rapports de force pastoraux	153
Section 2. Un monde pastoral très fragmenté par la crise de 2013	156
2.1. Des éleveurs en quête de repère et de cohésion.....	156
2.1.1. Une émergence des clivages entre éleveurs.....	156
2.1.2. Une cohabitation très conflictuelle entre agriculteurs et éleveurs	157
2.1.2.1. La faible mobilité : risque d'accroissement des conflits agropastoraux.....	157
2.1.2.2. Des tensions moins fortes dans l'Est et le Sud-est.....	158
2.1.2.3. Une cohabitation moins apaisée au Centre Nord.....	159
2.1.2.4. Un climat de méfiance, sur fond de négociation et de dialogue à l'ouest	161
2.2. Des évolutions dans la transhumance depuis 2016.....	162
2.2.1. Le retour des transhumants dans l'ouest et le Centre à partir de 2016	164
2.2.2. Une transhumance qui reprend entre la zone du centre-nord et l'est en 2018..	164
2.2.3. Une dégradation de la transhumance à l'est et sud-est entre 2016-2018.....	165
Conclusion du chapitre 4 : la mobilité pastorale à l'épreuve de la guerre	166
TROISIEME PARTIE Quel avenir pour les campements pastoraux en RCA ?.....	168
CHAPITRE 5 : Etre et rester éleveur dans la Vakaga.....	169
Section1. Présentation du campement de Terfel	170
1.1. Une vue d'ensemble	170
1.1.1. Peuplement.....	170
1.1.2. Accès des populations aux ressources	170
1.1.3. Accès à l'alimentation et aux services sociaux de base.....	171
1.1.4. Accès aux marchés et à la santé animale	171
1.1.5. Etat des habitats du campement.....	172
1.2. L'historique du campement.....	172
1.2.1. Les premières percées d'éleveurs autour de Terfel (1960-1973).....	173
1.2.2. La sécheresse au Sahel et le renforcement de cette présence (1973-1995)	173
1.2.3. La guerre du Darfour et les conflits tribaux au Soudan et en RCA (1995-2012)	174
.....	174
1.2.4. De la crise sécuritaire de 2013 à 2017	174
Section 2 : Les transformations du campement Terfel.....	174
2.1. Les évolutions des agro écosystèmes	175

2.2. Les évolutions de l'intégration économique	176
2.3. Les évolutions de la régulation du campement	177
2.4. Les évolutions des systèmes d'activités	179
2.4.1. L'évolution de la mobilité	179
2.4.2. La diversification des activités.....	181
Section 3. Faire face à l'adversité à Terfel.....	182
3.1. Des revenus quasi exclusivement issus de l'élevage.....	182
3.1.1. Pratiques de décapitalisation et fréquence de déstockage.....	182
3.1.2. Sources alternatives et ponctuelles de revenus	183
3.2. Les éleveurs face aux aléas et risques	184
3.2.1. Les éleveurs face aux risques pathologiques	184
3.2.2. Les éleveurs face à la raréfaction des ressources.....	186
3.2.3. Les éleveurs face aux risques sécuritaires	188
3.3. Retour sur les principaux enjeux actuels pour les éleveurs	190
Section 4. Trajectoires des ménages de Terfel.....	192
4.1. Les ménages en résilience	192
4.2. Les ménages en résistance	194
4.2.1. Les ménages en relèvement	194
4.2.2. Les ménages en déclin	195
4.3. Les ménages en survie.....	197
Conclusion du chapitre 5.....	199
CHAPITRE 6 : Etre et rester éleveur dans la Ouaka.....	202
Section 1. Présentation du campement de Bangui-Banda.....	203
1.1. Une vue d'ensemble	203
1.1.1. Peuplement de Bangui-Banda.....	203
1.1.2. Accès des populations aux ressources pastorales du campement	203
1.1.3. Accès à l'alimentation et aux services sociaux de base	204
1.1.4. Habitat du campement	205
1.2. L'histoire du campement.....	206
Section 2. Les transformations du campement Bangui-Banda.....	208
2.1. Les évolutions des agro écosystèmes	208
2.2. Les évolutions de l'intégration économique.....	209
2.3. Les évolutions de la régulation du campement	211
Section 3. Faire face à l'adversité à Bangui-Banda.....	214
3.1. Les Pratiques de gestion des risques et leurs conséquences	214
3.1.1. Pratique de décapitalisation et fréquence de déstockage	215
3.1.2. Conséquences positives et négatives de ces pratiques.....	216
3.2. Les éleveurs face aux aléas et risques	217
3.2.1. Les éleveurs face à la dégradation des ressources	217
3.2.2. Les éleveurs face aux risques sanitaires chez les animaux	217
3.2.3. Les réponses à la crise sécuritaire de 2017	217

3.2.4. Perception et hiérarchisation des risques et menaces par les ménages.....	219
3.3. Les relations avec les agriculteurs.....	219
3.4. Retour sur les enjeux actuels pour les éleveurs de Bangui-Banda.....	220
Section 4. Les trajectoires des ménages de Bangui-Banda.....	221
4.1. Les ménage en résilience.....	221
4.2. Les ménage en résistance.....	223
4.2.1. Les ménage en relèvement.....	224
4.2.2. Les ménages en déclin.....	224
4.3. Les ménage en survie.....	228
Conclusion du chapitre 6.....	231
CONCLUSION GENERALE Quelles perspectives pour le pastoralisme en RCA ?.....	233
Bibliographie.....	241
Annexes.....	255
LISTE DES TABLEAUX.....	272
LISTE DES ENCADRES.....	273
LISTE DES FIGURES.....	273
LISTE DES CARTES.....	274
LISTE DES PHOTOS.....	274
Abstract.....	281
Résumé.....	282

Abstract

Although the crises affecting pastoral societies in Africa are not new today and that many works have been devoted to it in the Sahel, particularly in relation to climate change and the variability of resources, it remains no less than in the savannah areas of Central Africa such as the Central African Republic or pastoralism has also taken root and has been accompanied by profound changes and evolutionary constraints in recent years, studies are either little or nonexistent. Yet a country with huge potential for natural resources favorable to the development of pastoralism, it is facing for more than a decade already a situation of prolonged crisis accentuated by a serious security and humanitarian crisis in 2013. This crisis has heavily affected the sector where pastoral farming remains one of the most important components. Today, as in the past, pastoralists are organizing themselves to cope with these shocks and mobility has for a very long time been the main strategy of response. However, because of the scale of the recent crises and their consequences, this crucial question always comes back to us: is pastoral mobility the key to adapting and maintaining pastoralism in CAR?

This thesis, which is based on two case studies centered on qualitative data, aims to answer this central question by studying pastoral livestock systems in this case the adaptation strategies of pastoralist households in a context of pastoral mobility and countries in post-conflict situations. The research was carried out in two pastoral camps located in Terfel in the sub-prefecture of Birao and Bangui-Banda in that of Bambari.

Based on a framework of analysis appropriate to pastoral systems and centered on the main entry of this thesis, in this case mobility, it shows that pastoralism is far from reaching its end as some analysts believe pastoral. On the contrary, it is a forceful return as the main strategy in the context of a major security crisis such as that experienced by the CAR in 2013. The research also made it possible to highlight the fact that a better understanding of pastoral systems mobilization of local issues. The mobility-based shock response strategy remains the most dominant and in addition it reveals a difference in situation between pastoral systems and their populations as we move from one area to another.

Key words: pastoralism, pastoralists, mobility, security crisis, resilience, adaptation, Central African Republic

Résumé

Bien que les crises qui touchent les sociétés pastorales d'Afrique ne datent pas d'aujourd'hui et que de nombreux travaux lui ont été consacré en milieu sahélien en lien notamment avec les changements climatiques et la variabilité des ressources, il n'en demeure pas moins que dans les zones de savane d'Afrique centrale comme la République Centrafricaine ou le pastoralisme s'est aussi enracinée et s'est accompagné des profondes mutations et des contraintes évolutives depuis ces dernières années, les études sont soit peu ou inexistantes. Pays pourtant aux énormes potentialités en matière de ressources naturelles favorable au développement du pastoralisme, il est confronté depuis plus d'une décennie déjà à une situation de crise prolongée accentuée par une grave crise sécuritaire et humanitaire en 2013. Cette crise a lourdement affectée le secteur agricole dont l'élevage pastoral demeure l'une des composantes les plus importantes. Aujourd'hui comme par le passé, les éleveurs s'organisent pour faire face à ces chocs et la mobilité a été pendant très longtemps la stratégie principale de réponse. Toutefois du fait de l'ampleur des récentes crises et leurs conséquences, cette question cruciale nous revient toujours : la mobilité pastorale est-elle la clé de l'adaptation et du maintien du pastoralisme en RCA ?

Cette thèse qui s'appuie sur deux études de cas centrée sur des données qualitatives se propose de répondre à cette question centrale en étudiant les systèmes d'élevage pastoraux en l'occurrence les stratégies d'adaptation des ménages éleveurs dans un contexte de mobilité pastorale et de pays en situation de conflit. La recherche a été menée dans deux campements pastoraux situés à Terfel dans la sous-préfecture de Birao et Bangui-Banda dans celle de Bambari.

S'appuyant sur un cadre d'analyse approprié aux systèmes pastoraux et centré sur l'entrée principale de cette thèse, en l'occurrence la mobilité, elle montre que le pastoralisme est loin de toucher à sa fin comme le pensent certains analystes des questions pastorales. Au contraire, il revient avec force comme la principale stratégie dans la situation de grande crise sécuritaire telle que celle vécue par la RCA en 2013. La recherche a permis aussi de mettre en évidence le fait qu'une meilleure compréhension des systèmes pastoraux passe par une mobilisation des enjeux locaux. La stratégie de réponse aux chocs fondée sur la mobilité reste la plus dominante et qu'en plus elle laisse apparaître une différence de situation entre les systèmes pastoraux et leurs populations à mesure que l'on passe d'une zone à une autre.

Mots clés : pastoralisme, éleveurs, mobilité, crises sécuritaires, résilience, adaptation, République Centrafricaine.